

LE XXV^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

L'unité ne supporte pas la contestation

Le vingt-cinquième congrès du Parti communiste est entré, en fait, dès vendredi, dans sa phase ultime, celle du débat sur l'élection du futur comité central du parti. Répondant à M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, M. Jean Portejoie, premier secrétaire de la fédération des Hautes-Pyrénées, a posé le problème sans ambiguïté, en expliquant qu'il ne pourrait être au comité central des responsables qui ne se seraient pas montrés suffisamment d'accord avec les décisions majoritaires.

Le Parti communiste peut-il tolérer la diversité des opinions au niveau de ses instances dirigeantes ? Pour la plupart des délégués qui ont répondu à M. Juquin, il ne saurait en être question. L'un d'eux a affirmé que le problème du pluralisme ne se pose pas au PCF et qu'il faut laisser cela à d'autres. En outre, le fait qu'aucun membre du bureau politique n'ait répondu à M. Juquin le montre à l'évidence. Pour la direction du parti, il ne peut pas exister de divergences en son sein, et, s'il en apparaît une, elle ne peut être que résorbée ou éliminée.

Il ne s'est trouvé que trois délégués, dans le débat provoqué par l'intervention de M. Juquin, pour s'opposer à la conception dominante. Parmi ceux-ci, le secrétaire de la section des usines Michelin - l'une des plus importantes sections ouvrières du PCF, - M. Jean-Jacques Périer, a fait valoir que, bien que n'ayant pas



voité le projet de résolution, il avait été reconduit par les militants à la tête de cette section et au secrétariat de la fédération du Puy-de-Dôme. Si l'on condamne cette réaction, a-t-il souligné, cela veut dire que les cadres du parti n'ont pas le droit de participer au débat sur sa politique.

La question commune, par-delà leurs divergences, à tous ceux qui ont critiqué la direction, dans la dernière période, est bien celle-ci. Comme l'avait expliqué M. Marcel Rigout au terme de la conférence de sa fédération, celle de la Haute-Vienne, l'unité du parti, selon eux, doit être réelle, c'est-à-dire fondée sur un débat qui n'écarte personne. C'est selon ce principe qu'ont agi les responsables de la Meurthe-et-Moselle, comme ceux de la Haute-Vienne, ceux de la Corse-du-Sud, comme ceux du Puy-de-Dôme et de la Charente, ou encore ceux de la section Peugeot de Sochaux (Dnubs), dont le secrétaire, M. Gérard Bailly, a énuméré, vendredi, les interrogations sur la pratique qui avait été celle du PCF dans l'union avec le PS et sur son comportement vis-à-vis des pays de l'Est.

L'unité doit-elle se faire par ablations successives, avait demandé, jeudi, M. Félix Damette. M. Juquin n'a pas

craint, pour sa part, de rappeler le sort de ceux qui, en 1956, après le congrès de la déstalinisation en Union soviétique, en 1961, après l'arrivée au pouvoir de de Gaulle, en 1968, après les événements de mai-juin et après Prague, avaient posé des questions et avaient été mis à l'écart d'un parti qui, aujourd'hui, avoue les «retards» qu'il avait pris alors.

La direction actuelle paraît décidée à faire subir le même sort, au niveau des instances dirigeantes, à tous ceux qui n'ont pas suivi la voie qu'elle avait indiquée au lendemain des élections européennes. L'idée que le débat puisse se poursuivre après le congrès lui est insupportable. Plusieurs de ses porte-parole l'ont dit, vendredi, en répondant à M. Juquin. «L'unité du parti, oui, mais sans ambiguïté», a dit, par exemple, M. Charles Carassa, premier secrétaire de la fédération des Alpes-Maritimes.

Face à cette volonté d'élimination, dont on se demandait, samedi matin, jusqu'où elle irait, les minoritaires se sont efforcés de donner le moins de prise possible. C'est bien ce qui a été reproché à M. Juquin : qu'il avait donné ses désaccords de fond à l'occasion de plusieurs de ses interventions. L'un des minoritaires, M. Roland Favaro, responsable du PCF pour la Lorraine, membre du secrétariat fédéral de la Meurthe-et-Moselle, a émis le souhait que le congrès sache «éviter toutes les crispations». Le comportement de la direction et le ton de ses questions ne laissent guère d'espoir à cet égard.

PATRICK JARREAU.

(Lire nos Informations page 8.)

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

Avortement : une loi, dix ans pour l'appliquer

La pyramide du Louvre : M. Poi, l'architecte américain, s'explique

Mengele ou le génocide impuni

(Pages 4 et 5)

M. Mitterrand en Picardie : le courroux de la «force tranquille»

(Page 9)

Pernod-Ricard reprend la Société des vins de France

(Page 16)

ARABSAT MIS EN ORBITE PAR ARIANE

Un satellite politique

De notre envoyé spécial

Kourou (Guyane). - «Allahou Akbar Wa Lillah el Hamd!» (Dieu est grand et que le Seigneur soit loué!). Le cri fuse spontanément de l'assistance, tandis qu'Ariane-3 décolla du sol dans une gerbe de flammes.

Les représentants de vingt et un États arabes et de l'O.L.P. (Dieu est grand et que le Seigneur soit loué!). Le cri fuse spontanément de l'assistance, tandis qu'Ariane-3 décolla du sol dans une gerbe de flammes.

s'élancer vers le ciel. Ils applaudissent, se congratulent, félicitent avec effusion MM. Louis Mexandeau et Hubert Curien, respectivement ministre des PTT et ministre de la recherche et de la technologie.

Dans la salle de contrôle, les techniciens en blouse blanche savent que la partie n'est pas encore gagnée. Visiblement angoissés, ils suivent sur des écrans l'évolution de la fusée chargée de mettre en orbite Arabsat, mais aussi le satellite Brésil, destiné au Brésil. Les visages s'épanouissent : la double entreprise a réussi.

Les effets d'un échec auraient pu ternir l'image de marque de l'Europe, mais, surtout de la France, en particulier en Amérique latine, en Afrique, voire en Chine, qui a délégué son vice-ministre des télécommunications pour assister au lancement. C'est la première fois, en effet, qu'une entreprise non américaine, en l'occurrence la firme française Aérospatiale, a obtenu la maîtrise d'œuvre d'un système de satellite sur le marché international.

Le succès d'Arabsat aura, espère-t-on, des conséquences bénéfiques pour la coopération franco-arabe dans le domaine des télécommunications. Déjà des

contrats totalisant 9 milliards de francs ont été conclus au cours des quatre dernières années ; d'autres marchés d'une valeur de quelque 10 milliards de francs seraient à enlever dans le court terme.

La rentabilité d'Arabsat reste encore à démontrer. Le projet a déjà coûté, stations de contrôle comprises, quelque 3 milliards de francs qu'il faudra amortir en sept ans, la durée de vie probable du satellite.

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 12.)

M. SERGE DASSAULT invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Serge Dassault, président du Parti libéral, président-directeur général de la société électronique Marcel Dassault, sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde», le dimanche 10 février, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Dassault, dont le parti lève d'une scission du CNIP se situe nettement dans l'opposition, répondra aux questions d'André Passerou et de Jacques Isnard du Monde, de Gilles Leclerc et de Jean-Yves Hoffinger, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Belaud.

La révolution... culturelle

Le «bond en avant» de l'agriculture chinoise prouve que la faim n'est pas une fatalité

Par PIERRE DROUIN

La terre n'est pas si ingrate. On ne parle aujourd'hui que de déserts, de famines, de populations qui croissent plus vite que la production alimentaire. On épousète Malthus. Et pourtant... Des raisons de changer de lunettes apparaissent tout de même sur cette planète qui ne transmet pas que des messages de désespoir.

The Economist (1) a regardé de près, une nouvelle fois, ce qui se passe en Chine, tellement le spectacle des bouleversements est là-bas fascinant. Après l'Inde, qui réussit à exporter aujourd'hui de la nourriture (malgré des progrès encore trop lents dans certaines «poches» de pauvreté), la Chine a réussi à accroître sa production de céréales de plus de 30% en sept ans. Pour la première fois depuis 1949 (2), ce pays a car-

gistré en 1984 un excédent de céréales, avec une production de 400 millions de tonnes. Du coup, les importations de blé ont été considérablement réduites.

Le «socialisme aux couleurs de la Chine», on le sait, doit absorber maintenant, sans cesse idéologiques, tout ce que le capitalisme peut apporter d'utile. Depuis que les paysans ont gagné en autonomie et peuvent signer des contrats de production (1978), qui ont encouragé l'augmentation des rendements, un élan irrésistible a été donné. Fin des communes populaires, décollectivisation en douceur, diffusion de la responsabilité ; l'homme étant ce qu'il est, les résultats devaient suivre. Cela n'a pas manqué.

Le moteur est reparti et il a fait exploser le schéma bien connu selon lequel le tiers-monde ne pou-

vait s'en sortir sans grands barages et fermes imposantes. Les héros de la révolution... culturelle chinoise sont des paysans qui ont compris d'abord que les investissements les plus profitables intéressaient les petits travaux, les écoles, les pompes hydrauliques, l'usage plus efficace de l'irrigation existante et celle des engrais (3).

S'ils veulent imiter la nouvelle Chine, les pays du tiers-monde doivent aussi tourner le dos à toutes les politiques qui pèsent sur les fermiers : contrôle des prix, taux de change favorisant les importations agricoles et décourageant les exportations, protectionnisme augmentant le coût des machines agricoles et des engrais.

Il n'y a pas de fatalité dans la déperdition de l'énergie nutritive. A l'inverse, le lait et le miel ne couleront pas dans un pays pour la seule raison qu'il aurait tourné

le dos à certaines structures politico-économiques paralysantes. Le monde peut se nourrir si, avec l'aide de la science, on revient aux gestes du bon sens, aux grandes traditions des métiers de la terre, à l'effort consenti parce qu'il se traduit directement par l'amélioration du niveau de vie de la famille exploitante, etc.

«Les travaux et les jours» ne se lisent pas effacement dans les kolkhozes et les sovkhozes. La Russie, qui était le grenier à blé de l'Europe, finira-t-elle par comprendre à son tour qu'il faut jeter bas l'armature de la collectivisation pour retrouver ce «sel de la terre» qu'est cette volonté motivée de l'homme, «le capital le plus précieux».

(1) Numéro du 2 février.
(2) Le Monde du 26 janvier.
(3) Lire l'article de Gilbert Étienne dans le Monde du 5 juillet 1983.

L'envolée du dollar

Quand tous les experts y perdent leur latin

Il est «déjà tard», mais pas trop tard, pour commencer à s'attaquer aux «graves déséquilibres» de l'économie américaine, tandis que celle-ci est encore prospère, a déclaré le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, vendredi 8 février, devant la commission budgétaire du Sénat. Il a réitéré son appel en faveur d'une réduction substantielle et rapide du déficit budgétaire, ajoutant que «plus une décision sera différée, plus grands seront les risques et plus difficile la tâche à accomplir».

Dans une interview accordée vendredi au Wall Street Journal, le président Reagan s'est déclaré, lui aussi, partisan d'une réduction du déficit budgétaire qui a été, selon lui, aggravée par la récession de 1981-1982. Il met en cause les démocrates, qui contrôlent le

Congrès depuis pratiquement cinquante ans, et réclame une nouvelle fois un amendement constitutionnel obligeant le gouvernement à présenter un budget équilibré.

Le déficit budgétaire américain continue d'inquiéter les marchés financiers internationaux. Les emprunts massifs et permanents du Trésor destinés à le combler favorisent les hausses des taux d'intérêt qui, elles-mêmes, alimentent la spéculation sur le dollar. Celui-ci continue de battre tous ses records de hausse. Il pourrait atteindre les 10 F à Paris en début de semaine prochaine.

Lire page 19 les articles de CHRISTOPHER HUGHES et de FRANÇOIS RENARD

سنة من العمل

Etranger

Madagascar

mais en 1972 avec le Tsiranana.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Le 11 février 1972, le régime de Tsiranana, le premier président de Madagascar, a été assassiné par un jeune officier de l'armée, le capitaine Didier Ratsiraha. Le régime de Tsiranana était un régime militaire qui avait été instauré en 1972 après la chute du régime de Ratsiraha.

Quand la télévision polonaise se met à l'écoute de Seweryn Blumsztajn

Le téléviseur polonaise a rompu le silence qu'elle avait observé jusqu'à présent — comme toute la presse — sur l'expulsion immédiate de Varsovie de Seweryn Blumsztajn, ancien représentant de Solidarité en France, qui avait tenté, mardi 5 février, de regagner son pays. La télévision a diffusé des extraits d'interviews données par l'intéressé à des radios occidentales émettant vers la Pologne, et un commentaire a ajouté : « Blumsztajn n'a pas caché qu'il n'avait pas abandonné sa lutte pour renverser le système. Lui et ses amis espéraient créer des tensions sociales dans le pays. »

Le « clou » de la séquence a été la diffusion d'un extrait d'une conversation téléphonique entre Seweryn Blumsztajn et Jacek Kuron, le plus connu des animateurs du KOR. La conversation a eu lieu immédiatement après le retour forcé de S. Blumsztajn à Paris, et les deux hommes évoquaient la manière dont il fallait envisager la suite des événements. Kuron s'exprimait avec sa franchise habituelle.

Les membres de l'opposition polonaise savent parfaitement que toutes leurs conversations téléphoniques sont écoutées et ne s'en soucient pas outre mesure, mais la diffusion à la télévision d'extraits choisis de ces écoutés de police est plus rare. Cependant l'exploit de la télévision polonaise est bien moindre, si on la compare à celui de sa consœur de Prague qui avait, elle, diffusé, en décembre 1981, un montage de conversations entre un émigré tchécoslovaque et sa propre femme, tous deux résidents à Paris (l'affaire avait suscité une vive protestation du Quai d'Orsay).

Le monétarisme dont l'affaire Blumsztajn a été traitée par la télévision de Varsovie contraste en tout cas avec l'accueil parfaitement poli qui a été réservé à l'intéressé, le même jour, par le consul de Pologne à Paris. S. Blumsztajn, dont c'était le premier contact avec l'ambassade depuis trois ans, demandait qu'on lui délivre un nouveau passeport polonais, celui dont il était porteur ayant été successivement jugé « non valable », puis « annulé » par les policiers de l'aéroport de Varsovie.

Le diplomate, sans même esquisser le moindre commentaire de nature politique, a expliqué que la délivrance d'un nouveau document était « un problème purement formel », mais que la réponse devait venir de Varsovie et qu'il ne pouvait s'engager sur aucune date.

En Pologne, M. Lech Walesa a dénoncé l'expulsion de S. Blumsztajn en déclarant qu'il s'agissait d'un « basculement de fait ».

J. K.

« BIEN ENTENDU, NOUS N'ALLONS RIEN FAIRE »

Ma déclaration intempestive sur la Pologne aurait dû me coûter ma place en 1981

estime M. Claude Cheysson

M. Claude Cheysson était, vendredi 8 février, l'hôte à déjeuner de l'Association de la presse diplomatique. L'ancien ministre des relations extérieures a notamment déclaré à cette occasion que, de tous les propos qu'il avait pu tenir, « et qui ont fait scandale », les seuls qu'il regrette étaient ceux qui avaient trait à la Pologne, au lendemain de l'instauration de l'état de siège dans ce pays, en décembre 1981. (1).

« J'ai fait une erreur et je regrette cette réponse, qui ne s'appliquait qu'à une action militaire, a-t-il expliqué. Nous venions de parler avec mes trois collègues américains, anglais et allemand des mesures militaires qu'il convenait de prendre compte tenu des événements de Varsovie, et nous avions constaté qu'il n'y avait pas d'intervention de l'armée rouge, et que, par conséquent, il n'y avait pas de mesures militaires à prendre. C'est comme cela que j'ai été amené à dire : « nous ne ferons rien », pensant uniquement à l'aspect militaire. J'ai eu tort, je regrette cette déclaration intempestive qui aurait dû normalement me coûter ma place », a-t-il ajouté.

M. Cheysson a, par ailleurs, réaffirmé son désaccord avec l'initiative de défense stratégique du président Reagan : l'installation d'un réseau de satellites protégeant les Etats-Unis grâce à des armes à énergie dirigée est, selon lui, comparable à la ligne Maginot, et constitue « la plus fantastique incitation au neutralisme » en Europe occidentale, alors que la dissuasion, elle, est « efficace parce qu'elle rend toute attaque suicidaire ».

(1) M. Cheysson avait déclaré : « Nous n'avons que deux options : l'armée rouge polonaise, [c'est-à-dire] la Pologne, ou l'armée soviétique. »

UN MOIS AVANT L'OUVREURE DES NEGOCIATIONS DE GENÈVE

Moscou accuse Washington de ne pas respecter les traités

De notre correspondant

Moscou. — A quelques semaines de l'ouverture à Genève des négociations sur les armes nucléaires et cosmiques, l'URSS a manifesté son agacement devant les accusations de Washington selon lesquelles elle ne respecterait pas les traités qu'elle a signés au motif de contrôle des armements. Dans un éditorial que publie ce samedi 9 février la Pravda, la direction soviétique énumère à son tour les violations américaines supposées en ce domaine.

Ce texte ne fait pas peser de menace sur les négociations elles-mêmes, ce qui le distingue du « coup de bluff » opéré le 13 janvier dernier à la télévision soviétique par M. Andreï Gromyko. Mais l'irritation des dirigeants du Kremlin à l'égard des « mauvaises manières » de Washington est manifeste.

Le chef de l'exécutif américain avait accusé, le 2 février, l'URSS d'avoir délibérément violé le traité de Moscou de 1972 sur les missiles antimissiles (ABM) en construisant

en Sibirie occidentale, à Krasnotarsk (la région natale de M. Tchernenko), un type de radar qu'interdit le texte de 1972 (le Monde daté 3-4 février).

La riposte soviétique, telle qu'elle est détaillée dans la Pravda, se développe sur plusieurs terrains. Les Etats-Unis n'auraient pas violé moins de cinq textes. Tout d'abord, le traité ABM lui-même, avec leur « initiative de défense stratégique » (la fameuse « guerre des étoiles »). La Pravda écrit que « les travaux de construction de stations radars mobiles de défense antimissiles butent leur plein » aux Etats-Unis et que certains missiles Minuteman ont été « durcis » de façon à en faire des « antimissiles ». Le quotidien du parti accuse enfin Washington d'utiliser son réseau de radars fixes « pave pavé » à des fins interdites par le texte de 1972.

Vient ensuite SALT-2. La Pravda affirme que l'installation de missiles de croisière en Europe, armes considérées comme « stratégiques » par l'URSS, puisqu'elles peuvent atteindre son territoire, constitue une violation de ces accords.

En troisième lieu, le traité de 1974 sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires. Selon la Pravda, « les Etats-Unis l'ont signé, mais voilà déjà onze ans qu'ils ne veulent pas le ratifier ». Pourquoi ? Parce qu'ils ne voudraient pas qu'on contrôle la puissance de ces essais souterrains qui seraient, selon les Soviétiques, supérieure à celle admise par le document.

Quatrième, les Etats-Unis auraient, au cours de la guerre du Vietnam, enfreint le traité de Genève de 1925 interdisant l'emploi des armes chimiques. Cinquième, enfin, « les tentatives de remettre en question les réalités existant en Europe et d'entraver la coopération commerciale et économique normale dans cette partie du monde » seraient contraires à l'acte final de la conférence d'Helsinki (1975). En d'autres termes, le soutien de « sortie de Yalta » et les restrictions aux exportations de haute technologie vers l'Est violent l'esprit, sinon la lettre, des accords d'Helsinki.

On le voit, la Pravda fait bonne mesure, mélangeant des violations supposées de traités signés et ratifiés (ABM), signés mais non ratifiés (SALT-2, essais souterrains), ainsi que des considérations plus vagues. Le message est sans doute le suivant : l'URSS est disposée à négocier, ce n'est pas le moment de l'accuser de tricherie.

D. Dh.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Apaisement entre Londres et Tripoli après la libération de quatre Britanniques

De notre correspondant

Londres. — Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a fait savoir, le 8 février, que des conversations allaient bientôt pouvoir s'engager avec des représentants libyens « dans un pays tiers », en vue d'améliorer les rapports entre Londres et Tripoli. Cette annonce faisait suite au retour, la veille à Londres, de quatre Britanniques détenus en Libye depuis le mois de mai 1984. Ils avaient été arrêtés à Tripoli dès la décision prise par le gouvernement de M. Thatcher de rompre les relations diplomatiques après la fusillade déclinée le 17 avril par des membres du Bureau du peuple libyen (ambassade à Londres) — un agent de police avait été tué — et après une série d'attentats commis en Angleterre contre des opposants au régime du colonel Kadhafi.

M. Richard Luce, ministre d'Etat (1) chargé des relations avec les pays arabes, a cependant précisé que la volonté d'un certain rapprochement avec le Libye n'impliquait aucun « changement fondamental » dans un avenir prévisible. C'est-à-dire qu'il n'est pas question pour le moment de rétablir les relations diplomatiques.

(1) Titre équivalent à celui de secrétaire d'Etat.

LA CONTROVERSE SUR LES « INCURSIONS » DE SOUS-MARINS SOVIÉTIQUES

Le ministre suédois des affaires étrangères ne démissionnera pas

De notre correspondant

Stockholm. — Le Parlement suédois a repoussé, le vendredi 8 février, une motion de censure déposée contre le ministre des affaires étrangères, M. Lennart Bodström, à propos de la violation des eaux territoriales suédoises par des sous-marins étrangers.

Le ministre, lors d'un dîner la semaine dernière avec six journalistes, avait déclaré qu'aucune violation des eaux territoriales suédoises par des sous-marins étrangers n'a eu lieu depuis l'automne 1982, et que les conclusions du rapport de la commission Andersson, qui avaient établi la présence de six sous-marins soviétiques en plongée dans l'archipel de Stockholm, en septembre et en octobre 1982, comportaient « une dose d'incertitude ».

Ce rapport avait pourtant amené le gouvernement suédois à adresser, en avril 1983, une note de protestation à Moscou, laquelle avait entraîné un gel des relations bilatérales. Au cours de ce dîner, le chef de la diplomatie suédoise avait insisté sur la « psychose » qui règne en Suède au sujet des sous-marins soviétiques et indiqué que les Norvégiens, par exemple, faisaient preuve de plus de sang-froid dans les affaires de ce genre.

L'état-major de la défense nationale publie pourtant tous les trois mois des rapports qui montrent clairement que les incursions n'ont pas cessé, même si elles sont moins fréquentes qu'en 1982-1983, et que la nationalité des « intrus » ne peut pas être déterminée. Ces bilans inquiétants ont incité le gouvernement à

renforcer sensiblement le budget de la marine et le dispositif de lutte anti-sous-marin.

La position de M. Bodström se distinguait donc de la politique officielle du gouvernement social-démocrate, qui entend s'opposer — par les armes s'il le faut — aux violations de ses eaux territoriales pour défendre sa neutralité, tout en maintenant parallèlement le dialogue avec l'URSS.

M. Bodström a démenti catégoriquement les propos qui lui étaient prêtés et accusé les journalistes de malhonnêteté. Le premier ministre, M. Palme, est venu à la rescousse de son collègue « qui, officiellement, n'a jamais émis d'autre point de vue que celui du gouvernement ». Une fois de plus, la presse a été éblouie au pilori. L'affaire aurait pu en rester là si 1985 n'était pas une année électorale.

Le faux pas du ministre des affaires étrangères était une occasion pour l'opposition de gêner les sociaux-démocrates à huit mois des législatives, et, pour le gouvernement, de laisser entendre que les conservateurs veulent abandonner la neutralité traditionnelle et rapprocher la Suède de l'OTAN. Rarement un débat parlementaire aura été aussi vif que celui de ces derniers jours.

Conservateurs, centristes et libéraux estimaient que M. Bodström était « incompétent » et devait se retirer. Toutefois, les sociaux-démocrates et les communistes contrôlant cent quatre-vingt-six des trois cent quarante-neuf sièges du Parlement, la motion de censure a été rejetée.

ALAIN DEBOVE.

LE RETOUR DE M. KIM DAE JONG A SEOUL

Washington réagit à la brutalité de l'accueil

De notre envoyé spécial

Seoul. — M. Kim Dae Jong a confirmé vendredi soir 8 février, au cours d'une conférence de presse, qu'il avait été brutalisé par les forces de sécurité sud-coréennes lors de son arrivée à Séoul en fin de matinée.

« J'ai ressenti des coups », a déclaré le dirigeant de l'opposition, précisant qu'il avait depuis longtemps été habitué à ce genre de traitement de la part des autorités. Il a néanmoins paru soucieux de ne pas dramatiser outre mesure une affaire qui continue de susciter l'indignation des personnalités américaines qui l'accompagnent dans son retour d'exil et qui o même conduit l'ambassade des Etats-Unis à Séoul à publier un communiqué.

Des propos très durs avaient été tenus hier par M. Patricia Derian, chargée des questions des droits de l'homme dans l'administration Carter (le Monde du 9 février). Deux parlementaires américains, MM. Edward Feighan et Tom Foglietta, ainsi qu'un ancien ambassadeur, M. Robert White, ont confirmé avoir été témoins, et également victimes, des brutalités policières. Au moment où M. Kim était attaché à leur groupe sans ménagements, ils ont reçu des coups de poing et des coups de pied après qu'on les eut fait tomber à terre. Un journaliste qui avait réussi à suivre le groupe, a corroboré ces accusations.

Malgré les démentis sud-coréens, l'affaire a été prise très au sérieux par l'ambassade des Etats-Unis qui déclare, dans un communiqué, avoir ouvert une enquête et « transmis une note très ferme au ministère des affaires étrangères demandant des explications détaillées » sur les circonstances de l'incident survenu à l'aéroport.

L'ambassade pouvait-elle faire moins, alors qu'elle avait obtenu l'assurance du président Chun Doo Hwan que la sécurité de M. Kim Dae Jong serait assurée et qu'il ne serait pas réincarcéré, alors que des personnalités américaines sont directement concernées et qu'un fort contingent de

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger
Exemplaires spécimens sur demande

Étranger

Etats-Unis

Le général Vernon Walters remplace M^{me} Kirkpatrick comme ambassadeur auprès des Nations unies

Washington. — Conformément aux prévisions, M. Reagan a nommé le général Vernon Walters ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations unies, en remplacement de M^{me} Kirkpatrick qui, faute d'avoir pu obtenir un haut poste de responsabilité, a préféré reprendre sa carrière universitaire. La confirmation de sa nomination par le Sénat ne

semble faire aucun doute, étant donné la longue expérience du général, au service de cinq présidents des Etats-Unis, et de ses convictions anticomunistes aussi fermes que celles de son prédécesseur. Dans ses premières déclarations, le général Walters a rendu hommage à M^{me} Kirkpatrick qui, a-t-il dit, « a accompli un travail fantastique... ».

L'homme des « missions secrètes »

Correspondance

Après avoir échoué dans ses efforts pour mettre le puste d'ambassadeur auprès des Nations unies sous son contrôle direct, le secrétaire d'Etat, M. Shultz, a favorisé la nomination du général Walters qui, comme M^{me} Kirkpatrick, sera membre du cabinet. Mais, à la différence de M^{me} Kirkpatrick, qui avait de l'influence sur M. Reagan et exprimait souvent des vues personnelles contredisant la ligne « modérée » du département d'Etat, le général Walters paraît décidé à se comporter en loyal exécutant de M. Shultz. « Je n'entends pas créer des difficultés à ceux qui déterminent la politique extérieure des Etats-Unis », a-t-il dit.

Comme M. Reagan et d'autres membres de l'administration, le général Vernon Walters est un *self made man*. Fils d'un agent d'assurances d'origine britannique, il a fréquenté des écoles catholiques en France et en Angleterre, mais, pour des raisons financières, dut abandonner ses études à l'âge de seize ans. Sans aucun diplôme, il s'engagea dans une carrière militaire, dont il se retira, trente-cinq ans plus tard, comme général, sans avoir jamais exercé de commandement.

Le général Walters n'est pas un intellectuel comme M^{me} Kirkpatrick, mais c'est un spécialiste de la diplomatie secrète. A soixante-huit ans, il sort de l'ombre où il s'était cantonné après avoir accompli des missions « spéciales » pour ses divers patrons, de Truman à Reagan. Ses connaissances linguistiques — il parle couramment huit langues — l'ont beaucoup servi dans ses divers postes. Il a été aide de camp du général Clark pendant la libération de Rome, puis comme inter-

prète des présidents Nixon et Eisenhower, enfin comme attaché militaire à Paris, où il organisa les rencontres secrètes entre Kissinger et le représentant du Vietnam, Le Duc Tho.

Plus récemment, au début du premier mandat de M. Reagan, il accompagna en 1982 un voyage secret à Cuba pour tenter d'améliorer les relations avec M. Fidel Castro. Au cours des six heures de discussions, le leader cubain lui rappela que tous deux avaient été élevés chez les jésuites. « Oui », répondit Walters, mais moi j'ai gardé la foi... Je suis resté fidèle... Plus récemment, il s'était rendu en mission secrète au

Salvador pour prêcher la modération au leader de l'extrême droite, M. Robert d'Aubuisson. Le général Walters a souligné qu'il avait parcouru plus de 1 million de kilomètres dans une centaine de pays.

Nommé directeur adjoint de la CIA par Nixon en 1972, il réussit à maintenir cette organisation à l'écart de l'affaire du Watergate. « Je suis prêt à démissionner plutôt que de faire quelque chose qui impliquerait la CIA », répondit-il aux conseillers de Nixon, qui suggéraient que la CIA aide financièrement les « cambrioleurs » du Watergate.

HENRI PIERRE.

Bolivie

Le gouvernement demande à l'armée de contrôler les voies de communication

La Bolivie connaît depuis une semaine d'importants mouvements sociaux. Des membres de la Fédération paysanne de La Paz bloquent plusieurs routes et ont fait sauter le même jour un pont sur lequel passe la voie ferrée qui relie La Paz à la ville chilienne d'Arica. Ils protestent contre l'insuffisance de l'approvisionnement en essence et en produits alimentaires de première nécessité dans la région agricole de l'ouest du pays. Le ministre de l'intérieur, M. Federico Alvarez Plaza, a fait appel à l'armée pour éviter d'autres destructions et contrôler les voies de communication.

De leur côté, les employés des transports publics sont en grève depuis sept jours pour protester contre le refus du gouvernement d'augmenter, à leur demande, leurs salaires de 300 %. De plus, la fermeture des banques depuis deux semaines, en signe de protestation contre la politique du gouvernement dans ce secteur, perturbe considérablement l'activité économique et commerciale et empêche le versement de nombreux salaires.

Nicaragua

Le gouvernement adopte des mesures draconiennes pour tenter de lutter contre le marché noir

Managua (AFP). — Le gouvernement de Managua a annoncé, vendredi 8 février, une dévaluation du cordoba et l'ouverture d'un marché libre des devises, afin de faire face à « la dramatique crise économique » que connaît le pays.

Pour les exportations, la banque centrale du Nicaragua a défini trois taux de change, à 28, 40 et 50 cordobas pour un dollar, et quatre autres, à 20, 28, 40 et 50, pour les importations. Jusqu'alors, le taux de change officiel était de 10 cordobas pour un dollar, et le taux parallèle de 28,50.

L'intervention, il y a trois ans, du marché libre des devises avait provoqué l'apparition d'un marché noir, où le dollar se vend à plus de 500 cordobas.

Par ailleurs, le gouvernement a annoncé le gel du recrutement des fonctionnaires et une possible réduction des effectifs de l'administration, qui emploie soixante-dix mille personnes. Les autorités entendent ainsi diminuer le budget de l'Etat. Les subventions aux produits et aux services de base seront supprimées, mesure qui devrait occasionner une

hausse des prix. Ces aides, dont le montant pour les trois dernières années s'élève à 7 milliards de cordobas, n'ont servi qu'à enrichir les spéculateurs.

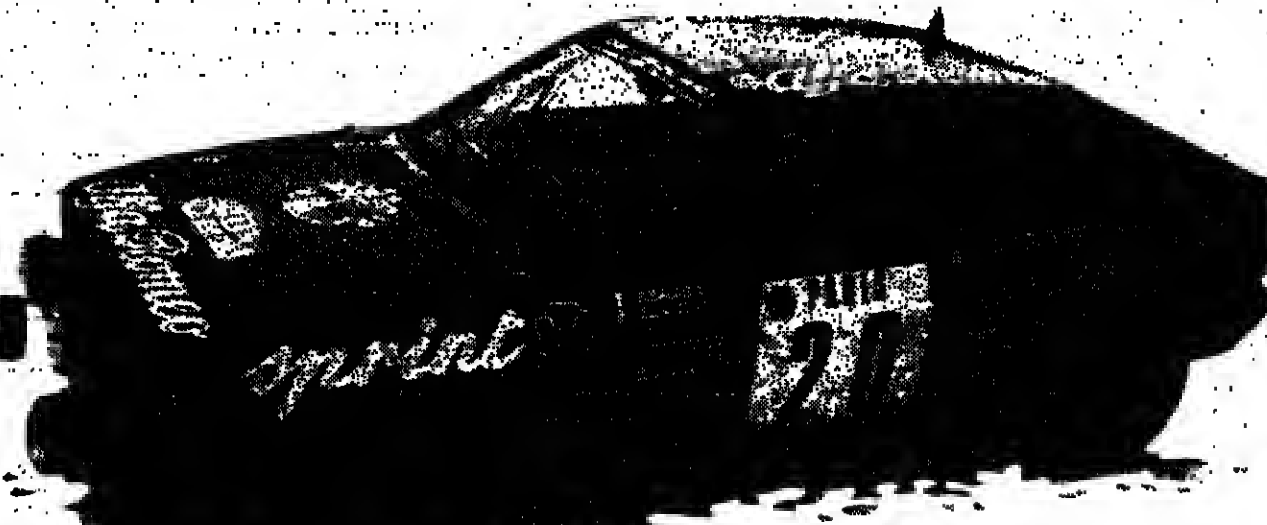
« Nous entendons que les articles, à leur valeur réelle, parviennent aux travailleurs et aux consommateurs sans que les aides de l'Etat tombent entre les mains des commerçants spéculateurs », a expliqué le président Ortega, en annonçant ces mesures dans un discours retransmis à la radio et à la télévision. Il a appelé les Nicaraguayens à se préparer à « de plus grands sacrifices » pour faire face aux moments « dramatiques et décisifs » que connaît la révolution sandiniste.

Les nouvelles dispositions permettront de réduire la grande masse de liquidités en circulation, selon les autorités, dans les circuits d'économie parallèle. M. Ortega a indiqué que le gouvernement compte ainsi stimuler la production et garantir l'octroi de crédits plus importants à la défense du pays, à laquelle sont déjà consacrés plus de 40 % du budget du pays.

Rallye de Monte-Carlo groupe A

ALFA GAGNE

Paris - Monte Carlo : 5 jours.



1^{er} Alfa Sprint (Balas - Loiné), 2^e Golf GTI (Chasseuil - Baron), 3^e 205 GTI (Ballet - Vuillemin) - classement groupe A.

Paris - Monte Carlo : quelques heures.



Sprint ● vert : 105 Ch. - 180 km/h sur circuit - 31,6" km départ arrêté - 4 places. Consommations normes UTAC : 6,3 l à 90 km/h - 8,2 l à 120 km/h - 11,4 l en circuit urbain.

A découvrir et essayer chez votre concessionnaire Alfa Romeo.

LA MAESTRIA AUTOMOBILE

Alfa Romeo France, département du Groupe G.S.I.

Alfa Romeo

80 millions de dollars pour un mystérieux avion Aurora

Washington (AFP, AP, Reuters). — Quatre-vingt millions de dollars figurent dans le budget américain de la défense de 1986 pour le développement d'un avion dénommé Aurora. Le Pentagone prévoit de consacrer 2,3 milliards de dollars à cet appareil en 1987, révèle le Washington Post.

Selon les spécialistes, le programme Aurora pourrait être en fait celui du bombardier Stealth (invisible), ou du moins utiliser la même technologie. Il s'agit d'un appareil qui, dépourvu d'angles aigus et revêtu d'une peinture spéciale, présenterait l'immense avantage d'échapper à la détection des radars.

L'armée de l'air américaine s'est refusée à faire la moindre commentaire sur Aurora, contentant simplement le montant des sommes requises pour sa mise au point. « Il s'agit d'un programme secret et nous ne pouvons en parler », a déclaré un porte-parole de l'armée de l'air, le commandant Ziegler.

En fait, le Pentagone travaille déjà depuis plusieurs années au développement d'un bombardier Stealth, qui remplacera les futurs B1-B dans l'arsenal américain d'ici à la fin du siècle. Les B1-B, eux, sont destinés à remplacer les actuels B-52.

D'autre part, le secrétaire à l'armée de l'air a annoncé vendredi 8 février que le Pentagone cessera d'acheter des bombes à guidage laser fabriquées par Texas Instrument, en raison d'une « augmentation excessive de leurs coûts. Selon le Pentagone, plus de 230 millions de dollars ont déjà été dépensés pour mettre au point ces bombes et en acheter environ quatre mille qui équipent les chasseurs bombardiers F-111 et F-4 Phantom. Le vice-président de Texas Instrument, M. Neureiter, s'est déclaré « surpris » de cette décision.

PATRICE DE BEER.

de diverses contributions, a ve un court texte, repris d'un al clandestin, qui explique quelques raisons de pacifisme qu'on se comprend à l'heure pas bonne presse en Pologne. Enfin, ceux qui veulent savoir bien d'énergie et d'endurance sont nécessaires à qui veut poser aux détenteurs du pouvoir et faire valoir ses droits. L'éditorial de l'ouvrage, intitulé « L'Europe du peuple », est signé de deux auteurs, dont l'un, le docteur J. J. Baluk, a son poste à la radio de Radio Free Europe.

JAN KRAUSE.

- 1) Anne Dambert, la Polone dans la littérature, 124 pages.
- 2) Henri Michaux, En l'honneur d'Albin Michel, 124 pages.
- 3) Alexandra Kwaśniewska, Paroles d'Europe, 124 pages.
- 4) « Solidarité » revue et revue, 124 pages.
- 5) « Alternatives » revue, 124 pages.
- 6) Edmund Baluk, L'Europe du peuple, 124 pages.

France

LE VINGT-CINQUIÈME CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

AU MEETING DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE A PARIS

M. Marchais dénonce la « militarisation de l'espace » et l'« impérialisme américain »

« Juquin n'est pas sur le podium... » Vendredi 8 février à l'Espace Balard, on compte les têtes présentes... et les autres. Cent drapeaux, cent responsables communistes et progressistes sont venus des cinq continents à l'initiative du PCF, pour sa soirée internationale de solidarité, en marge du 25^e congrès.

Mais M. Pierre Juquin, le « rénovateur », est absent. Il souhaitait une attitude plus critique à l'égard des pays de l'Est. Sur le podium, comme dans la salle archicomble, il ne semble guère avoir été entendu. M. Marchais est entouré de M. Mikhail Solomentsev, un Soviétique, de M. Ni Zhifu, un Chinois, de M. Jesus Montano, un Cubain.

Il part en guerre « contre la militarisation de l'espace », la « guerre des étoiles de Reagan ». Il fustige les méfaits de l'impérialisme américain et la « violente

campagne orchestrée par les forces impérialistes pour dénoncer des dissidents aux droits de l'homme dans les pays socialistes ». Dans le même temps, M. Marchais s'en prend à l'implantation de nouveaux missiles Pershing dans plusieurs pays d'Europe. Des milliers de militants parfois très jeunes, français et immigrés, réservent une ovation au secrétaire général.

Aux « camarades » soviétiques et chinois — applaudis modérément —, la foule préfère les « camarades » de Cuba, ou les sudanais de Nisaraga. L'« ami » algérien, M. Sakil Alt. Mossaoudine, affirme que la communauté immigrée est devenue la cible d'un racisme qui se développe. Le responsable algérien en appelle « à la solidarité sans faille du PCF, de toutes formations et organisations de gauche, pour défendre la sécurité des immigrés sur le sol français ». — D. R.

AU COLLOQUE DE « DROIT ET DÉMOCRATIE »

M. Badinter : la gauche est fière de son bilan en matière de libertés

La gauche ira à la bataille des législatives fière de son bilan en matière de libertés, a déclaré, vendredi 8 février, M. Robert Badinter, qui participait, à l'Assemblée nationale, à un colloque organisé par l'association Droit et Démocratie. « Nous aurons l'occasion, dans les mois à venir, de confronter devant l'opinion publique les réalisations de la présente législature et celles des législatures antérieures dans le domaine des libertés », a affirmé le garde des sceaux. « Ce sera bilan contre bilan ».

C'est la première fois depuis le référendum mort-né de l'été dernier que le gouvernement annonce une offensive de la majorité sur ce terrain des libertés. M. Badinter reconnaît, cependant, que la bataille sera difficile car il existe, « à-t-il dit », une « distorsion satisfaisante » entre le bilan dont se prévalent les socialistes et la manière dont l'opinion perçoit les progrès réalisés dans ce domaine. L'une des raisons de cette distorsion, a-t-il expliqué, n'est-elle pas que « l'exploitation de la peur est un

fonds électoral intouchable » ? Le garde des sceaux n'a pas dit comment le gouvernement entendait surmonter cet obstacle. Pour répondre à cette question, a-t-il déclaré, il faudrait tout un colloque dont le thème serait « criminalité, progrès des libertés et communication ».

Les débats auxquels participait M. Badinter avaient pour titre : « Progrès des libertés ». L'association Droit et Démocratie, qui les a organisés vendredi et samedi, rassemble des juristes de sensibilité de gauche. Son président est M. Jacques Riha, conseiller d'Etat et ancien conseiller technique de M. François Mitterrand à l'Elysée. Droit et Démocratie avait été encouragé à faire ce bilan (réformes pénales, lois Auroux, droits des étrangers, libertés locales, etc.) par la chancellerie, qui, comme le montrent les déclarations de M. Badinter, juge le moment venu de repasser à l'offensive sur le terrain des libertés.

B. L. G.

Presse

Après le rejet d'un pourvoi en cassation

L'INSTRUCTION DU « DOSSIER HERSANT » EST CLOSE

La Cour de cassation, vient-on d'apprendre, a rejeté le 27 novembre dernier le pourvoi présenté par les avocats de M. Robert Hersant concernant la démission de la Fédération française des sociétés de journalistes qui, se portant partie civile, souhaitait s'associer à la plainte déposée en mars 1977 par quatre syndicats de journalistes contre le propriétaire de la Socpresse (le Figaro, France-Soir, le Dauphiné libéré, etc.) pour infraction à l'ordonnance du 26 août 1944.

M. Claude Grellier, juge d'instruction chargé du dossier Hersant — virtuellement clos depuis deux ans —, va donc pouvoir le transmettre au parquet, celui-ci ayant à apprécier si la plainte est encore recevable depuis la promulgation de la nouvelle loi sur la presse en octobre 1984. Rappelons à cet égard que le Conseil constitutionnel a validé dans le texte final certains articles de l'ordonnance de 1944 que le législateur envisageait d'abolir, notamment l'article 9, qui interdisait à une même personne de diriger plusieurs quotidiens.

M. MAX THÉRET VEND « L'AUTRE JOURNAL » A M. MICHEL BUTEL

M. Max Théret — qui vient à la tête d'un groupe d'investisseurs, de racheter le Matin de Paris à M. Claude Perdriel — a cédé l'Autre Journal (ex-les Nouvelles littéraires) à l'écrivain Michel Butel. Celui-ci avait repris la direction de l'ancien hebdomadaire, devenu mensuel, tandis que M. Jean-François Kahn récupérait une partie du personnel pour lancer son Evénement du jeudi. Les Nouvelles littéraires devenaient en décembre 1984 l'Autre Journal (sous-titre les Nouvelles littéraires).

M. Max Théret, toutefois, a gardé la propriété du titre les Nouvelles littéraires, le plus ancien de la presse littéraire française, pour l'exploiter éventuellement dans l'avenir.

NOMINATION

● A l'Antenne 2. — M. Laurent Lévi-Strass, directeur adjoint de l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, exerce, depuis le 1^{er} février, les fonctions de directeur du cabinet de M. Jean-Claude Hébert, d'Antenne 2. Il remplace à ce poste M. Philippe Bélingard, qui conserve la direction des affaires juridiques de la chaîne, et assistera désormais M. Pierre Desgraupes dans sa mission de préparation d'un canal du satellite TDF 1.

Trois avocats, dix-sept procureurs pour M. Juquin

Changer les vieilles habitudes n'est jamais aisé. Les délégués au vingt-cinquième congrès du Parti communiste s'y sont portés avec empresse, mais si quelques-uns ne laissent pas leurs regrets de voir s'évanouir la tradition : ils ont dialogué, débattu, mis en avant des divergences, voire des oppositions... et cela sous les yeux de la presse.

De ce congrès, l'histoire retiendra certainement que la discussion, la contestation de la ligne de la direction n'a été si importante dans le parti qu'elle a atteint le sommet de l'édifice. Contrairement au passé récent, elle n'était plus le fait d'individus isolés, mais de groupes, de « sensibilités » (le mot a été prononcé). S'il n'y a pas eu d'opposition de « tendances », c'est que cette pratique, et tout ce qui pourrait s'en rapprocher, reste bannie et que les contestataires ont entre eux trop de divergences pour se regrouper.

La vedette de la troisième journée, le vendredi 8 février, fut celui que chacun attendait depuis le début : M. Pierre Juquin. Le scénario rodé la veille fut roqué, avec quelques variantes : la salle mit plus de temps que jeudi à réagir aux propos sociétaux de celui qui est encore — officiellement du moins — le porte-parole du parti ; la direction nationale ne jugea pas nécessaire de lui répliquer.

Un moment il sembla même que le constataire de bureau politique avait disparu (le Monde du 9 février) demandant une modification du fonctionnement du parti « qui tendrait à trahir le centralisme démocratique par une volonté autogestionnaire » et une clarification des rapports avec les pays socialistes, comme avaient commencé à le faire, a-t-il souligné, dès 1977, Jean Kaspas, puis M. Georges Marchais lui-même, « d'une façon audacieuse ».

Allant plus loin dans la mise en cause des « dogmes », il fit allusion à ceux qui, en 1956 (après le vingtième congrès du parti soviétique et la Hongrie), en 1961 (Servin et Casanova) et 1968 (Charodry), avaient déjà soulevé les questions qui se posent aujourd'hui : « Cela nous a coûté cher de rester sourds, même si les questions étaient mal posées et accompagnées de réponses incorrectes », car le parti, en perdant des forces vives. Mais, optimiste, M. Juquin espère que « tous ceux qui sont ici pensent ce temps révolu ». D'autant que cela doit être clair : ayant fait une fois pour toutes « le choix de l'essentiel », il entend « y rester fidèle ».

« Dis franchement ton désaccord »

De tels propos hétérodoxes amenèrent des réactions bien différentes. D'abord l'acceptation de principe du débat. Mais son caractère : « Je suis d'accord pour un débat très franc mais il ne doit pas avoir lieu avec des cartes biseautées comme le fait Pierre Juquin », explique, par exemple M. Jean Portejoie, membre du bureau de la fédération des Hauts-Pyrénées.

An non des vétérans du parti, M. Fernand Grenier, apporte sa caution à ce réflexe : « il ne faut rien faire qui puisse nuire au parti ou donner des armes à ses adversaires ».

Parfois les délégués de la direction choisissent de réfuter les thèses du contestataire ; M. Portejoie, ainsi, dit en son terme « à l'antagonisme des leçons », car explique un délégué du Gard, M. Bernard Deschamps, le PCF ne doit pas « se déchirer comme le fait le parti espagnol ». Sovent les contestataires là où le refusent d'aller. M. Pierre Franchère, de la Corrèze, explique que ce qui le gêne chez Pierre Juquin c'est « qu'il ne voit pas la direction nationale, il y a plus que des incompréhensions mais un vrai désaccord ; il doit le dire clairement », renchérit M. Portejoie.

RECTIFICATIF

Une omission de mots a déformé le sens d'un des propos tenus par M. Pierre Juquin et publiés dans le Monde du 9 février. M. Juquin a dit : « Nous ne pouvons pas dire que nous ne pouvons pas faire autrement que ce que nous avons fait », et non, comme nous l'avions écrit : « Nous ne pouvons pas faire autrement, nous ne pouvons pas faire autrement... ».

Et puis, loin de l'analyse, il y eut des attaques personnelles. M. Max Blachère de l'Essonne, en donna le signal : sa propre fédération n'a pas suivi M. Juquin, pourtant elle ne fonctionnait pas comme elle devrait, sa direction a commis des erreurs et surtout elle a été mal conseillée par celui qui était chargé de l'aider au nom de la direction nationale... Pierre Juquin, d'autres allèrent plus loin, un délégué compara les propos « blessants » de M. Juquin sur « les communistes de base, exécutants zélés des consignes venues d'en haut » et de Moscou. M. Jacques Eberhard, accusé de l'inculpé de ne pas tenir toujours la même discours.

Une ambiance pénible, parfois insoutenable, régnait dans la salle. Longtemps M. Juquin sembla un homme seul, malgré les applaudissements, relativement importants, qui saluèrent la fin de son intervention. Mais approuvent-ils son analyse, sa volonté de débattre ou seulement son courage ? Car pendant tout son discours les « huiles » de la tribune restèrent de marbre aux propos de celui qui est encore « leur collègue ».

M. André Lajoie prenait notes sur son cahier. A la sortie, il confiait : « Je n'ai rien ajouté à ce que j'ai écrit dans l'Humanité ».

Un moment il sembla même que personne ne se libérerait pour débattre l'accusé. Il fallut attendre la onzième intervention de la salle, celle de M. Jean-Jacques Pécier, qui mit dans la balance son poids de premier secrétaire de la section des ordres Michelio de Clermont-Ferrand. S'étonnant que des débats n'aient été organisés dans la salle qu'après les interventions des contestataires, il reprocha à leurs accusateurs de « faire dire aux camarades ce qu'ils n'ont pas dit », et de leur imputer des analyses incomplètes alors que « tout le monde n'a pas cinq heures pour s'exprimer ». Remarquait-il y a

assez d'ennemis à l'extérieur, sans que l'on en cherche à l'intérieur », il se dit en désaccord avec M. Portejoie, qui, lui, se refuse à s'inscrire dans les organes dirigeants quelque un qui ne serait pas entièrement d'accord avec la direction.

M. Jean-Guy Pinède, maître de l'Essonne, et vice-président du conseil général de la Drôme, lui aussi prit la défense de M. Juquin demandant à chacun de « faire preuve de plus d'humilité dans le parti, car tous nous reconnaissons que nous nous sommes trompés collectivement. Il est donc outré de dire que ceux qui s'interrogent se trompent ». Lui en tout cas n'a pas « honte » de s'être abstenu sur le projet de résolution auquel il reproche, non pas tant « ce qu'il contient que ce qu'il ne contient pas ». Mais les délégués ne furent que trois, le dernier étant M. Philippe Benoit, lui aussi de l'Essonne, qui, s'il ne partage pas toutes les idées de M. Juquin, souligne : « Il y a de la place pour tout le monde ; on ne sera pas de trop pour contre la gestion social-démocrate ».

Les autres contestataires

Les autres contestataires furent beaucoup plus discrets. M. Marcel Rigout, pourtant une nouvelle fois mis en cause par son collègue, ne jugea pas plus utile que la veille de répondre. Et ceux qui rappellèrent leurs positions le firent avec beaucoup d'humilité. Ainsi le représentant des Hauts-Alpes prit acte que sa fédération avait commis « une faute », en votant contre le projet de résolution, après en avoir adopté une version amendée. Il fit aussi valoir que la direction n'avait pas à craindre les remarques d'une aussi petite fédération que la sienne, d'autant que sa position n'était pas tant une « remise en cause » qu'un « appel ». Seulement il maintint sa demande.

Quant à M. Guy Hermier, qui paraissait en situation difficile aux yeux de la direction, il fit un discours d'une parfaite orthodoxie, allant même jusqu'à critiquer comment M. Juquin. S'agissait-il de donner un page ?

Le débat autour des thèses des contestataires ne saurait faire oublier que l'immense majorité des intervenants a surtout critiqué durement la politique du gouvernement.

D'une prise en compte des « sensibilités », et son regret qu'il n'y ait pas eu d'« autorité » de la direction de 1977 à 1981. Quant au porte-parole de la Corrèze-Sud, qui avait aussi repoussé le projet initial, il prit plus de temps à expliquer la situation de l'île qu'à justifier les positions des communistes ligériens.

Le secrétaire de la section de l'Essonne de Sochaux — encore un représentant d'une section ouvrière — recommanda que M. Marchais ait apporté des réponses à ses questions sur le rôle de l'Etat, mais ajouta quand même que ce n'avait pas été le cas de toutes ses interrogations. Car, dans « la plus grande usine de France », dit-il, on aurait souhaité une rupture plus rapide et plus nette avec le PS. Ce refus de rompre rapidement explique pour lui une partie des abstentions aux dernières élections, parmi l'électorat communiste.

M. Roland Fèvre, un temps contestataire et responsable d'une fédération, Meurthe-et-Moselle, qui a voté un projet de résolution fortement amendé, donna l'impression de rentrer dans le rang.

Il jugea même « discutables et injurieuses » certaines des critiques des militants de sa fédération. Toutefois, il mit en garde la commission qui va réviser le texte définitif de la résolution du congrès, et donc débattre des amendements proposés par les fédérations : « L'expérience spécifique de la Meurthe-et-Moselle ne peut qu'alimenter l'analyse ».

Quant à M. Guy Hermier, qui paraissait en situation difficile aux yeux de la direction, il fit un discours d'une parfaite orthodoxie, allant même jusqu'à critiquer comment M. Juquin. S'agissait-il de donner un page ?

Le débat autour des thèses des contestataires ne saurait faire oublier que l'immense majorité des intervenants a surtout critiqué durement la politique du gouvernement.

THÉOPHILE BRÉHER.

LA RÉFORME DES INSTITUTIONS VUE PAR LE PC

Georges Marchais et la V^e République

par OLIVIER DUHAMEL (*)

Dans son rapport au vingt-cinquième congrès du Parti communiste français, Georges Marchais, secrétaire général, a évoqué l'« engagement de responsabilité devant l'Assemblée législative pour tout nouveau gouvernement, ou la libération de l'ordre du jour, aujourd'hui totalement soumis à l'agrément du gouvernement ».

La défiance à l'égard du présidentielisme est-elle agitée par la brève expérience du pouvoir, ou plutôt du non-pouvoir des ministres communistes. C'est pourquoi M. Marchais propose que le président élise la présidence du conseil des ministres au premier ministre, plus dépendant de la majorité parlementaire, ou exprime sa préférence pour le septennat non renouvelable par son refus d'un quinquennat renouvelé.

D'autres propositions semblent plus étranges, celles qui se succèdent pour demander l'« inscription dans le préambule de la Constitution d'une déclaration des libertés » et la suppression du Conseil constitutionnel. Accroître la constitutionnalisation des libertés mais supprimer l'organe chargé d'en assurer le respect paraît à tout le moins paradoxal. Il est vrai que c'est pour inviter de cette mission le Conseil d'Etat et la Cour de cassation — mais lorsque l'on se souvient des violentes attaques proférées contre ledit Conseil d'Etat à l'occasion du contentieux des élections municipales de 1983, la tentation est grande d'en conclure que les diri-

geants communistes changent de tête de Turc au gré de la conjoncture. En outre, ils veulent supprimer le contrôle a priori des lois à la française, pour instaurer un contrôle a posteriori, à l'américaine.

Pour le reste, la plus importante des réformes proposées est la plus bénigne en apparence : « équivalent » de l'élection présidentielle) puissent se présenter les candidats ayant obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés ». Ce dit, Georges Marchais confirme que, vingt-deux ans après la révision d'octobre 1962 instaurant l'élection directe du président, il a enfin compris les mécanismes essentiels de la V^e République, assésée aussi par François Mitterrand dès 1965 lorsque celui-ci se porta candidat pour unir la gauche, conquérir le Parti socialiste et le pouvoir. Le deuxième tour bipolaire a réduit les voix communistes à 15 % ou premier tour, contraint au déstabilisme en faveur du socialiste mieux placé, permis sa victoire, au détriment du PC. Aujourd'hui rétroquellé dans son isolement, le PC joue de sa dernière arme, et menace de ne plus appeler à voter socialiste au deuxième tour. Tel est aussi le sens caché de la proposition « 10 % ».

Briser le mécanisme majoritaire

Le discours constitutionnel de Georges Marchais mérita donc davantage qu'une lecture naïve. Il enregistre la triste loi de l'« inconstitutionnalisme des acteurs politiques, en vertu de laquelle un homme ou une force politique n'a pas de doctrine constitutionnelle, mais des positions qui fluctuent en

(*) Professeur de droit public et de sciences politiques à l'université Paris X-Nanterre, directeur de la revue Pouvols.

fonction de ses intérêts en termes de pouvoir. Lorsqu'il était seul dans l'opposition irréductible à la V^e République, le PC proposait l'élection d'une Constituante pour changer de régime. Lorsque s'est rapproché du système avec l'adhésion orthodoxe de la gauche, il entra dans un grand silence constitutionnel. Maintenant qu'il s'aligne à nouveau de l'union de la gauche et du pouvoir, la voici qui redécouvre les charmes de la révision constitutionnelle.

Mais une fois étudiées les raisons de ces va-et-vient, rien n'interdit au constitutionnaliste d'en revenir à la simple appréciation de la réforme proposée. A cet égard, l'ouverture de l'accès au deuxième tour de la présidentielle aux trois ou quatre candidats ayant dépassé 10 % au premier tour permettrait peut-être au candidat communiste de se maintenir, mais elle entraînerait surtout l'élection du président par une minorité des suffrages exprimés. Le mécanisme majoritaire serait brisé, comme le souhaitent les communistes, mais avec lui la légitimité du président et de la V^e République.

Mieux vaudrait alors plaider franchement pour la suppression de l'élection directe du président. Les communistes le souhaitent, mais n'osent le demander, si fort est le consensus de l'opinion et, contrairement (1). D'où le compromis en faveur du deuxième tour ouvert. Il est malheureusement un pays naguère démocratique qui pratique ce type d'élection présidentielle. Un socialiste y fut élu président, après être arrivé en tête mais avec une minorité de suffrages. La droite dure en tira argument pour contester sa légitimité pendant trois ans, jusqu'à ce qu'un coup d'Etat le renverse. C'est le Chili.

(1) 86 % des Français, 88 % des sympathisants communistes se disent favorables à l'élection du président de la République au suffrage universel (Figaro-SOIFRES, septembre 1983, SOIFRES, Opinion publique 1984, Galliard, p. 106).

M. MITTERRAND Le courroux

De nos envoyés spéciaux

Sous-entendu. Quand on est... M. Mitterrand... Le courroux... De nos envoyés spéciaux...

Passe encore pour ce... M. Mitterrand... Le courroux... De nos envoyés spéciaux...

M. Mitterrand... Le courroux... De nos envoyés spéciaux...

M. Mitterrand... Le courroux... De nos envoyés spéciaux...

M. Charzat (PS) dénonce l'Etat pour

M. Charzat (PS) dénonce l'Etat pour... M. Charzat (PS) dénonce l'Etat pour...

M. Charzat (PS) dénonce l'Etat pour... M. Charzat (PS) dénonce l'Etat pour...

M. Charzat (PS) dénonce l'Etat pour... M. Charzat (PS) dénonce l'Etat pour...

M. Charzat (PS) dénonce l'Etat pour... M. Charzat (PS) dénonce l'Etat pour...

150 من الامثل

France

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le FLNKS envisage des actions de déstabilisation économique du territoire

Le deuxième congrès du FLNKS, qui s'est réuni samedi 9 février à Nakety sur le territoire de la commune de Canala, a rassemblé un millier de personnes, représentant les trente-deux comités régionaux du mouvement indépendantiste. Ces assemblés ont traduit une nette volonté de durcissement de la part des militants de la base du mouvement. Les comités locaux ont renouvelé, par acclamation, leur confiance à M. Jean-Marie Tjibaou.

Toutefois, une résolution préconisant le maintien de la pression sur le terrain a été votée. C'est ainsi que les comités locaux du FLNKS se sont érigés en comités d'auto-défense, et en comités d'actions « dés-

stabilisatrices des intérêts coloniaux » en Nouvelle-Calédonie. Ce durcissement vise à obtenir du gouvernement des concessions avant le scrutin d'autodétermination. D'autre part, la question d'un éventuel boycottage de la rentrée scolaire a été évoquée, mais, sur ce point, il semblait que l'initiative serait laissée aux comités locaux en fonction du contexte du moment.

De son côté, M. Naisseine, leader du LKS (mouvement indépendantiste qui dispose de six sièges à l'Assemblée territoriale), s'est déclaré favorable à un référendum d'autodétermination à la

condition que cette consultation porte sur : « la constitution de l'Etat futur dans laquelle seraient inscrites des garanties précises quant au style : êtes-vous ou non favorable à l'indépendance ? ». M. Naisseine, qui séjourne à Paris, veut de rencontrer le premier ministre.

Après une entrevue M. Chirac, M. Naisseine doit être reçu par MM. Barre, Giscard d'Estaing et Jospin. Il a précisé qu'il s'efforçait de provoquer une rencontre entre MM. Pisani, Tjibaou et Ukeivé.

Ce dernier, président du gouvernement territorial, a adressé au président de la République une lettre

demandant le rappel en France de M. Pisani. Dans ce texte rendu public par le groupe RPR du Sénat auquel il appartient, M. Ukeivé précise : « Les tentatives du délégué du gouvernement pour imposer l'indépendance sont massivement rejetées ».

Enfin, le groupe des élus écologistes de l'Assemblée des collectivités territoriales, l'Alliance Verte-Alternative européenne, s'apprête à déposer une motion d'urgence demandant l'indépendance de la République de Kanakie, et incitant l'Assemblée de Strasbourg à envoyer une délégation sur place.

Jours tranquilles à Nouméa

De notre envoyé spécial

Nouméa. — Les murs de Nouméa vont-ils se dresser contre M. Edgard Pisani. La palme de l'agressivité revient sans conteste au mur d'enceinte de l'internat des sœurs de Saint-Joseph de Cluny, dont les graffitis étalés sur une centaine de mètres traduisent une inspiration à faire rougir de honte la plus déléguée du gouvernement.

A côté des « Pisani, salaud, le peuple aura la peau », « Mitterrand charogne », « Socialisme = pourriture », « A bas l'impérialisme socialiste », qui précèdent, comme toute, d'un certain classicisme, figurent en effet plusieurs expressions moins courantes, qui semblent amalgamer, dans l'esprit

un citoyen australien, fondateur d'un groupe de soutien à la Nouvelle-Calédonie française, M. Michael Darby, un ancien officier connu dans le Pacifique du sud pour sa lutte personnelle contre les mouvements indépendantistes. Depuis que le couvre-feu a été limité de 23 h à 5 h, Nouméa a repris presque toutes ses habitudes. Les restaurateurs se plaignent un peu moins, à l'inverse des chauffeurs de taxi dont les recettes ont diminué de moitié faute de noctambules.

L'interdiction de circuler la nuit est fort civiquement respectée. Les privilégiés, disposant d'un laissez-passer permanent, s'amusent simplement à rivaliser dans le jeu interdit des feux rouges grillés. Dès que le jour se lève, la ville renait à sa vocation : le commerce, la vocation ? Le mot est un peu faible pour dire cette fringale des affaires que révèle l'existence, dans l'agglomération, de plus de trois cent cinquante magasins, soit une densité de 300 m² de surface commerciale pour 1 000 habitants. Grouillante en semaine, totalement déserte le dimanche, Nouméa l'épicière donne l'impression, au premier abord, de bico supporter la crise politique que connaît la Nouvelle-Calédonie.

Le panier de la ménagère, protégé par un strict contrôle des prix, n'est pas directement affecté. Pour peu qu'il dispose depuis longtemps d'une modeste maison individuelle sur l'une des vertes collines entourant le cœur de la capitale, fondée en 1854, ou qu'il ait la chance de payer un loyer moyen de l'ordre de 30 000 F CFP (1 650 F), le salarié sméland, avec ses 55 759 F CFP par mois (3 066 F), peut espérer tenir le coup, à condition de vivre frugalement et de ne pas succomber au culte despotique de l'automobile, entretenu par une concurrence effrénée de la part des vendeurs, sur un marché étroit de 145 368 habitants (1). L'employé de la banque de Nouméa, qui gagne en moyenne 80 000 F CFP (4 400 F), dispose d'une marge de subsistance légèrement supérieure.

Cette prospérité n'est qu'apparente (lire l'encadré ci-contre). En vérité, les répercussions de l'état de crise risquent de conduire Nouméa à la faillite, surtout si le FLNKS opte pour une stratégie de boycottage économique visant à vider la « ville blanche » d'un maximum d'électeurs.

Les bulles de Joachim

Si Nouméa s'effondre dans un krach économique, Joachim Neimbo en tirerait sans doute le meilleur parti. Il remplirait une nouvelle bulle de bande dessinée. Il l'ajoutera à ses pastiches d'*Astérix le Gaulois*, dont il tisse la toile ondulée de trois mètres sur trois qui lui sert de chambre, à l'ombre d'un lychee, et où sa concubine et lui partagent chaque nuit l'unique lit avec les deux plus jeunes des huit enfants qui sont à leur charge. A moins qu'il ne se contente de retourner la bulle dans laquelle il fait déjà dire à Obélix, à propos des misères faites aux Européens par les Canaques : « Les z'oreilles ont tellement reçu de baffes qu'ils sont écarlates ! ».

En tout cas, bien qu'il soit le principal animateur d'une chaîne de prière et qu'en bon ancien séminariste il adore entonner des cantiques, il est peu probable que Joachim Neimbo verse la moindre

larme sur les malheurs de la « ville blanche » ; car ce Canaque de quarante-trois ans, à la moustache de séducteur, passionné de sport, amateur de poèmes, membre de la tribu de Gélina, voisine de celle de Nakety où a été enterré Eloi Machoro, n'est autre que le président du comité du FLNKS pour la commune de Canala.

A ce titre, il a autorité politique sur les indépendantistes de ce territoire, incluant les tribus de Gélina, Nakety et Kouaoua. Chômeur depuis plus d'un an, après avoir été remplacé à son poste de memistier instructeur par un Caldoche, il se consacre à sa tâche militante avec d'autant plus d'ardeur qu'il n'a pas les moyens d'exercer ce métier de memistier, puisqu'il n'a jamais eu assez d'argent, affirme-t-il, pour acquiescer les outils nécessaires. Sans la politique, sa vie s'écoulerait au rythme ancestral de la cueillette.

Toute sa famille vit pratiquement en autarcie. Elle se nourrit des légumes, des taros, des bananes, qu'elle cultive, d'oignons qu'un peu de riz et de pain, mange peu de viande, ne fréquente guère l'épicerie de Canala. En ce moment, Joachim Neimbo fait subsister les douze membres de sa maison grâce au montant de l'indemnité de chômage de sa sœur (25 800 F CFP, soit 1 419 F), qui fait, ici ou là, parfois, quelques menus travaux. La collectivité tribale pourvoit au reste. « Aujourd'hui, nous dit-il, il ne me reste en poche que 1 500 francs » (82 F 50).

Comme sa petite fille, Euchariste, boite en pliant depuis ce matin à cause d'une écharde enfoncée sous la plante de son pied droit, Joachim Neimbo procède sur-le-champ à une intervention chirurgicale : un coup de lame de rasoir, un peu d'alcool, du sparadrap. Le bobo est guéri.

Son logis n'est qu'un taudis : des tôles, de vieilles planches, une dalle de ciment mal aplatie, quelques meubles et des ustensiles de cuisine soigneusement transmis de génération en génération, mais un vieux poste de télé et... un beau magnétoscope. Une Fiat rouille dans le jardin.

Ici, à Gélina, dans l'attente du congrès du FLNKS qui doit avoir lieu ce samedi 9 février à Nakety, deux sujets alimentent toutes les conversations : Joachim Neimbo se félicite de la décision prise par les tribus locales de ne pas participer aux compétitions de football pendant un an, la durée du deuil décidé en souvenir d'Eloi Machoro.

Finies les interminables querelles qui opposaient chaque semaine, pour des raisons aussi politiques qu'extra-sportives, les dirigeants et les supporters du Real et du Standard, les deux équipes locales !

Joachim Neimbo et ses amis constatent aussi les bienfaits politiques de l'interdiction de la consommation d'alcool sous l'état d'urgence, décidée aussi à Gélina en signe de deuil. Leur résolution est prise. « On parle plus tranquillement au cours des discussions politiques. Si jamais on rétablit l'autorisation de distribuer l'alcool, nous irons en délégation dire aux gendarmes et au maire que nous ne voulons plus d'alcool à Canala ! ». Et Joachim vante longuement la mémoire d'Eloi Machoro qui savait si bien « tout organiser », et qui conseillait aux catholiques pratiquants de se lever, à l'église, quand le prêtre appelait à prier pour la

paix, pour dire : « Prions d'abord pour la justice ».

La justice ? Pour lui, Joachim Neimbo, cela consisterait d'abord à récupérer les terres auxquelles il a droit selon la coutume mélanésienne, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest, près de La Foa, d'où son arrière-grand-mère avait été chassée après la révolte de 1878, conduite par le grand chef Atai, vaincu à l'époque par la tribu de Canala, alliée aux soldats français.

« Ce sera la guerre civile »

C'est à La Foa justement, à l'autre bout de la piste, que Georges Guillermet a bâti sa vie et entend bien la finir. Quand on est broussard depuis cinq générations, de Caldoches, qu'on n'a jamais vu la métropole et qu'on a soixante-deux ans, on n'envisage pas d'abandonner sa terre natale. « Ce que j'ai gagné », dit tranquillement le nouveau conseiller territorial de La Foa, vieux gaulliste, membre de longue date du RPR. « J'ai toujours été bon avec les Canaques, qui ont fait ce qu'ils ont voulu sur mes terres. Et si je dois partir d'ici, ce sera les pieds devant ».

Cet éleveur, dont la propriété est revendiquée par les indépendantistes ou rien d'un matamore. Il vit sobrement. Sa ferme rustique en bordure de la route ressemble à tout sauf à un ranch. Georges Guillermet est pourtant un colon bien installé : 550 têtes de bétail sur un mille d'hectares. Boucher, il vend lui-même l'essentiel de sa production : sept tonnes de viande par mois.

« Mon père a commencé avec les vingt-cinq hectares auxquels on avait droit quand on était enfant du pays. Comme lui, j'ai défriché et j'ai tout investi ici. Bien sûr, ma terre et mon troupeau représentent un capital. Mais je fais vivre quatre familles, dont celle d'un de mes deux fils et celle d'un Mélanésien. Je paie chaque mois 325 000 F CFP de salaires (17 875 F) plus les charges, et je n'ai actuellement en banque que 1 000 000 F CFP (60 500 F) de trésorerie. Partir ? Où irais-je ? Vous me voyez avec ma jambe malade débarquer à Orléans ? De toute façon, ici on ne se laissera pas faire ».

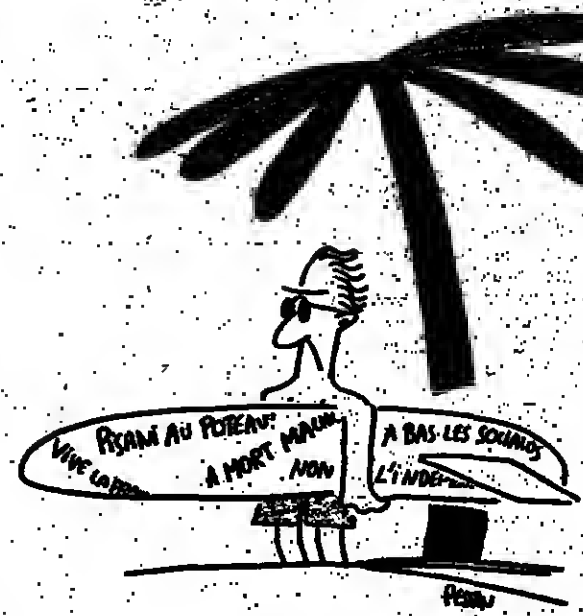
Comme tous les broussards, grand chasseur de cerfs, Georges Guillermet est armé : « Comme tout le monde, j'ai ma réserve : un calibre 30,06 à longue portée et un fusil de chasse ». Une « réserve » au-dessous de la moyenne caldoche car, en Nouvelle-Calédonie, on ne compte pas moins de 160 000 armes à feu — une arme par habitant — dont 40 000 fusils (20 000 pour la seule ville de Nouméa). Comme, depuis les incidents du 18 novembre, les forces de l'ordre en ont récupéré 86, ce n'est pas l'artillerie qui risque de faire défaut.

Mais Georges Guillermet dont la ferme était visée par les plans d'Eloi Machoro n'a guère envie de jouer au cow-boy. « On n'a jamais tiré sur un Canaque. Il faut que le gouvernement terre lo vis aux excès ». Sa solution ? « Il faut que chacun respecte l'autre ».

L'indépendance ? Les yeux bleus du vieil éleveur fatigué fixent un instant le soleil qui se couche dans la forêt de Niaoulis : « S'ils veulent nous faire partir, ce sera la guerre civile ».

ALAIN ROLLAT.

(1) Dont 60 112 à Nouméa.



Récession économique et dégâts sociaux

La situation économique s'aggrave chaque jour davantage. Les gens, inquiets, achètent moins, n'investissent plus, songent même à partir (au consulat d'Australie, les demandes de visa sont quatre fois plus nombreuses qu'avant les élections du 18 novembre dernier).

La récession est particulièrement nette justement sur le marché de l'automobile. La chute des ventes atteint, en moyenne 60 %. En novembre, 272 voitures avaient été vendues sur l'ensemble du territoire. En décembre, le chiffre des ventes tombe à 114 et à moins de 100 en janvier. Toutes les branches commerciales souffrent de la réduction de la consommation, particulièrement celles spécialisées dans les produits de haut de gamme.

Selon les premières estimations de la chambre de commerce et d'industrie, la chute des affaires est de l'ordre de 50 à 80 % dans le secteur télévision-radio, gros appareils électriques : de 70 % dans le prêt-à-porter de luxe, 40 % dans le prêt-à-porter courant, de 60 à 70 % dans la petite quincaillerie ; de 50 % dans la distribution de vin (à cause essentiellement de l'interdiction du transport des alcools).

L'activité touristique, dans la promotion de laquelle de gros efforts avaient été faits, est devenue pratiquement nulle. Quinze des dix-sept hôtels des régions de brousse ont fermé leurs portes à la suite des incidents survenus depuis le 18 novembre. A Nouméa, les établissements fonctionnent avec des coefficients de remplissage qui ne dépassent pas 20 %. Les touristes australiens et néozélandais, effrayés, ne viennent plus en Nouvelle-Calédonie. Seuls quelques Japonais continuent de débarquer à l'aéroport de La Tontoutou, attirés... par l'amour... en vertu d'une légende nipponne selon laquelle il convient de se marier à Nouméa pour vivre heureux.

La filière bois est totalement paralysée sous la pression des événements en brousse. Bon nombre d'éleveurs commencent à brader une partie de leurs troupeaux. Ce n'est pas la panique, mais c'est déjà la hantise du lendemain. Le crédit est devenu rare. Ces conséquences s'ajoutent aux dommages directement éprouvés par les 981 personnes qui ont quitté la brousse et se sont réfugiées à Nouméa (405 adultes et

578 enfants, dont 608 venues de Thio, 169 des autres localités de la côte est, contrôlée par le FLNKS, 88 d'Ouvéa et 82 de l'île de Lifou. Les demandes d'indemnisation s'élevaient jusqu'à 1 790 835 004 francs CFP (98 495 926).

Pour l'instant, la propriété est donnée au relèvement de ces familles. Seize maisons sont en construction à Dumbéa, dans la banlieue de Nouméa. Un comité d'aide aux entreprises en difficulté a été mis en place le 30 janvier. Une première décision prévoit d'octroyer aux employeurs dont la trésorerie est victime de cet état de crise des prêts bonifiés à 4,75 %. Les crédits disponibles représentent 1 milliard de francs CFP (55 millions de francs).

Mais cette récession économique engendrerait automatiquement une dégradation de la situation sociale. Les réductions d'horaires, à donc de revenus, se généralisent. Les mises en chômage technique augmentent. L'Assemblée territoriale, au sein de laquelle la Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPRC), dispose de la majorité absolue, a décidé, mardi 5 février, de faciliter les licenciements collectifs dans les entreprises de moins de vingt salariés en supprimant temporairement l'autorisation administrative préalable.

En l'occurrence, la majorité conservatrice applique tout simplement son programme électoral, de la même façon que, dès son installation, dans sa délibération numéro 2, en date du 27 décembre 1984, elle s'était empressée d'alléger l'impôt sur le revenu des plus gros contribuables (1).

Selon M. Pisani, toutefois, l'Assemblée territoriale outre-passe ses prérogatives. Il souhaite que celle-ci revienne sur sa décision sinon il saisirait le tribunal administratif.

A.R.

(1) Jusqu'à cette date, le barème de l'impôt sur le revenu prévoyait un taux d'imposition de 50 % pour les revenus déclarés de 6 millions à 7 200 000 francs CFP (330 000 à 396 000 francs), de 55 % pour la tranche de revenus de 7 200 000 à 8 400 000 francs CFP (396 000 à 462 000 francs) et de 60 % pour les revenus supérieurs à 8 400 000 francs CFP (462 000 francs). Le nouveau barème prévoit qu'il n'y aura pas de taux d'imposition supérieur à 40 %.

سكيا من الامم

Société

PLUS D'UN MILLION D'ÉLÈVES ÉTRANGERS EN FRANCE

Les immigrés dans l'école

Plus de quatre millions d'étrangers vivent en France et, en majorité, souhaitent y rester. Peut-on les intégrer ? La réponse à cette question simple mais cruciale se trouve en partie dans les salles de classe : c'est là, au milieu d'enfants de leur âge, qu'un million de jeunes immigrés entrent — ou n'entrent pas — dans le moule culturel français et découvrent — ou rejettent — « nos ancêtres les Gaulois ».

Les élèves étrangers représentent 8,7 % des effectifs du premier et du second degré. Leur proportion augmente chaque année et continuera de croître, malgré la fermeture des frontières, puisque la fécondité des couples immigrés est plus forte que celle des Français. Le phénomène peut passer inaperçu dans une académie comme Rennes où les écoles primaires ne comptent qu'un étranger sur cent élèves, mais comment l'ignorer à Paris où la proportion moyenne est d'un sur quatre ?

Pour échapper à des écoles « pleines d'immigrés », des familles de la région parisienne déménagent ou mettent leurs enfants dans des établissements privés. Statistiquement, le phénomène est indéniable, mais il n'échappe à personne. Le réduire à du racisme serait puéril : ces parents sont généralement persuadés que les étrangers perturbent les classes, font baisser le niveau scolaire, et que leurs enfants sont pénalisés.

« Je ne suis pas un éboueur »

Cas limite : sur trois cent sept élèves, le collège de la rue de la Fontaine-au-Roi, dans le onzième arrondissement, compte cent trente et un étrangers (de vingt-sept nationalités différentes). Et, dans ce chiffre, ne figurent naturellement ni les vingt enfants originaires des DOM-TOM ni les dizaines de naturalisés maghrébins de la « seconde génération ».

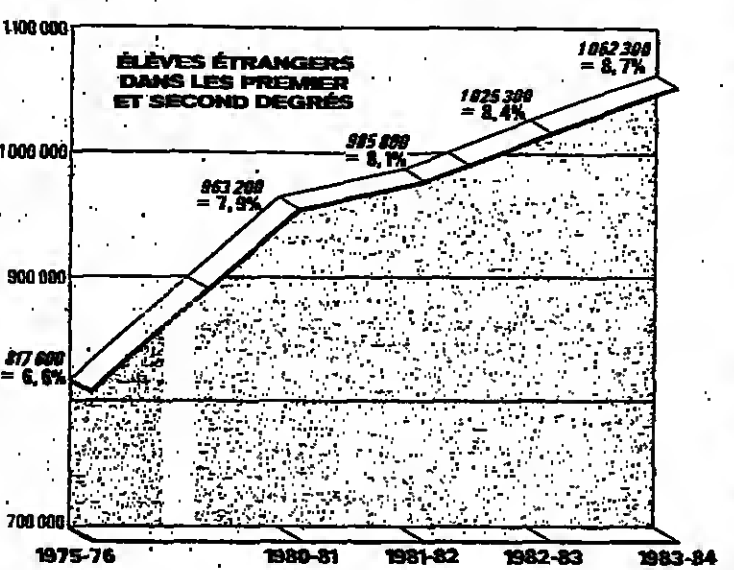
On s'attendrait à une poudrière. C'est un homme souriant, d'une désarmante sérénité, qui dirige cet établissement : M. André Desvieux n'en revient pas lui-même du bon climat qu'y règne. « Les murs sont délavés, on n'y a pas donné un coup de pinceau depuis vingt ans, mais, ici, les élèves vous disent : « Bon-

jour, monsieur le directeur », les parents vous font une confiance totale, et les professeurs ne demandent pas à être mutés. » Aucune tension raciale, aucun clan, à en croire M. Desvieux : « Français ou étrangers, les élèves sont unis parce qu'ils connaissent généralement les mêmes difficultés sociales ou familiales. »

Trop beau ? En tout cas, l'atout principal de cet établissement semble être sa petite taille. Ayant des effectifs limités, les professeurs sont très proches des élèves. Ici, pas d'option de grec ni de latin, mais des heures supplémentaires de français pour tous. Revers de la médaille : les élèves

sont premiers en classe dans le primaire. Leurs performances scolaires baissent sensiblement au collège, car, à cet âge, ils sont souvent livrés à eux-mêmes, et certains basculent dans la délinquance. En revanche, les filles maghrébines ou turques, qui ne sortent pas de la maison, ont de meilleurs résultats.

A Romein-Rolland, la cohabitation de vingt nationalités différentes « se passe plutôt bien », même si le corps enseignant a « quelques préoccupations ». Le foyer socio-éducatif, notamment, n'est dirigé que par des élèves étrangers. Côté français, il y a eu des plaintes pour « bousculades ».



Les deux tiers des élèves étrangers sont dans le premier degré, où ils représentent 10,4 % des effectifs scolaires en 1983-1984 (contre 6,7 % dans le second degré). Les Algériens arrivent en tête, suivis des Portugais puis des Marocains.

Les élèves étrangers sont relativement peu nombreux dans les écoles privées : près de 5 %, alors que le taux global en France est de 17 %. Cela peut être dû à une raison financière, mais s'explique aussi par des questions religieuses — on compte beaucoup d'Espagnols mais peu d'Algériens dans les écoles catholiques — et parce que les établissements privés sont moins présents dans les grands ensembles urbains.

Quelques précautions se révèlent indispensables. Il est prudent, par exemple, de ne pas mettre côte à côte des Turcs musulmans et des Turcs chaldéens. La directrice ne fera plus l'erreur de fixer comme punition à un élève maghrébin le nettoyage de la cour de récréation, pour ne plus s'entendre dire par un enfant au bord des larmes : « Madame, mettez-moi une retenue chaque jour si vous voulez, mais je ne suis pas un éboueur. »

« Soucieux de ne pas provoquer de bâtiments trop sévères à la maison, les enseignants ont appris aussi à ne convoquer des parents maghrébins à l'école qu'en cas de vraie nécessité. »

Les étrangers réussissent-ils moins bien à l'école que les Français ? Oui et non. Si l'on s'en tient aux chiffres bruts, l'écart est incontestable : les classes de rattrapage du premier degré (dites d'adaptation et de perfectionnement) comptent respectivement 22,2 % et 17,8 % d'élèves d'origine étrangère.

Mais, si l'on tient compte du lieu de naissance, ces chiffres varient considérablement : les étrangers nés en France n'ont pas de résultats très inférieurs à ceux des Français, alors que les étrangers nés hors de France sont loin derrière. L'âge d'entrée en sixième illustre de manière étonnante : 8,6 % des Français ont treize ans ou plus à ce stade de la scolarité — c'est-à-dire au moins deux ans de retard — mais c'est le cas de 9,3 % des étrangers nés en France, et 34,5 % des étrangers nés dans un autre pays.

Si, dans l'ensemble, les enfants d'origine étrangère réussissent moins bien que les Français, il n'y a guère de différence à catégorie socioprofessionnelle égale. On s'aperçoit même que la proportion d'élèves arrivés en terminale est légèrement plus forte chez les étrangers nés en France que chez les Français de la même catégorie professionnelle. Ce résultat inattendu peut s'expliquer de deux manières. Soit les immigrés nés en France travaillent davantage, parce qu'ils considèrent les études comme une sécurité et un moyen de promotion sociale. Soit les sta-

distiques sont faussées par certains paramètres : les élèves étrangers seraient favorisés par une urbanisation plus forte que la moyenne, et leurs parents, classés comme OS, auraient parfois une formation plus élevée.

La politique du ministère de l'éducation nationale se fonde sur un principe simple : il ne faut pas marginaliser les enfants d'origine étrangère en les mettant dans des classes spéciales ; c'est toute l'école qui doit s'ouvrir à la diversité culturelle de la société.

« L'objectif est de former des enfants parfaitement intégrés en France et qui n'auraient pas honte de leur origine », explique M. Pierre-Yves Duwaye, conseiller technique auprès du ministre. Il s'agit de donner à ces enfants des clefs pour vivre dans notre société. En leur évitant une rupture avec le milieu familial, on leur garantit un certain équilibre qui est un facteur de réussite scolaire. »

Cette politique a été introduite par étapes depuis le début des années 70. On a commencé par mettre l'accent sur l'apprentissage du français, en créant des classes d'initiation (dans le premier degré) et des « classes d'adaptation » (dans le second degré). Puis on s'est soucié de la formation de certains maîtres, appelés à s'occuper d'élèves étrangers. Enfin, a été mis en place un « enseignement des langues et cultures d'origine », soit dans le cadre des horaires normaux, soit sous forme d'activités scolaires différées.

Une nouvelle expression a vu le jour : la « pédagogie interculturelle ». Elle a été mise à toutes les sauces sans que l'on sache toujours ce qu'elle recouvre exactement. Dans beaucoup de classes, des activités « interculturelles » ont été introduites. On ne compte plus les mères maghrébines qui viennent préparer des pâtisseries à l'école... « Le plus facile à faire, c'est le folklore, la pédagogie du couscous », remarque Mme Michelle Huart, membre de la direction des écoles au ministère. Pourquoi pas ? Mais il ne faut pas s'arrêter là. »

La pédagogie interculturelle se heurte, en fait, à de nombreux obstacles. L'impréparation des maîtres n'est pas le moindre. Ce sont souvent de très jeunes instituteurs qui sont affectés à des quartiers « chauds » dont les plus anciens ne veulent pas. Mais c'est surtout l'absence d'un véritable consensus sur cette pédagogie interculturelle qui amène les enseignants à « marcher sur des œufs ». Accueillir un million d'élèves étrangers dans le système scolaire est, en effet, d'autant plus difficile que les Français sont très divisés sur l'immigration.

Un énorme problème ? Sans doute, mais aussi une chance, dit-on, au ministère de l'éducation nationale. D'une part, les étrangers sont susceptibles d'enrichir l'école, y compris dans les méthodes. « On s'est aperçu notamment que la manière d'enseigner les Français à des non-francophones pouvait être transposée, avec des ornements, à l'enseignement du français à tous les élèves », affirme Mme Monique Huart. D'autre part, la présence d'un million d'étrangers est un excellent révélateur du système scolaire — de ses défauts comme de ses qualités. Les petits immigrés ne sont pas les seuls, par exemple, à se sentir étrangers à la langue française telle qu'elle est enseignée à l'école.

Enfin, la présence d'enfants « différents » dans les classes peut faire prendre conscience à ceux qui l'ignorent que chaque élève, étranger ou français, a sa spécificité (sociale, familiale, psychologique, etc.), et qu'il est impossible de ne pas en tenir compte au nom d'une hypothétique égalité.

ROBERT SOLÉ.

SKI DE COMPÉTITION

Les mécanos des planches

Farter des skis est un art. Que seraient les meilleurs coureurs du monde si les techniciens ne s'occupaient de préparer les « planches » avant les compétitions internationales ? On vient encore de le constater aux championnats du monde de ski alpin à Bormio (Italie).

De notre envoyé spécial

Bormio. — Sur le plateau du village, les officiels de la Fédération internationale de ski remettaient les médailles aux lauréats du combiné dames.

contrôle au col des Saisies, près d'Albertville.

Puis les skis sont répartis entre les seize équipes nationales qui se fournissent chez le premier constructeur mondial, en fonction des contrats négociés par la Suédoise Jan Larson, directeur du service compétitions. Avant d'être brandis sur les podiums par les champions, il faut encore que ces skis reçoivent les soins effectifs des techniciens.

Ce n'est pas un métier qu'on apprend dans une école. Les préparateurs, tous des autodidactes, s'acheminent du fait, se recrutent par le bouche à oreille dans le village de Chamorix. « Les techniciens français ont mauvaise réputation, mais, depuis le début de la saison, mes « coureuses » ont gagné quatre « titres », a déclaré Guy Joly-Pottuz, le met devant son établi à 6 heures



Quatre heures de l'après-midi sonnent aux innombrables campaniles de Bormio. Loin de la fête, dans la sous-sol du chalet planté en bas des pistes, les « skis-mén » de Rossignol s'affaiblissent. « Quand ça va mal, c'est toujours notre faute, mais nous on n'a pas de prime en cas de victoire », a déclaré de cordier autour des reins, Guy Joly-Pottuz, est perché sur les skis d'Hélène Barbière, armé d'une sorte de pistolet qui injecte du plastique là où la glace a fait des trous dans la semelle.

Monteur-guidé diplômé, il pourrait enseigner tranquillement des clients en balade aux alentours de Megève. Mais pour ne pas quitter l'ambiance de la compétition dans laquelle il baigne depuis l'enfance, il a laissé femme et enfants en Savoie pour l'usine la « cirque blanc ». « J'ai perdu un tiers de mon salaire pour faire ce métier de préparateur, mais c'est vraiment passionnant. » Une passion d'artisan du temps jadis. Une passion presque éternelle dans le monde hypercompétitif de la haute compétition alpine.

Dans l'usine de Voiron, près de Grenoble, une cinquantaine d'ingénieurs ont mis en équation, dans le plus grand secret, des milliers de paramètres pour déterminer les matériaux et l'architecture des « planches » qui auront le meilleur effet directionnel, c'est-à-dire la tenue de route la plus efficace.

Une trentaine de paires de skis ainsi définies sortent ensuite chaque jour des presses de l'usine. Elles sont aux skis du commerce ce que sont les voitures de rallye aux modèles de M. Tout-le-monde. L'usine envoie alors ces skis très particuliers subir des tests sous la direction du Chamondard Gilles Claret-Tournier, sur une piste bardée d'appareils électroniques de

du matin. « Il faut racier le fart jusqu'à la veille au soir. »

Chaque technicien a ses skieurs — quatre au maximum — et chaque skieur a trois ou quatre paires de skis par spécialité. A 8 heures, il monte sur les pistes pour constater l'état de la neige. « On ajuste alors l'effilage des carres selon la dureté du terrain. » Entre les deux manches du slalom, il ramet du fart et retouche la semelle si le besoin s'en fait sentir. Et, quand la course est finie, il récupère le matériel et se retrouve devant son établi encombré de limes, de brosses, de fers à repasser et de blocs de paraffine pour préparer les prochaines courses. Il n'attend pas la lumière avant 22 heures. « On fait deux journées, une sur la piste, l'autre dans l'atelier. »

Guy Joly-Pottuz se sentait de vivre ainsi dans l'ombre des champions dont la carrière dépend de son jugement au petit matin. Un coup de lime de plus ou de moins peut faire la différence à l'arrivée entre deux coureurs de valeur équivalente.

« Il doit y avoir un climat de confiance absolue entre le skieur et son technicien. Le skieur doit être capable de reconnaître ses fautes pour qu'on ne change pas, sur de mauvaises bases, une préparation élaborée de longue date. Le technicien doit choisir les skis en fonction du style du skieur. Par exemple, Hélène Barbière skie plus souple et moins effilée que Perrine Pelen. »

Il sont six autour de lui, Italiens, Américains et Suisses, à s'occuper avec la même ardeur et la même ambition des « planches » de quelques-uns des meilleurs glisseurs du monde à l'effort du titre. « Quand nos coureurs s'élancent, on est toujours ému. C'est un peu de nous-mêmes qui court. »

ALAIN GRAUDO.

BROCANTE de PARIS
100 ANTIQUAIRES et BROCANTEURS

17^{ème} SALON DU VIEUX PAPIER DE COLLECTION
Cartes postales, livres, affiches, gravures, etc.

1^{ère} FOIRE DE L'OCCASION
Arts ménagers - Hi-Fi - Vidéo - Vêtements - Livres - Mobilier - Véhicules
Caravanes - Immobilier - Sports - Matériel de récupération
Moquette - Tissus - Informatique - etc.

8 AU 17 FÉVRIER/PORTE DE VERSAILLES
t.j. de 11 h à 19 h - sam. et dim. de 10 h à 20 h

Société

AU TRIBUNAL DE PARIS

La double punition du médecin victime d'une escroquerie à la drogue

Pour une belle escroquerie, ce fut une belle affaire. Devant le 10^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, quelques-uns de ceux qui en furent les patients artisans ne cherchaient pas à dissimuler, vendredi 8 février, la plaie qu'ils y portaient. Car MM. Henri Pech, René Laguille et Jean Benoit ont bel et bien réussi à se faire verser par un médecin parisien, M. Jacques-Pierre Bailly, 2.800 000 francs, en lui faisant croire que, grâce à eux, il allait se retrouver possesseur de quarante sachets d'une drogue — qui n'existait pas — et qu'il allait pouvoir revendre le double à des Américains, non moins imaginaires. L'ennui, pour le docteur Bailly, c'est que le parquet a vu de sa part une tentative d'acquisition de drogue, si bien qu'en dépit de sa constitution de partis civils contre des escrocs, il se retrouvait lui aussi puni.

En fait, le docteur Bailly, parvenu à la soixantaine, apparaît comme un homme qui est toujours le goût des affaires et des bonnes affaires. Les autres en auraient vent. M. Pech, qui est le doyen de la troupe et qui avait déjà fait ses preuves dans l'escroquerie depuis 1944, comme en témoigne son casier judiciaire, avait un jour confié aux autres sa recette : « Une escroquerie, disait-il, suppose d'abord d'avoir pour victime quelqu'un de très cupide, qui a déjà de l'argent, mais veut en avoir encore plus, sans être regardant sur les moyens d'y parvenir. »

M. Jacques-Pierre Bailly présentait les conditions requises. D'abord, il venait de vendre, pour 3,5 millions de francs, un appartement avenue Marceau ; ensuite il rêvait de placer cette somme en de bons et solides investissements. Il se voyait volontiers, sur ses vieux jours, géant à Mayotte de quelques sociétés immobilières. Or à cela ne tenait, lui dit M. Laguille, « Je vais vous présenter un homme qui, lui aussi, veut justement investir à Mayotte. »

Une vie imaginaire

Ainsi se trouve-t-il en présence de M. Pech qui, pour la circonstance, répondait au nom plus flatteur de Armand Valenbois. « C'est un vieux toqué, avait dit Laguille, mais très riche, avec une maison qui lui coûte les yeux de la tête. » Le docteur vit même cette maison. En réalité, c'était tout simplement la fille de M. Pech qui tenait le rôle. Le docteur Bailly fut aux cent coups. Le voilà qui, comme le voulait le plan prévu, s'écroula, se fit le conseiller du vieux monsieur, lui expliquant qu'il ne doit pas se laisser plumer comme ça par une brunette d'opérette.

Dès lors, lui et les autres ne se quittent plus, se rencontrent à déjeuner dans tous les bons restaurants du soizième arrondissement, font « ami-ami », se tutoient à qui mieux mieux et échafaudent de jour en jour des plans où il est question de sociétés et de parts sociales fructueuses à se répartir.

Des semaines passent. Un jour, à l'heure de l'armagnac, Pech-Valenbois, en veine de confiance, se met à raconter sa vie au bon docteur, une vie imaginaire évidemment. Il avait un frère en Thaïlande qui venait de mourir. Se bella-sœur, veuve, venait de lui écrire que des cantines étaient en route vers la France, contenant des

objets que le cher défunt destinait à son frère survivant. Au déjeuner suivant, le contenu des cantines se précipita : desivoires, des jades, des pierres précieuses, des diamants.

M. Bailly est alléché, mais aussi intrigué. Comment ces objets ont-ils pu entrer en France sans difficultés ? On le rassure : la bella-sœur avait des relations dans la douane. Soit. En fait, le docteur Bailly ne verra jamais les cantines, ni leur contenu. Mais, quelques jours plus tard, les autres lui apprennent qu'il ne s'agit plus d'objets d'art, mais de sachets d'une certaine poudre. De la poudre, mais encore ? Le docteur est curieux. On va satisfaire sa curiosité. L'un des escrocs jouera même à l'expert. Il vient à un rendez-vous fixé chez M. Benoit. Là, on se retrouve dans la salle de bains. La prétendue expert fait le dégoûté : « Je ne m'occupe plus de cette saloperie de drogue, mais je veux bien encore vous rendre service. » Dans la salle de bains, il rend sa sentence : « Belle marchandise, problème-t-il docement ; c'est un vrai pactole. »

Pech-Valenbois, lui, se retire, affectant de ne pas vouloir se mêler à une opération aussi suspecte. Il jette même, pour montrer son dégoût, un sachet, qui en réalité ne contient rien d'autre que du bicarbonate de soude, dans le WC et tire la chasse. « Malheureux, se serait exclamé le docteur Bailly, tu viens de perdre 5 millions ! » « Pas du tout, dit aujourd'hui le docteur, ils cherchent tous à me perdre. Moi, je m'intéressais seulement aux objets d'art dont on m'avait parlé. »

En tout cas, la 23 mars 1983 — on le chambrait depuis le mois de janvier — il ira retirer à sa banque 2.800 000 F en espèces, les laissera dans un sac, tandis que les autres, dans un autre sac, mettront la prétendue drogue. Les deux sacs se retrouvent dans le coffre d'une voiture et on s'en va fêter au champagne cette heureuse conclusion. A la sortie de cette fiesta, catastrophe : la voiture a été volée. Adieu sacs, billets et sachets. Mais cela aussi fait partie du scénario. C'est un complot des escrocs qui a simulé ce vol dans le seul but de soustraire au docteur Bailly encore quelques monnaies, au motif que les Américains fantômes, qui attendaient la drogue, venus à Paris spécialement dans des Jets privés, demandaient à être indemnisés, faute de quoi ils se monteraient très méchants.

Ainsi fut « puni » le docteur Bailly. Ainsi, de surcroît, devant le tribunal, il n'a pas convaincu de sa bonne foi et son défenseur, M. Jacques Chanson, n'a pas davantage pu faire admettre la thèse du délit impossible puisque, disait-il, de drogue il n'y en eut jamais que dans les imaginations.

Il a été condamné à trois ans de prison et un million de francs d'amende. En compensation, les escrocs, eux, qui pourtant ont confessé qu'ils tiraient de l'opération au moins 400 000 francs chacun, ont connu un sort moins rigoureux : trois ans au vieux M. Pech, avec une amende de 400 000 francs ; trois ans aussi, mais dont deux avec sursis, pour MM. Benoit et Laguille.

JEAN-MARC THÉOLLEVE.

Six détenus s'évadent de la maison d'arrêt de Montauban

Six détenus de la maison d'arrêt de Montauban (Tarn-et-Garonne) se sont enfuis, pendant la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 février (nos dernières éditions). Deux d'entre eux, Christian Pujol, trente-cinq ans, inculpé de meurtre et de proxénétisme, et Abdelkader Amar, trente-deux ans, inculpé d'association de

maffiteurs et de vol à main armée, passent pour particulièrement dangereux. Les circonstances de cette évasion groupée restent à définir. Selon notre correspondant à Montauban, le nombre de gardiens présents cette nuit-là était insuffisant : ils n'étaient que deux, semble-t-il, pour surveiller cent-vingt détenus.

LE VOYAGE DU PAPE EN AMÉRIQUE LATINE

La voie étroite de Jean-Paul II

De notre correspondant

Cité du Vatican. — « La mission évangélique est avant tout d'ordre spirituel, mais l'Eglise ne doit pas pour autant oublier l'homme concret. » Cette affirmation de Jean-Paul II face à la foule de Villa-El-Salvador, le plus grand bidonville de Lima, résume le message qu'il s'est efforcé d'adresser au continent latino-américain, à l'occasion de son dernier voyage dans cette partie du monde.

En raison d'injustices sociales criantes et d'une pauvreté que Jean-Paul II a qualifiée d'« insupportable », l'Eglise latino-américaine est impliquée dans l'action sociale et elle est conduite à être une « Eglise des droits de l'homme », si elle veut être fidèle à son « option préférentielle en faveur des pauvres ».

L'Amérique latine, où vivent trois cents millions de catholiques, est une région test pour l'Eglise. Non seulement l'homme, comme l'a défini Jean-Paul II, est l'une des figures de l'« homme souffrant », mais les populations affrontent des problèmes et des transformations sociales qui interpellent l'Eglise.

« Ce qui m'a frappé, déclarait peu avant son retour à Rome Jean-Paul II aux journalistes qui l'avaient accompagné, c'est l'énergie, la force, l'absence de passivité des populations auxquelles j'ai rendu visite. Mais il faut leur donner une orientation. » Cette orientation, quelle est-elle ?

Une nouvelle évangélisation

Dans la plupart des quarante-cinq discours qu'il a prononcés, Jean-Paul II a, sans relâche, appelé ce qu'il nomme une « nouvelle évangélisation ». Il a, certes, mis en garde avec fermeté contre les risques de déviation doctrinale et les « contaminations marxistes » que représente à ses yeux la théologie de la libération. Mais il s'est efforcé aussi — et c'est là l'aspect le plus positif de son voyage — de mettre l'accent sur l'action de promotion sociale que doit mener l'Eglise aux côtés des plus déshérités.

Il s'agit d'éviter le « spiritualisme déshumanisant », comme la « tentation de séculariser la vie religieuse », a déclaré Jean-Paul II à Lima. Tout l'effort du pape au cours de ce voyage a consisté à harmoniser, à recroiser l'action de l'Eglise. Si celle-ci est entraînée dans un engagement social qui risque de dévier d'un point de vue doctrinal, elle peut aussi s'enfermer dans un prudent neutralisme, le « spiritualisme déshumanisant » prôné par le vigoureux courant traditionaliste.

Jean-Paul II a, à plusieurs reprises, réclamé une libération totale de l'homme : c'est-à-dire non seulement de l'homme engagé dans

l'histoire, mais aussi de l'homme créé à l'image de Dieu. La première libération constitue, certes, un élément de l'« immense dignité de l'homme », mais il convient d'éviter de réduire celle-ci à cette seule dimension temporelle : « Le Christ veut la dignité de l'homme et de tout en l'homme » (discours aux évêques du Venezuela).

La pauvreté n'est donc pas seulement matérielle : elle ne relève pas de « catégories socio-politiques abstraites ». Elle est « non exclusive ». Choisir d'être du côté du pauvre ne signifie donc pas rejeter les riches, n'implique pas la « lutte des classes » (discours à Piura, au Pérou).

La « nouvelle évangélisation » que prêche Jean-Paul II a plusieurs facettes. Il a d'abord insisté sur la responsabilité de chacun, exhortant les prêtres à ne pas renoncer à leur identité et à leur mission évangélique, et appelant les laïcs à commencer par les gouvernements et les possédants, à promouvoir la justice sociale.

Jean-Paul II n'a pas préché que la « foi libératrice ». Toutes proportions gardées, étant donné la diversité des situations, l'Eglise latino-américaine, comme celle de Pologne, des Philippines ou de Corée du Sud, transmet un message de droit et de justice qui dépasse la communauté des fidèles. Ces Eglises sont de facto une « force sociale ».

« L'Eglise », a déclaré Jean-Paul II, a choisi la voie des réformes sociales efficaces qui relèvent de son enseignement social, car toute situation injuste doit être dénoncée et corrigée » (discours aux habitants de la Villa El Salvador). Pour remplir cette mission, on souligne à la fois les déviations trop « conservatrices » et trop « progressistes ». Jean-Paul II a cherché avant tout à réaffirmer l'Eglise, en particulier au Pérou, sur une ligne « moyenne », qui associe le message évangélique et l'action sociale.

Ne pas rester immobile

Certes, le chemin qu'il préconise peut paraître étroit : d'un côté, le Vatican condamne la théologie de la libération, lorsqu'il croit y discerner les influences du marxisme, et il suspecte à divinis les prêtres qui sont membres du gouvernement du Nicaragua ; mais, de l'autre, il appelle l'Eglise à avoir une action en faveur des pauvres.

Pour le pape, cette voie n'est pas seulement un compromis de nature doctrinale, explique-t-on dans son entourage ; seule une Eglise unie peut être une force capable de faire entendre son message. Sa démission l'affaiblirait et le dessert. Rappelant, en particulier, dans son discours au clergé du Pérou, la fonction des évêques, qui sont détenteurs de la vérité et du dogme, le pape a, certes,

condamné les tentatives d'interprétation des textes qui ont cours, par exemple, dans certaines communautés de base et conduisent parfois à une coupure avec la hiérarchie. Mais il a aussi exhorté cette hiérarchie à ne pas rester immobile. Au Venezuela, par exemple, il a appelé les évêques, traditionnellement conservateurs, à ne pas se préoccuper seulement d'entretenir de bonnes relations avec le gouvernement.

Jean-Paul II a aussi dénoncé l'exploitation et la marginalisation des Indiens, le vol de leurs terres. Il a réclamé la poursuite de la réforme agraire (en Equateur notamment), et il a critiqué les déqualifiants provoqués par une industrialisation sauvage lorsqu'elle a visité les bidonvilles de Guayaquil (Equateur) et de Lima. A Ayacucho (Pérou), ville meurtrie par le terrorisme du Sentier lumineux, Jean-Paul II a affirmé que la violence est, certes, suscitée par des idéologies qui procèdent « la haine comme moteur de l'histoire », mais ceux qui réduisent l'homme « à une dimension économique contraire à sa dignité » en sont également responsables.

Un certain nombre de prêtres qui nous avons rencontrés dans les trois principaux pays auxquels le pape a rendu visite ont jugé de manière positive ses propos, même s'ils comparaient à leurs yeux des concessions au pouvoir en place et des lacunes, sans parler d'incidents regrettables : à Lima, le discours d'accueil des jeunes adressé au pape a été remplacé, au dernier moment par un autre texte : beaucoup plus conservateur.

Les messages de Jean-Paul II ont cependant une portée limitée. En raison d'abord des réalités : le misère, l'exploitation, atteignant au Pérou en particulier, une ampleur dramatique. La générosité des propos du pape ne suffit pas à modifier les rapports de force. Seconde limite : Jean-Paul II condamne toute interprétation « socio-politique » des situations par le clergé. Sans doute le pape s'est-il abstenu dans ses discours, en particulier au Pérou, d'une référence à ce marxisme quelque peu caricatural décrit dans un document de la Congrégation pour la doctrine de la foi sur la théologie de la libération.

Il reste que pour pouvoir agir efficacement et appliquer pleinement la doctrine sociale de l'Eglise telle que la recommande Jean-Paul II, il convient aussi d'analyser les causes de la pauvreté et de l'exploitation. « Appliquer l'Evangile sur Terre ? Nous sommes évidemment disponibles : la religion peut être une fête, comme le montre la venue du pape. Encore faut-il rester avec le peuple, savoir ce qu'il attend », disait un prêtre d'Iquitos, au cœur de la forêt amazonienne.

PHILIPPE PONS.

Un satellite politique

(Suite de la première page.)

Or le tarif d'utilisation de ses circuits ne sera pas plus élevé que celui pratiqué actuellement par l'organisation internationale de télécommunications spatiales. Intel est seul quel les Etats arabes ont libre accès. En outre, la plupart d'entre eux ont recours aux câbles sous-marins, qui répondent largement à leurs besoins. Arabsat ne constituerait donc qu'un véhicule d'appoint dont l'utilité n'est pas évidente, d'autant que le trafic téléphonique ou de télétexte entre les pays « frères » est insignifiant. Il représente moins de 10 % du volume de leurs télécommunications avec les pays étrangers. Et encore la majeure partie de leurs échanges s'effectue avec l'Egypte qui refusera d'utiliser Arabsat aussi longtemps qu'elle ne sera pas réintégrée au sein de la Ligue arabe.

Rassemblement les « pays frères »

Confrontés à ces réalités, les ministres arabes qui assistaient au lancement d'Arabsat ne nient pas sa privauté de l'utilité économique d'Arabsat est limitée, du moins à terme. Mais ils font valoir l'intérêt

politique de l'entreprise, la première d'emergence menée collectivement à son terme depuis la fondation de la Ligue, il y a quarante ans. Ils soutiennent que les huit mille circuits de téléphones et les quatre canaux de télévision, dont un « communautaire », que comporte le satellite auront comme effet, tôt ou tard, de rapprocher les pays « frères » et de les inciter à développer leur coopération dans tous les domaines, en particulier économique et commercial.

Réalistes, les utilisateurs du nouveau satellite éviteront d'aborder les questions politiques dans les programmes télévisés, « communautaires ». L'Organisation de la Ligue arabe chargée de l'éducation, de la culture et des sciences (ALESCO) a déjà mis en chantier plusieurs films didactiques consacrés notamment à l'alphabetisation et à la formation professionnelle, ainsi qu'à d'autres thèmes touchant à l'histoire, à la musique, aux beaux-arts, qui viendront s'ajouter aux spectacles de divertissement.

Tout indique dès lors qu'Arabsat répond essentiellement à deux préoccupations politiques : favoriser le rassemblement des pays « frères », d'une part, et renforcer d'autre part, leur coopération avec l'Europe, en particulier avec la France.

ERIC ROULEAU.

Carnet

Déclats

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean CREYSSER, né Saintes Chapeau, survenu le 7 février 1985, dans sa quatre-vingt-dixième année. De la part de : M. Roger Creyssel, M. et M^{me} Paul Drevet, M. et M^{me} Pierre Creyssel, leurs enfants et petits-enfants.

Le décès religieux aura lieu le mardi 11 février, à 9 h 30, en la basilique Saint-Martin d'Aisy, 4 bis, rue Jarente, à Lyon-2^e.

Son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Tous sa famille, ont le douleur de faire part du décès de

M. Camille DEMANGEAT, sociologue, chevalier de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du Mérite,

survenu à Paris, le 7 février 1985, dans sa quatre-vingt-dixième année. Les obsèques auront lieu le mardi 12 février, à 8 h 30, en l'Eglise Saint-Vincent-de-Paul, à Paris-10^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Georges Maigron, M. et M^{me} André Laure, M. Jean-Pierre Laure, ses enfants,

M. et M^{me} François Maigron, M. et M^{me} Patrick Chabrier, M. et M^{me} Pierre-Edouard Fréjean de Chavagnac, Hélène, Christian, Marie-Pierre et Stéphane, Laure, ses petits-enfants,

Georges et Luc Maigron, Stéphanie, Claire et Ghislain Chabrier, Aymeric, Adrien et Alexis Fréjean de Chavagnac, ses arrière-petits-enfants,

M^{me} Marie Izard,

ont le douleur de faire part du décès de

M. Pierre LAURE, inspecteur général honoraire des finances, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, officier de Mérite maritime,

survenu le 8 février 1985, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Le décès religieux aura lieu le mardi 11 février, à 10 h 30, en l'Eglise Saint-Pierre de Chaillot, à Paris-16^e.

12, rue Buffon, 92200 Neuilly, 52, rue de Garches, 92420 Vaucresson, 129, boulevard de Général-Koenig, 92200 Neuilly.

M^{me} André Valette, sa belle-fille, M. et M^{me} Georges Souques, ses beaux-enfants, M. et M^{me} Marc Valette et leurs enfants,

Le docteur et M^{me} François Job et leurs enfants, M. Michel Souques, M^{me} Isabelle Souques, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Et toute la famille, ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Roger VALETTE, née Lucie Fougeas,

rapportée à Dieu, dans sa quatre-vingt-cinquième année, à Montgeron (Essonne), le 6 février 1985.

Les obsèques auront lieu le mercredi 13 février, à 14 h 30, en la cathédrale de Tulle (Corrèze).

Ceux qui l'ont connue, aimée et appréciée pourront s'unir d'intention ou participer à une messe pour le repos de son âme, qui sera célébrée le lundi 11 février, à 17 heures, en la chapelle Notre-Dame de Lys, 7, rue Blomet, à Paris-15^e, sa paroisse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Messes anniversaires

Pour l'anniversaire de la mort de

M^{me} Louis FRIDERICH,

une messe en célébrée, le 10 février 1985, en l'Eglise de Cély-en-Bière (77).

Le Monde
dossiers et documents
LES ENJEUX DE L'ESPACE
NUMÉRO SPÉCIAL - FÉVRIER 1985
10 pages - 10,80 F

LE FESTIVAL DE ROTTERDAM

Une chance pour le cinéma indépendant

Le Festival de Cannes, l'an dernier, a consacré deux films particulièrement importants pour l'avenir d'un cinéma qui ne s'inscrit pas dans les canons traditionnels : *Paris Texas*, de Wim Wenders, palme d'or, et *Stranger Than Paradise*, de Jim Jarmusch, caméra d'or (distinction officielle réservée à une première œuvre). Dans sa conception, dans son exécution, par son budget, *Paris Texas* relève des normes européennes. Il est presque entièrement en anglais, il a été tourné au Texas, mais il n'a plus rien à voir avec le schéma hollywoodien classique. *Stranger Than Paradise* représente idéalement le style et l'esprit de la côte est des Etats-Unis. Ses protagonistes sont des marginaux, des gens ordinaires marginaux.

Deux hirondelles ne suffisent pas à faire le printemps. Cette double récompense, sanctionnée par un réel succès public, assure en rien des débouchés plus faciles pour les épigones de Wenders et Jarmusch. C'est le rôle du Festival de Rotterdam, selon son directeur Hubert Bals, de prendre le relais des grands festivals, non seulement pour montrer de tels films au cours de la manifestation, mais aussi pour permettre à leurs auteurs, producteurs et distributeurs, de se rencontrer, de présenter leur travail achevé, voire d'ébaucher des projets de coproduction ou de les mener à terme s'ils sont déjà avancés.

« Mon rêve, nous dit Hubert Bals, est de réunir les gens qui partagent ces objectifs, d'établir entre eux une coordination permanente et d'échapper au ghetto des petites salles. Bref, de les aider concrètement. La ville de Rotterdam rêve d'un grand Festival. Nous voudrions rester un grand festival des petits films. »

Le marché se tient au deuxième étage du Hilton local, dans un décor et un climat qui sont l'antithèse absolue de ce que le terme de marché implique d'ordinaire. Familier, depuis vingt-cinq ans qu'il travaille à sa diffusion, de ce genre de cinéma, Hubert Bals connaît personnellement tout le petit monde, très actif, très professionnel, souvent porté par l'enthousiasme, qui, tant à New-York, qu'à Paris, Londres, Berlin, Stockholm, voire

Lisbonne, s'intéresse aux indépendants. Parallèlement à cette exposition artistico-commerciale, Hubert Bals espère créer, dans un avenir très proche, un marché similaire à New-York. Le site est déjà choisi, les conditions d'organisation définies. Le but : faire connaître, en Amérique, le travail accompli en Europe, rassembler les meilleures œuvres, les meilleurs auteurs.

Warrington Hudlin, cinéaste noir découvert à Nantes il y a cinq ans, au moment de la naissance du Festival des trois continents, préside, aujourd'hui, à la Black Filmmaker Foundation (Fondation du cinéaste noir). Dans une brochure distribuée à Rotterdam, Warrington Hudlin explique que les cinéastes noirs américains peuvent de moins en moins compter sur l'aide de l'Etat pour poursuivre leur travail. La diffusion internationale, l'aide de l'Europe, en particulier, sont désormais capitales.

Le cas du cinéma noir américain prend d'autant plus de relief que cet appel nous parvient de la patrie du cinéma hollywoodien, qui occupe presque tous les écrans du monde. Mais le contexte n'est pas moins dramatique pour d'autres cinématographies, et d'abord l'anglaise, dont nous avons déjà longuement parlé au moment de Cannes. Mamoun Hassan, l'ancien directeur de la National Film Development Corporation, présent à Rotterdam, rappelait qu'un film anglais aujourd'hui, avec la crise qui sévit de l'autre côté de la Manche et la chute brutale de fréquentation, ne peut s'amortir à 75 % que sur le marché américain, à moins d'une intervention des pouvoirs publics.

Or le gouvernement conservateur agit en sens exactement contraire, supprime la loi d'aide et prétend ne s'appuyer, selon une vieille philosophie conservatrice, que sur les forces du marché. La liberté du marché est un leurre, rappelle Mamoun Hassan.

Rendez-vous dans un an pour savoir si Hubert Bals ne fait que rêver ou si, au contraire, d'autres films auront droit de cité sur nos écrans.

LOUIS MARCORRELLES.

CHANSONS DE DRAME ET DE CHARME

Michel Sardou imperturbable

Un veste public fredonne depuis quinze ans les chansons de Michel Sardou. Elles ne sont pas seulement directes et efficaces, elles racontent une histoire, elles évoquent les gens ordinaires, avec leur propre singularité, leur propre complexité, leurs élans inachevés.

Les mots de Sardou sont empruntés à la rue, s'articulent consciemment autour du « je », épousent la sensibilité d'un auditoire sur des thèmes quotidiens (les villes de solitude, les bals, le service militaire, l'accident), sur des personnages (une vieille femme dans ses gestes de tous les jours, le père, l'enfant, les vieux mariés), sur des sentiments (l'amour, bien sûr, mais aussi la fuite du temps, les rêves d'adolescent et le *Far-West* disparu).

Les mélodies de Sardou sont traditionnelles, sont faciles à retenir, orchestrées en forme de coup de poing ou de bouffées de chaleur, avec la saveur de la dramatisation, le soul de mettre, comme on dit, le « paquet » : autrefois avec force violons et cuivres, aujourd'hui avec une légion de synthétiseurs. La voix pleine, nette, claquant sur des sons, jouant avec la violence et la tendresse, les déchirures et l'ironie.

Les succès de Michel Sardou sont innombrables et, jusqu'à une date récente, ponctués une année : les *Ricains*, les *Bais populaires*, *Et mourir de plaisir*.

J'habite en France, Maledie d'amour, le France, Je vous ai bien eu, le Temps des colonies, En chantant, la Java de Broadway, les Lacs du Connemara, Viens m'embrasser.

Dernier représentant d'une famille qui a vécu depuis un siècle et demi dans le spectacle, dans les revues ou le tour de chant (la grand-mère jouait les opérettes avec Raimu et Maurice Chevalier, le père était un des acteurs fétiches de Marcel Pagnol), le chanteur a hérité de ses parents le fameux instinct de ceux qui grandissent spontanément le grand public. Il synchronise ses propres vibrations avec celles du spectateur, devance ses réactions, quitte à se contredire d'une chanson à l'autre, à changer de masque et, incidemment, à brouiller ainsi les cartes. Sans pourtant trahir ni tricher.

A l'approche de la quarantaine, Michel Sardou a gommé un goût prononcé de la bravade, vieillit l'héritage d'une adolescence pas toujours sage et individualisme outré avec soin. S'inspirant de l'actualité, la provocation à long terme est pratiquée avec une énorme vitalité et une sensibilité d'archaïsme fébrilement de droite. Sardou a ainsi cessé d'être une personne d'autre n'aurait osé faire, par exemple chanter les *Ricains* à l'époque de la guerre du Vietnam et au moment où le

général de Gaulle liquidait les bases américaines. D'autres chansons ont carrément gêné tout le monde (le *France*). Certaines, poussées à l'excès, ont débordé un peu trop un certain jeu et ont suscité des réactions démesurées, comme la création, au milieu des années 80, de comités anti-Sardou.

La souveraineté de cette époque conduit aujourd'hui certains à annuler des chansons récentes (les *Deux Ecoles*) où le chanteur n'entre pas vraiment dans le jeu, ou à vouloir décrypter des rengaines sans sous-entendu ni ambiguïté (la *Débandade*).

Imperturbable, Michel Sardou poursuit tranquillement, presque discrètement, une aventure de chanteur populaire en publiant chaque année un album et en se présentant tous les deux ans au Palais des congrès.

A contre-courant de la mode actuelle qui veut qu'un tour de chant soit illustré par l'image et des séquences de comédies musicales, Sardou se produit sans fioritures. Avec trois synthétiseurs, trois guitares, une batterie, une percussion. Avec des chansons confondues par des artistes chevronnés : Jacques Revaux, Jean-Pierre Bourtayre, Pierre Delanoë.

CLAUDE FLEOUTER.

* Palais des congrès, 21 heures.

MARIEF GUITTIER JOUE « MAX GERIQUE »

Travail de femme

Une chambre austère en désordre s'ouvre sur un escalier. En descendant un bonhomme disgracié. Un poil de carotte sans âge, prognathe qui dévide d'une voix aigre le roman de son existence dramatique et dénoûte. Ce personnage au bord du cauchemar est pourtant réel de façon terrible, comme une créature de Frankenstein, effrayant et ridicule, fabriqué de brique et de bois, à qui manque l'essentiel, la conscience du moi.

Marie Guittier, méconnaissable, plus attachante, plus impressionnante que jamais, joue au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis dans la Petite Salle. *Max Gérique*, pièce de Manfred Karge adaptée par Michel Bataillon, mise en scène par Michel Raschke.

Max Gérique est le nom d'un grutier, quelqu'un qui manipule les grues sur les chantiers. Il vivait en Allemagne dans les années 30, années dures pour les femmes, qui n'avaient pas beaucoup de droits civiques. La pièce est tirée d'un fait divers qui a également inspiré Brecht : c'est l'aventure d'une veuve qui a pris

l'identité de son mari et son gagne-pain. Voilà pourquoi le rôle de Max Gérique est écrit pour une actrice.

Lorsque Brunel l'a joué en allemand l'an dernier au Petit Odéon. C'est d'ailleurs en voyant une photo d'elle, clown pitoyable, que Marie Guittier a reçu le choc. Elle ne craint pas les déplacements radicaux de personnages. Elle appartient à La Salamandre, depuis les débuts de la troupe au Havre : elle a été Agrippine dans *Britannicus*, Natacha la gamine malade des *Bas-Fonds*, une harpie irascible dans *le Supplément*, une reine triviale dans *Cocodémon*.

Marie Guittier a le sens du concret, cette faculté de saisir la vérité matérielle des choses les plus vagues, les plus fuyantes, ce don qui lui permet de laisser aller ses passions sans se laisser aveugler. Elle est comédienne comme d'autres sont grands, cela fait partie d'elle. Comédienne intrépide et traquante : « Quand j'aborde un rôle, j'ai peur. C'est le trou noir, je ne sais plus rien. Je me

sers de mon métier. Cela ne me plaît pas, et le vide commence à se peupler. On peut construire l'écorce, c'est-à-dire l'apparence, et la faire vivre. On ne fait pas de sociologie, mais on a besoin de modèles. Les grandes dents de Max Gérique, par exemple, c'est un type que j'ai vu un jour sur le quai. On ne fait pas de psychologie non plus. Les contraintes du temps (on a répété en quatre semaines) m'ont évité de chercher de ce côté-là. »

La mise en scène allemande de Max Gérique, rappelle Marie Guittier, appuyait sur le côté sordide dégingé. En Belgique, où la pièce a été montée, ils ont donné au contraire un côté « clean » qui rend le personnage pathétique.

Ce personnage, elle le voit comme un lâche, « pour tout dire, un plâqué ». « Je le vois comme une femme hystérique. Pas une agitée, mais quelqu'un qui a besoin d'un public pour se raconter, pour courir après son image, qu'il a perdue. Elle parle trop, elle ment, elle affabule. A aucun moment elle ne se prend pour un homme. Elle singe les comportements masculins et, après toutes ces années de singeries, elle ne sait plus qui elle est. En tant que femme, en tant qu'homme, elle est irrécupérable. »

Le travail a été dur pendant les répétitions. Quand je me voyais devant la glace, je me sentais bizarre. Maintenant, j'en suis vite, mais pas indienne. Ça laisse des traces. Sans doute je peux régler mes comptes avec mes ambiguïtés, mes problèmes d'identité personnelle. A travers la manière dont l'auteur règle ses problèmes d'Allemagne venue de l'Est, moi, comédienne française, je me retrouve.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

* Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, 20 h 30.

M. JEAN-ETIENNE COHEN-SÉAT NOUVEAU DIRIGEANT DES ÉDITIONS CALMANN-LÉVY

« Il ira loin... »

M. Jean-Etienne Cohen-Séat, créateur des éditions Mazarine, ancien directeur adjoint de l'édition du groupe Hachette, va désormais diriger les éditions Calmann-Lévy. Les associés de la SARL Editions Calmann-Lévy ont annoncé qu'ils venaient de conclure, avec M. Cohen-Séat, un accord sur lequel l'entreprise augmentait son capital et se transformait en société anonyme.

M. Cohen-Séat, trente-huit ans, en devient le président-directeur général. L'actuel responsable de Calmann-Lévy, M. Alain Oulman, exercera les fonctions de directeur général et de président du comité littéraire.

Il y a quelques années, les éditeurs disaient de ce jeune homme : « Il ira loin... » Mais quand il devient le numéro deux de l'édition du groupe Hachette, les mêmes soulignent : « Il n'y a pas assez de place pour deux. » L'année dernière, Jean-Etienne Cohen-Séat a quitté le groupe. A la suite d'une divergence quasi philosophique, dit-il, sur la vocation des différentes structures éditoriales. En clair, les maisons du groupe seront plus créatives en gardant le maximum d'autonomie.

Depuis son départ de Hachette, selon la rumeur qui circulait sur le rive gauche où séjournait la plupart des maisons d'édition, il était présenté par les plus grandes de la profession. On parlait-on de reconnaissance de lui chez Robert Laffont ? La veille, dans le film d'essai, dans la véritable et cent cinquante-neuf maison de la rue Aubert, chez les descendants des éditeurs Michel et Calmann-Lévy, enfants d'un colporteur juif alsacien, qui publient à leur enseigne les plus fameux ouvrages de littérature de poche. « Cela s'est fait très vite, dit-il, vendredi dernier tout était réglé. » Il a été « coopté » par une « trinité de famille ». D'ici quelques mois, la SARL sera transformée en une SA. Il apportera sa participation financière et s'associera dans le futur à l'actuel PDG qui, pour la première fois, ne vendra pas de la famille Calmann-Lévy.

La carrière éditoriale de Jean-Etienne Cohen-Séat a été rapide. En 1989, alors qu'il travaillait à la SOPRE, Pierre Nora en fait un lecteur chez Gallimard. Après son service militaire, il devient, en 1974, directeur du département Hachette-Littérature, puis, en 1978, éditeur par des hasards qui ont créé leur propre maison. Il fonde les Editions Mazarine en association avec Hachette. Il publie le *Don Quichotte* de François Groux, des *Epîtres* de Valéry, les romans de Gérard Mordillat. Tout cela, adapté, fera des films et, sans doute, des « droits annexes ».

Tout en dirigeant Mazarine, Jean-Etienne Cohen-Séat redresse Marabout, la filiale belge de Hachette en difficulté. « C'est une de mes fiertés,

personne n'a perdu son emploi et Marabout est resté d'un centre de distribution ultramodern. » Après la prise de contrôle de Hachette par l'association Florent-Lagarde-Ripstein, il reprendra ses parts de Mazarine au groupe et deviendra l'adjoint de Jean-Claude Lattès. Aujourd'hui, Mazarine est dirigé par Claude Durand, PDG de Fayard, l'une des filiales de Hachette.

De sa séparation du groupe, Jean-Etienne Cohen-Séat ne garde aucune amertume. On ne décroche pas facilement de l'édition. Au contraire, il a mis à profit ce laps de temps pour accumuler un « stock de manuscrits ». Impensable de l'imaginer se plantant à l'échec. Il en a connu pourtant, il l'avoue — pour faire plaisir sans doute : trois fois coté à l'Oréal de Normandie-Sup, une fois à l'agrégation de philosophie. Il collectionne tout de même quelques peaux d'âne : licences de lettres, de philo, maîtrise, diplôme de Sciences-Po.

Ce portrait catabolique de trente-huit ans possède une singulière faculté d'adaptation. Son air de jeunesse est tempéré par le gris des cheveux. Son allure 80-80 est adouci par le port d'un pantalon de velours, signe, en principe, des esprits indépendants. Son regard bleu est habillé de ce qui se sent, même s'il s'en échappe des éclairs de malice. Ses propos sont en situation.

« Pour une fois, j'entre dans une maison où il n'y a pas d'urgence, dit-il. Elle est saine financièrement et n'a pas d'endettement. Elle a su rester entièrement autonome, y compris

dans sa distribution. Ce n'est pas l'un des moindres mérites de la famille Calmann-Lévy d'avoir refusé des concessions à l'air du temps. »

Parmi le personnel, ne créent-on pas des suppressions d'emplois ? Il n'en est rien, assure-t-il, affirme-t-il. Et il ne voit là qu'une « enquête sordide par l'arrivée d'un gestionnaire qui vient d'un grand groupe ». Dans le bureau dont il a pris possession avec l'arrivée d'un habitué, il confie qu'il entend « griffer des pousses » la tradition de la maison : « J'ai possédé des collections de haut de gamme en littérature française et étrangère, en sciences économiques, de bons essais et de solides ouvrages de sport. Puis, il y a eu un échec sur son intermédiaire : « L'art de la griffe est un art difficile. »

Mais il n'est pas sans effort dans la maison des grands fondateurs juifs. « Ma grand-mère maternelle était directrice, dans le futur *Le Monde*, d'une école de jeunes filles à Epône. Mon grand-père paternel, était grand rabbin de Bordeaux. J'ai l'impression qu'il y a ces deux traditions qui se marient davantage. »

Jean-Etienne Cohen-Séat ne veut rien changer au programme éditorial de son prédécesseur Alain Oulman. Il veut se donner le temps de « réfléchir aux programmes de l'avenir », à un projet d'expansion. « Pour une fois, répète-t-il, sauvegarder cette situation nouvelle, on me donne une maison où il n'y a pas d'urgence. Vais-je être complé ? ».

Etrange anglo-saxonne.

BERNARD ALLIOT.

Le prix de danse pour un Américain de seize ans

Quatre-vingt-sept danseurs représentant quinze pays participaient au Prix de Lausanne qui, exceptionnellement, vient de se dérouler à la Brooklyn Academy of New-York. Après les éliminatoires les 19 et 20 janvier, quinze demi-finalistes européens se sont envolés pour les Etats-Unis avec le jury et une centaine de supporters.

En treize ans d'existence, le Prix de Lausanne s'est démarqué des autres concours de danse. Réservé à des candidats de quinze à dix-huit ans, il refuse le spectaculaire, le cirque, et s'est tenu résolument à sa vocation d'aider aux jeunes danseurs, à qui il propose des bourses dans les grandes écoles. Il a favorisé de nombreux talents, par exemple Stéphane Prinée et Frédéric Olivieri, aujourd'hui à l'Opéra de Paris.

Philippe Braunschweig, industriel à la Chaux-de-Fonds, président et fondateur de la manifestation, y consacre toute son activité extra-professionnelle. D'où lui est venu ce goût exclusif de la danse ? Peut-être de son père, un antiquaire qui, dans les années 30, a vécu plusieurs mois à Marseille comme danseur de tango en attendant un bateau pour l'Amérique.

Etudiant, Philippe Braunschweig décide de pratiquer la danse comme il ferait du sport ; il travaille avec M. Sedova, puis chez Boris Kniazeff à Genève ; il découvre la condition précaire des danseurs, s'indigne contre les mauvais professeurs « qui épuisent les gosses », et décide, sur une suggestion de Maurice Béjart, d'aider les jeunes à acquérir une bonne formation. La Royal Ballet School de Londres, Madrid, le centre chorégraphique de Cannes, sont les premiers à accepter les lauréats ; l'Opéra de Paris suit ; d'autres encore ; les sponsors se manifestent. En 1980, un film de Maximilien Roussin, *La Course à la gloire*, consacre le Prix de Lausanne.

Décidé à relancer la compétition sur le plan international, M. Braunschweig s'intéresse à son projet M. Harry Lichtenstein, président de la Brooklyn Academy. Celui-ci accepte d'accueillir le Prix de Lausanne en ouverture de son Festival de danse *New Traditions* et de participer pour moitié au financement. Coût : 9000 dollars ; un risque à prendre, mais certainement une bonne opération publicitaire pour le BAM. La presse new-yorkaise a largement fait écho aux épreuves réunissant les candidats européens, américains et asiatiques et surtout à la finale où un Américain de seize ans, Edouard Sierle — d'une vitalité irrésistible — a rafflé la Médaille d'or et le Prix spécial de la Fondation Astral.

Aucun Français n'est resté en course pour la finale, mais on reparlera sûrement de Sue Jing Kang, délicate Sud-Coréenne entraînée à Monte-Carlo et du Suisse Xavier Fortin ; précis et musical, élève chez Neumeier. Et de plus en plus dans les concours, il faudra compter avec les Chinois, qui commencent à menacer l'hégémonie japonaise.

MARCELLE MICHEL.

PALMARÈS

Médaille d'or : E. Sierle (USA). Bourses d'études : S. Eckoff (RFA), G. Vinckler (Belgique), S. J. Kang (Corée du Sud), B. Hays (Belgique). Prix du haut niveau professionnel : X. Fortin (Suisse), A. Van de Vyver (Belgique), E. Motta (Mexique). Prix Johnson : L. Ying (Chine), Ph. Neal (USA), X. Gang (Chine).

QUELQUE CHOSE DANS VOTRE AVENIR
PEU IMPORTÉ CE QUE C'EST, VA VOUS DEPASSER

STILL LIFE
357 42 14
Théâtre de la Bastille
PROLONGATION JUSQU'AU 9 MARS

1500

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 9 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 **Première à la une** : Loulou.
En direct du Théâtre des Nouveautés, pièce de Jean Barlier, mise en scène F. Joffe, réal. P. Ducrest, avec Y. Clouet, J.-M. Prosser, M. Mado.
Autour de deux minables dérangés, une gardienne d'immeuble et un chauffeur-routier, au chômage. L'un des deux fait courir le bruit qu'il a gagné au Loto.
22 h 30 **Droit de réponse** : Enfants de Miso, enfants de Marie.
Avec Ph. Soliers, écrivain ; J.-L. Godard, cinéaste ; G. Arraud, R. Dejeff, P. Grainville, écrivains ; J.-C. Simoen, éditeur. R. Sorin, des journalistes et des critiques.
0 h 20 **Ouvert la nuit**.
Alfred Hitchcock présente. *Instinct de survie*.
Extrême nuit : la nuit de Charlie.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Variétés Champs-Élysées**.
Spécial Jacques Brel : extraits de concerts, avec la participation de P. Perret, M. Schumann, D. Bowie.
22 h 15 **Magazine** : Les enfants du rock.
23 h 15 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 5 **Disney Channel**.
La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald, et trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés.
21 h 55 **Journal**.
22 h 20 **Feuilleton** : Dynastie.
23 h 5 **La vie de château**.
J.-C. Brialy reçoit M. Jonasz, N. Garcia, P. Arditi.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 35, **Série** : Belle et Sébastien ; 18 h 2, 3e rang de face, magazine culturel ; 18 h 25, Un trait d'esprit ; 19 h 30, Clip Clap ; 19 h 50, Feuilleton : Janique Aimée ; 19 h 56, Atout Pic ; 19 h 55, Informations ; 19 h 55, SOS Saturnin.
CANAL PLUS
20 h 30, Shanghaï skipper ; 21 h 20, Variétés : Show devant ; 1. Dutoit ; 22 h 15, Le rideau d'Orléans ; 23 h, Cinéma : De si gentils petits monstres, de M. Kalmanowicz ; 0 h 30, Cinéma : Une chambre en ville, de Jacques Demy ; 2 h, Rock concert ; 2 h 40, Cinéma : Les Bijoux de famille, de J.C. Larrous ; 4 h 10, Boite ; 5 h 15, Cinéma : Je suis un criminel, de B. Barlet.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Nouveaux répertoires dramatique** : Hollywood, de J.-L. Lagarde.
22 h 15 **Démarches** : avec Jacques Géraud.
23 h 30 **Musique** : Ricoeur, de la tradition orale à l'écriture : Bela Bartok.
FRANCE-MUSIQUE
20 h 30 **Concert** (en direct de la salle Pleyel à Paris) : Sonate pour piano n° 15 en ré majeur, Sonate pour piano n° 3 en si mineur, Sonate pour piano n° 24 en fa dièse majeur, Sonate pour piano n° 30 en ré mineur, de Beethoven par Daniel Barenboim, piano.
22 h 35 **Les soirées de France-Musique** : entretiens de Francis Poulenc avec Claude Rostand ; sa musique religieuse, son théâtre ; Rostand, son opinion sur Messiaen et Milhaud ; 23 h 5, Cinéma des archives : Marcel Moyse, flûtiste ; à 1 h, L'arbre à chansons : Isabelle Mayerau.

Dimanche 10 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h **Journal**.
9 h **Emission islamique**.
9 h 15 **A Bible ouverte**.
9 h 30 **Foi et tradition des chrétiens orientaux**.
10 h **Présence protestante**.
10 h 30 **Le Jour du Seigneur**.
11 h **Messe célébrée en la paroisse de Belz**.
12 h 2 **Midi presse**.
Invité : M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.
12 h 30 **Téléfoot**.
13 h **Journal**.
13 h 25 **Série** : Starkey et Hutch.
14 h 20 **Sports dimanche**.
16 h 30 **Variétés** : La belle vie.
Avec S. Frey pour la sortie de la Vie de famille, le dernier film de J. Doolan, F. Gull, Cookie Dingler.
17 h 30 **Les animaux du monde**.
18 h 10 **Série** : Le vent d'Australie.
19 h **Sept sur sept**.
Magazine présenté cette semaine par J. Lanzi, Avec P. Salinger, chef du bureau d'ABC à Paris.
20 h **Journal**.
20 h 35 **Cinéma** : Danton.
Film franco-polonais d'A. Waïda (1982), avec G. Depardieu, W. Paszkiel, P. Chéreau, B. Linda, R. Planchon, J. Villier, A. Winkler.
Les derniers mots de la vie de Danton, tribun populaire l'opposant à la Terreur instaurée par Robespierre et le comité de Salut Public. Une épopée de la Révolution française tirée d'une pièce polonaise.
22 h 50 **Sports dimanche soir**.
23 h 40 **Journal**.
0 h 5 **C'est à lire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 38 **Journal et météo**.
9 h 40 **Les chevaux du tiers**.
10 h 10 **Récré A 2**.
10 h 40 **Gym tonic**.
11 h 15 **Dimanche Martin**. Entrez les artistes.
12 h 45 **Journal**.
13 h 20 **Dimanche Martin (suite)**.
17 h **Série** : Les Brigades du Tigre.
18 h **Stade 2 (et à 20 h 20)**.
19 h **Feuilleton** : Clémence Alenti.
Clémence signe l'acte de la Canada en compagnie de Livia, la sœur du terroriste. Mais Livia s'échappe, tandis que Laffeur signale dans son journal la présence de Clémence à Montréal.
20 h **Journal**.
20 h 35 **Jeu** : Le grand raid.
21 h 35 **Série** : Pour le meilleur ou pour le pire.
URSS : les quatre filles du docteur Marx.
La vie quotidienne des femmes soviétiques. Qui sont-elles ? A travers les portraits de sept femmes de quatre générations différentes qui résument l'histoire contemporaine de la société soviétique, cette émission tente de répondre.
22 h 35 **Concert en simultané sur France-Musique**.
Concerto pour piano et orchestre n° 2 en sol mineur, de Saint-Saëns par l'Orchestre de Paris, dir. R. Chailly, sol. B. Engerer.
23 h **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

9 h **Emission pour les jeunes**.
10 h **Musique 85**.
12 h **Musique pour un dimanche (et à 17 h 5)**.
15 h 15 **Théâtre** : Kean ou désordre et génie (2e partie).
D'après A. Dumas, adaptation J.-P. Sartre, mise en scène J.-C. Drouot, avec A. Barthélemy, P. Pélissier.
Une évocation grandiose du tragédien anglais Edmund Kean, célèbre au dix-huitième siècle pour ses interprétations de Shakespeare.
18 h **Emission pour les jeunes**.
19 h **Au nom de l'amour**.
Ravonnait, amour perdu et retrouvé.
20 h **RFO Hebdo**.
20 h 35 **Architecture et géographie**.
Delphes, nombre du monde grec. Série de Barba-Negra. Centre du monde grec et symbolisme centre de l'univers occidental. Delphes incarne la préhistoire de toute l'humanité d'une civilisation.
21 h 30 **Aspects du court métrage français**.
Le Diable au cœur, de Caroline Beugne ; Chagrin d'amour, de Guy Pinon.
22 h **Journal**.
22 h 30 **Cinéma de minuit** : la Citadelle du silence.
Film français de M. L'Herbier (1937), avec Annabella, P. Renoir, R. Lancel, A. Rignault, R. Le Vigan, P. Larquey, G. Génès (N).
Dans les années 10, une jeune Polonoise, ardente patriote, doit se sacrifier pour aider ses amis révolutionnaires à sortir d'une forteresse où les Russes enferment les prisonniers politiques. Le scénario est très romanesque mais M. L'Herbier a su tirer un drame d'idées et de sentiments.
0 h 5 **Prélude à la nuit**.

CANAL PLUS

7 h, Spécial tous en scène ; 7 h 40, Document : l'héritage des samouraïs ; 8 h 40, Cabou Cadin (Sherlock Holmes, Paul et les Dinogates, Mister T, les Quatre Filles du Docteur March, un Bateau pour l'Aventure) ; 10 h 45, Gym à gym ; 11 h 25, Cinéma : l'Ami de Vincent, de P. Granier-Deferre ; 13 h 30, Cabou Cadin (Henchel et Marmaduke, Max Romani) ; 14 h 15, Série : Ellis Island ; 15 h 5, Série : Soap ; 15 h 30, Bureau ; 16 h, Robin des Bois ; 16 h 50, Les artistes du rire : États-Unis et Grande-Bretagne ; 17 h 45, Top 50 ; 19 h 15, Club de la presse ; 20 h 30, Cinéma : le Bal d'E. Scoll ; 22 h 25, Cinéma : J.P. de S. Spielberg ; 0 h 20, Cinéma : Flics de choc, de J.P. Desagnat ; 1 h 50, Série : Shanghaï skipper.

les Dinogates, Mister T, les Quatre Filles du Docteur March, un Bateau pour l'Aventure) ; 10 h 45, Gym à gym ; 11 h 25, Cinéma : l'Ami de Vincent, de P. Granier-Deferre ; 13 h 30, Cabou Cadin (Henchel et Marmaduke, Max Romani) ; 14 h 15, Série : Ellis Island ; 15 h 5, Série : Soap ; 15 h 30, Bureau ; 16 h, Robin des Bois ; 16 h 50, Les artistes du rire : États-Unis et Grande-Bretagne ; 17 h 45, Top 50 ; 19 h 15, Club de la presse ; 20 h 30, Cinéma : le Bal d'E. Scoll ; 22 h 25, Cinéma : J.P. de S. Spielberg ; 0 h 20, Cinéma : Flics de choc, de J.P. Desagnat ; 1 h 50, Série : Shanghaï skipper.

FRANCE-CULTURE

6 h, Émission spéciale à la Bibliothèque nationale ; 7 h 3, Chasseurs de son ; 7 h 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h 25, La fenêtre ouverte ; 7 h 30, Littérature pour tous ; 7 h 45, Dits et récits : le chateaufort de l'ent ; 8 h, Orthographe ; 8 h 25, Protestation ; 9 h 5, Écoute la radio ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine ; la libre pensée française ; 10 h, Messe ; 11 h, Histoire du futur ; 12 h, Des Papes dans la tête ; 13 h 40, L'exposition du dimanche : Tableaux parisiens d'Auguste Chaband ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, Série noire : le Balcon, de M. Villard ; 16 h 30, La tasse de thé : Rencontre avec... ; à 17 h 45, Histoire-actualité : les catholiques polonais ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes : l'acteur de film aujourd'hui ; 20 h, Musique : l'écrit et l'écrit ; 20 h 30, Atelier de création radiophonique : Affaire à suivre ; 22 h 30, Musique : Jazz.

FRANCE-MUSIQUE

21 h, Les maîtres de France-Musique : « Héroïque et Pathétique » ; 7 h 3, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 45, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 5, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 1 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 2 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 3 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 4 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 5 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 6 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 7 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 8 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 9 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 10 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 11 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 12 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 13 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 14 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 15 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 16 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 17 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 18 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 19 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 20 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 21 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 22 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 23 h 30, Concerto pour piano et orchestre ; 0 h 30, Concert

Économie

REPÈRES

Automobile : Ford, numéro un étranger sur le marché français

Ford a consolidé sa place de premier importateur automobile en France en 1984, année où les voitures étrangères ont accusé nettement leur pénétration sur un marché en recul sensible. Alors que le marché en général régressait de 12,9 %, avec 1 758 340 immatriculations, les immatriculations de voitures étrangères n'ont baissé que de 4,3 %, et, avec un total de 630 309, leur part du marché a atteint 36,8 %, contre 32,6 % en 1983. Ford arrive nettement en tête avec 138 235 immatriculations et 7,8 % du marché total, contre 7,1 % en 1983.

Poclain : départ de M. Pierre Bataille

Président du conseil de surveillance de Poclain, premier fabricant français de pelles hydrauliques, M. Pierre Bataille a décidé, le 8 février, de quitter le groupe que son père avait fondé. Il avait dû, en 1983, céder la présidence du directoire, qu'il occupait depuis 1967, à M. David Bigelow, représentant le principal actionnaire (44 %), le groupe américain Case-Tenneco. Le départ de M. Bataille fait suite à un désaccord sur le rachat de Poclain Hydraulics, qui doit être repris par le groupe américain Vickers et non par un groupe dirigé par M. Bataille. Poclain, qui connaît des difficultés depuis de nombreuses années, a enregistré 282 millions de francs de pertes en 1982 et 235 millions de francs en 1983, et devrait encore connaître, en 1984, un exercice déficitaire, pour un chiffre d'affaires de 2,2 milliards de francs. Poclain, qui employait sept mille deux cent cinquante personnes en 1980, en occupe actuellement moins de cinq mille.

Salaires horaires ouvriers : + 6,2 % en 1984

Le salaire horaire des ouvriers de plus de dix-huit ans a augmenté de 6,2 % au cours du quatrième trimestre 1983, soit une hausse de 8,2 % sur l'année, indiquent les résultats provisoires de l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre du ministère du travail. Ce chiffre, conforme à ce que nous avions annoncé (*le Monde* du 17 janvier), confirme que, pour la première fois depuis 1958, la hausse du taux de salaire ouvrier a été inférieure à l'inflation (6,7 % en glissement). Sur un an, l'évolution du SMIC a été de 6,9 %. « Compte tenu de l'évolution de la durée du travail des ouvriers, précise le ministère, la hausse du salaire mensuel des ouvriers peut être estimée à 1,2 % au cours du trimestre et à 5,9 % sur un an. »

« Une politique contractuelle forte est indispensable », soulignent les cadres CFTD

L'Union confédérale des ingénieurs et cadres UCC-CFTD a demandé audience à M. Laurent Fabius pour obtenir une relance du « contrat de confiance » mis au point avec le gouvernement (*le Monde* du 20 avril 1984). « Nous souhaitons », a déclaré M. Daniel Croquette, secrétaire général de l'UCC, le 8 février devant la presse, que les engagements pris à l'époque soient suivis de leur plein effet. La situation sera suffisamment importante pour les pouvoirs publics dans la période à venir pour qu'ils tiennent leurs engagements. »

Réitérant des propositions formulées en 1980, l'UCC-CFTD s'est prononcée pour un « horaire plus personnalisé » des cadres. M. Cro-

quette a demandé que des négociations soient engagées dans les branches et dans les entreprises pour que les heures effectuées par les cadres soient enregistrées et cumulée sur une période (semestre, mois, année) et que les cadres comparés à la durée normale du travail « donnent droit à récupération des dépassements ». L'UCC ne veut pas abandonner les acquis du protocole du 16 décembre 1984 sur la flexibilité de l'emploi auquel elle était favorable. « Une politique contractuelle forte est indispensable pour les années qui viennent », a souligné M. Croquette, qui souhaite que si des négociations s'ouvrent sur les contrats formalisant le reclassement « elles ne se limitent pas aux CTR et puissent déboucher sur les problèmes de l'emploi. »

D'anciennes ouvrières de Fusalp lancent une nouvelle société, Créalp

De notre correspondant

Albertville. — La longue agonie du numéro un français du vêtement de sport d'hiver, Fusalp, fournisseur officiel de l'équipe nationale de ski au temps de sa gloire, aura finalement abouti à la disparition de cette entreprise. La société par ses cadres à Annecy, et par une partie de ses salariés de Saint-Jean-de-Maurienne. Deux sociétés ont vu le jour récemment, la dernière en date, Créalp, créée par une centaine d'anciennes ouvrières de Fusalp à Albertville, a redonné à la ville un regain de vie. Cette nouvelle entreprise sera portée à cent dix-sept personnes au mois de juillet, tandis qu'une seconde unité, installée à Saint-Jean-de-Maurienne, emploiera vingt-cinq salariées.

Une formidable mobilisation et une détermination sans faille des ouvrières de l'entreprise qui occupent pendant plus de huit mois leur usine, soutenues dans leur lutte par la population et les élus locaux de droite comme de gauche, auront permis de surmonter tous les obstacles aussi bien éco-

nomiques que financiers qui auraient dû faire capoter mille fois le projet.

Mais les ouvrières de Fusalp avaient entre leurs mains quelques atouts, dont un stock d'articles et de fusées destinées à 1,6 million de francs qu'elles n'auraient cédées à aucun prix. Elles les gardèrent nuit et jour pendant plusieurs mois, installées d'abord à l'intérieur de leurs ateliers, puis cantonnées pendant de longues semaines sous un toit de fortune à l'extérieur de l'usine. C'est là que fut discuté, puis élaboré un projet de reprise des usines d'Albertville et de Saint-Jean-de-Maurienne par les ouvrières ; elles furent aidées par le syndicat CFTD et un cabinet d'ingénierie GBSA d'Annecy.

« Unique et exemplaire »

Les ex-Fusalp sont ainsi devenues les seules actionnaires — cent trente ouvrières — ont versé chacune 2400 francs — de la SA Créalp. Elles ont fait appel à un groupe PDG de trente ans pour diriger leur entreprise.

Le président du conseil général de la Savoie, le député RPR Michel Bernier, a souligné, le 4 février, le caractère unique et

EN RACHETANT LES PARTS DE LA SAPVIN

Pernod-Ricard va prendre le contrôle total de la Société des Vins de France

« Bien que la transaction ne soit pas encore effectuée », il est établi que le groupe Pernod-Ricard va prendre le contrôle total de la Société des Vins de France en rachetant les parts que détenaient la SAPVIN dans cette société. Cette prise en charge du marché du vin par le septième producteur mondial de spiritueux est une étape importante pour la viticulture et l'industrie vitivinicole françaises.

Le « sleeping partner » ne donnait que d'un œil. En rachetant les parts que la SAPVIN détenait dans la Société des Vins de France (SVF), le groupe Pernod-Ricard (qui en possédait 45 %) comme, depuis 1981, cette affaire a des allures de feuilleton : M. Paul Crémieux, PDG de la SAPVIN, société de négoce d'alcool et de vin à eu plusieurs démêlés avec les fraudes et la justice. En avril 1981, la société avait été placée sous administration judiciaire. Pour dédommager les banques créancières, il est décidé de vendre les parts de la SAPVIN dans la Société des Vins de France.

La SVF est alors la première société de distribution de vin de table en France, la troisième dans le monde avec 3 millions d'hectolitres. Pernod-Ricard a hérité sa participation dans la SVF en 1976 lorsqu'il absorba la Compagnie Dubouché-Cinzano (CDC) qui, elle, la détenait depuis 1971. A l'époque, les affaires de la SVF n'étaient guère brillantes. M. Patrick Ricard PDG

du groupe regardait ce marché du vin avec circonspection. Il déclarait même : « Si nous avions la majorité de la SVF, je ne vois pas ce qu'on en ferait » (*le Monde* du 25 mars 1981).

Au cours du dernier trimestre 1984, l'administration judiciaire de la SAPVIN, M. Bellu, se trouvait devant plusieurs propositions d'achat : une société italienne, Bertolino, qui ne formaliserait pas son offre ; une société française britannique, Interred, qui proposait de payer 37,5 millions de francs, comptant ; M. Jean-Baptiste Doumeng, qui, avec le concours d'un groupe de coopératives allait jusqu'à proposer 50 millions dont 40 en bons du Trésor américain ; la société financière Paribas, enfin filiale de la Banque Stern.

Qui choisir ? Au delà de la volonté de la SAPVIN de répondre à la meilleure offre, la dimension économique et politique du dossier saute aux yeux. Il n'est pas imaginable, en effet, de laisser une société italienne contrôler le commerce du vin de table français. D'autre part, derrière Interred, on s'est vite rendu compte qu'un retour à M. Crémieux, dont la compagnie n'était pas soustraite par les autres actionnaires de la SVF, c'est à dire Pernod-Ricard et le Crédit agricole (49 %).

M. Doumeng ? L'idée du PDG d'Interred n'est pas absurde : devant les stocks énormes dont la France dispose, en attendant une reconversion du vignoble, conformément à la politique de qualité soumise par les pouvoirs publics, mieux vaut vendre du vin en vrac plutôt que distiller. A bas prix et en vrac, les pays de l'Est sont preneurs et M. Doumeng le sait. Jusqu'au dernier moment, il restera en piste,

en dépit des objections formulées en coulisse par ses éventuels partenaires. « L'import-export n'a rien à voir avec la gestion courante d'une affaire française », dit l'un. « Il n'y a aucune synergie entre l'activité de la SVF et les pratiques de M. Doumeng », dit un autre. Finalement, les coopératives sollicitées par le PDG d'Interred ne se suivent pas, estimant qu'il sera toujours temps de participer à une augmentation de capital de la SVF plutôt que de passer par l'intermédiaire du « milliardaire rouge ». Les pouvoirs publics sont soulagés.

Le rôle de la banque Stern

Restait la banque Stern, qui offre 35,5 millions de francs et dont on pensait qu'elle agissait pour le compte du banquier néerlandais Heineken. En fait et depuis le début, c'était Pernod-Ricard.

Pourquoi ce revirement ? D'abord on s'est rendu compte que le partenaire financier n'était pas inactif à la SVF, aidant son PDG, depuis 1981, M. Philippe Manlin-Roussel, à redresser la situation. Dans un marché du vin de table en diminution, la SVF a accru sa part. Elle a abandonné ses vieilles marques (Préfontaines et Kiravi) au profit de produits nouveaux. Bien Vint en 1982, Villagene Margat, Carré de Vigne (premier vin en « bricole »). Restructuration de la gestion et des circuits de distribution, diversification dans les vins d'appellation et à l'exportation. Bref, la SVF va nettement mieux, et Pernod-Ricard commence alors à se féliciter de son indication qui l'a conduit à conserver ses parts dans cette société. C'est que aujourd'hui, Pernod-Ricard a décidé de franchir le pas et d'entrer vraiment sur le marché du

vin, qu'il disait ne pas connaître car il est trop différent de celui des spiritueux, apéritifs et digestifs, comme des boissons alcoolisées. Mais à l'instar des autres grands groupes, Seagram, Coca-Cola et Remy Martin, qui a pris récemment le contrôle de Nicolas, la nécessité de cette diversification vers le vin s'est imposée comme une évidence. D'ailleurs, Pernod-Ricard a déjà fait une expérience dans ce domaine en lançant, en décembre 1982, un vin de marque de table français aux Etats-Unis. C'était le *deveraux*.

Le succès ne fut pas au rendez-vous, mais cette opération préfigurait l'orientation actuelle. Pernod-Ricard va investir dans la SVF, jouer à fond la carte du marketing, pour les vins de table comme ceux d'appellation, tant en France que sur le marché mondial. Pour cela, Pernod-Ricard a besoin d'être seul maître à bord et ne veut pas s'entourer de partenaires qui n'ont pas le même objectif. D'où une opération discrète de rachat, par l'intermédiaire de la banque Stern.

Que le premier producteur de spiritueux en Europe, septième dans le monde, premier producteur de boissons sans alcool en France, treizième entreprise française par le chiffre d'affaires (7,5 milliards de francs en 1983) prenne les rênes de la première société française (chiffre d'affaires de 1,7 milliard de francs en 1983 pour un exercice de 15 mois) ne peut pas être sans influence sur la politique viticole.

Avec Pernod-Ricard, les producteurs, dit Languedoc-Roussillon notamment peuvent enfin trouver le « porte-avions commercial » qui fait défaut à la viticulture de masse et que le mouvement coopératif n'a pas su constituer.

JACQUES GRALL.

Faits et chiffres

Affaires

● **Extrocom prend une participation de 10 % dans Geers Gross.** — Premier groupe européen d'agences de publicité, BUROCOM, holding filiale de l'Agence Havas prend une participation de 10 % dans un des principaux groupes de publicité britanniques, Geers Gross, dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 250 millions de dollars. L'opération, qui est soumise à l'approbation des actionnaires de Geers Gross, doit se faire par une augmentation de capital « il en coûtera 26,4 millions de francs à Extrocom. »

Agriculture

● **Les organisations agricoles européennes jugent « inacceptables » les propositions de prix.** — M. Jan Hinnemans, président du Comité des organisations professionnelles agricoles de la CEE (COPA), a déclaré le 8 février à Bruxelles que l'adoption des propositions de la Commission (baïse au gel des prix de nombreux produits agricoles) « aboutirait inéluctablement à de nouvelles mesures nationales qui risqueraient de détruire la politique agricole commune ».

Le COGECA (Comité général de la coopération agricole de la CEE) est disposé à participer, avec le COPA, à un débat avec les instances européennes sur le revenu des huit millions d'agriculteurs européens. (AFP.)

Conjoncture

● **La hausse des prix en janvier.** — La hausse des prix pourrait être relativement forte en janvier. Cependant, il faudra attendre la fin du mois de février pour connaître le résultat officiel. Pour le premier mois de l'année, en effet l'INSEE procède à un réajustement de pondération des deux cent quatre-vingt-cinq articles qui composent l'indice, et se publie donc pas de résultat provisoire, comme il le fait les autres mois.

On s'attend, au ministère des finances, que la hausse des prix en janvier soit comprise entre 0,6 % et 0,7 %, en raison des réajustements monétaires qui sont intervenus le mois dernier (+ 4,5 % pour le gaz, + 5,25 % pour les loyers HLM en moyenne, etc.).

Les perspectives publiées en décembre par l'INSEE prévoient

une hausse de 3,1 % au cours du premier semestre (contre 3,7 % au premier semestre de 1983) et une forte décelération au second semestre, ce qui permettrait d'atteindre l'objectif d'une hausse annuelle de 4,5 % (de décembre 1984 à décembre 1985).

● **50 milliards de francs de prêts aux collectivités locales.** — Le montant des prêts consentis aux collectivités locales par la Caisse des dépôts et consignations, la Caisse d'aide et d'équipement des collectivités locales (CAELC) et les Caisse d'épargne devrait peu augmenter en 1985 par rapport à 1984 (50 milliards de francs, c'est l'objectif, au lieu de 49). Mais la part des prêts bonifiés, à taux privilégié, devrait augmenter de 10 %. On note d'autre part, une amélioration de la trésorerie et de l'autofinancement des collectivités locales, puisque l'emprunt n'a représenté l'an dernier que 64,7 % de financement des investissements au lieu de 66 % en 1983.

Social

● **297 suppressions d'emplois à la La Poste de Roubaix.** — La direction de JCD, à Cambrai (Nord), département de la Linière de Roubaix spécialisée dans la maille, a annoncé le 8 février lors d'une réunion du comité d'établissement la suppression de 297 emplois sur les 2.250 que compte l'entreprise. Ces suppressions d'emplois seront assorties d'un plan social et d'un plan de modernisation.

● **Accord salarial dans la fonction publique : contestation à la CFTC.** — L'union régionale CFTC des FTT de Haute-Normandie a déclaré « dans un communiqué », le 8 février, la décision de la Fédération CFTC de la fonction publique de signer l'accord salarial 1985 en raison du caractère « trop flou » de la clause de sauvegarde. Le syndicat CFTC des personnels en tenue de la police nationale « refuse catégoriquement d'entériner la décision de la Fédération ». La décision de la CFTC avait été prise à une majorité de près de 70 % de son conseil fédéral (*le Monde* du 7 février).

● **Le comité d'entreprise de Jeumont-Schneider refuse le plan de restructuration.** — Le comité d'entreprise de Jeumont-Schneider (spécialiste dans l'industrie na-

vière) de Jeumont (Nord) a refusé, le 7 février, le plan de restructuration présenté par la direction prévoyant 1 193 suppressions d'emplois d'ici 1987 (sur 2 850 personnes). Plus d'un millier de salariés de l'entreprise ont manifesté, le 8 février, à Jeumont, et bloqué pendant plusieurs heures des postes frontiers. FO, la CGT, la CFTD, la CFTC et la CGC ont appelé à la grève dans l'ensemble des établissements du groupe le 14 février, date de la réunion du comité central d'entreprise.

● **La CSMF lance une campagne sur la politique de santé.** — A l'occasion de la préparation de la convention avec la Sécurité sociale, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) a décidé, lors de son conseil fédéral des 2 et 3 février, de lancer un débat dans l'opinion sur la politique de santé et son financement. L'interpellation du gouvernement, qui fixe les taux de remboursement des actes médicaux et les ressources des caisses d'assurance-maladie, et, d'autre part, les collectivités locales à l'occasion des élections cantonales. Elle « alerte » l'opinion sur les « risques de pénurie ou d'atteinte à la qualité des soins ». D'autre part, la CSMF entend déterminer la valeur à donner aux actes médicaux : elle « exige que les honoraires conventionnels soient fixés à un niveau qui ne compromette pas la qualité des soins ».

Transports

● **Concentration dans les chemins de fer américains.** — Le département du commerce a décidé, sous réserve de l'approbation du Congrès, de céder la société ferroviaire d'Etat Conrail à la compagnie Norfolk Southern Corp. Le gouvernement, désireux de se défaire de cette société qu'il avait été amené à créer à la suite de la faillite de plusieurs compagnies ferroviaires de l'Est des Etats-Unis en 1975 (dont Penn Central), l'avait mise aux enchères l'an dernier. Conrail a réalisé un chiffre d'affaires de 3,08 milliards de dollars en 1983 (30 milliards de francs) et un bénéfice de 313 millions de dollars. Norfolk Southern Corp., dont le siège se trouve à Norfolk (Virginie), est par son chiffre d'affaires (3,1 milliards de dollars en 1983) le quatrième groupe ferroviaire des Etats-Unis. (AFP.)

سكنا من العمل

Économie

EN GRANDE-BRETAGNE

Halte aux contrefaçons

La Commission européenne a proposé aux dix pays de la CEE de prendre des mesures pour limiter les importations des contrefaçons de produits de marque dans les pays du Marché commun. Le trafic des contrefaçons, originaire, en majeure partie, de Taiwan, de Hongkong ou de Corée du Sud, ne frappe plus seulement les montres suisses ou les parfums français.

De notre correspondant

Londres. — Dans un monde en crise, l'industrie des faux en tout genre est en pleine croissance, tandis que les conséquences de cette concurrence illicite deviennent de plus en plus insupportables. « Sur les cinq continents, pour l'ensemble des entreprises dont les produits sont imités, cela représente chaque année près de 60 milliards de dollars de perte — soit 3 à 6 % du montant total du commerce international — et des dizaines de milliers d'emplois supprimés. » Voilà ce que vient de souligner la Chambre de commerce internationale (CCI) en annonçant la création le 4 février à Londres du Bureau de renseignements sur la contrefaçon.

« La contre-attaque a commencé », a déclaré récemment M. Jean-Jacques Guérin, président de l'Union des fabricants pour la protection internationale de la propriété industrielle et artistique, qui présidera le nouveau organisme. Le ton agressif de cette déclaration paraît approprié car il reflète manifestement une volonté de réagir — concrètement — Tel était le vœu des cent cinquante chefs d'entreprise

représentant dix-sept pays, réunis récemment sous l'égide de la CCI pour définir la mission du Bureau.

L'initiative est originale, non seulement parce que c'est la première au niveau international, mais encore parce que — comme son appellation ne l'indique pas — l'évidence — le Bureau ne se contentera pas d'être, à l'image d'Interpol, un centre d'échange d'informations. Il disposera en effet d'un groupe d'inspecteurs chargés de mener sur le terrain de l'adversaire des enquêtes ponctuelles à la demande des victimes de la contrefaçon. Celles-ci, ou leurs organisations professionnelles, financent tout ce travail par voie de souscriptions.

Le Bureau paraît s'être donné les moyens de ses ambitions. D'ores et déjà trois enquêteurs ont été engagés, et ils bénéficieront de la collaboration de leurs quatorze collègues du Bureau maritime international, également patronné par la CCI, et qui a pour but de lutter contre les différentes formes de piraterie moderne. Ensuite, selon les besoins, d'autres agents seront recrutés. Le Bureau s'est encore assuré le soutien particulier de l'Union des fabricants dont l'expérience est aujourd'hui plus que centenaire. Fondée en 1872, cette institution française mettra notamment à disposition les services de ses offices de liaison de Séoul et de Tokyo, ainsi que la compétence de ses « correspondants » installés dans de très nombreux pays, surtout dans ceux de l'Extrême-Orient, où la contrefaçon est devenue une activité économique majeure.

Après nos investigations nous remettons aux industriels concernés les preuves nécessaires qui leur permettront d'engager des poursuites judiciaires », déclare M. Alain Thierri, de l'Union des fabricants

détaillé en qualité d'expert auprès du nouveau Bureau. Il précise que des dossiers seront également remis aux organisations internationales pour que celles-ci incitent les gouvernements des pays mis en cause à décourager ou réprimer davantage la contrefaçon. « Mais, ajoute M. Thierri, nous pourrions aussi intervenir directement auprès des administrations comme le fait déjà l'Union des fabricants et les autres agences existant actuellement au plan national. Même les pouvoirs publics les plus « tolérants » commencent à être obligés de sévir et de renforcer leur réglementation quand on ne cesse de leur soumettre des cas avérés. »

Multinationales de faussaires

Il y a aussi des moyens de pressions politiques quelquefois efficaces. Les promoteurs ont fait valoir que certains gouvernements finissent par comprendre que l'ensemble de leurs relations et de leurs échanges internationaux peuvent pâtir de la « mauvaise image » que leur donne l'industrie des contrefaçons. Ainsi le dirigeant de Taiwan serait-il à présent plus vigilant par crainte de voir se fermer peu à peu le marché américain, vital pour leur économie. M. Eric Ellen, directeur du Bureau, signale que lorsqu'il est impossible d'agir « à la source », il reste à obtenir que des mesures soient prises « à destination ». Et il cite l'exemple récent de la saisie, en Afrique du Nord, de centaines de milliers de cassettes « pirates » à Singapour.

La « Sibuste », des cassettes son ou vidéo est maintenant, et de beaucoup, la forme la plus importante de contrefaçon ; elle a supplanté la plus connue jusqu'alors, celle des produits de

luxes : parfums, montres, briquets, portant indistinctement les noms les plus prestigieux (Dior, Rollex, Dunhill, Cartier, etc.). Toutefois les faussaires, de plus en plus organisés en véritables multinationales et disposant souvent de l'aide des milieux criminels (comme au Japon), diversifient leurs activités. Ils s'attaquent à des domaines où leurs agissements sont doublement coupables et dangereux.

M. Ellen mentionne quelques « grandes découvertes » faites ces toutes dernières années. Elles portent sur les produits chimiques, les engrais notamment (avec le risque de pollution) ; les produits pharmaceutiques (des millions de pilules contraceptives ont été retirées de la vente en Amérique et au Proche-Orient, douze personnes sont mortes aux Etats-Unis après l'absorption d'amphétamines frelatées) les pièces de rechange pour l'automobile ou l'aviation. Une enquête a révélé que six cents hélicoptères dans les pays de l'OTAN étaient équipés de pièces contrefaites et défectueuses, avec le cas d'un accident mortel à San-Francisco.

M. M. Ellen et Thierri ont exposé quelques spécimens, des « classiques » moins inquiétants, hormis un faux d'herbier français, copie conforme pour le contenu d'un produit britannique. Toutefois, en l'occurrence, le liquide utilisé n'est pas nocif. Une imitation parfaite en apparence d'un champagne Mumm Cordon rouge n'est en réalité qu'un très mauvais moussu italien. Et encore ce jeu de sous-papes pour motes Honda qui porte sur l'emballage l'inscription : « authentique... »

Enfin, comble de l'ironie : une édition pirate d'un livre, dont M. Ellen est le coauteur, la Fraude maritime internationale.

FRANCIS CORNU.

Rentes britanniques

Pour-on encore vivre de ses rentes en cette fin du vingtième siècle ? Le Royaume-Uni disposait en tout cas, à la fin de 1983, d'un imposant portefeuille d'actifs à l'étranger, soit 58 milliards de livres nets contre 15 milliards de livres fin 1973. Ce montant aurait, à la fin de 1984, atteint 70 milliards de livres (soit 800 milliards de francs), soit plus d'un cinquième du produit national brut (une grande partie de la hausse reflétant la dépréciation du sterling et la valorisation des titres étrangers).

Le Royaume-Uni serait ainsi devenu, l'an dernier, le premier investisseur mondial (avec 81 milliards de dollars d'actifs nets à l'étranger) devant le Japon et les Etats-Unis. Compte tenu du rendement élevé des actifs américains, la présence britannique outre-Atlantique se révèle prépondérante : un quart des investissements étrangers

aux Etats-Unis 120 milliards de dollars sur 82 milliards de dollars de flux) était assuré par le Royaume-Uni, devant le Japon (19 %) et le Canada (7,5 %).

Le pétrole prépondérant, selon la banque Paribas dans son dernier bulletin économique, la progression des revenus d'investissements à l'étranger pourrait, à partir de 1986, compenser la dégradation prévisible du solde pétrolier au faible compétitivité du secteur manufacturier. Négatif en 1980, le solde des intérêts, profits et dividendes représentait, déjà en 1983, plus de la moitié des revenus invisibles britanniques, et assure, à moyen terme, un potentiel de réévaluation non négligeable. « Pendant peu à peu son statut de pétroleveur, la livre retrouverait un niveau plus représentatif de la santé économique et financière du Royaume-Uni. »

CEE

POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS DIX ANS

Les investissements vont créer des emplois

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — En 1985, les investissements industriels vont nettement progresser en moyenne dans la CEE, mais ils stagneront en France. Telles sont les conclusions de l'enquête conduite par la Commission de Bruxelles auprès de vingt mille entreprises européennes représentant plus de 50 % du chiffre d'affaires global de l'industrie communautaire.

Ainsi la forte reprise des investissements constatée en 1984 (+ 7 % en termes réels) se poursuivra pour atteindre 9 % cette année. La Communauté parviendra à un niveau comparable à celui de 1980, mais encore inférieur à 1973 (- 14 %).

Tandis que la France marquait le pas (0 % en 1985), la Grèce (+ 75 %) et l'Italie (+ 19 %) — dont les investissements avaient reculé l'année dernière — enregistreront les plus fortes hausses suivies du Danemark (+ 14 %), des Pays-Bas (13 %), du Royaume-Uni (8 %) et de l'Allemagne fédérale (7 %). La Belgique accusera pour sa part une baisse de 2 %.

La Commission estime que le net redressement des investissements va se traduire en 1985, pour la première fois en dix ans, par une légère augmentation du nombre global des personnes occupées dans l'industrie. « Cette perspective est confortée, ajoute-t-elle, par le fait que, dans plusieurs branches industrielles, l'utilisation des capacités a atteint ou presque son niveau normal. »

Selon l'enquête de Bruxelles, les entreprises envisagent de consacrer 20 % de leurs investissements à l'augmentation de leur capacité, 25 % au remplacement de leurs équipements et 55 % à la rationalisation. Les projets d'augmentation des installations restent, toutefois, très modestes en France (13 % des entreprises), alors qu'en RFA la proportion est deux fois plus élevée (26 %).

Ce sont les investissements dans la métallurgie qui réalisent, dit le meilleur score (+ 27 % en valeur), en raison notamment des programmes de modernisation et de rationalisation des entreprises sidérurgiques. Les industries des produits de base (+ 15 %) et des biens d'équipement (+ 14 %) se placent également en bonne position.

M. S.

EN CHINE

Les entreprises à la campagne

Homme de peine de l'histoire chinoise, le paysan se retrouve aujourd'hui à l'honneur. Pas seulement pour avoir fait progresser considérablement la production agricole depuis 1978, mais surtout en tant que force motrice de la nouvelle stratégie d'industrialisation du pays.

De notre correspondant

Pékin. — Donnant aujourd'hui la priorité à l'industrie légère, la Chine compte avant tout sur l'extraordinaire foisonnement de petites et moyennes entreprises dans les bourgs ruraux.

Elle compte aussi sur cette industrialisation décentralisée, pour éviter ce grave problème qui obère le développement du tiers-monde : l'exode rural vers les grandes villes, le chômage urbain, la prolifération des bidonvilles. Sur le milliard cinq millions de Chinois, 20 % sont actuellement urbanisés. Ils seront 40 % en l'an 2000. Vingt-sept ans après leur création, les communes populaires auront totalement disparu du paysage chinois cette année pour être remplacées par des unités administratives (villages, bourgs). Avec elles disparaît un embrigadement qui freinait toute initiative.

Parallèlement, les bourgs ruraux — centres traditionnels du commerce et de l'artisanat local — qui s'étaient effondrés depuis la fin des années 50, ont connu depuis cinq ans un développement surprenant dans certaines provinces. Ce phénomène s'étend graduellement. Il s'agit d'une invention du paysan chinois, nous dit le professeur Fei Xiaotong, le plus célèbre sociologue chinois (1), qui a été adoptée par le PCC en

1984. Cette voie vers l'industrialisation est adaptée à nos conditions. Elle se fonde sur la prospérité des campagnes, à l'opposé de la révolution industrielle en Europe, qui s'est faite au prix de la dégradation du tissu rural.

Le meilleur exemple, et le plus monté en épingle par les dirigeants, est celui de la province de Jiangsu, à l'ouest de Shanghai. Une des plus riches du pays, elle est aussi une des plus peuplées. En 1984, la production industrielle y a dépassé celle de l'agriculture dans les zones rurales (51 % contre 49 %), elle ne représentait en 1978 que 30 % du total.

Dans la Zhejiang voisin, 250 000 petits ateliers employant 3,5 % de la main-d'œuvre rurale ont vu le jour depuis 1979. Les entreprises locales sont au nombre de 110 000 (30 % de plus que l'an dernier). Elles réalisent 60 % du revenu rural et le tiers de la production totale de la province, pourtant relativement industrialisée et urbanisée.

Ouvriers paysans

Ces provinces sont surpeuplées (8 ares de terre cultivable par personne au Jiangsu). La toute relative modernisation de l'agriculture a libéré des millions de bras. Pour éviter qu'ils ne viennent s'agglutiner à la recherche d'un travail autour des grandes agglomérations, en dépit d'un système qui leur interdit de résider en ville sans un permis spécial, il fallait « disperser l'industrie dans les campagnes », fournisseurs de main-d'œuvre bon marché et de matières premières. « Plus tôt que transférer des hommes des campagnes vers les villes, il valait mieux faire venir l'industrie dans les bourgs », précise le professeur Fei.

Les ouvriers restent des paysans, retournent au village, où ils cultivent toujours leur lopin. « Il n'est pas nécessaire de détruire, les anciennes structures, le système familial », ajoute le professeur Fei. De plus, nous a dit un responsable politique, « les ouvriers des entreprises rurales — qu'elles soient privées (individuelles ou de groupe) ou collectives — même s'ils connaissent une certaine exploitation, peuvent toujours retourner travailler la terre si le patron ne les paie pas assez ».

Ainsi, selon les chiffres du ministère de l'Agriculture, un quart de la production nationale de charbon provient de petites mines. L'industrie des bourgs ruraux fournit 70 % des matériaux de construction, la moitié des pièces détachées de vélos, 40 % de l'industrie du vêtement... En tout 13 % de la production industrielle nationale.

Il ne faut pas croire que ces industries rurales ne fabriquent que des objets démodés, assure le professeur Fei, qui étudie le Jiangsu depuis un demi-siècle. « Certaines ont un équipement moderne alors qu'en ville nombre d'usines ont un matériel vétuste. » Organisées autour du pôle d'une ville moyenne, elles se sont graduellement libérées d'elles aussi qu'avaient les grandes entreprises, les universités et instituts de recherche.

Plus souples, elles peuvent être plus adaptables aux changements technologiques ou à la mode, et fabriquent à plus bas prix car leurs charges sont moindres. Plus dynamiques, elles doivent gagner de l'argent pour survivre. Certaines ont fait appel à des experts venus des villes, et qu'elles rémunèrent ou forment leurs propres techniciens. D'autres sous-traitent pour de grandes entreprises, de Shanghai par exemple. Et si les

salaires sont souvent moins élevés qu'en ville, ils sont augmentés du revenu du lopin.

Un phénomène est apparu au travers de cette industrialisation : la renaissance de l'entreprise privée à un niveau exceptionnel dans un pays communiste. En dehors de ceux qui travaillent à leur compte (onze millions de personnes, quatre-vingts fois plus qu'en 1978), les individus peuvent désormais louer leur propre usine. Et si le maximum légal d'ouvriers est de sept ou huit, certaines en ont cent ou deux cents.

Dans les années 60, la Chine offrait au monde un modèle de développement. Qui, à l'expérience, s'est révélé désastreux. L'industrialisation des bourgs est, sans doute, à long terme beaucoup plus révolutionnaire et moins destructrice. Certains dirigeants chinois commencent à la citer en exemple au tiers-monde.

Mais ce processus n'en est qu'à ses débuts, il est encore limité aux régions relativement développées du pays, il ne se propage pas d'une manière égale partout. Son démarrage, même spontané, a été difficile en raison des résistances bureaucratiques, qui ne sont pas toujours vaincues. Et, n'en déplaise à la propagande officielle, on ne fait pas fortune partout. Mais voir un paysan riche peut être à l'assaut des villes pour y investir ses économies et son dynamisme dans une entreprise est vraiment quelque chose de neuf en Chine.

PATRICE DE BEER.

(1) Membre du préidium de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), vice-président de la Ligue démocratique, le professeur Fei a étudié l'anthropologie sociale à Londres avec Malinowski, puis à la London School of Economics et à Harvard.

Le FMI refuse de libérer 80 millions de dollars en faveur du Portugal

Lisbonne (AFP). — Le Fonds monétaire international (FMI) a refusé de libérer un crédit de 15 milliards d'escudos (environ 833 millions de dollars) en faveur du Portugal, considérant que Lisbonne n'a pas respecté la lettre d'intentions signée en 1983, a annoncé le 8 février la Banque du Portugal. Selon le FMI, le gouvernement portugais aurait dépassé la limite de crédit à accorder aux entreprises publiques prévue dans cette lettre, a précisé un porte-parole de la Banque, cité par l'agence NP. Les 15 milliards d'escudos refusés correspondaient à la troisième et dernière tranche d'un prêt total de 60 milliards d'escudos (environ 333 millions de dollars) accordé par le FMI au Portugal. Toutefois, les autorités financières por-

tugaises ne considèrent pas comme grave le refus du FMI, étant donné que « Lisbonne n'a plus besoin de ce crédit », a indiqué le même porte-parole.

Cependant, le Portugal a conclu les négociations avec un consortium de six banques internationales visant un emprunt de 500 millions de dollars. Cet emprunt est destiné à financer en partie la dette extérieure portugaise prévue pour cette année (au total 600 millions de dollars), a annoncé vendredi la Banque du Portugal. D'après la Banque centrale, le prêt, qui devra être signé en mars prochain, est divisé en deux tranches de 250 millions de dollars chacune, remboursables en huit ans, à un taux d'intérêt défini par rapport au Libor.

Selon le « New York Times » l'URSS cherche à se procurer des micro-ordinateurs

New-York (AFP). — L'Union soviétique négocie actuellement avec des firmes industrielles européennes, américaines et japonaises pour leur acheter des ordinateurs personnels, théoriquement destinés à des centres de recherche scientifique et à des écoles, a indiqué vendredi 8 février, le New York Times.

Selon le journal, c'est la première fois que l'URSS cherche à se procurer légalement des ordinateurs personnels, utilisant un assouplissement des règlements commerciaux sur les exportations de matériel informatique américain, effectif depuis le 1^{er} janvier. Ces règlements s'appliquent à tous les fabricants occidentaux utilisant de la technologie américaine, et permettant d'exporter, avec des contrôles très limités, des ordinateurs de base (série Apple II, PC Junior...).

Le New York Times, qui cite des sources industrielles, précise que les Soviétiques envisagent d'acheter plusieurs milliers d'appareils. Le chiffre, indiquant-ils, est difficile à établir exactement puisqu'ils ont contacté des fabricants de plusieurs pays (Japon, Etats-Unis, Grande-Bretagne,

France et RFA) et de nombreux exportateurs.

Les industriels sont réticents à engager des négociations avec les Soviétiques, probablement, selon le New York Times, parce qu'ils craignent l'URSS que les Etats-Unis ont déjà utilisé des micro-ordinateurs pour simuler et contrôler des lancements de missiles.

Mise à jour des contrôles

Ces informations publiées par le journal américain coïncident avec une réunion à Paris du COCOM (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations vers les pays communistes), qui regroupe le Japon et la majorité des pays de l'OTAN.

Selon un communiqué, le COCOM a « passé en revue les progrès réalisés dans la mise en œuvre des conclusions de la précédente réunion à Paris, fin mai 1983 ». Ces progrès « ont été jugés satisfaisants, tant en ce qui concerne la coordination entre les Etats-membres, que la mise à jour des listes des produits et technologies soumis au contrôle ».

rôle total

Il n'est pas possible de connaître le rôle total de l'Etat dans l'économie, car ce rôle varie en fonction de la structure de l'économie, de la technologie, de la culture, etc. Cependant, on peut dire que l'Etat joue un rôle important dans la régulation de l'économie, la fourniture de services publics, la redistribution des richesses, etc.

EN CHINE

Les entreprises à la campagne

La Chine a connu une révolution industrielle décentralisée, où les entreprises sont créées dans les zones rurales. Cela permet de réduire l'exode rural et de développer l'économie locale. Cependant, cela pose également des problèmes de pollution et de gestion des ressources.

Transports

La Chine a connu une révolution industrielle décentralisée, où les entreprises sont créées dans les zones rurales. Cela permet de réduire l'exode rural et de développer l'économie locale. Cependant, cela pose également des problèmes de pollution et de gestion des ressources.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

LA Bourse de Paris, appréciée de plus en plus l'altitude : cette semaine encore, avec une hausse de près de 2,5 %, elle a franchi aisément, de mardi à vendredi, des sommets jamais atteints.

L'indice de la Compagnie des agents de change affichait vendredi un nouveau record historique, après avoir atteint la veille le niveau des 198,2 points.

« Toujours plus haut », c'est la règle que s'est donc imposée la Bourse de Paris, actuellement l'une des plus brillantes places financières internationales, avec Wall Street.

Après une hausse de 16,5 % environ en 1984 et de 7 % en janvier, les valeurs françaises restent le placement favori des épargnants français qu'ils soient « petits », « gros » ou institutionnels. Les autres formes de placement ne les intéressent plus depuis belle lurette.

Il est vrai, selon les spécialistes du marché, que tout concourt en ce moment à drainer les liquidités vers le Palais Boursier : l'environnement international favorable pour les marchés des valeurs, la désescalade des taux d'intérêt en France et la poursuite de la politique de rigueur.

Cette bonne tenue générale des valeurs françaises qui appelle d'ailleurs une phase de consolidation, de l'avis des professionnels, ne doit pas occulter les difficultés que connaissent certains secteurs, à commencer par celui du bâtiment et des travaux publics où certains titres ont pilié

Toujours plus haut

La chute du BTP

Féchine cette semaine, alors que les dernières notes de conjoncture émanant des deux fédérations nationales confirment la chute de l'activité (moins de 8 % en 1984), alors que s'accroissent, dans les mêmes proportions, le rythme des créations d'activités (le Monde du 9 février).

Ainsi, le SCREB qui figure pourtant parmi les tout premiers groupes de ce secteur après avoir noté l'année dernière le SACER et Colas, aura perdu quelque 50 millions de francs en 1984 alors qu'elle en avait gagné pratiquement le double l'année précédente (104 millions de francs). La société ne prévoit pas de passer le dividende 1984 par pertes et profits mais à titre « résolu », précise le SCREB, sans autre détail. De même, Maisons Phénix, numéro un français pour les constructions de maisons individuelles, paye un lourd tribut à la crise avec une perte qui devrait atteindre les 100 à 150 millions de francs pour l'année dernière, cette différence s'expliquant par le fait de savoir si oui ou non (ce sera sans doute oui) la société va déconsolider la part de US Home dont elle détient 12,7 %, cette société américaine éprouvant elle aussi de sérieuses difficultés (le Monde du 9 février).

Semaine du 4 au 8 février

Déjà, en 1983, Maisons Phénix avait enregistré plus de 35 millions de francs de pertes sur un chiffre d'affaires consolidé avoisinant les 3 milliards de francs. Actionnaire majoritaire, avec 40 % du capital, la Générale des eaux se devait d'intervenir, pour tenter de redresser la situation : elle l'a fait, à l'occasion du conseil d'administration du 8 février, où M. Gilbert Simonet qui reste PDG de Campenon Bernard construction, a été nommé à la tête de la Générale des eaux, a été nommé PDG de la firme en remplacement de M. Jean-Claude Bessière. M. Gilbert Simonet, directeur financier de la maison mère, devient directeur général de Maisons Phénix. Cette réorganisation, affirme-t-on à la Générale des eaux, ne devrait pas avoir de conséquences sur ses résultats, lesquels devraient maintenir la progression de 9 % environ escomptée pour 1984.

Autre valeur au comportement décevant cette semaine : SGE-SB (voir le graphique ci-dessous) qui a perdu 6,7 % en cinq séances, en raison des résultats de 1984 qui ne révèlent plus d'investissement que prévu (ce qui a entraîné une perte de 900 millions à un milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 13,2 milliards de francs, en baisse de 5,5 % sur l'année précédente). De plus, les pertes de 1983, qui avaient été évaluées à 484 millions, ont dû être révisées en hausse à hauteur de 600 millions. Quant au confinement subi du déficit de 1984, il résulte des aléas de deux grands contrats, l'un en Arabie saoudite (chimie privée) l'autre en Algérie (centres de formation) qui ont dû être largement provisionnés.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Légère hausse
La semaine écoulée a été active et modérément bénéficiaire à Wall Street, avec une alternance de séances haussières et baissières, le vendredi, une pause caractéristique.
L'indice des valeurs industrielles a terminé la semaine à 1 289,91, en progression de 12,30 points sur la semaine précédente.
Au total, près de 607 millions de titres ont changé de main (contre 632 millions la semaine précédente), dont 116,4 millions seulement vendus.
Le développement du cours de semaine de l'activité a été interprété par les opérateurs comme signifiant, après la récente reprise des achats de investisseurs institutionnels, une certaine progression de l'intérêt du grand public.

	Cours 1 ^{er} fév.	Cours 8 fév.
Alcoa	37 7/8	38 1/4
AT&T	28 1/2	28 3/4
Bear	42 1/4	43 1/4
Chase Man. Bank	38 3/4	39
De Post de New York	52 1/2	53 1/8
Eastman Kodak	71 3/4	72 1/4
Exxon	48 3/8	48 3/4
Ford	47 1/2	48 1/8
General Electric	42 7/8	43 7/8
General Foods	35 3/8	36 3/4
General Motors	32 1/8	32 3/4
Goodyear	28 1/2	28 3/4
IBM	135 5/8	137 1/8
ITT	30 3/4	31 3/8
Johnson & Johnson	72 1/2	73 1/4
Pfizer	39 1/4	40 1/8
Schlumberger	40 1/8	41 3/8
Texas	34 3/4	35 3/8
UAI Inc.	37 1/2	38 1/4
Union Carbide	27 1/2	28 1/8
US Steel	37 1/2	38 1/4
Westinghouse	30 3/8	31 3/8
Xerox Corp.	42 7/8	44 1/4

LONDRES

Stabilité
Après ses vives fluctuations récentes, la tendance a été au plus bas stable cette semaine à la Bourse de Londres.
Un raffermissement des prix au comptant du pétrole brut, des records de hausse à Wall Street, ainsi que la réapparition de la demande institutionnelle ont entraîné une reprise.
L'évolution, à peu près conforme aux prévisions, de la masse monétaire, qui s'est révélée mardi en hausse de 0,75 % au mois de janvier, a eu un effet rassurant bien qu'elle ait écarté l'espoir d'une réduction rapide des taux de base bancaires britanniques.
Les fonds d'Etat ont avancé de près de deux points (2 livres sterling). La Banque d'Angleterre a annoncé le 8 février le lancement d'un nouvel emprunt de 1 milliard de livres 11,5 % 1990 à 97,5 % de la valeur nominale.
Indices industriels : 988,5 (contre 977,5). Fonds d'Etat : 80,04 (contre 79,87). Mines d'or : 484,5 (contre 482).

	Cours 1 ^{er} fév.	Cours 8 fév.
Bocchim	348	353
Bovator	228	233
Brit. Petroleum	528	543
Charter	286	285
Conoco	140	147
De Beers (*)	473	460
Dunlop	35 1/2	42 1/2
Free State Gold	21 1/4	22
Glaxo	11 27/32	11 15/16
Gr. Univ. Stores	629	629
Imperial Chemical	842	861
Shell	746	746
Unilever	11 27/32	11 29/32
War Loan	224	237
	34 5/8	34 5/8

TOKYO

Record battu
L'indice Nikkei, Dow Jones, a atteint le record historique de 12 009,01 contre 11 946,96 la semaine précédente et l'indice général s'est établi à 924,45 contre 928,01.
(*) En dollars.

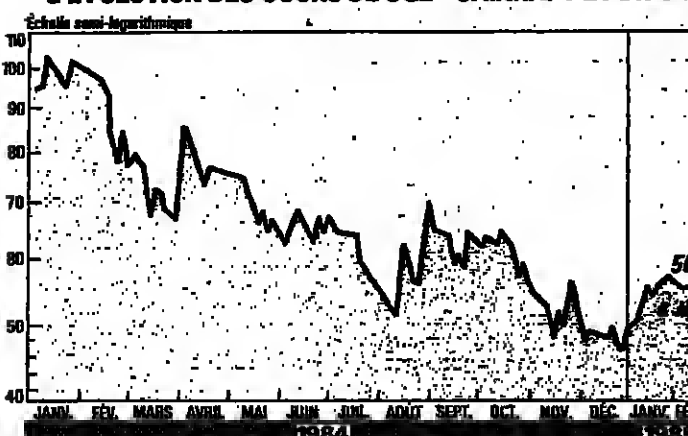
	Cours 1 ^{er} fév.	Cours 8 fév.
Akai	450	470
Bridgstone	520	525
Daewoo	1 380	1 380
Fuji Bank	1 350	1 320
Honda Motors	1 420	1 410
Matsushita Electric	1 550	1 590
Mitsubishi Heavy	234	242
Sony Corp.	4 860	4 150
Toyota Motors	1 290	1 280

FRANCFORT

Irégulière
Deux facteurs négatifs ont perturbé la Bourse de Francfort au début de semaine. D'une part, les tensions sur les taux américains, et, d'autre part, la nouvelle envolée du dollar.
Toutefois, dès le 5 février, la tendance s'est raffermie et les hausses ont dominé.
Au milieu de la semaine la tendance a été plus calme au marché obligataire. Le taux moyen de rendement des emprunts publics est passé de 7,18 à 7,39 %.
Indice de la Commerzbank du 8 février : 1 162,6 contre 1 156,6.

	Cours 1 ^{er} fév.	Cours 8 fév.
AEG	114	116,30
BASF	179,50	184,40
Boehr	188,50	195,70
Commerzbank	169	167,50
Deutschebank	399	402,70
Hochst	186,80	190
Kerstadt	215,50	206
Mannesmann	153,50	154
Siemens	513	544,50
Volkswagen	193	195

L'ÉVOLUTION DES COURS DE SGE - SAINRAP ET BRICE



Un crocodile à la cote

Il a de belles dents, une queue superbe et ne manque pas d'allure. Tous les joueurs de tennis le connaissent. Il s'appelle « Alligator » aux États-Unis, « Wan » au Japon. En France, c'est le fameux crocodile qui griffe les vêtements de sport et de la chemise Lacoste. Et Lacoste est une des marques prestigieuses distribuées par le groupe Devanlay, numéro un français de la maille avec un chiffre d'affaires de 1,66 milliard de francs, dont les actions feront leur entrée sur le second marché le 19 février prochain, c'est-à-dire le jour du mardi gras. C'est presque un symbole. Il y a dix ans, Devanlay créait l'entreprise au bord de la faillite. Son déficit était de 43 millions de francs et son endettement bancaire (363 millions) représentait plus des deux tiers de son chiffre d'affaires.

Comment en était-elle arrivée là ? Devanlay n'avait pas su prendre le virage et s'était trouvée complètement démunie quand la crise vint à frapper. Depuis, le groupe a repris du muscle. Alors que ses frais financiers et son endettement bancaire ont fondu, le chiffre d'affaires a presque triplé, la productivité a monté en flèche et ses profits, dont le retour fut salué en 1976 (17,8 millions), ont quintuplé (90 millions de francs pour 1984 hors retombées du plan textile). L'homme du miracle a été M. Léon Cligman, renommé dans les milieux textiles pour son savoir-faire. Il a appliqué ses principes. Ses principes ? Parlons-en. « Je suis pour le désendettement, je ne crois pas à l'inflation, je décentralise, je fais de la qualité, je reste en France, je forme mon personnel... Ce n'est pas plus difficile que ça », explique-t-il. La recette était bonne. Muni de toutes ses grandes marques (Lacoste, Polichinelle, Bombon, Timwear, Camps-Elysées, Volcades, Scandale, Exciting, Murray, Orly, et bien sûr, Lacoste plus du tiers des actions de cette société appartiennent à Devanlay) dont le potentiel va sans doute être renforcé par le rachat espéré à General Mills (licencié Lacoste) des actifs liés à cette activité, Devanlay paraît bien armé pour affronter l'avenir. Pour 1985, le président Cligman table sur une nouvelle progression du chiffre d'affaires de 8 % (9 % en 1984) et de 10 % du bénéfice.

Donc, le jour du mardi gras, les particuliers pourront acquérir des actions Devanlay, ont vingt mille exactement (10,1 % du capital que le groupe familial contrôle encore à 53 %). Le prix d'offre minimum sera de 470 francs par titre. N'est-ce pas trop cher ? Le dividende sera maintenu à 16,4 francs pour 1984. Cela fait un rendement de 3,5 %. La charge M&A assure qu'un « investissement en actions Devanlay offre l'opportunité d'une diversification de grande qualité dans l'éventail boursier actuel ». C'est une opinion. La Bourse rendra son verdict dans dix jours. En attendant, une chose est certaine, les PME de l'industrie textile paraissent se plaindre sur le second marché. Devanlay sera le neuvième à s'y introduire pour y taper sa toile. Sur les soixante-quatorze valeurs qui comptent le second marché, la proportion est forte. Qu'attendent donc les belles petites « électroniques » pour venir s'y nicher à leur tour ?

A. D.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)					
	4 fév.	5 fév.	6 fév.	7 fév.	8 fév.
RM	422 657	440 223	512 770	531 772	529 757
Comptant	2 378 580	3 333 681	4 525 426	2 661 576	3 422 100
R. et obl.	65 415	89 331	104 764	117 861	119 054
Actions	2 866 652	3 863 235	5 142 960	3 311 209	4 070 911

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)					
	4 fév.	5 fév.	6 fév.	7 fév.	8 fév.
Franc.	105,1	105,8	106,9	106,7	106,7
Etrang.	107,6	109,4	109,7	111,2	111,2

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)					
	4 fév.	5 fév.	6 fév.	7 fév.	8 fév.
Tendance	106,1	106,8	107,9	108,5	108,8
Indice gén.	195,1	196	197,3	198,2	198,9

SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)					
	1 fév.	8 fév.	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice	105,8	107,2	+1,3	106,5	99,7

Filatures, textiles, magasins

	8-2-85	Diff.
André Rouiller	356,70	+ 35,87
BFV	195,50	+ 19
CFAO	815	+ 8
Dumont-Servignat	1 130	+100
Dery	171,80	+ 7,7
DMC	171,80	+ 9,30
Galerie Lafayette	381	- 8
La Redoute	1 252	- 8
Nouvelles Galeries	141	- 6,50
Printemps	284	+ 2
SCOA	75,50	+ 2

Bâtiment, travaux publics

	8-2-85	Diff.
Amil. d'Entreprises	859	+ 84
Bouygues	799	+ 18
Ciments Français	364	+ 16,50
Dumez	1 230	+ 10
GTM	256	- 6
J. Lefebvre	190	+ 8
Lafarge	417,50	+ 11
Maisons Phénix	149,50	+ 20,50
Poliet Châtenet	495,50	+ 2,70
SCREB	125,50	+ 2,70
SGESB	56,10	- 4

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	8-2-85	Diff.
Bail Equipement	295	+ 15
Banque (Cn)	617	+ 1
Cedex	537	+ 17
Chargers SA	427	+ 2
CHF	729	+ 39
CFI	586	+ 4
Eurofrance	1 396	+ 37
Hein (La)	438	+ 5
Inn. Pl. Mouton	448	+ 4
Loiretmo	437,50	+ 6
Lodis	743	+ 6
Midi	2 290	+ 10
Midland Bank	240	+ 10
O F. (Omn. Fin.)	776	+ 16
Paradi	835	+ 16
Paradi	835	+ 16
Prêtat	1 150	+ 81
Schneider	120	+ 7
UCB	329,50	+ 13,5

Alimentation

	8-2-85	Diff.
Béghin-Say	285	+ 1
Bouygues	1 640	+ 7
BSN G. Duane	2 400	+ 43
Carrefour	1 961	+ 110
Casino	980	+ 49
Cedex	537	+ 17
CHF	729	+ 39
CFI	586	+ 4
Eurofrance	1 396	+ 37
Hein (La)	438	+ 5
Inn. Pl. Mouton	448	+ 4
Loiretmo	437,50	+ 6
Lodis	743	+ 6
Midi	2 290	+ 10
Midland Bank	240	+ 10
O F. (Omn. Fin.)	776	+ 16
Paradi	835	+ 16
Paradi	835	+ 16
Prêtat	1 150	+ 81
Schneider	120	+ 7
UCB	329,50	+ 13,5

Produits chimiques

	8-2-85	Diff.
Imatier-Mérieux	1 730	+ 283
Laboratoire Bollen	889	- 18
Roussel-Uclaf	1 640	+ 43
BASF	626	+ 15
Bayer	647	+ 28
Hochst	626	+ 18
ICI	102,30	+ 1,30
Norsk Hydro	129,50	+ 11,70

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (%)

	Nbre de titres	Vale. en cap. (%)
Elf-Aquitaine	258 762	59 490 333
Carrefour	28 950	54 666 914
IBM Corporation	37 805	54 587 739
Source Parier	109 370	53 860 202
BSN	21 598	51 126 669
Molt-Hennessy	25 046	49 347 588
Lodis	65 055	48 066 298
Lafarge-Coppo	117 513	46 977 055
Maia	26 358	44 901 335
Pernod-Roland	60 616	42 032 836

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	8-2-85	Diff.
4 1/2 % 1973	1 615	- 19
7 % 1975	7 402	- 110
10 % 1975	96,30	- 0,35
PME 10,6 % 1976	96,30	- 0,35
8,80 % 1977	116,12	+ 0,12
10 % 1978	97,10	- 0,25
9,80 % 1978	96,30	- 0,35
8,80 % 1978	97,10	- 0,25
9 % 1979	93,30	+ 0,10
10,80 % 1979	99,65	+ 0,15
12 % 1980	121,62	+ 0,17
13,80 % 1980	104,87	+ 0,27
16,75 % 1981	112,30	+ 0,30
16,20 % 1982	117,35	+ 0,35
16 % 1982	117,35	+ 0,35
15,75 % 1982	114,70	+ 0,20
CNE 3 %	4 180	+ 15
CNE 5 000 F	102,40	+ 0,31
CNE 5 000 F	102,40	+ 0,31
CNE 5 000 F	102,40	+ 0,31
CNE 5 000 F	102,40	+ 0,31

Valeurs diverses

	8-2-85	Diff.
Accor	261,50	+ 8
Agencio Hays	648	+ 28
ADG	244	+ 7
Alcatel	554	+ 14
Bis	347	+ 21
COIP	596	+ 21
Oréal des Eaux	562	+ 10
Enilor	2 948	+ 48
Europe 1	1 028	+ 27
Hachette	1 900	+ 0,80
L'Alr Liquide	615	+ 16
L'Oréal	1 290	+ 30
Navigation Mite	356,90	+ 4,90
Nord-Est	77,50	+ 1,20
Projet de la Cité	2 825	+ 15
Sauval	205	+ 15
Sks Rougier	2 490	+ 100

Matériel électrique

services publics

	8-2-85
Alstom-Atlantique	226,50
CIT-Alcatel	1 269
Crozet	256
Général des Eaux	562
Intersectique	22,50
Legrand	2 028
Lyonnaise des Eaux	774
Matra	1 565
Merlin-Gérin	1 645
Moteurs Leroy-Somer	495
MonIndex	182,50
Muhl	436,28
Radiotechnique	262,50
SEB	417
Signa	696
Télécoms Electrique	2 318
Thomson-CSF	493
IBM	1 446
Uhl	346
Philips	177,80
Schlumberger	497
Siemens	1 815

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. Le retour de Kim Dae Jong à Séoul.
7. Le général Vernon Walter nommé ambassadeur des États-Unis auprès de l'Onu.

FRANCE

8. Le vingt-cinquième congrès du PCF.
10. LA SITUATION EN NOUVELLE-CALEDONIE : jours tranquilles à Nouméa.
11. Les immigrés à l'école.
12. Les suites du voyage du pape en Amérique latine.

CULTURE

13. Le Festival de cinéma de Rotterdam.

ÉCONOMIE

16. Pernod-Ricard reprend la Société des vins de France.
17. GRANDE-BRETAGNE : halte à la filature.
18. REVUE DES VALEURS
19. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.

RADIO-TÉLÉVISION (15)

Carnet (12) : Programmes des spectacles (14) ; Météorologie (15) ; Mots croisés (15).

89 FM

Lundi 11 février, 19 h 20

Êtes-vous bien assurés ?

Un débat avec FRANÇOIS RENARD et SERGE MARTI animé par FRANÇOIS KOCK

Quinze ans de réclusion pour le meurtrier d'un amant. — Alcide Dandrieu, ancien détenu, meurtrier d'un amant de la prison de Fleury-Mérogis (Essonnes), Luc Buvon, a été condamné à quinze ans de réclusion criminelle, vendredi 8 février, par les jurés de la cour d'assises de l'Essonne à Evry.

Point 1 :

Nous n'admettons pas de compromis quant à la qualité de la marchandise que nous achetons et préparons.

MÖVENPICK Restaurants
12, boulevard de la Madeleine
75009 Paris, Tél. 01-7424793

Un label de qualité

LE SAVIEZ-VOUS ?

Au département Occasion des Usines Citroën, vous pouvez trouver des voitures d'ingénieurs et cadres de l'usine ou des voitures d'exportation (ex. TT) ayant un faible kilométrage, garanties, à un prix intéressant.

Exceptionnellement, jusqu'au 16 février (dimanche excepté), reprise de votre vieille voiture

5.000 F MINIMUM

quel que soit son état, pour tout achat d'une voiture d'occasion

- 10, place Etienne-Pernet, 75015 Paris. Tél. : 531.16.32. Métro : Félix-Faure.
- 50, bd Jourdan, 75014 Paris. Tél. : 589.49.89. Métro : Porte d'Orléans.
- 59 bis, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél. : 208.86.60. Métro : Jaurès.

Cette offre concerne uniquement les ventes à particuliers.

A CAEN

M^{me} Françoise Verne, sous-directeur à l'administration des monnaies est écroulée pour vol de pièces rares

M^{me} Françoise Verne, quarante-sept ans, sous-directeur à l'administration des monnaies et médailles (Hôtel de la monnaie), a été inculpée, le 1^{er} février, par M^{me} Fabienne Janocka, juge d'instruction à Caen (Calvados), de « vol et recel de vol » et placée en détention à la maison d'arrêt de cette ville (nos dernières éditions).

Femme d'un contrôleur d'Etat du ministère des finances, de l'économie et du budget, et mère de cinq enfants, M^{me} Verne, administrateur civil et ancienne élève de l'ENA, qui est décorée de l'ordre national du Mérite, est accusée d'avoir vendu plusieurs pièces rares provenant des collections de l'Hôtel des monnaies, situées au Conté à Paris (6^e).

L'affaire a commencé en août 1984, lorsque M. Gérard Tellichko, antiquaire caennais à l'enseigne de La malle du château, fait l'acquisition pour 1 500 francs d'un « ecarabole » à l'effigie de Louis XIV, une pièce considérée comme rarissime sur le marché numismatique et qui est cotée dans les catalogues spécialisés aux alentours de 40 000 francs, voire plus encore. M. Tellichko fait alors paraître une annonce dans deux revues, la *Collectionneur français* et *Numismatique* et change.

Un maître-graveur de l'Hôtel des monnaies, M. Jean-Claude Dieudonné, qui a lu l'annonce, se présente comme acquéreur éventuel, examine la pièce et alerte discrètement la justice. Une information est ouverte par le parquet de Caen, tandis que le service régional de police judiciaire de Rouen se charge de l'enquête. M^{me} Verne est interpellée une première fois au mois d'octobre 1984. Aux enquêteurs, elle aurait alors déclaré qu'elle avait en sa possession une pièce rare, mais qu'elle ne pouvait pas la vendre car elle appartenait à son mari. Elle aurait alors été relâchée.

Un recueil de textes sur ce cas, intitulé « L'homme aux loups », a été publié par l'Echo d'Oran, « Petit Louis », ainsi qu'on l'appelle au sein des pelotons, s'illustre également dans le Tour de France et les Six Jours.

Personnage pittoresque qui ajoute à la verve et au langage d'un parisien l'esprit méthodique d'un homme passionné par le cyclisme et les connaissances d'un technicien averti, Louis Caput devient ensuite directeur sportif : il succède à Antoine Magné à la tête de l'équipe Mercier. Il dirige Joop Zoetemelk, Cyrille Guimard, Alain Santy, et surtout Raymond Poulidor, qu'il aide efficacement à réussir une brillante fin de carrière. — J. A.

Concertation entre les chaînes et les dirigeants sportifs. — Sous l'égide de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, les présidents des trois sociétés TF1, A2 et FR3 ont décidé, mercredi 6 février, de constituer un groupe de trois personnes, une par société, chargé de coordonner les relations des sociétés de programmes avec l'ensemble des fédérations et associations sportives. L'annonce, un communiqué conjoint. « Ce groupe assurera l'information réciproque, la transparence et la concertation entre les trois sociétés dans le domaine du sport. La Haute Autorité a pris acte avec satisfaction de cette initiative. » Ce comité de coordination devrait, à l'avenir, éviter la surcharge qu'on a vu s'élever l'an dernier entre les chaînes avec le contrat TF1-football et l'accord Tour de France-A2.

Patinage artistique : championnats d'Europe. — Le Télécoslovaque Josef Sabovcik a remporté vendredi 8 février à Göteborg (Suède) le titre de champion d'Europe de patinage artistique devant le Soviétique Vladimir Kotane et le Polonais Grzegorz Filipowicz. Le Polonais Grzegorz Filipowicz a pris la septième place.

Tennis : Tournoi de Delray Beach. — Le Français Tarik Benhabiles s'est qualifié vendredi 8 février pour les seizièmes de finale des championnats internationaux de Delray Beach (Floride) en battant le Yougoslave Marko Ostojic 6-7, 6-4, 6-2. Catherine Tanvier s'est qualifiée pour les trente-deuxièmes de finale du tournoi féminin en battant la Yougoslave Mima Jausovec 6-1, 6-3.

Tennis : Tournoi de Delray Beach. — Le Français Tarik Benhabiles s'est qualifié vendredi 8 février pour les seizièmes de finale des championnats internationaux de Delray Beach (Floride) en battant le Yougoslave Marko Ostojic 6-7, 6-4, 6-2. Catherine Tanvier s'est qualifiée pour les trente-deuxièmes de finale du tournoi féminin en battant la Yougoslave Mima Jausovec 6-1, 6-3.

A B C D E F G

L'UNESCO SANS LES AMÉRICAINS

M. M'Bow contre-attaque devant le conseil exécutif

Le conseil exécutif de l'Unesco doit se réunir en session extraordinaire du mardi 12 au samedi 16 février, pour tirer les conséquences de la situation nouvelle créée par le retrait américain de l'Organisation, effectif depuis le 1^{er} janvier. Il examinera notamment un rapport présenté par le directeur général, M. Armand Mathieu M'Bow. Les membres du conseil exécutif, à qui elle suggère la création d'un groupe de réflexion sur la crise actuelle de l'Unesco. Ce groupe serait constitué d'une douzaine de pays représentant les différentes régions du monde et dont les membres se réuniraient sans être soumis à l'autorité et au directeur général, qui n'assisterait pas à ces sessions. Cette initiative, pour discrète qu'elle demeure, a commencé d'élaborer les propositions sur un éventuel inféodement de la position de Paris dans la controverse actuelle sur la gestion de M. M'Bow : jusqu'alors, au nom des intérêts de la francophonie, la gouvernance française se refusait à entrer dans le débat auquel les méthodes du directeur général ont donné lieu.

Dans son rapport, M. M'Bow confirme qu'il souhaite saisir la Cour internationale de justice de La Haye d'une plainte contre Washington pour non-paiement de sa cotisation pour l'année 1985 (le Monde du 25 janvier). L'argument du directeur général est que puisque les budgets de l'Unesco sont traditionnellement établis sur deux ans, et que les Américains ont approuvé le projet global, ils doivent l'acquiescer de l'ensemble de leur contribution. Le conseiller juridique qui s'est opposé à cette thèse, M. Karel Vasek, en faisant valoir que le retrait des États-Unis avait été annoncé selon le calendrier et le processus légal et devrait donc pleinement exécuter.

M^{me} Halimi
nouvel ambassadeur
La France s'apprête à en outre à changer son ambassadeur auprès de l'Organisation : à M^{me} Jacqueline Baudrier va certainement succéder M^{me} Gisèle Halimi, qui avait déjà accompli différentes missions dans ce domaine auprès de M. Chénouet. M^{me} Baudrier, que l'on avait d'abord envisagé de nommer conseiller d'Etat, au tour extérieur, serait finalement chargée de l'organisation de l'expédition française au Brésil.

Sans être à proprement parler une surprise, cette relève suscite quelques interrogations. Pour certains, la personnalité et les orientations de M^{me} Halimi, ancien député appartenant à PS, ne sont pas de nature à accréditer l'idée que la France s'apprête à « lâcher » M. M'Bow. Pour d'autres, au contraire, le fait qu'elle représente un « susceptible de passer pour proche des positions américaines » pourrait annoncer que Paris veut se donner les moyens d'amoindrir un « voyage sans retour », sans pouvoir être accusé de céder à une pression de Washington, de Londres ou de telle autre capitale occidentale.

La question du lieu de la prochaine conférence générale, normalement prévue à Sofia l'automne prochain, pourrait également être évoquée au conseil exécutif. M. M'Bow, et naturellement les Bulgares, sont hostiles à un tel changement ; mais on serait tout prêt, du côté français, à ce que cette importante réunion se tienne au siège parisien de l'Organisation, à la fois par souci d'économie et en raison de l'image diplomatique qui est actuellement celle de la Bulgarie. Les autres pays socialistes ne seraient pas nécessairement hostiles à un tel changement, si celui-ci contribuait à rassurer les Occidentaux quant à la pureté de leurs intentions.

Candidatures et éviction
Enfin, il semble que M. M'Bow soit actuellement préoccupé par les candidatures officielles qui sont avancées ici et là pour la succession (laquelle ne doit être normalement ouverte qu'en 1987). M. Alfonso Barrera Velarde (Equateur) ayant écrit pour manifester son intention, le jour venu, de briguer la poste, s'est vu répondre que celui-ci n'était pas ouvert au recrutement, et que, quand le cas se présenterait, le choix serait, en fait, le résultat de tractations entre le président du Conseil exécutif et les gouvernements. De Quito, cette réponse s'est répandue chez les pays amis, puis jusqu'en France, où elle a été relayée par les médias. On évoque aussi, à Genève, avec de plus en plus d'insistance, la possible candidature du prince Sedrudin Aga Khan, qui fut un grand haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés. Et, au secrétariat de l'Unesco, à Paris, celle de M. Dragoljub Najman (Yougoslavie), ancien sous-directeur général de l'Organisation pour la coopération et les relations extérieures. Il est vrai que, lui-même, M. M'Bow vient de lui enjoindre de prendre toutes affaires cessantes, la poste — spécialement créée à cette fin, en dépit de la situation budgétaire actuelle — de conseiller du Centre européen pour l'enseignement supérieur, à Bucarest.

C. F.

CARNIVAL DE VENISE
16/21 FEV. : 1080 F
CARNIVAL DE COLOGNE
15/18 FEV. : 410 F
Prix comprenant :
CAR + HOTEL + PT DÉJ.
CLUB ALLIANCE VOYAGES
(1) 548.89.53

Le numéro du « Monde » daté 9 février 1985 a été tiré à 451 705 exemplaires

Le championnat du monde d'échecs

KASPAROV TOUT PRÈS DE SA TROISIÈME VICTOIRE

Cela valait le coup d'attendre ! Prévue pour le 1^{er} février, reportée trois fois de suite, la 48^e partie du championnat du monde, enfin jouée vendredi à l'hôtel Sport, dans la banlieue de Moscou (Le Monde du 2 février), n'a pas déçu ceux qui, avec obstination, suivent depuis cinq mois le match horripilant entre Karpov et Kasparov.

Mais la palme de l'obstination, c'est d'abord à Kasparov qu'il faut la décerner. Personne ne pouvait imaginer que, mené 5-0 depuis la 27^e partie, à un point de la plus humiliante des défaites, il serait en passe de se retrouver, soixante-quatre jours plus tard, à 3-3. Après avoir gagné la 32^e partie et la 47^e (avec les noirs), il devrait en effet remporter, sans coup de théâtre, la 48^e partie, qu'il a fait éjoumer dans une position très favorable.

Ce serait une victoire méritée, tant le jeu de Kasparov a été brillant dans cette partie. Contre le « défense Petroff », choisi par Karpov, le jeune challenger a placé une combinaison (22-66) qui a fait voler en éclats la roque du champion du monde. Puis, par une manœuvre inattendue, (27 : Td 3), il a consolidé sa position et gagné un pion huit coups plus tard. Il faut ajouter que Karpov n'avait plus que quatre minutes pour jouer ses neuf derniers coups, alors que Kasparov disposait de plus d'une demi-heure.

Jugée « périlleuse » — délicat euphémisme de Talmanov, — la position du champion du monde se devait par conséquent à la reprise, ce samedi. Il aurait alors sa troisième défaite, cinq mois, jour pour jour, après l'ouverture du championnat du monde.

MATCH : KASPAROV
NOM : KARPOV
Quarante-huitième partie

Défense Petroff			
1. Cf4	21. Fh6	Td8	
2. Cc3	22. Cc6	Fc6	
3. Cc5	23. Fg6	Ff8	
4. Cc3	24. Fd8	Tc8	
5. d4	25. Fd4	Tf7	
6. Fd3	26. Td3	Tg7	
7. d4	27. Td3	Tf8	
8. Cc3	28. Td3	Kd8	
9. Cc3	29. Dc3	Tf7	
10. Td3	30. Td3	Rg8	
11. Fc4	31. Dc5	Dc7	
12. Td3	32. Tg7	Tg7	
13. Td3	33. Fd4	Dx5	
14. Td3	34. Fd4	Dx5	
15. Fd3	35. Tg6	Tg7	
16. Cc5	36. b4	Rf7	
17. Dc5	37. Td3	Td1	
18. Cc5	38. Rf2	Tf1	
19. Dc5	39. Rf2	Tf1	
20. Td1	40. Rf2	Tf1	

NOUVELLES BRÈVES

Un jeune homme se jette par la fenêtre du commissariat de Nancy. — Un jeune homme, Eric Nistler, vingt-cinq ans, est mort dans l'après-midi du vendredi 8 février après s'être jeté par la fenêtre du deuxième étage du commissariat de Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Principal témoin dans une affaire de cambriolage, Eric Nistler, qui habite Vandœuvre (Meurthe-et-Moselle), était interrogé par des policiers dans un bureau lorsque, sans raison apparente, il s'est jeté la tête la première dans le vide et s'est écrasé 12 mètres plus bas sur le pavé de l'hôtel de police. Eric Nistler est décédé à l'hôpital central de Nancy.

Un éducateur écroué à Paris. — Un éducateur parisien de la DDASS (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale), M. Michel Ménard, quarante-six ans, a été écroué jeudi 7 février, dans la soirée, après avoir été inculpé de « tentative de viol, attentats à la pudeur sur mineurs de moins de dix ans et de plus de quinze ans et infraction à la législation sur les stupéfiants » par M. Jean Madré, juge d'instruction au tribunal de Paris.

M. Ménard est accusé d'avoir fait subir, dans son appartement parisien du treizième arrondissement, des outrages sexuels à deux frères âgés de dix et quatorze ans et à un autre garçon âgé de quinze ans. Il est également accusé d'avoir fait fumer du hashish aux trois enfants. L'éducateur aurait reconnu en partie les faits.

Réglement de comptes à Marseille. — Joe Houtreau, le frère de Gilbert Houtreau dit l'« empereur de la nuit » marseillais — tué par des inconnus le 6 octobre 1983, — a été mortellement blessé de plusieurs balles de pistolet, vendredi soir 8 février, dans un bar-tabac, Le Logis-Neuf, de la banlieue est de Marseille.

Le numéro du « Monde » daté 9 février 1985 a été tiré à 451 705 exemplaires

صكزا من الامل

Le Monde

Aujourd'hui

Le championnat du monde d'échecs

KASPAROV TOUT PRÈS DE SA TROISIÈME VICTOIRE
Cela « valait le coup » d'aller à la 8^e partie du championnat du monde, enfin jouée vendredi à l'hôtel Sport, dans la banlieue de Moscou. Le Monde date à l'avance, pas de ceux qui, avec des pronostics, suivent depuis cinq ans le match horripilant entre Kasparov et Karpov.

Mais la palme de l'obstination est d'abord à Kasparov qui ne se décourage pas. Personne ne peut imaginer que, après 5-0 depuis la 1^{re} partie, à un point de la plus humiliante des défaites, il se laisse de se retirer. Il se reconcentre, quinze jours plus tard, à 51 ans, après avoir gagné la 32^e partie (7^e avec les noirs) et devant l'effet remporté, tout coup de théâtre, la 48^e partie, qui a fait passer Kasparov dans une position très favorable.

Ce serait une victoire avant le jeu de Kasparov à l'issue de cette partie. Contre la défense Petrov, choisie par le jeune champion, Kasparov a joué une combinaison (12... e4) qui a joué en échec le roque du champion du monde. Puis, par une manœuvre inattendue, 12... f5, il a consolidé sa position et gagné un pion. Les coups plus tard, Kasparov a joué une minute pour le roi et deux coups, alors que Karpov a joué de plus d'une demi-heure.

Jugée « perdue » par les spectateurs, la partie a été terminée par Kasparov, qui a obtenu du champion du monde un match nul. Kasparov a gagné la partie de samedi. Il a obtenu ainsi sa sixième victoire en six matchs, pour la première fois depuis le début du championnat du monde.

Blancs	KASPAROV	Noirs	KARPOV
1	1-0	0-1	0-1
2	1-0	0-1	0-1
3	1-0	0-1	0-1
4	1-0	0-1	0-1
5	1-0	0-1	0-1
6	1-0	0-1	0-1
7	1-0	0-1	0-1
8	1-0	0-1	0-1
9	1-0	0-1	0-1
10	1-0	0-1	0-1
11	1-0	0-1	0-1
12	1-0	0-1	0-1
13	1-0	0-1	0-1
14	1-0	0-1	0-1
15	1-0	0-1	0-1
16	1-0	0-1	0-1
17	1-0	0-1	0-1
18	1-0	0-1	0-1
19	1-0	0-1	0-1
20	1-0	0-1	0-1

NOUVELLES BRÈVES

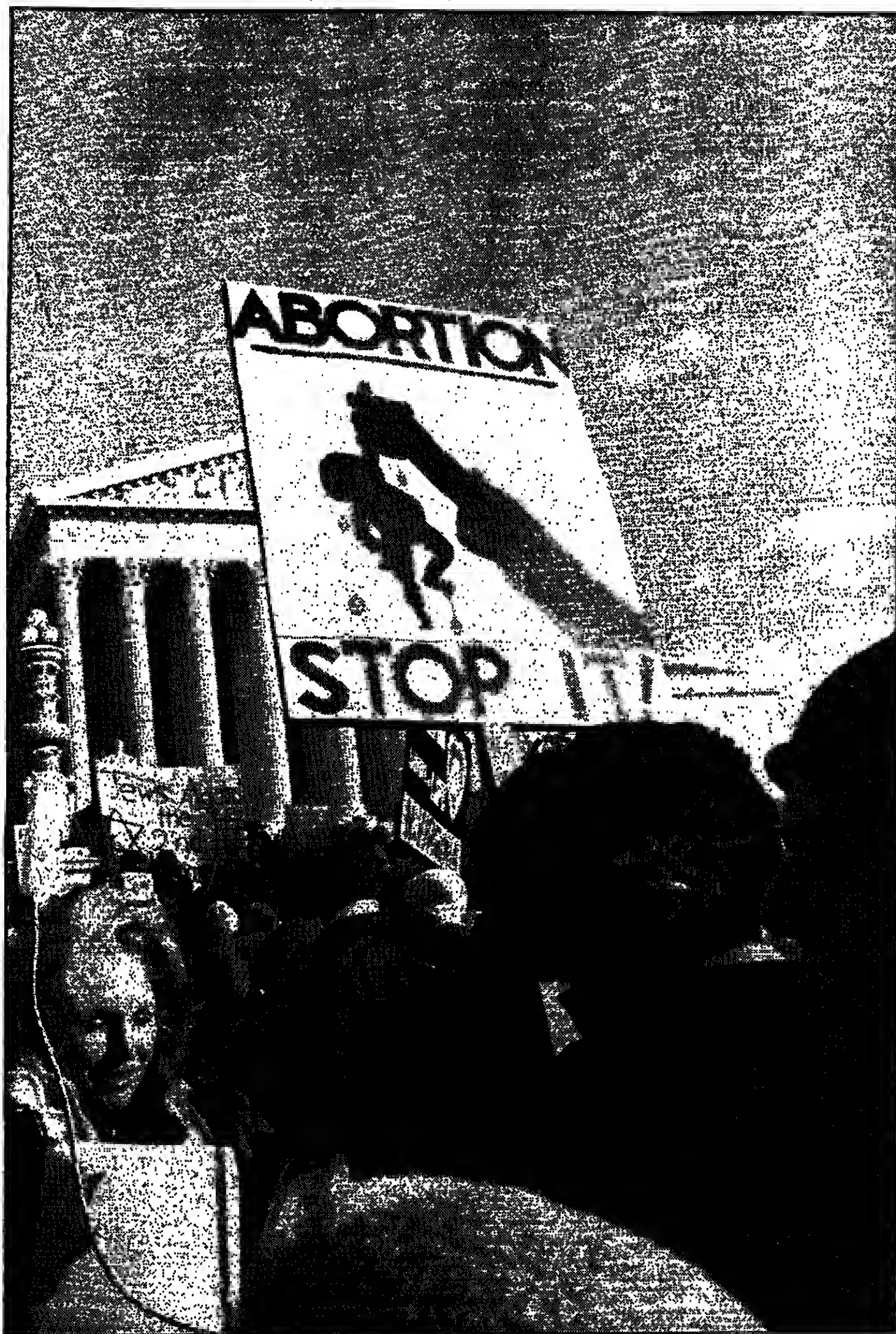
• Un jeune homme a été tué la semaine dernière à la frontière de la Roumanie. — Un jeune homme a été tué la semaine dernière à la frontière de la Roumanie.

Principal témoin dans l'affaire de cambriolage du Nido à Paris, le journaliste Jean-Louis Lebel, habitant de la rue de la Harpe, a été arrêté par la police judiciaire dans un bureau de la rue de la Harpe, sans raison apparente. Il est le premier à avoir été arrêté dans l'affaire de cambriolage du Nido.

• On a découvert un cadavre dans un édifice abandonné de la rue de la Harpe. — Un cadavre a été découvert dans un édifice abandonné de la rue de la Harpe.

M. Mélenchon, député de la Seine-Saint-Denis, a été élu député de la Seine-Saint-Denis. — M. Mélenchon, député de la Seine-Saint-Denis, a été élu député de la Seine-Saint-Denis.

Le numéro du « Monde » du 4 février 1985, à être tiré à 451 765 exemplaires.



JANVIER 1985. DES AMÉRICAINS MANIFESTENT CONTRE L'AVORTEMENT À WASHINGTON. PHOTOGRAPHIE DE TRUPET/SPA.

AVORTEMENT : LES LOIS PASSENT, LE DÉBAT DEMEURE

- 1975-1985 : les dix ans de l'interruption volontaire de grossesse ; le RU 486, contraceptif de l'avenir (page III).
- Un centre IVG au quotidien (page IV).
- Entretien avec Simone Veil (page V).
- Dans les tourments de l'illégalité (page VI).
- Deux militantes se souviennent : Yvette Roudy, Simone Iff (page VII).
- Etapes d'une bataille politique (page VIII).
- Les alarmes de l'Eglise catholique (page IX).
- Aux Etats-Unis : la campagne des « anti » (page X).
- Au Japon : en l'absence d'une vraie contraception (page X).

UN GRAND LOUVRE POUR UN GRAND MUSÉE

Tandis que le chantier doit ouvrir au printemps prochain, la polémique à propos de l'aménagement du Grand Louvre vient d'être relancée par la publication d'un livre-pamphlet et prend un tour politique.

Mais les études de la pyramide de verre qui couvrira l'entrée principale du musée avancent. L'architecte américain I. M. Pei est à Paris. Il rencontrera la semaine prochaine M. Mitterrand, puis M. Chirac, et leur présentera les dernières maquettes du projet. (Page XII à XIV.)



LES ARCHITECTES DU PROJET, I. M. PEI ET MICHEL MACARY, À PARIS, LE 7 FÉVRIER, DEVANT UNE MAQUETTE DE L'ENTRÉE PRINCIPALE DU GRAND LOUVRE.

Kiosque

TERREUR D'ORIENT

Le terrorisme, c'est effrayant. Par définition, par fonction et même, pourrait-on dire, par vocation. Mais il y a des degrés dans la terreur. On vient de le voir.

Quand la France était aux prises avec le terrorisme aveugle, celui qui tue au hasard, celui qui nous range tous dans la catégorie des victimes potentielles, tout le pays tremblait. Le promeneur des villes prenait des risques. Une sortie au marché impliquait un danger. Les poseurs de bombes rôdaient. Tantôt ils piégeaient une auto dans une rue passante, tantôt ils choisissaient un train, au hasard. Ou bien ils tiraient dans la foule d'un restaurant, faisaient sauter une synagogue, répandaient la mort dans un aéroport.

Dans tous les cas, ce terrorisme-là frappait les esprits par la cruauté qu'il ajoutait au fait de tuer celui de ne pas choisir ses cibles. Tout un chacun pouvait se sentir visé, offert aux coups des tueurs, passant croisant la route des meurtriers. Cette époque-là est-elle révolue ? Quelques indices permettent de penser que le terrorisme change de tactique, sinon de projet. La peur reste son but, mais ses victimes paraissent plus délibérément choisies, tristes par quelque secret jury de mort.

Lorsque l'ingénieur général René Audran tombe devant son domicile sous les balles des assassins de l'ombre, ce n'est pas au hasard d'une rencontre. C'est qu'il a été choisi, sélectionné parmi tant d'autres représentants de l'Etat honni et qu'il a, sans s'en rendre compte, passé avec succès les épreuves d'un sinistre examen sur dossier.

Il s'est trouvé, dans quelque officine cachée, dans quelque « deux-pièces » obscure, un groupe d'hommes (et de femmes ?) pour étudier son cas, examiner son passé, observer son itinéraire, surveiller ses allées et venues. Fichages, renseignements, fichiers, enquêtes de voisinage : il est curieux de constater à quel point les méthodes des terroristes s'apparentent - dans une certaine mesure - à celles des policiers professionnels.

Petits employés

Il faudrait peut-être psychanalyser ce goût du secret, cette manie de l'organisation, ce labeur méticuleux, obsessionnel. Et à certains égards médiocres. Dans *Témoignage chrétien* est publié le témoignage d'un ancien terroriste italien. Il parle de la filature comme « d'une chose passionnante » mais marque les limites de ce métier très spécial : « Il y a peu de guerres, de guérillas ou de faits d'armes qui aient requis autant que le nôtre ces qualités de petit employé. Pas de héros ni d'héroïsme : question grisaille on est plus forts que la police. »

Mais un jour la grisaille prend la couleur du sang répandu. Et nos petits employés - métré, flingue, dodo - font trembler un Etat, une nation entière. Quelle revanche sans doute sous ces crânes médiocres, quel plaisir d'une occulte puissance qui joue avec la peur de tous ! Mais la peur change. Les réactions, en France, à l'assassinat de René Audran n'ont rien eu de comparable, en décharge émotionnelle collective, à ce que furent les effets des attentats aveugles qui eurent dans toutes les mémoires : Copernic, Marbeuf, Saint-Charles, Orly, Capitole... Pourquoi cette émotion dosée, pour ainsi dire nuancée ?

Dans le *Nouvel Observateur*, Pierre Blanchet avait posé la question de la semaine dernière : « Est-ce parce que la victime est un soldat ? Est-ce parce qu'il s'agit d'un attentat très sélectif et non d'une bombe explosant aveuglément dans un lieu public ? Curieusement, cet assassinat prémedité n'a pas provoqué le choc qu'on aurait pu attendre dans l'opinion publique française. Comme si ce terrorisme d'un genre nouveau ne nous concernait pas. Et

pourant, il est vraisemblable que l'opération de La Celle-Saint-Cloud n'est que le coup d'envoi d'une campagne contre la défense de l'Europe. »

L'Europe est menacée et nous resterions là, dans nos pantoufles, à regarder à la télévision, presque avec froideur, les images de ces victimes choisies, tantôt en France, tantôt en Allemagne ? Et nous serions, en effet, le sentiment qu'une guerre se livre entre spécialistes, entre soldats de deux armées de professionnels engagés sur un front en pointe et qui n'impliqueraient, pour l'un ou l'autre, ni la mort, ni la vie - aucun autre désagrément que des images pénibles mais fugitives ?

Jeu sanglant

Comme si cette forme de guerre n'était qu'un jeu sanglant mais limité n'impliquant, pour les populations d'Europe, pas plus d'inconvénients qu'un règlement de comptes à l'intérieur du « milieu ». Funeste illusion, lâche tranquillité : la plupart des journaux vous le diront, cette guerre secrète est une guerre déclarée à toute l'Europe démocratique. Les dirigeants des Etats, eux, ne s'y trompent pas. Il aura fallu la mort de René Audran pour que la France s'engage sans retenue - enfin ! - dans certains - dans l'Europe de l'antiterrorisme. Pour qu'on se rende, premier ministre en tête, à Bonn. Pour qu'on rassemble M. Bressard à Paris, de sa guérite de Corse au front de la guerre européenne.

Guerre, donc, mais sur quel front ? Front de l'Est, explication de toutes parts. Action directe, Fraction armée rouge, Brigades de la même couleur : ce ne sont là que succursales soviétiques. Dans *Valeurs actuelles*, Edmond Sablier estime : « Le moment choisi pour attaquer les défenses de l'OTAN n'est pas dû au hasard. Le but des Soviétiques est d'empêcher le déploiement complet des fusées Pershing en Europe et de neutraliser la volonté de résistance des Européens. La mission du terrorisme est de prendre la relève des mouvements pacifistes. » Dans le *Figaro-Magazine*, Jean-Max Méfret assure : « La bande à Rouillan et à Ménégo, les deux chefs historiques d'Action directe (...) est à présent le bras armé français de ces réseaux terroristes qui constituent une véritable colonne soviétique. » Le *Point* indique : « Les Américains sont persuadés que les services spéciaux de l'Est ont une responsabilité dans ces tentatives de déstabilisation (...) MacFarlane, conseiller du président américain pour les affaires de sécurité, venu à Paris le 11 janvier, s'évoqua avec le président Mitterrand ces manipulations soviétiques de réseaux terroristes. »

Prudence, avant de conclure à l'existence, au Kremlin, d'un chef d'orchestre clandestin. L'événement du jeudi constate que « tous les spécialistes de la lutte antiterroriste sont convaincus que l'internationalité du meurtre politique bénéficie de complexités au-delà du rideau de fer », mais le journal ajoute : « si la complexité passive semble évidente, si Moscou laisse faire ou parfois encourage, rien ne permet pour l'instant d'affirmer que l'ensemble de la stratégie terroriste soit décidée depuis Moscou. »

Versons au dossier le témoignage d'un homme qui sait de quoi il parle : M. Heinrich Böge, président du célèbre BKA ouest-allemand, qui est à la lutte contre le terrorisme en Europe ce que le Pentagone est à la défense américaine. Au *Nouvel Observateur*, il déclare : « Nous nous sommes posés la question du soutien des pays de l'Est [aux terroristes européens]. Eh bien, je peux vous dire que nous ne possédons pas la moindre indication, pas la moindre preuve d'une telle complicité. Par conséquent, je n'y crois pas. » Alors bon ! C'est à n'y pas croire.

BRUNO FRAPPAT.

MIEUX ENSEIGNER L'ARCHITECTURE

Une réforme, encore une, pour quoi faire ? dites-vous dans le *Monde Aujourd'hui* daté 6-7 janvier. Il fallait faire passer au stade de la maturité un enseignement à la recherche de lui-même et lui donner, sans briser ses particularismes, une cohérence qu'une histoire mouvementée ne lui avait pas permis d'acquiescer.

Si l'on appelle fonctionnarisation cette recherche d'une cohérence, cela signifie qu'il ne peut y avoir de service public de l'enseignement, de délivrance d'un diplôme national et de contrôle de l'utilisation des fonds publics.

L'obscurité est rarement démocratique : elle couvre plutôt les insuffisances, les excès et les inégalités de traitement entre les individus.

Il se peut que la liste des enseignements du nouveau cadre commun et les poids horaires qui lui sont affectés aient une allure bureaucratique. Le genre de l'arrêté ministériel est le plus souvent aride. Mais une clarification de l'enseignement dispensé dans les écoles, en rupture avec le flot des anciens champs disciplinaires, ne peut qu'aider tous les enseignants et favoriser tous les étudiants, les « stars » comme les moins « stars », pour reprendre votre expression. La rigueur et la clarté n'ont jamais tué la pédagogie, bien au contraire, elles en constituent le préalable indispensable.

Il est faux de dire que cette liste d'enseignements ne renvoie à aucun contenu. Pour la première fois sans doute, une réforme ne contourne pas l'épineux problème des contenus mêmes de l'enseignement, mais l'aborde de front.

Mais plus importante encore est la logique qui a présidé à l'établissement de ces enseignements obligatoires. Face aux difficultés économiques actuelles et qui touchent la profession des architectes comme beaucoup d'autres, la stratégie adoptée par le gouvernement a été en effet d'opter, plutôt que pour un réajustement fœtal d'une profession sur elle-même, pour une diffusion des architectes dans le corps social.

La réforme de l'enseignement refait cette stratégie, puisque, écartant la fausse fenêtre du *numerus clausus*, elle entend préparer les futurs diplômés à la diversification des modes d'exercice, tout en évitant le piège de la dispersion.

A cet égard, l'enseignement du projet est affirmé comme le centre de la formation des étudiants dès le cycle d'orientation. L'enseignement de l'architecture commence au premier jour de la première année, même si l'initiation au projet, dans ce cycle, est nécessairement progressive.

Dira-t-on que son poids horaire est faible ou que l'architecture « pure et dure » (?) a été plutôt évacuée par la réforme est pour le moins paradoxal, alors que, pour la première fois, une réforme affirme, dans ses textes, la prééminence du projet, à la fois comme objectif et méthode pédagogiques.

C'est tout l'intérêt du système des certificats que de faire apparaître cette cohérence et de donner les moyens de construire un enseignement en rompant avec le morcellement induit par les unités de valeur. Il ne s'agit pas de créer des étudiants touchés à tout mais des esprits capables de relier l'ensemble des disciplines à l'acte de concevoir.

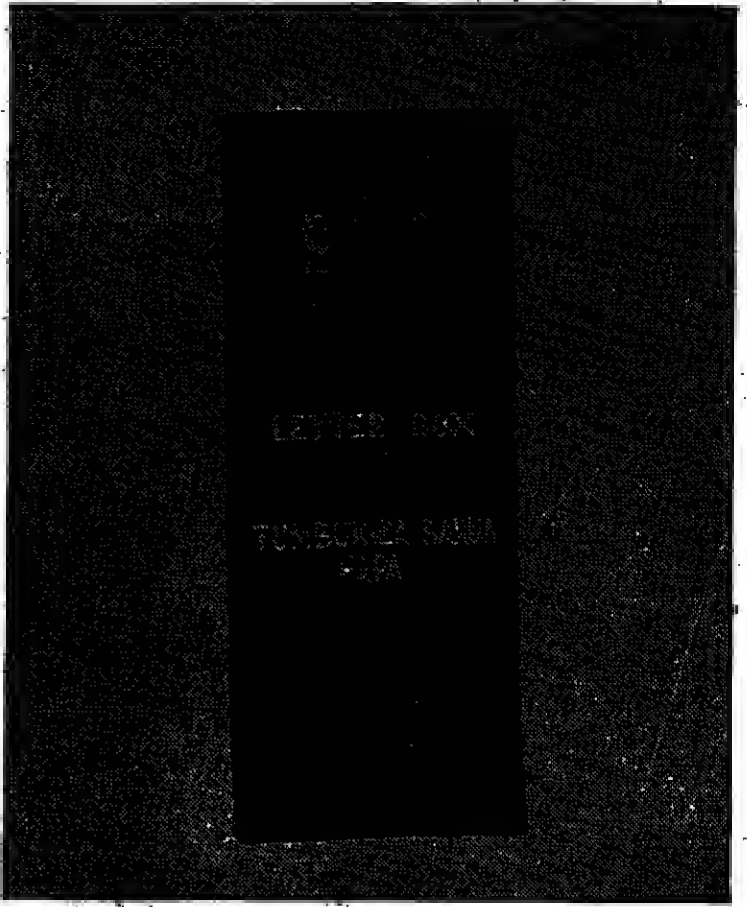
Il ne s'agit pas de faire rivaliser les architectes avec les ingénieurs mais de leur donner la capacité de concevoir et de maîtriser les différentes étapes de l'acte de bâtir. L'architecte, pour se différencier des autres intervenants et garder - ou reconquérir - toute sa place, doit être un homme de synthèse, possédant un savoir technique et une culture, ce qui est tout le contraire de la dispersion.

On a donc parié sur une formation rigoureuse, ambitieuse et très complète ; mais c'est un pari nécessaire si l'on veut donner aux futurs architectes de vraies chances d'insertion professionnelle et à notre pays la qualité architecturale dont il a plus que jamais besoin.

JEAN-PIERRE DUPONT,
directeur de l'architecture.

« PASSAGE DU TÉMOIN »

L'enquête que nous publions cette semaine sur l'anniversaire de la loi libérant l'interdiction volontaire de grossesses nous a conduit à retarder d'une semaine la parution de « Passage du témoin » de Michel Pérez à Jean-Marc Feura. France-Culture diffusera normalement l'émission qui correspond à cette parution ce samedi 9 février à 19 h 15 (rediffusion le mercredi 13 février à 14 h 30).



Boîte aux lettres tanzanienne (1984).

AGENCES ET PHOTOGRAPHES

Nous recevons de M. Harry Dunphy, directeur pour la France de l'agence Associated Press, la lettre suivante :

« Je vous écris pour remettre dans une perspective plus exacte le dossier que vous avez publié sur les agences photographiques en général (le *Monde Aujourd'hui*, 27-28 janvier). »

L'Associated Press dispose du plus grand réseau télégraphique du monde avec quarante-cinq bureaux aux Etats-Unis et trente-sept à l'étranger.

Nos revenus pour 1984 se sont montés approximativement à 200 millions de dollars. Si vous supposez qu'un quart de ce chiffre est réparti sur les ventes de documents photographiques aux journaux, magazines et stations de télévision, cela représente un chiffre d'affaires de 483 millions de francs comparés aux 70 millions de francs de l'agence Sygma.

Nous transmettons des documents photographiques de première qualité vingt-quatre heures sur vingt-quatre et nous avons remporté de nombreux prix professionnels à la fois aux Etats-Unis et dans le reste du monde. Pour ne citer qu'un exemple, dans une récente compétition européenne, un de nos reporters photographes de Londres a pris le meilleur cliché de sport de l'année avec la photographie du couple de patineurs sur glace Torvill et Dean.

Nous utilisons un système fondé sur les rayons laser pour transmettre nos photographies ainsi que les émetteurs et les récepteurs les plus modernes dans ce domaine. A ma connaissance, nous sommes la seule agence à utiliser une chambre noire électronique, bien que je croie savoir que d'autres agences essaient de réaliser ce que nous avons accompli.

Alors que le siège de notre agence est situé à New-York, le substance de notre service photo-

graphique est internationale. Nous avons des directeurs de services photos européens à Londres et à Tokyo et nous photographions les dramatiques scènes de sécheresse et de famine en Afrique déjà en février 1984, bien avant que ces tragiques événements ne deviennent des sujets de première page. Et lorsque cela fut le cas, nous étions parmi les premiers à avoir des documents provenant d'Ethiopie.

En ce qui concerne mes déclarations, j'ai souligné à M. Sachs que Reuters constitue pour nous une menace, cette agence ayant repris le réseau existant de l'UPI, alors qu'il faudrait à l'AFP quelques années pour que son service photographique arrive à un certain niveau. »

[On ne peut comparer que des agences comparables. Par sa structure, son fonctionnement et ses services rendus, AP ne ressemble en rien à Sygma, Gamma ou Sipa. AP est une agence télégraphique tout comme Reuters, UPI et l'AFP. Elle vend, sur abonnement, des informations écrites et des documents photographiques qui se concentrent sur l'actualité. Son système de transmission téléphoto est, comme pour les textes, ultra-rapide et parfaitement adapté à la demande des quotidiens et des magazines d'actualité. Il est donc impossible de dissocier ce service de ses autres services.]

Rien de tout cela chez Sygma, Gamma ou Sipa. Ces agences ne vendent que des photographies. L'actualité quotidienne est devenue leur secteur principal de leur activité. Les images sont, en grande majorité, en couleurs. Les prix sont négociés, la marge par image, par des vendeurs avec les clients (le plus souvent des magazines spécialisés ou non). Le statut des photographes est également différent.

Il n'existe donc pas un, mais deux marchés de la photo de presse, ce que nous avons voulu démontrer dans notre dossier. Sur le premier, AP est effectivement leader. Le second, celui des agences purement photographiques, est dominé par les trois agences françaises, Sygma, Gamma et Sipa.]

M. G.

Bibliographie

LA SANTÉ DANS LE TIERS-MONDE

Ouvrir le dossier de la situation sanitaire du tiers-monde, c'est mettre à découvert la plus grande injustice de cette fin de vingtième siècle.

Rien ne peut mieux situer l'ambition du livre Incide et courageux (1) réalisé par des collaborateurs du *Monde*, sous la direction de Claire Brisset, et consacré à l'un des facteurs essentiels de développement des pays du tiers-monde : la santé de la population.

Au terrible constat des premières pages succède le bilan des stratégies nationales. Apparaît ici en filigrane que le développement sanitaire du tiers-monde échappe à toute approche manichéenne. Opposer le transfert des technologies sanitaires avancées du Nord à la stratégie de soins primaires adaptés aux sociétés et aux économies du Sud, apparaît de plus en

plus comme un débat simplificateur et éloigné de la réalité du tiers-monde : celle de la diversité de ses cultures, de la diversité de ses problèmes, et de la nécessaire diversité des solutions à y apporter. Ce n'est pas le moindre mérite de ce livre, au travers de reportages dont la juxtaposition se passe de commentaires, que d'exposer ce témoignage qui rend plus ambigu encore les modèles d'assistance occidentaux.

Qui ne s'accordera à dire qu'en dépit d'efforts internationaux considérables, d'initiatives nationales publiques ou privées importantes, les progrès vers l'amélioration sanitaire du tiers-monde restent modestes et restent certainement peu crédibles l'objectif de « la santé pour tous en l'an 2000 » ?

Ce relatif échec n'est ni imputable à la qualité des hommes qui,

par leur engagement personnel au niveau des institutions et des organismes publics et privés, œuvrent pour la santé du tiers-monde, ni à l'absence de perspectives stratégiques. Il tient surtout, à nos yeux, à l'insuffisance des structures internationales et nationales qui doivent viser, en fonction des diversités culturelles et sociologiques, à associer, pour toute action durable, la ponctualité de la compétition sanitaire, l'universalité de l'indispensable recherche, la pérennité de la formation.

Bien que le monde occidental ait pu, grâce aux progrès scientifiques, faire éclore ses sociétés à une efficace rationalité, il continue à s'appliquer vis-à-vis du tiers-monde que les démarches de l'empirisme, ou d'une stratégie scientifique inadaptable.

Le dernier partie du livre montre bien à cet égard l'ambivalence

du monde occidental, l'ambiguïté persistante entre les logiques industrielles et les exigences du développement.

La coopération des pays occidentaux, et singulièrement de l'Europe, avec les pays en développement est l'un des équilibres internationaux. Car le développement sanitaire est une composante essentielle du développement économique des pays du tiers-monde.

Les auteurs ont su, dans un livre à la fois simple et dense, rappeler avec force ces évidences souvent oubliées.

ANDRÉ CAPRON,
directeur
de l'Université mixte INSERM
à l'Institut Pasteur de Lille.

(1) Editions la Découverte/le Monde, 255 pages, 69 F.

DIX ANS POUR APPLIQUER UNE LOI

Episode douloureux vers la maîtrise de la fécondité.

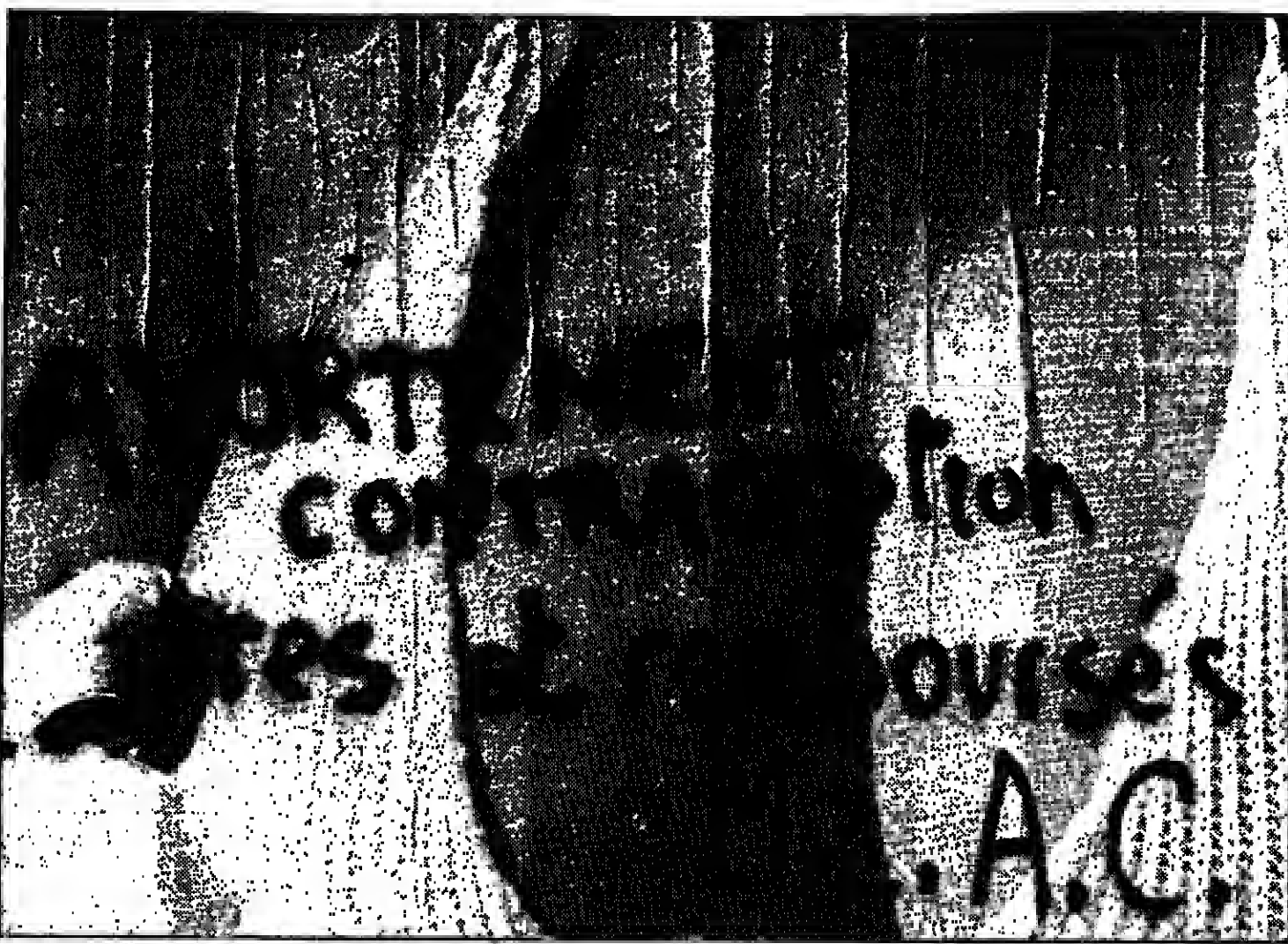
par le Dr Escoffier-Lambiotte

DIX ANS, il aura fallu dix ans pour que la loi du 17 janvier 1975 portant sur l'interruption volontaire de grossesse soit enfin appliquée dans tous les départements français, pour que 420 établissements hospitaliers publics (sur 500) ouvrent à cette fin, comme le texte définitif de 1979 leur en faisait obligation, un centre approprié, pour que les tribunaux et le conseil de l'ordre des médecins n'aient pratiquement plus à se saisir d'aucune infraction à ce sujet, pour que diminue (sans cesse complètement) le pitoyable exode vers la Suisse, l'Angleterre ou les Pays-Bas.

Le massacre de d'aucuns prédisaient. (« Un million d'innocents vont être assassinés chaque année. ») ne s'est pas produit, et l'extension continue — bien qu'encore insuffisante — de la contraception montre que l'avortement n'est pas devenu, tant s'en faut, le mode habituel de régulation des naissances qu'annonçaient ses détracteurs.

Si l'on en juge par les toutes dernières données officielles, le nombre des interruptions de grossesse (91 556) a régressé légèrement pour le premier semestre de 1984 par rapport à l'année précédente. Plus de quatre millions de femmes (sur les treize millions en âge de procréer) recourent régulièrement, aux fins d'espacer leurs accouchements, à des moyens contraceptifs efficaces, pilule ou stérilet, et ce nombre, encore insuffisant, estime les gynécologues, n'a cessé de croître depuis les balbutiements de la loi de 1967.

Aucune des anomalies, annoncées à grand fracas à l'époque par le généticien Jérôme Lejeune pour leur descendance n'a pu être observée, pas plus d'ailleurs que les conséquences désastreuses que promettaient certains pour la santé des femmes ayant subi un avortement, et notamment l'augmentation dramatique, comme on l'aurait observé en



Hongrie, du nombre des prématurés.

Bien au contraire, et grâce à une politique dite de pré et périnatalité conduite de façon remarquable, la proportion des naissances prématurées est passée en France, en dix ans (1972-1982), de 8,2 % à 5,6 %. Dans le même temps, la mortalité périnatale a chuté de près de moitié, de même que le nombre des grands prématurés de moins de 1 500 grammes.

Il n'est pas douteux, en revanche que les services de gynécologie sont envahis de cas de stérilité par obstruction définitive des trompes, cas

observés souvent chez de très jeunes femmes et qu'il faut attribuer largement au relâchement des mœurs sexuelles et à l'expansion des maladies vénériennes. L'enquête qui vient d'être présentée au congrès de l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception (ANCCIC) par le docteur Paul Cesbron (Creil) montre que les avortements, même ceux, les plus nocifs, qui se produisent à répétition, ne sont pour rien dans les atteintes à la fécondité. Les premiers résultats de cette étude, qui porte sur cinq mille femmes suivies depuis 1975 et dont sept cent cinquante ont pu être

revues en 1984, indiquent néanmoins une certaine augmentation du nombre des grossesses extra-utérines et de la mortalité fœto-infantile, dont il importe à présent de vérifier la réalité et de rechercher les causes.

Les médecins : une lente évolution

Les conséquences que peut avoir une interruption de grossesse sur la santé physique et psychique des femmes dépendent d'ailleurs, et très largement, de l'époque à laquelle elle a été pratiquée (plus un avortement est tardif et plus

les complications sont fréquentes), et de la qualité de l'équipe médicale qui s'en est chargée.

Lorsque M^{me} Simone Veil réussit, non sans mal, à faire voter la loi six mois après l'élection de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République, 99 seulement des 291 députés appartenant aux trois groupes de la majorité d'alors (l'opposition d'aujourd'hui) l'avaient approuvée, alors que la quasi-totalité des socialistes et des communistes votaient le projet. Or les sympathies du corps médical en général et des gynécologues-accoucheurs en particulier les portent tradi-

tionnellement, et dans tous les pays occidentaux, vers un conservatisme que traduit à l'époque (novembre 1974), à outrance il est vrai, l'étonnante missive, adressée à tous les députés par le président de leur ordre, M. Loriat-Jacob, pour dénoncer le caractère antidémocratique et immoral de l'acte « non médical » que serait l'interruption de grossesse.

En outre, les médecins français avaient été tenus depuis 1920 dans une ignorance quasi totale concernant, non seulement l'interruption de grossesse, mais tout l'ensemble de la contraception, qui, en raison de la loi, ne pouvait être ni enseignée ni étudiée.

L'application de la loi de 1967 sur la régulation des naissances (celle de M. L. Neuwirth), qui devait mettre fin à cet obscurantisme, fut si difficile et rencontra tant de réticences, qu'une seconde loi fut imposée en 1973 par M. Poniatowski, alors ministre de la Santé, pour qu'un « conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale » puisse mobiliser toutes les bonnes volontés, qu'elles fussent ou non médicales, afin de faire connaître à la population les moyens modernes de contraception...

Si l'on excepte la poignée d'entre eux qui s'étaient informés à l'étranger, les praticiens français, qu'ils fussent ou non gynécologues, ignoraient tout en 1975 des méthodes modernes d'interruption de grossesse par aspiration, méthodes pourtant généralisées en URSS, en Chine, puis aux États-Unis depuis plus de quinze ans. On raisonnait donc en termes d'hospitalisation de trois jours, d'anesthésie générale et de curetage archaïque, alors que d'autres pratiquaient en moins de dix minutes, en clinique ou au cabinet même du médecin, souvent sous anesthésie locale, une simple aspiration du contenu utérin.

(Lire la suite page IV.)

RU 486 : LA CONTRACEPTION DE DEMAIN ?

POURRA-T-ON demain déclencher un avortement à la demande au moyen d'un simple médicament ? La question est publiquement posée depuis le 19 avril 1983. Ce jour-là, à Paris, devant l'Académie des sciences, le professeur Etienne-Emile Beaulieu présente une série de résultats prometteurs. Un début d'expérimentation clinique permet de penser qu'une nouvelle molécule, le RU 486, — dont la formule est alors tenue secrète, — sera capable d'interrompre les grossesses. Les essais avaient été menés à l'hôpital universitaire de Genève, dans le service du professeur Walter Herrmann, sur des femmes enceintes de six à huit semaines désireuses d'avorter. D'emblée, et en dépit du faible recul dont on disposait alors (l'expérimentation ne portait que sur onze femmes), c'est l'enthousiasme. On évoque la commercialisation du produit pour 1985. Où en est-on aujourd'hui ?

Le RU 486 est une antihormone. Schématiquement, cette molécule s'oppose aux effets de la progestérone, hormone indispensable à la grossesse. Elle fut mise au point par une équipe de la société Roussel-

Uclaf IMM. Daniel Philibert, Georges Teutach et Edouard Sakiz. Cette molécule s'oppose à une hormone indispensable à la grossesse ? Pourquoi ne pas tenter de l'utiliser comme produit abortif ? Sur la question d'abord, sur le femme ensuite, le RU 486 fit la preuve d'une certaine efficacité.

Les caractéristiques et le mode d'action du RU 486 permettent d'envisager deux types d'utilisation :

● Après un retard de règles. L'absorption du RU 486 sous forme de comprimés, seuls ou associés à d'autres médicaments (qui, à eux seuls, seraient inefficaces) permet de déclencher un avortement après que la femme a noté un retard de règles. En théorie, plus le produit est administré précocement et plus il y a de chances d'être efficace. Les différentes études menées dans plusieurs pays concluent à une efficacité moyenne d'environ 65 % avec, selon les équipes, des variations notables encore inexplicables. Les caractères du produit ne permettant pas d'imaginer pouvoir administrer des doses très élevées (effets antihypertenseurs). L'absence de

manœuvres mécaniques ne doit pas abuser : le RU 486 provoque bien un avortement, d'où, parmi les inconvénients, celui de saignements plus ou moins importants. Le RU 486 entraîne aussi, même en cas d'échec de l'avortement, une modification du col de l'utérus qui permet d'envisager son utilisation dans les IVG tardives, voire pour faciliter l'accouchement. La meilleure association connue aujourd'hui est celle du RU 486 et d'une prostaglandine, substance qui stimule la contractilité de l'utérus. Une récente expérimentation du département d'obstétrique et de gynécologie de l'Institut Karolinska de Stockholm a conclu à une efficacité de 100 % sur des grossesses jusqu'à sept semaines.

● Avant la date normale des règles. Dans ce cas, le RU 486 est utilisé qu'il y ait eu ou non fécondation. Il permettrait de fixer avec précision et à volonté la durée du cycle. Un traitement au RU 486 vers le vingt-huitième jour du cycle provoque un saignement. Dans ce cas, néanmoins, on ne peut faire la différence entre des règles normales et une interruption de l'implantation d'un embryon méconnu. En d'autres termes, le RU 486 se situe à la

mi-chemin de la contraception et de la « contragestion », la femme l'utilisant « à l'aveugle », sans savoir si elle est ou non enceinte.

En l'état actuel de l'expérimentation clinique, une telle utilisation du RU 486 ne peut encore être proposée. L'inconvénient majeur semble tenir à l'imprégnation de l'organisme, c'est-à-dire à l'impact de l'effet antiprogénétique sur les cycles suivants. Si l'on parvient à mettre au point une formule acceptable, le RU 486 constituerait une sorte d'équivalent médicamenteux du stérilet. Sa souplesse d'utilisation en ferait une méthode contraceptive (contragestive ?) quasi idéale.

« Quel que soit l'intérêt et l'impact du RU 486, indique-t-on chez Roussel, propriétaire du brevet, il est clair que ce produit suivra la filière normale des expérimentations précliniques indispensables à tout médicament. » En d'autres termes, il est illusoire d'imaginer que le RU 486 sera demain en pharmacie. Roussel déposera-t-il l'an prochain une demande d'autorisation de mise sur le marché, comme le pense le professeur Beaulieu ? « Rien n'est moins sûr », confie-t-on chez le

fabricant. Nous voulons à tout prix éviter le moindre incident. Aussi serons-nous très stricts. » De fait, le RU 486 n'est pas un produit comme les autres. On est loin, en particulier, d'avoir mesuré toutes les conséquences psychologiques, légales, démographiques et économiques d'un médicament susceptible d'interrompre une grossesse sans hospitalisation ni manœuvres mécaniques. Conscients des problèmes à venir, on envisage chez Roussel la création d'un comité d'éthique. « Un comité indépendant de la maison », souligne le docteur André Ulmann, coordinateur des expérimentations cliniques.

Depuis quelques mois, les bruits les plus divers circulent autour du RU 486, résultat, sans doute, du décalage entre les perspectives révolutionnaires dessinées en 1982 et le lent des travaux qui ont suivi, faute, selon toute vraisemblance, d'une véritable volonté de développement du fabricant. En dépit d'un programme d'expérimentation établi en liaison avec l'OMS et le Population Council américain, et de travaux menés dans plusieurs pays, seules deux cents à trois cents femmes enceintes volontaires ont, depuis 1982, reçu du

RU 486. En France, plusieurs groupes ont expérimenté — ou expérimentent — ce produit, avec des résultats très variables. On manifeste cependant chez Roussel la volonté de « reprendre en main » ce dossier. « Nous sommes aujourd'hui désireux d'aller le plus vite possible, explique le docteur Ulmann, tout en menant les travaux dans la plus stricte légalité. »

Il y a quelques semaines, après la publication des résultats apparemment « efficaces à 100 % » du RU 486, associé à une prostaglandine, le secrétaire d'Etat à la Santé a immédiatement réagi, soulignant dans un communiqué qu'il n'était pas possible de prévoir la date à laquelle ce produit sera éventuellement commercialisé ni les conditions qui pourraient être mises à son utilisation.

Une manière comme une autre, pour les pouvoirs publics, d'exprimer un embarras manifeste devant un produit dont tout laisse penser qu'il rendra caduque l'actuelle législation sur l'avortement.

JEAN-YVES NAU.

LES DÉSARROIS D'UNE DÉCISION

Consultations dans un centre IVG.

ON voyait monter comme une vague en elle, et, d'un seul coup, c'était sûr, elle allait pleurer. « Je préfère ne pas penser à tout ça. » A vingt-trois ans, Sophie veut porter seule un poids trop lourd pour elle. « Vous faites l'amour. Vous êtes enceinte. Et vous faites passer ça. Quand même, ça fait mal. »

Sophie est venue ce ven-

conséquences. » Elle gagne 6 000 F par mois. Ce n'est pas une raison matérielle qui l'a guidée. Non. Son ami, elle le connaît depuis sept mois. « On s'aime, mais je ne me sens pas sûre de moi. » Alors, pourquoi donner naissance à un bébé « sans avoir des bases assez solides ? » Plus tard, oui, plus tard, elle voudra quatre enfants. « J'espère que ça viendra aussi facilement que

aucun risque pendant un an. Aussi a-t-elle « compté sur la chance ». A l'évidence, la chance n'est pas un contraceptif à l'efficacité garantie.

Maria, elle, l'avait aidée la chance. Au Chili, elle utilisait des injections. En France où elle vit depuis deux ans, la pilule lui ayant été déconseillée « à cause de sa tendance à l'obésité », elle s'est fait poser un stérilet. Elle est enceinte de huit semaines.

Au début, elle voulait mener cette grossesse à terme : son mari refusait. Puis, ils ont changé d'avis l'un et l'autre. Le mari vient de trouver un travail « plus stable », après plusieurs mois de chômage. Mais le loyer du petit appartement et leur enfant de dix-huit mois se chargent d'entamer l'unique salaire. Une amie de Maria qui l'accompagne à la consultation a recouru naguère à l'IVG, « et je vois qu'elle est normale ». Au début, affirme Maria, « je ressentais l'IVG comme un délit, comme quelque chose de criminel. J'ai changé. Je ne vois plus les choses dans un monde fermé ». Maria est venue demander l'IVG.

Elle repartira avec un rendez-vous dans quelques jours pour l'intervention. Aujourd'hui, c'était sa deuxième visite. Il y a une semaine, elle avait subi un examen médical ; des analyses de sang lui avaient été prescrites ; elle avait rencontré la conseillère conjugale, qui lui a « seulement posé des questions ». Mme Huguette Fabre

en convient. Ancienne sage-femme, elle est l'une des trois conseillères conjugales du service (deux travaillent à mi-temps). « On remplit un dossier, on fait connaissance. On soulève surtout le problème de la contraception. La décision d'interrompre la grossesse, c'est la femme qui la prend. Je n'ai pas à l'influencer, mais à l'écouter. » Parfois, plus tard, elle apprend que certaines ont renoncé à l'avortement : une demi-douzaine par an. Mme Fabre se souvient de cette femme qui l'a remerciée de « lui avoir fait garder son bébé ». « Or, raconte-t-elle, je n'avais rien dit. Mais parler l'avait libérée de son angoisse. »

De cette angoisse, de cette « ambiguïté », qui, selon le mot du professeur Barrat, habite toute femme en début de grossesse, et encore plus de la femme surprise d'être enceinte. « Trop de femmes, insiste-t-il, jeunes souvent, arrêtent la contraception par une sorte de ras-le-bol, « pour voir », pour vérifier qu'elles ne sont pas stériles. Et les voilà enceintes sans savoir si elles l'ont vraiment voulu. » 60 à 65 % des femmes qui consultent pour l'IVG, a-t-il observé, sont des femmes sans enfant.

Ce n'est pas le cas de Catherine, vingt-huit ans, mère d'un petit garçon de quatre ans. Elle illustre bien, cependant, le propos du professeur Barrat : « J'ai arrêté

la pilule parce que j'en avais marre ! » Mais elle ne veut pas un deuxième enfant tout de suite. « Pourquoi garder le bébé si c'est pour le confier à une nourrice ? », demande-t-elle. Le trouble ne le rend pas, pourtant. « Je suis malade depuis que j'ai décidé d'avorter. C'est comme un meurtre pour moi. » Elle reviendra dans huit jours, après le délai d'une semaine, et son IVG est prévu pour le

début bien donner une certaine priorité aux consultations pour l'IVG, à cause du délai. « Il faut dix semaines et prendre certaines. » Celles qui ne peuvent être reçues sont orientées vers des hôpitaux voisins.

Huit repartent chaque semaine, rendez-vous pris pour l'IVG. Elles viennent ici parce qu'elles savent, comme dit



dredi matin en consultation au service spécialisé du professeur Barrat, à l'hôpital Saint-Aotoine à Paris (12^e). Eeente d'un mois et demi. Sa décision était prise. de ne pas garder l'enfant. « J'ai décidé seule, dit-elle. Mes parents, ça ne les regarde pas. » Elle en a parlé à son ami, bien sûr. « Mais, dans le fond, ça ne regarde que moi. C'est moi qui en porterai les

c'est venu cette fois », sourit-elle.

C'est venu facilement, en effet. Après plusieurs années de contraception au moyen de la pilule, Sophie a arrêté, sur le conseil de son médecin. Pas de stérilet, car « ce n'est pas bon pour les femmes qui n'ont pas eu d'enfants ». Elle avait souffert de problèmes gynécologiques et croyait ne courir



12 février. « Je suis certaine, dès maintenant, que je ne recommencerai jamais. »

Elles sont ainsi, trois fois par semaine. Douze sont reçues en consultation. Elles attendent parmi d'autres, car le service est celui d'obstétrique-gynécologie et ne limite donc pas ses activités à l'IVG, même si, remarque le professeur Barrat, « nous

l'une d'elles, qu'à l'hôpital on est très bien soignée », et parce qu'au contact de médecins qui « font des IVG » elles sont sûres d'« être comprises ». Sophie s'en va rassurée, « pas angoissée ». Elle ajoutera encore : « Mais pas spécialement à l'aise. Même si on n'en veut pas, on pense au fond de soi que c'est quand même un enfant. » - C. V.

VERS LA MAÎTRISE DE LA FÉCONDITÉ

(Suite de la page III.)

Il faut reconnaître que, pas plus aujourd'hui qu'hier, pas plus à l'Est qu'à l'Ouest, aucun médecin n'éprouve un attrait particulier à commettre un acte qui reste, quelle qu'en soit la technique, aussi radicalement contraire à sa vocation. Un acte qui ne vise ni à soulager, ni à guérir, ni à sauver, mais à tuer. Un acte dont le médecin n'a pas prescrit lui-même l'accomplissement, mais qui lui est imposé à regret par une patiente au nom de désirs, de convenances ou de nécessités auxquels il reste étranger.

Un acte qui se déroule, en fin de compte, comme un constat d'échec, dans une aura douloureuse et culpabilisante, la seule où puisse communier en pareille circonstance la femme et le médecin.

Sans doute est-ce là qu'il faut trouver, pour une part, les raisons du développement actuel de ce que l'on nomme les inductions menstruelles, ou aspiration utérine, entreprises très précocement, dès le troisième ou quatrième jour de retard des règles, sans même, dans certains cas, avoir pratiqué un test de grossesse pour conforter la légitimité clinique de l'intervention.

Ces actes sont certes en infraction avec la loi, puisque le délai de réflexion de huit jours n'est pas respecté, pas plus que les démarches obligatoires auprès d'organismes sociaux, ni même la déclaration légale de l'avortement, et qu'ils sont pratiqués non seulement dans les centres habités mais souvent au cabinet même du médecin.

L'Institut national d'études démographiques (INED), chargé de faire chaque année au gouvernement un bilan des interruptions de grossesse, connaît bien cette situation, puisqu'il estime à 250 000 par an environ le nombre des IVG, officiellement déclarées en 1983. Il semble en outre que

le nombre des remboursements par la Sécurité sociale (rendus effectifs depuis la loi de décembre 1982) soit nettement supérieur à celui des IVG déclarées, et très proche des 250 000 par an qu'annonce l'INED.

Il importe de comparer ce chiffre à celui des femmes en âge de procréer (treize millions) et à celui des nais-

sances, qui, après une baisse continue depuis 1964, remonte cette année pour atteindre 760 000. L'INED a largement expliqué que cette natalité, observable dans tous les pays d'Europe depuis près de vingt ans, n'est nullement motivée par leurs législations sur l'interruption de grossesse. Elle est, par exemple, plus

importante en Belgique (où l'avortement est interdit), qu'en France.

Mais les motivations idéologiques, religieuses ou passionnelles, par ailleurs hautement respectables, continuent de s'exprimer, comme les motivations politiques, sous le manteau d'arguments pseudo-scientifiques, éternellement repris, quels que soient les démentis infligés, que ce soit hier par le manifeste des « quatre cents magistrats », « des quatre-vingt-quatre académiciens », « des électeurs européens », ou, beaucoup plus récemment, par la voix de M. Jacques Chirac, pourtant chef du gouvernement lors du vote de la loi Veil.

S'il reste évident que l'avortement est, sur le plan médical et sur le plan moral, la plus mauvaise méthode de régulation des naissances, il devrait être tout aussi évident que sa médicalisation, dans un contexte englobant tous les aspects sans exception de la planification familiale, constitue le meilleur, et à vrai dire le seul, moyen de réduire et sa fréquence et les conséquences physiques ou psychologiques qu'il peut entraîner pour la santé des femmes.

Un retour en arrière paraît inconcevable, quels qu'en soient les mobiles idéologiques, politiques ou religieux, et bien que ces mobiles aient inspiré les récentes restrictions de la loi britannique, les manifestations qui se multiplient outre-Atlantique, et nombre des positions prises au cours de sa campagne par M. Reagan.

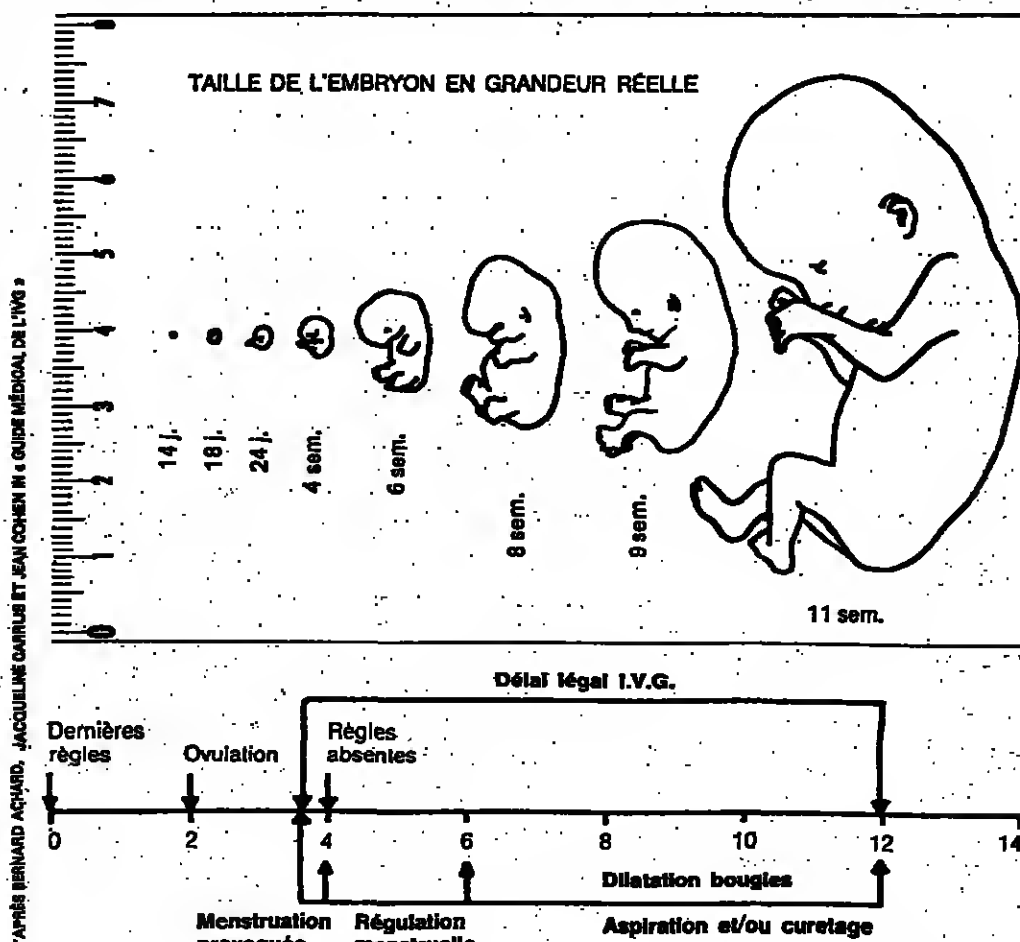
Il est vraisemblable au demeurant que de nouveaux progrès de la science permettront un jour aux femmes de se passer complètement des législations et de maîtriser elles-mêmes leur fécondité par l'usage régulier ou non — des médicaments inducteurs de la menstruation.

La découverte de tests immunologiques de grossesse extraordinairement rapides, précis et praticables à domicile sans aucun recours médical a déjà rendu caduque, d'un seul coup et sans aucun débat parlementaire, la loi interdisant la conduite de ces tests ailleurs que sous haute surveillance médicale et judiciaire.

Les aspirations utérines précoces (ou inductions menstruelles mécaniques) se multiplient, et le conseil de l'ordre, qui n'en ignore rien, évoque à ce sujet avec philosophie cette définition de la jurisprudence donnée dès 1904 par le premier président de la Cour de cassation : « La jurisprudence, disait-il, consiste à appliquer la loi en tenant compte de l'évolution et des progrès de la science et des mœurs... » (cité par le professeur L. René).

Cette évolution s'inscrit tout entière, depuis plus d'un demi-siècle, dans le sens des maternités non plus sèches mais désirées, et tout prête à penser que la pratique barbare de l'avortement n'aura été qu'un épisode douloureux, un constat provisoire d'échec, vers une maîtrise complète de la fécondité, maîtrisée assumée cette fois par l'homme autant que par la femme.

D'ESCOFFIER-LAMBOTTE.



CONSTAT
riez-vous voter le

IX ans après le vote de la loi qui porte votre nom, les difficultés qu'ont rencontrées son application... Les difficultés ont été... Avant la loi, les femmes qui... Les difficultés ont été... Avant la loi, les femmes qui... Les difficultés ont été... Avant la loi, les femmes qui...

La loi n'a pas voulu imposer une façon de penser ni une règle de vie. Elle est seulement intervenue pour apporter une assistance médicale aux femmes qui, de toute façon, étaient décidées à se faire avorter, ce qu'elles faisaient jusqu'alors dans des conditions parfois tragiques.

Les événements climatiques en cherchant à les limiter et même à les supprimer, par exemple en pratiquant des coupes dans les forêts, nous faisons face à des difficultés de plus en plus graves. Il est donc urgent de prendre des dispositions pour que les catastrophes naturelles puissent être évitées dans les établissements humains. Il ne suffit pas de voter une loi, il faut aussi la mettre en œuvre. C'est pourquoi il est essentiel que les pouvoirs publics prennent des mesures pour protéger l'environnement.

Rayonnages Bibliothèques
FABRICANT
Une vaste expérience
de fabrication de rayonnages
pour bibliothèques, écoles, entreprises, etc.

من الاموال

L'AVORTEMENT
1975-1985

SEPT FEMMES, SEPT DÉTRESSES

Quand elles entrent dans l'illégalité...

Il est midi et plus une chaise n'est disponible dans la salle d'attente du Mouvement français pour le planning familial de la rue Vivienne, à Paris. Comme chaque jeudi, jusqu'à 15 heures, des médecins informés, prescrivent des contraceptifs, accordent des certificats d'entretien préalable, exigés avant une IVG, et reçoivent celles qui ne peuvent avorter dans la légalité. Ce jour-là, à l'ouverture, ces dernières étaient sept. Sept femmes avec sept récits pour une même demande : interrompre une grossesse non désirée.

● Claudine se blottit dans son manteau trop large pour elle, à ses côtés son ami Fahrid, qui piaffe d'impatience et veut prendre la parole à sa place : « Elle est timide... et je ne veux pas qu'elle se fatigue », répond-il à ceux qui s'en étonnent. Mais, petit à petit, Claudine s'anime et s'exprime sans gêne. Elle a dix-neuf ans et travaille comme vendeuse dans une boulangerie. « J'ai arrêté de prendre la pilule il y a un an, dit-elle, comme cela, parce que j'en avais assez. Quand mes règles ne sont pas venues, je n'ai pas pensé tout de suite

que j'étais enceinte. J'ai attendu deux mois et j'ai pris un rendez-vous mais, quand je me suis présentée à Saint-Ambroise, il était trop tard. L'assistante sociale m'a dit de venir ici. »

● Fatima, vingt-six ans, est marocaine mais vit depuis plusieurs années en France. Elle attend des jumeaux. Elle s'en est rendu compte il y a deux jours après une échographie. « Un seul j'aurais pu, dit-elle, mais deux !... » Comme Claudine, elle vit dans un logement trop exigu et, standardiste dans un hôtel, elle craint de ne pas pouvoir faire face financièrement.

● Anita, une jeune Antillaise resplendissante de vie, a dix-neuf ans mais en paraît dix-sept. Son frère l'accompagne. Soutien silencieux. Incalculable sur les moyens contraceptifs qu'elle a appris à connaître lors de cours d'information sexuelle dans le lycée d'enseignement technique qu'elle fréquente, elle avoue n'en utiliser aucun. « Je n'avais pas envie de prendre tout de suite la pilule, explique-t-elle, et comme j'ai des règles irrégulières, je ne



Un centre du Mouvement français pour le planning familial en novembre 1981. C'est là que des médecins reçoivent les femmes qui veulent avorter mais qui ont dépassé le délai légal.

me suis pas rendu compte que j'étais enceinte. »

● Myriam baisse la tête tandis que son amie Aïcha parle. Toutes deux sont algériennes, toutes deux sont enseignantes. Toutes deux sont enceintes mais si Aïcha est mariée, Myriam ne l'est pas. « En Algérie, elle va être rejetée par son entourage, explique Aïcha, et l'enfant sera condamné. » Pour leurs familles, elles passent des vacances en France. Mais la grossesse de Myriam excède quatorze semaines. Il va leur falloir repartir, cette fois pour une clinique anglaise que le Planning va leur recommander.

● Sonia connaît déjà le chemin de l'Angleterre. Par passé, le Planning l'avait adressée à une des trois cliniques londoniennes avec lesquelles il a des accords. Pour un forfait variant de 1 100 francs à 2 600 francs selon l'avancée de la grossesse et selon l'établissement, les femmes sont accueillies une nuit dans une pension de famille et passent une autre nuit dans la clinique où l'on pratique l'avortement sous anesthésie générale. La pilule, Sonia,

qui a vingt-trois ans, ne veut pas en entendre parler. « Ma mère m'a dit que c'était dangereux », mais elle a déjà trois enfants et elle ne veut plus agrandir sa famille.

● Anne, fragile, Anne sur qui tous les malheurs du monde semblent tomber... Elle a su très tôt qu'elle était enceinte. Au début, il n'était pas question d'avorter. Mais il y eut le décès de son beau-père, l'accident de voiture d'un ami cher et, aujourd'hui, elle se présente au Planning. Elle a dix-huit ans et ne veut plus qu'une chose : interrompre cette grossesse.

● Seule, Lydia n'a pas en Angleterre. Elle est américaine et vit depuis très peu de temps en France. Elle n'a donc pas les papiers nécessaires pour avorter dans la légalité. Sa grossesse n'excède pas les cinq semaines, alors le MFPP lui trouvera une solution en France. Elle est la seule, Lydia, à utiliser un contraceptif : un diaphragme. Elle fait partie de ces rares femmes pour qui le moyen de contraception aura échoué.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

L'«AVORTEUR»

La quarantaine, médecin du Planning familial, François pratique des interruptions volontaires de grossesse « hors cadre légal ».

Il accepte d'expliquer son attitude, mais désire garder l'anonymat.

« Je dois remonter à l'enfance pour expliquer mes actions aujourd'hui, raconte-t-il. J'ai vu ma mère souffrir. J'ai vu une voisine mourir à la suite d'un avortement clandestin. Cela m'a marqué. » Vocation précoce : François a toujours voulu être médecin... médecin de campagne. Finalement, il a fait un peu de tout et tourné dans différents services hospitaliers.

En 1968, il était étudiant. La rencontre avec des filles du MLAC (Mouvement pour la libéralisation de l'avortement et la contraception) et celle avec les militantes du Planning étaient presque inévitables. La lutte pour la libéralisation de l'avortement battait son plein.

François utilise la méthode par aspiration et a recours à

l'anesthésie locale ou générale, selon le désir des femmes. Celles qui viennent le voir sont des mineurs sans autorisation.

« Comment résister à une gamine de quinze ans qui ne veut pas de sa grossesse, mais qui est terrifiée à l'idée d'en parler à ses parents ? » Il y a aussi des étrangères et des femmes ayant dépassé les dix semaines fixées par la loi : « Après quatorze semaines, les femmes vont plutôt à l'étranger, explique François. Un avortement en clinique nécessite un anesthésiste et un instrumentiste en plus du médecin. Autrement dit, trois personnes parfaitement d'accord sur ce qu'elles font. Impossible de cacher le degré d'avancement d'une grossesse, et cela pour une raison pratique : plus elle est avancée, plus grande est la sonde que l'on utilise. A douze semaines, elle a 12 centimètres, à treize semaines, 13 centimètres... » Et puis, il y a les limites personnelles, ajoute François. « Au-delà de quatorze se-

maines, il s'agit d'une intervention d'une tout autre nature que je ne veux pas apprendre », insiste-t-il.

Fera-t-il des avortements illégaux encore longtemps ? « Non, certainement pas », répond-il sans hésitation, quoiqu'il n'y a pas grande différence entre la pratique routinière d'IVG et celle des chirurgiens qui à longueur de journée scièrent des os, enlèvent des appendices... Mais le contact éphémère avec les femmes qui demandent des IVG « hors cadre légal » lui laisse un goût de frustration. « Il n'est pas innocent d'être enceinte, aujourd'hui alors qu'on ne le désire pas. J'ai toujours un long entretien avant l'intervention, et j'invite les femmes à revenir me voir plus tard. Mais, s'il est facile d'interrompre une grossesse, il n'est toujours pas facile de discuter des causes qui ont amené la femme à s'exposer à cette grossesse... »

Ch. C.

CHIFFRES EN BLANC

S'APPUYANT sur les statistiques des pays ayant légalisé l'avortement bien avant la France, l'Institut national d'études démographiques - INED - évalue à 35 le nombre d'interruptions volontaires de grossesses pour 100 naissances. Soit environ 250 000 avortements par an. Or, depuis 1981, le nombre d'IVG voisine 180 000 (1981 : 180 695 ; 1982 : 181 122 ; 1983 : 182 735). D'où vient donc cet écart de 70 000 ? S'il est possible d'énoncer un certain nombre de facteurs expliquant cette disparité entre les chiffres, il est impossible en revanche de connaître leur amplitude.

En préliminaire à toute discussion on souligne, au minimum de la santé, que ce nombre de 250 000 correspond à une évaluation maximale. Un point de vue partagé par la confédération du Mouvement français pour le planning familial qui penche pour un chiffre plus près des 220 000. Reste toujours une différence importante. Il faut garder à l'esprit

qu'aucun système de recensement de données n'est infaillible (on le sait bien à la santé) et cela même si - comme c'est le cas - il est fait obligation aux hôpitaux et aux cliniques de signaler toutes les IVG pratiquées dans leurs murs.

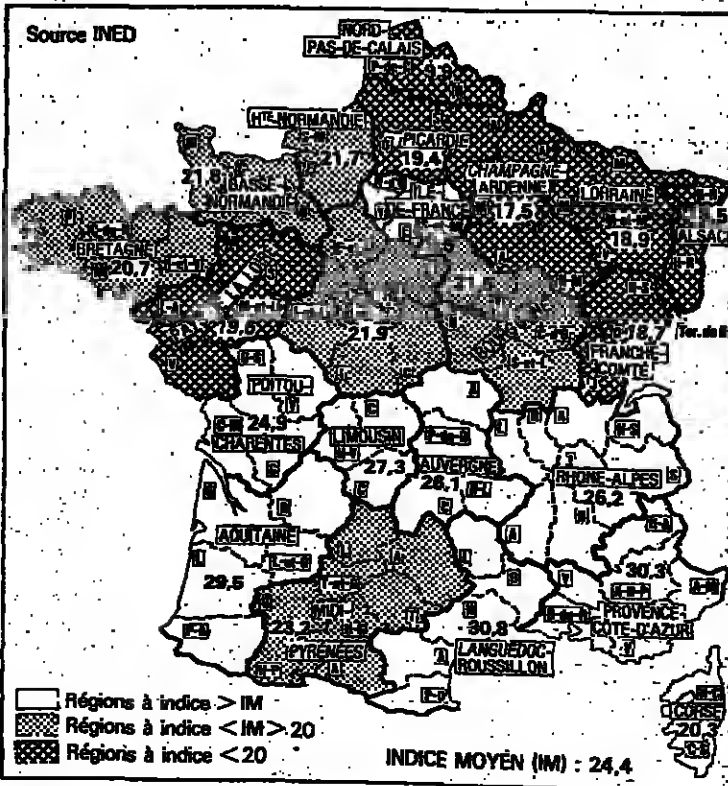
Chantal Blayo, sociologue à l'INED, attire l'attention sur le caractère récent de l'enregistrement des avortements. Une période d'adaptation est inévitable, et celle-ci dure d'autant plus longtemps qu'elle concerne un domaine délicat et controversé.

Sans aucun doute, des établissements mettent par négligence de signaler des IVG : soit, parce qu'ils se laissent noyer par la masse de papiers et de questionnaires qu'on leur demande de remplir depuis quelque temps ou bien parce qu'ils ne mettent pas obligatoirement la meilleure volonté à déclarer des actes qu'ils n'approuvent pas toujours.

Ces négligences tendent cependant à diminuer constate M^{me} Blayo, principalement dans les établissements publics. En revanche, on sait que des cliniques cachent un certain nombre d'avortements pratiqués chez elles, soit pour se soustraire à la fiscalité, soit parce qu'elles ont dépassé le quota fixé par la loi (le nombre d'IVG d'une clinique ne peut pas dépasser 25 % du nombre total d'actes chirurgicaux ou obstétricaux pratiqués dans l'établissement pendant l'année en cours) ; soit enfin parce que les avortements se font en dehors du cadre légal : sur des mineures ne disposant pas d'autorisations parentales, des étrangères n'ayant pas de pièces prouvant leur présence en France depuis plus de trois mois, et, mais plus rarement, sur des femmes ayant dépassé les douze semaines d'aménorrhée.

Ch. C.

INDICE IVG POUR 100 NAISSANCES VIVANTES



Avortements enregistrés en France de 1976 à 1983

Année	Nombre absolu	Avortements pour 100 naissances vivantes	Année	Nombre absolu	Avortements pour 100 naissances vivantes
1976	134 173	18,7	1980	171 218	21,4
1977	150 931	20,3	1981	180 695	22,4
1978	150 417	20,4	1982	181 122	22,7
1979	156 810	20,7	1983	182 735	24,4

Jusqu'en 1982 inclus, bulletins exploités. En 1983, comptage manuel (source INED).

Avortements des Françaises à l'étranger

Année	Angleterre-Galles	Année	Angleterre-Galles	Pays-Bas
1969	500	1975	14 056	9 000
1970	2 267	1976	4 568	
1971	11 988	1977	4 143	1 200
1972	25 189	1978	3 127	800
1973	35 283	1979	3 047	800
1974	36 443	1980	4 117	400
		1981	4 100	
		1982	3 825	
		1983	3 786	

Sources : INED citant pour Angleterre-Galles : l'OPCS ; pour les Pays-Bas : Evert Ketting, De Permanente Registratie Abortus Nederland, 1981, Streezo.

LES CONdamnATIONS DE L'ORDRE

Sept cent quatre-vingt-huit centres hospitaliers, dont quatre cent vingt dans les hôpitaux publics et trois cent soixante-huit dans les cliniques privées, sont habilités à pratiquer des interruptions de grossesse. Plusieurs centaines de médecins sont attachés à ces centres. Or le conseil de l'ordre n'a eu à se prononcer sur aucune infraction à la loi pour l'année 1984.

— En 1983, trois condamnations avaient été prononcées : un avertissement, une suspension de trois mois (dépassement du délai légal de dix semaines, avortement au cabinet) et une suspension de six mois (honoraires abusifs).

— En 1982, une seule et même affaire concernant une clinique parisiennaise dans laquelle couvaient de façon scandaleuse plusieurs médecins

a entraîné (après les condamnations judiciaires) six condamnations, dont quatre radiations, une suspension de deux mois et un avertissement. Il y avait eu en 1981 une radiation et une suspension d'un mois ; en 1980, trois suspensions et deux blâmes ; et en 1979 une radiation et dix suspensions provisoires ou blâmes.

En somme, estime l'ordre, la conception même de la loi de 1975 a empêché que ne se produisent les abus que l'on a pu observer, que l'on observe encore, tant en Grande-Bretagne qu'en Hollande ou aux États-Unis, à savoir, essentiellement, l'ouverture d'offices spécialisés plus ou moins marrons et l'existence de trafics financiers intolérables.

صلى الله عليه وسلم

سكزا من الامم

L'AVORTEMENT 1975-1985

343 PLUS MOI

Simone Iff n'était pas parmi les signataires. C'était un oubli.

Nous disons tout haut
ce qu'on pense tout bas,
nous disons la vérité.

Ce refrain d'une des chansons du Mouvement de libération des femmes résume bien la volonté que nous avions, vers les années 70, d'en finir avec les discours feutrés sur la condition féminine.

Dans les groupes de quartier ou dans les assemblées générales tenues aux Beaux-Arts, les femmes avaient commencé à se parler entre elles. Les histoires lamentables des avortements clandestins revenaient de manière lancinante et toujours poignante.

Les femmes disaient quel acharnement elles avaient dû déployer pour trouver une solution à leur avortement, mais elles étaient convaincues aussi de n'avoir fait que ce qu'elles considéraient leur droit.

Dès son début, le mouvement a posé comme condition indispensable à la libération des femmes, le droit de disposer de leur corps. Or, en cet hiver 1971, on était dans une impasse. Officiellement, les seuls qui parlaient de la nécessité de prendre des mesures contre les conséquences catastrophiques des avortements

imaginer des actions spectaculaires comme celle de l'été précédent où quelques-unes avaient déposé une gerbe à l'Arc de triomphe pour « la femme la plus inconnue, celle du Soldat inconnu ». Se taire, c'était accepter, être complice. Parler, c'était défendre un juste droit, être solidaire.

Comment une poignée de femmes en révolte pouvait-elle dire à tous, et d'abord aux femmes concernées, qu'il fallait en finir avec la clandestinité, la honte, la mort ? Bien sûr, c'est la vérité qui est révolutionnaire ; mais qui oserait briser le mur du silence sur l'avortement... un mot qu'on ne prononçait même pas ?

Le *Nouvel Observateur*, jugeant le problème politique, proposa alors à certaines d'entre nous d'aborder la question sous une forme à définir. Parmi nous, l'unanimité n'existait pas sur la réponse à donner à cette proposition. Pour les nnes, c'était une initiative réformatrice ou de récupération, pour d'autres la question essentielle de l'oppression des femmes n'était pas là, mais la majorité fut enthousiasmée par l'idée d'un manifeste, étant profondément convaincue que c'était un juste combat concernant toutes les

qui n'avaient pas eu à avorter personnellement n'hésitaient pas à manifester leur solidarité ; chacune connaissait des situations d'amies et savait que personne n'a le droit d'obliger une femme à donner la vie quand elle s'y refuse.

On m'a souvent demandé pourquoi mon nom ne figurait pas dans la liste des signataires. C'est un oubli, mais qu'importe... Tant d'autres noms auraient pu y figurer aussi !

Ce manifeste est notre première victoire dans la lutte collective pour le droit à disposer de notre corps. Il est le premier acte à avoir libéré la parole de milliers de femmes et l'origine de bien d'autres actions. Je connais des grand-mères qui à la suite de la publication de ce manifeste ont parlé pour la première fois de leur avortement, devant leurs enfants et petits-enfants ahuris...

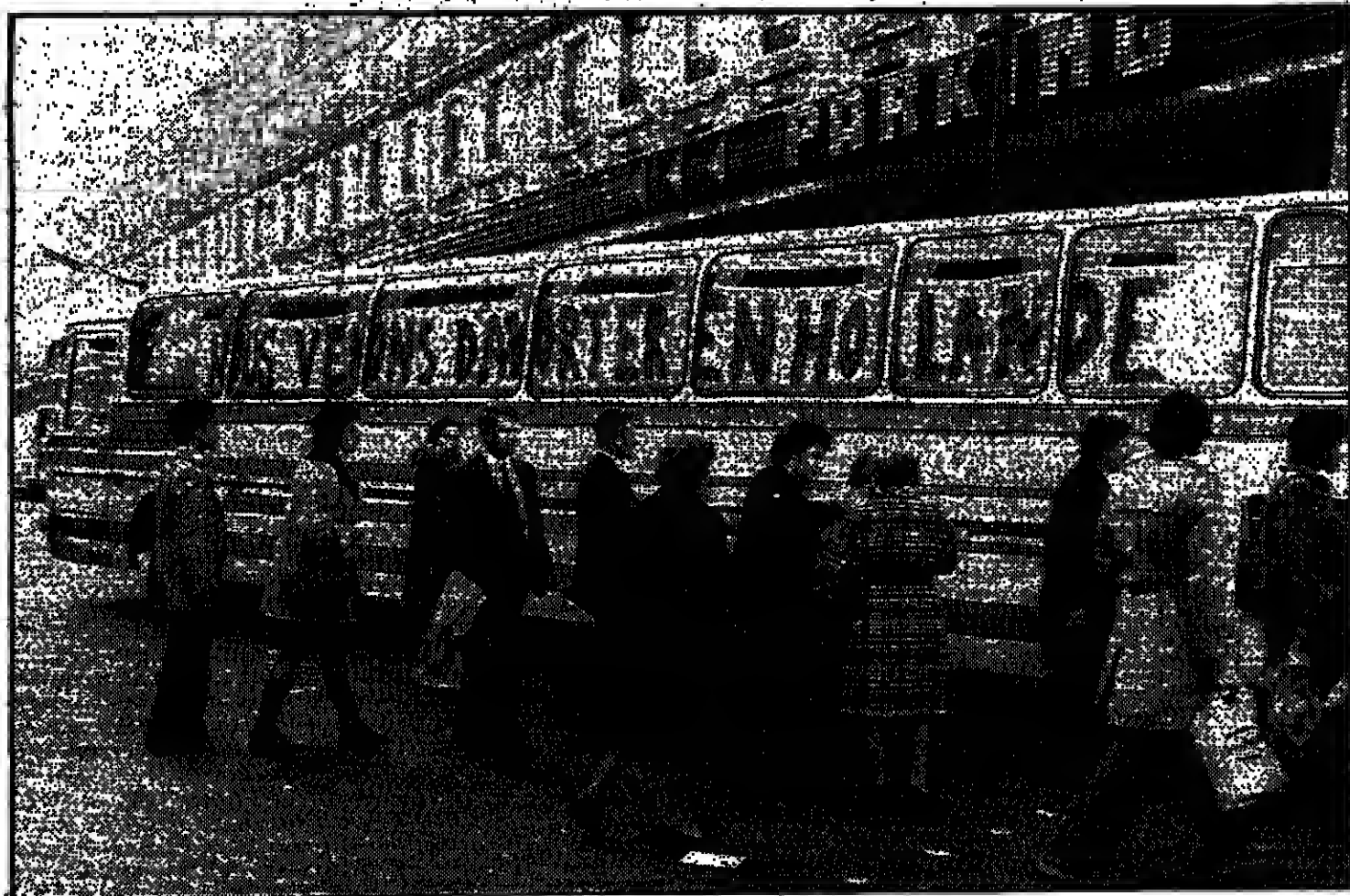
Militante du Planning familial, j'avais découvert depuis longtemps le poids de la culpabilité et du silence liés à l'interdit de l'avortement, bien que beaucoup de gens en soient complices ; mais j'avais aussi découvert que l'interdit jouait différemment selon le

ment et de la contraception » (qui n'est toujours pas autorisée pour les mineures sans autorisation parentale). A cette époque, des femmes étaient inculpées pour avortement. L'une d'elles écrira pour être défendue collectivement : c'était l'avorteuse qui sera jugée dix-huit mois plus tard à Bobigny avec le soutien de Choisir, créé trois mois après la parution du manifeste.

Il a fallu bien des luttes et mettre les autorités législatives et médicales devant l'état de fait en pratiquant ouvertement des avortements pour que « le désordre ainsi créé » oblige à une modification de la loi. Bien des années encore seront nécessaires pour que les femmes relevant de ces nouveaux droits trouvent des solutions en milieu hospitalier français.

Face au droit, la victoire des femmes n'est toujours pas gagnée. En effet, l'article 317 du code pénal — loi de 1920 — n'est pas encore abrogé. Il faut savoir que l'avortement n'est légal qu'à condition de scrupuleusement respecter toutes les restrictions de la loi Veil-Pelletier.

Tout acte médical est réglementé et contrôlé par le code de la santé et le code pénal.



Un autocar du MLAC revenant des Pays-Bas en mars 1974.

n'envisageaient la question que sous l'angle social et médical et jamais comme un droit des femmes à disposer d'elles-mêmes. Des projets de lois étaient déposés : projet Peyret, projet de l'ANEA... Ces projets prévoyaient des commissions où des « sages » auraient seuls et à la place des intéressés décidé celles qui seraient autorisées à avorter en milieu médical.

Ainsi, rien de fondamental n'aurait changé pour les femmes : elles resteraient sous tutelle et toujours soumises. Pas question de leur reconnaître la capacité juridique de décider elles-mêmes.

Il fallait donc trouver d'autres voies que celle des rapports, des commissions, des tables rondes pour faire entendre la colère des femmes et bousculer leurs discours filandréux, prendre l'initiative,

femmes : en elle résonnait l'affirmation de Simone de Beauvoir : « La libération des femmes commence au ventre ».

Dès que Simone de Beauvoir a connu le projet d'un manifeste à publier, elle n'a pas hésité un instant à soutenir cette action qui mettrait en évidence et avec éclat l'existence du problème et les drames de l'avortement clandestin ou de l'impossibilité d'avorter.

Il fallait faire signer ce texte. Le plus difficile fut de trouver les téléphones de toutes celles à qui nous pensions. Depuis, j'ai souvent recueilli des signatures pour diverses pétitions ou manifestes, mais jamais je n'ai retrouvée une telle rapidité d'adhésion et de compréhension immédiate. Même celles

milieu social et culturel, ce qui permettait de comprendre pourquoi certaines solutions étaient tolérées à titre individuel et que jamais ne soit abordé ouvertement le droit pour toutes à l'avortement.

Oui, trois cent quarante-trois femmes reconnaissant publiquement avoir avorté ont mis fin à l'hypocrisie et ont réveillé l'opinion publique !

Les lettres de soutien affluaient, témoignant par exemple : « Je n'avais jamais espéré être vengée des souffrances infligées par des profiteurs de la misère humaine. Je signe avec une joie éclatante... »

Quelques semaines après le manifeste, le Planning familial prenait position lors de son congrès national en « refusant toute législation répressive dans le domaine de l'avorte-

Seul l'acte médical de l'interruption volontaire de la grossesse est encore l'objet de répressions pénales spécifiques. Pourquoi conserver à l'avortement la vieille notion de « faute » ?

C'est pourquoi aujourd'hui encore je me reconnais, avec les militantes du MFPP et bien d'autres, passible des peines prévues par l'article 317 du code pénal pour avoir aidé des femmes à avorter hors du cadre légal : femmes étrangères, mineures ou enceintes de plus de dix semaines.

Il est vraiment long et difficile d'appliquer entièrement aux femmes les grands principes de justice et des droits humains.

SIMONE IFF,
membre du Conseil économique
et social.

L'ENGAGEMENT

Yvette Roudy se souvient.



XAVIER LAMURE

AVRIL 1971. La jeune femme avait parlé, le raisonnement avait été énoncé, mais les injustices dénoncées, trois ans plus tôt se voyaient encore comme le nez au milieu de la figure — la figure pompidolienne de la France. Avec les quatre vérités de mai il y avait toujours des libertés à conquérir. Les slogans métaphoriques sur les murs avaient rappelé aux femmes qu'elles étaient des « colonisées de l'intérieur » et relancé le mouvement féministe assoupi. Les hommes pensaient que ces égales si proches n'avaient plus rien à obtenir depuis qu'ils leur avaient accordé tous les droits : le droit à l'instruction, le droit de vote, sans omettre le droit coutumier d'empoigner le rouleau à pâtisserie.

Mais, pour les féministes, la loi, devait aux femmes une liberté de plus : il fallait qu'elles disposent de leur corps, qu'elles puissent avorter quand elles ne voulaient pas d'enfant.

Mme Yvette Roudy, « la » ministre des droits de la femme, se souvient : « Nous étions en avril 1971. Colette Audry m'a téléphoné : veux-tu signer le manifeste ? Je n'ai pas hésité. J'ai trouvé tout de suite que c'était formidable du point de vue tactique. » Trois cent quarante-trois intellectuelles se mettaient à faire la nique à la justice en avouant qu'elles avaient elles-mêmes avorté.

« On ne savait pas ce que ça allait donner. Nous encourions des poursuites, mais nous étions nombreuses et bien armées. J'aurais refusé qu'une ouvrière signe. C'était trop risqué. » La justice ne bronchait pas, la cause paraissait donc gagnée et l'hypocrisie démasquée. « Quelques-unes n'ont pas voulu signer : elles avaient peur. » Toutes n'avaient pas avorté mais en s'accusant d'un crime qu'elles n'avaient pas commis, leur solidarité devenait exemplaire. « Plus tard, quand nous serons plus vieilles, peut-être dirons-nous la vérité... »

Inquiètes tout de même de s'être si gravement mises hors la loi, « Irma Rapuzzi, cette ancienne militante féministe, sénateur de Marseille, m'avait dit : « Attention, ça sent le soufre. » Colette Audry, qui avait rédigé le manifeste, n'avait eu

en rentrant chez elle que ce mot à son fils : « Je me suis conduite comme une vieille dame indigne. » Mais le lendemain, quand M^{me} Roudy retrouva ses « camarades », de la Convention des institutions républicaines, « il n'y avait pas une tête qui dépassait ». Elles étaient sûres de leur bon droit : « il fallait arrêter tous ces massacres du samedi soir ».

Le Manifeste des trois cent quarante-trois — « les trois cent quarante-trois salopes » comme les appelaient alors leurs adversaires — précipite la législation de l'avortement. Il y eut la bataille politique, les débats à l'Assemblée, où l'on apportait des fustes dans des bocaux. Il y eut l'Eglise, « mais je n'ai jamais vu un évêque baptiser un avorton », et, dans la rue, cinquante mille femmes qui manifestaient avec « l'idée de ne pas se laisser dicter une loi par la nature ». Le pouvoir libéral cède sous la pression, et M^{me} Roudy reconnaît à M^{me} Vall la couraga d'avoir fait plier les plus déterminés dans son camp. « Pourtant je n'ai pas pardonné à cette loi de n'avoir pas pris en compte l'information sur la contraception. Ça n'était, jusqu'au jour où j'ai fait voter le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale, qu'une loi bourgeoise. »

Aujourd'hui, le remboursement semble avoir rendu la loi plus légale encore, et la liberté d'avorter, dernière grande conquête du féminisme, est pour M^{me} Roudy une éclatante victoire contre l'hypocrisie sociale : la Suisse opulente pour les favorisées et la France sordide pour des millions d'autres. Toutes celles qui en mouraient, les mutilées. Les recettes de bonnes femmes, les instruments misérables qui ambroient et tuent. L'angoisse et le sang. Avec le code pénal qui ne pouvait empêcher une femme décidée, mais qui voulait en faire une criminelle et qui la punissait avant de la condamner en la mettant dans le danger de la clandestinité. Avec enfin la curetagé à vif, le châtimement de médecins toujours prompts à mettre de l'ordre moral dans les conséquences de la sexualité.

CHRISTIAN COLOMBANI

L'AVORTEMENT
1975-1985

ÉTAPES D'UNE BATAILLE POLITIQUE

Du procès de Bobigny à la Sécurité sociale.

● 1969. — Création de l'Association nationale pour l'étude de l'avortement (ANEA).

● 1970. — L'ANEA rédige le premier projet de loi et le soumet à la Commission des affaires sociales présidée par le docteur Peyret. Le projet est modifié par l'Ordre national des médecins. La « proposition de loi Peyret » est rejetée et mise au tiroir au ministère de la santé.

— L'association Laissez-les vivre est créée.

● 1971. — Robert Boulin, ministre de la santé, se déclare favorable à un assouplissement de la législation.

— Déclarations de la Fédération protestante de France et du PCF pour la libéralisation; 600 médecins signent un manifeste en ce sens;

— proposition de loi Caillaud;

— création de l'association Choisir;

— marche internationale des femmes pour l'abolition des lois contre l'IVG;

— publication d'un Livre blanc de l'avortement.

● 1972. — Charte des médecins de l'ANEA — certains décident de pratiquer des IVG en cas de menace grave pour la santé de la femme, de risque de malformation du fœtus, de maladie mentale de la mère, de viol ou d'inceste, chez les mineures de moins de quinze ans ou sur indications

sociales d'une gravité indiscutable.

— un décret crée des centres et des établissements d'information sur la contraception;

— procès de Bobigny: une jeune fille de dix-sept ans comparait devant le tribunal pour enfants, avec sa mère, sous l'inculpation d'avortement. Les professeurs Milliez, Jacques Monod, François Jacob... témoignent au procès.

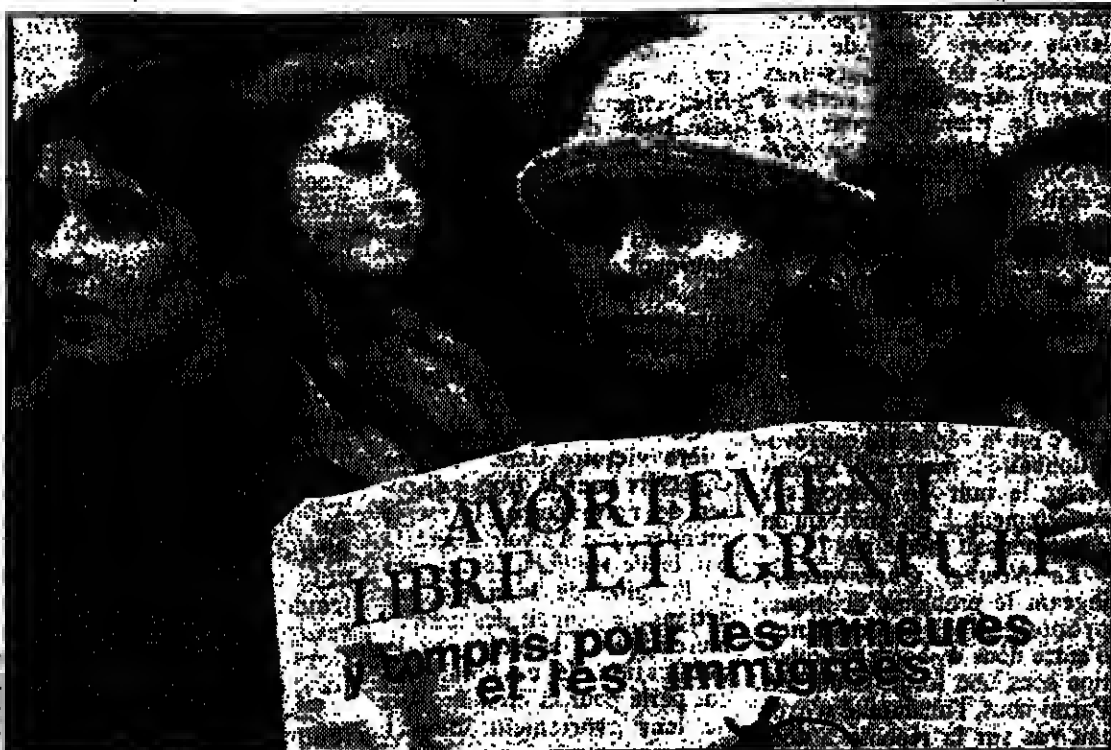
● 1973. — Manifesté pour le respect de la vie;

— manifesté des 331 médecins, puis de 260 médecins et personnalités. « Nous avons fait des avortements, voici pourquoi ». Appel de 10 031 médecins puis de 3 422 juristes et de 343 universitaires pour le respect de la vie;

— premier projet de loi: la légalisation de l'IVG n'est envisagée que dans trois cas: risque pour la santé physique, mentale ou psychique de la mère, risque élevé de malformation congénitale, grossesse consécutive à un acte de violence ou à un acte criminel;

— le gouvernement sort un texte signé de MM. Messmer, Taittinger et Poniatowski, qui « oublie » les indications sociales. Après des débats bouillants, le projet est enterré;

— création du MLAC (Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception).



— une IVG publique est effectuée à l'hôpital Saint-Antoine;

— propositions de lois PCF, PS, PSU et réformatrices.

● 1974. — Prise de position du conseil de l'Ordre, dans une lettre aux députés. Manifestation nationale pour la libéralisation. Publication du rapport Berger: (attitudes et opinions en présence).

Mme Simone Veil, ministre de la santé de M. Giscard d'Estaing, est chargée de la mise au point d'un projet. Son

texte, vivement attaqué par les tenants de l'abstinence, obtient un vote positif de l'Assemblée nationale, malgré de nombreuses abstentions dans les rangs de la majorité d'alors. Son projet « pour une loi applicable, dissuasive et protectrice » est accepté, et l'Assemblée vote une loi provisoire pour cinq ans, durant lesquels les termes de l'article 317 du code pénal sont suspendus.

● 1975. — La loi du 17 janvier est promulguée. Elle rend

licites certaines formes d'avortement et interdit toute incitation à sa pratique (peine d'emprisonnement et amendes);

— la loi est appliquée avec difficulté dans les hôpitaux et on évoque la possibilité de pratiquer l'IVG en dehors des établissements hospitaliers;

— trois décrets achèvent de généraliser la contraception;

— quatre textes lèvent les derniers obstacles réglementaires à l'application de la loi.

● 1978. — Outre la limite des dix semaines de délai, la loi impose que l'IVG ne peut avoir lieu qu'après un entretien social, deux consultations médicales et une semaine de réflexion. Pour les mineures, l'autorisation d'un des deux parents est obligatoire. Les étrangères doivent prouver qu'elles résident en France depuis plus de trois ans.

● 1979. — A l'échéance des cinq ans d'essai de la loi, diverses propositions de loi sont déposées (PC, PS) et une campagne « Liberté IVG » est lancée par le PS. Le conseil de l'Ordre prend position pour le maintien de la loi.

— affaire de la Pergola: des médecins ayant pratiqué des IVG hors des délais légaux sont inculpés;

— le projet de loi est adopté par l'Assemblée, puis rejeté par le Sénat. Nouveaux débats;

— manifestation nationale pour la liberté de l'IVG.

● 1980. — Le 1^{er} janvier, la loi définitive sur l'IVG est promulguée. Le ministère de la santé met en place les moyens d'appliquer strictement la loi.

— affaire de la Pergola: les médecins sont sévèrement condamnés, certains interdits d'exercice.

● 1982. — Un décret précise les obligations des hôpitaux publics.

● 1983. — Remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale.

L'HISTOIRE ET LES COUPABLES

Qui punissait-on, et pourquoi?

AVORTEMENT et civilisation ont longtemps fait bon ménage. Certes, dans les premières communautés humaines, fondées sur le matriarcat, l'homme se préoccupait d'abord de la subsistance de sa tribu, confiant aux femmes le soin des enfants. Le lien entre l'acte sexuel et la naissance était mal établi encore et chaque enfant appartenait à la communauté, si bien que l'avortement n'existait pas, formellement.

Il apparaît au moment où la notion de propriété privée prend le pas sur le phénomène de la vie communautaire. Alors commence le patriarcat: le père s'approprie les terres, les bêtes, les femmes et les enfants, nés ou à naître. Toute atteinte portée à l'enfant dans le sein de sa mère devient un préjudice dont le père se venge en punissant le coupable.

L'avortement est pratique courante jusqu'au début du christianisme. Chez les peuples de l'Antiquité l'intervention est jusqu'à de la responsabilité des sages-femmes. Aspasia, maîtresse de Périclès, l'enseignait même ouvertement à la jeunesse grecque. Seul Hippocrate, dans son Serment, le condamne pour le nombre des décès qui lui sont consécutifs, en raison de l'utilisation intra-vaginale ou intra-utérine d'instruments douteux. Les avortements provoqués accidentellement par des saignées, des exercices physiques ou des mouvements de gymnastique violents n'étaient, semble-t-il, pas visés par Hippocrate. Mais la polémique morale allait commencer: un célèbre orateur se demandait déjà si le fœtus devait être considéré comme un être vivant ou non.

Dans la Gaule du début de l'ère chrétienne, le père a droit de vie et de mort sur sa femme et ses enfants. Il a donc le droit de décider d'interrompre la grossesse de sa femme. A Rome, le père est également possesseur absolu des biens et des personnes. L'avortement est donc couramment utilisé, parfois même par coquetterie, la Romaine espérant ainsi retarder l'apparition des traces de vieillissement.

Pour réagir contre ces pratiques, la République romaine récompensera les pères de nombreux enfants et frappera les célibataires de lourds impôts.

Très tôt, le christianisme réfléchit à l'avortement. Condamné par la littérature du I^{er} siècle, il est admis, au II^e siècle, par Athénagoras pour « raisons médicales sérieuses ». Mais l'Eglise affirme très vite qu'« à la fraction de seconde de sa fécondation, l'ovule doit être considéré comme une âme immortelle ayant droit au baptême ».

A l'époque franque, l'empire très chrétien de Byzance applique cette doctrine religieuse, et la femme « coupable » est fustigée et temporairement reléguée.

Bien qu'il ne considère pas le fœtus comme un être vivant, le code Justinien (529) établit pour la première fois des sanctions juridiques pour l'avortement « provoqué par l'absorption de boissons abortives ».

Jusqu'au XVI^e siècle, le pouvoir royal ne se saisit pas du dossier et l'abandonne à l'Eglise. Pour la première fois à la fin du Moyen Âge, les critères sociaux sont pris en considération. On fait alors la distinction entre la femme qui détruit son enfant en raison des difficultés qu'elle aurait à le nourrir et celle qui n'a d'autre but que de dissimuler son « crime de fornication ».

Au XVI^e siècle, Charles Quint est le premier rédacteur d'un code pénal (Carolina) dont un article stipule que l'avortement est assimilé au crime (à l'infanticide), sauf s'il n'est pas intentionnel, et passible de la peine de mort par le pal.

En 1556, Henri II publie son célèbre « Edit sur le recel de grossesse ». Plusieurs femmes sont pendues, brûlées vives ou suppliciées.

Au XVII^e siècle, l'édit d'Henri II est toujours en vigueur. La contraception est également réprimée: si la femme prend des breuvages pour ne pas concevoir ou « procurant la sortie du fœtus déjà animé », elle peut être jetée à la mer ou suppliciée.

Au XVIII^e siècle, la thèse de l'« animation » du fœtus est en vigueur dans toute l'Europe. « Il faut punir plus sévèrement ceux qui tuent un enfant déjà formé que ceux

qui préviennent le temps de l'animation ». En 1771 la vie du fœtus prime sur celle de la mère; on trouve à l'article « Accouchement » dans l'encyclopédie de J.-P. De Bruxelles: « Si on ne peut sauver la femme que par le sacrifice de l'enfant, la loi veut que la mère soit sacrifiée, et cette loi est une loi de religion, qui ne considère que le salut de l'âme de l'enfant... ».

En 1791, nouveau changement: la femme bénéficie de l'impunité totale, mais le « séducteur et complice », convaincu d'avoir par tout moyen permis l'avortement d'une femme enceinte, est « puni de vingt années de fer ». En 1806, le décret du 4 juillet oblige les médecins à déclarer les interruptions de grossesse.

1810: un crime

En 1810, le code dit « code Napoléon » « rétablit l'injustice que constitue la condamnation du complice seul ». L'avortement devient un crime passible des assises. L'article 317 du code pénal réprime sévèrement la femme et tous ceux qui auraient aidé à son avortement. (Il est toujours en vigueur, mais ne s'applique pas aux avortements accomplis selon les directives de la loi de 1979.)

De 1885 à 1890, les théoriciens natalistes et les malthusiens s'affrontent violemment. Avant 1914, les féministes, telle Nelly Roussel, revendiquent le droit à la maternité

comme le droit à la libre disposition de leur corps.

Après les 1 390 000 morts de la première guerre mondiale en France, les natalistes s'alarment. Afin de mieux réprimer les avortements, certains — y compris des médecins — proposent la levée partielle du secret médical. Sans succès. Le 31 juillet 1920, une loi renforce l'article 317 du code pénal, pour prévenir l'avortement et lutter, après la fin de la Grande Guerre, contre la dénatalité et la propagande anticonceptionnelle.

Le 23 mars 1923, une loi correctionnalise la répression (acquiescements exceptionnels) et institue un « délit d'intention ». On peut être condamné pour la « prescription d'un médicament supposé abortif à une femme supposée enceinte, mais qui ne l'était pas ».

En 1939, un décret-loi rend obligatoire la déclaration auprès des maires ou des commissaires de l'exécution de tout diagnostic biologique de la grossesse, sous peine d'amende, d'emprisonnement et de fermeture du laboratoire d'analyse en infraction. Le décret étend le champ de la répression, les mesures prises jusqu'alors n'ayant pas eu, sur le plan de la démographie, le succès escompté. Sous le régime de Vichy, la propagande pour la natalité bat son plein et les avortements sont considérés comme des « assassinats de la patrie »: la loi du 15 février 1942 fait de l'avortement « un crime contre

l'embryon, contre la société, l'Etyat et la race ». Aucun recours n'est possible, et les sentences sont appliquées immédiatement, sans circonstances atténuantes.

L'année suivante, Marie-Louise Giraud, une blanchisseuse accusée de vingt-six avortements, est condamnée à mort. Elle a été la dernière femme exécutée en France, le 30 juillet 1943.

Le 5 février 1946, un décret fixe la liste des objets susceptibles de provoquer l'avortement, objets interdits à la vente et à l'exposition. De 1955 à 1958, plusieurs décrets interdisent l'offre, la vente, la distribution des remèdes et sondes intra-utérines susceptibles de favoriser l'avortement.

En 1967, le vote de la loi du 28 décembre, dite « loi Neuwirth » autorisant la contraception en France, relance avec plus d'acuité le problème de l'avortement. Cette loi n'est qu'une demi-victoire; par manque de moyens, elle interdit toute propagande antinataliste et toute publicité concernant les contraceptifs dans les revues grand public.

Dès lors, décrets, propositions de lois, manifestations, réunions et débats vont se succéder à un rythme accéléré, mais il faudra attendre huit ans pour que la loi libéralise effectivement l'avortement, à l'essai pour cinq ans, soit publiée. Cinq autres années pour qu'elle soit confirmée.

MICHELLE EVIN.

LE « NOIR »
Eglise catholique

EN apparence, l'Eglise catholique n'a pas changé d'un iota. Mais, à l'intérieur, elle est en pleine mutation. Depuis le concile Vatican II, elle est devenue plus ouverte, plus humaine. Elle a accepté de regarder le monde avec ses yeux, et non plus à travers ses lunettes. Elle a compris que le monde n'est pas son ennemi, mais son frère. Elle a compris que le monde a besoin de sa lumière, et non de sa condamnation.

En 1968, le pape Paul VI a prononcé une phrase qui a marqué l'histoire: « Le monde est notre frère, et non notre ennemi ». Cette phrase a été interprétée comme une invitation à l'ouverture, à la dialogue, à la compréhension. Elle a été interprétée comme une invitation à la paix, à la justice, à la fraternité.

Mais, à regarder de plus près, on voit que le monde n'est pas si simple. Il est complexe, il est divers, il est changeant. Il est un défi pour l'Eglise, qui doit trouver le moyen de rester fidèle à ses principes tout en étant ouverte au monde. C'est un défi qui n'est pas facile, mais qui est nécessaire.

On voit donc que le monde n'est pas si simple. Il est complexe, il est divers, il est changeant. Il est un défi pour l'Eglise, qui doit trouver le moyen de rester fidèle à ses principes tout en étant ouverte au monde. C'est un défi qui n'est pas facile, mais qui est nécessaire.

Le monde n'est pas si simple. Il est complexe, il est divers, il est changeant. Il est un défi pour l'Eglise, qui doit trouver le moyen de rester fidèle à ses principes tout en étant ouverte au monde. C'est un défi qui n'est pas facile, mais qui est nécessaire.

150 من الامم

L'AVORTEMENT 1975-1985

LE MONDE AUJOURD'HUI
DIMANCHE 10-LUNDI 11 FÉVRIER 1985 IX

LE «NON» DE ROME

L'Eglise catholique pourra-t-elle évoluer ?

● 1978. — Outre la limite des dix semaines de délai, il est imposé que l'IVG ne peut avoir lieu qu'après un entretien social, deux consultations médicales et une semaine de réflexion. Pour les mineures, l'autorisation d'un des deux parents est obligatoire; les étrangères doivent prouver qu'elles résident en France depuis plus de trois ans.

● 1979. — A l'échec de cinq ans d'essai de la loi, diverses propositions de loi sont déposées (PC, PS) et une campagne « Libérez l'IVG » est lancée par le PS; le conseil de l'Ordre prend position pour le maintien de la loi.

— affaire de la Pergola des médecins ayant pratiqué des IVG hors des délais légaux sont inculpés.

— le projet de loi est adopté par l'Assemblée, puis repoussé par le Sénat. Nouveaux débats.

— manifestation nationale pour la liberté de l'IVG.

● 1980. — Le 1^{er} janvier, loi définitive sur l'IVG est promulguée. La médecine de santé met en place les moyens d'appliquer strictement la loi.

— affaire de la Pergola: les médecins sont sévèrement condamnés, certains interdic- d'exercice.

● 1982. — Un décret précise les obligations de la loi.

● 1983. — Remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale.

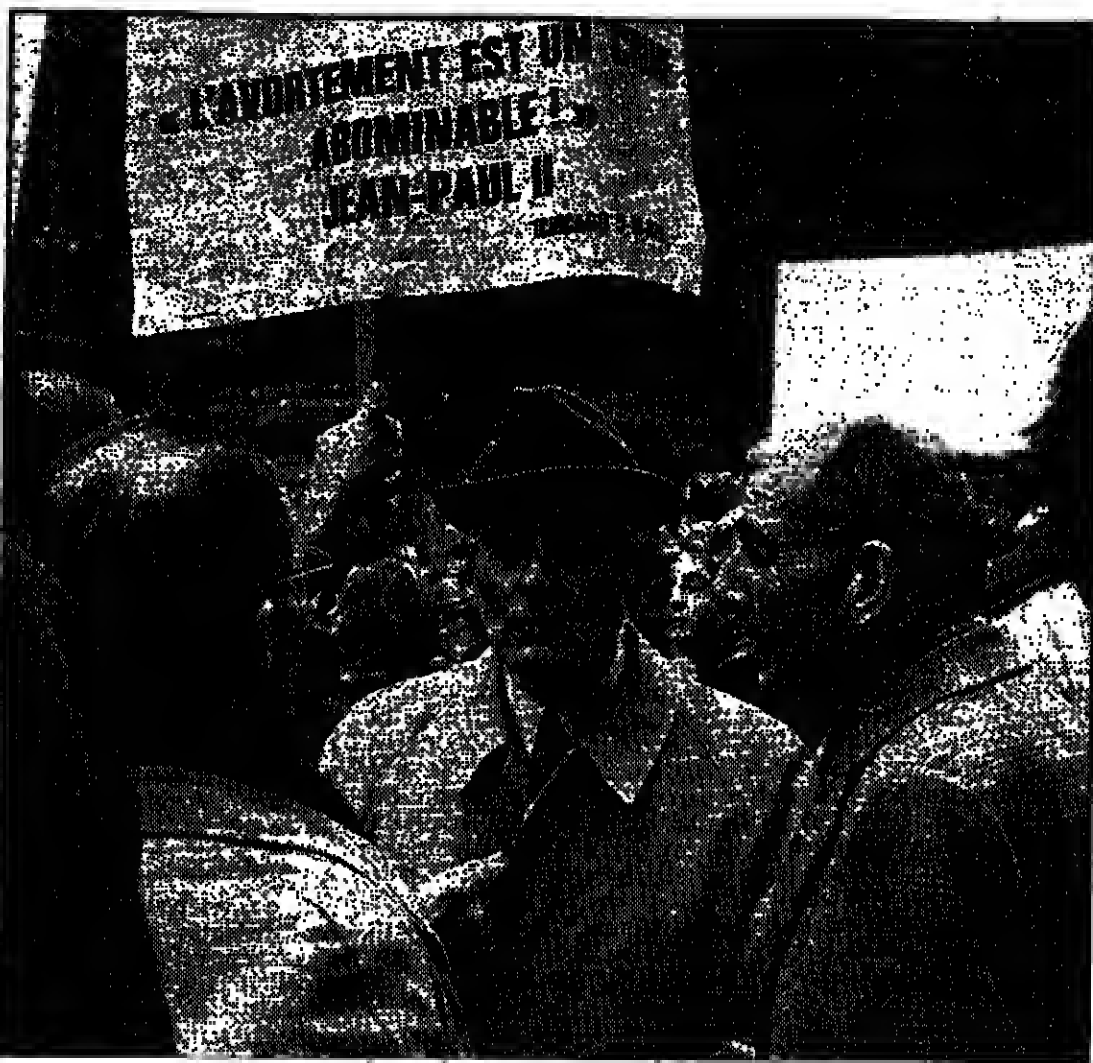
EN apparence, l'Eglise catholique n'a pas bougé d'un iota dans sa condamnation sans appel de l'avortement. Depuis le deuxième siècle, où Tertullien écrivait : « Il est déjà humain celui qui sera un homme » et la Didaché, de façon encore plus précise : « Ceux qui tuent leur enfant dans le sein de sa mère tuent l'image de Dieu », jusqu'à l'exhortation apostolique de Jean-Paul II *Familiaris consortio*, où le pape stigmatise « la plaie de l'avortement », le langage de l'Eglise n'a guère varié.

En voici un petit florilège depuis cinquante ans : « le meurtre direct d'un innocent » (Pie XI, 1930), « un crime abominable » au même titre que l'infanticide (constitution conciliaire *Gaudium et spes*, 1965), « un homicide » (Paul VI, 1970), « objectivement un mal, une atteinte radicale à la vie humaine, une œuvre de mort » (le cardinal Marty, 1975), « la suppression d'un être humain, un acte de mort, une faute grave » (l'épiscopat français, 1979).

Mais, à regarder de plus près, depuis le concile, on avait assisté à un déplacement subtil d'accent, soulignant davantage le mal objectif que la culpabilité subjective de l'acte. C'est ainsi que la notion de « crime », « meurtre », « infanticide », « homicide » avait cédé la place à celle de « mal objectif », « œuvre de mort ». Or, il est intéressant de noter que la condamnation des évêques français de 1979 réintroduit la notion de culpabilité en parlant à nouveau de « faute grave ».

Que s'est-il donc passé entre 1975 et 1979 qui expliquerait ce retour en arrière ? L'élection, en 1978, de Jean-Paul II. Celui-ci, en effet, depuis son élection, n'a cessé, à Rome et lors de chacun de ses voyages à travers le monde, de condamner l'avortement dans les termes les plus sévères. Déjà, dans son livre *Amour et responsabilité*, publié en polonais en 1962, le cardinal Wojtyła, alors archevêque de Cracovie, avait qualifié l'avortement de « faute grave ».

Une autre raison pour ce nouveau durcissement de la



position de l'épiscopat français, c'est sans doute l'évolution, chez certains théologiens d'avant-garde, d'une réflexion qui commençait à remettre en question l'intransigeance de la doctrine traditionnelle concernant l'avortement. Fin 1972 début 1973 — c'est-à-dire après le manifeste des 343 femmes qui déclaraient avoir recouru à l'avortement, et avant la loi Veil de 1975, — des publications catholiques s'étaient mises à débattre d'une question jusque-là tabou.

Qu'est-ce qu'un embryon ?

Les arguments de ceux qui questionnaient la doctrine traditionnelle tournaient tous autour de la question fondamentale : qu'est-ce qu'un embryon ? Question complexe que l'Eglise avait — trop vite ? — tranchée, et que la science traitait avec beaucoup plus de

circonspection, soucieuse d'en montrer toute la complexité. L'Eglise elle-même, au demeurant, a mis beaucoup de temps avant d'arriver à sa conviction actuelle que l'âme est créée « dès la conception ».

Pour la théologie médiévale, par exemple, l'embryon avait d'abord une « âme végétale », puis une « âme animale », et ce n'est que plus tard — pour les uns à la cinquième ou sixième semaine, pour les autres à la section du cordon ombilical — que Dieu lui « infusait une âme spirituelle », qui faisait de lui un sujet proprement humain. Autrement dit, on ne considérait l'embryon comme humain à part entière qu'au bout d'un certain temps de son évolution.

Et sur cette question précisée, les mêmes doutes existent pour la science actuelle qu'au treizième siècle. Si les généticiens nous disent que la singularité génétique du nouvel organisme est acquise dès la

formation de l'œuf, on ne peut pas en déduire qu'il s'agit déjà d'un être humain. Le cerveau — et c'est celui-ci qui caractérise l'homme — met un long temps à se former et à prendre une autonomie de fonctionnement. C'est pourquoi l'embryon ne devient un être humain à part entière que progressivement, sans qu'on puisse préciser exactement à partir de quel moment.

Cette incertitude a modifié l'opinion de plusieurs moralistes catholiques, qui ne peuvent plus admettre la condamnation catégorique et absolue du magistère romain. Déjà en 1972, dans un numéro spécial de la revue dominicaine *Lumière et Vie*, Jacques Pohier faisait remarquer que les critères biologiques pour déterminer le stade de « l'être humain déjà » du développement de l'embryon n'étaient pas évidents. Le critère du code génétique, en place dès la fertilisation, n'est pas satisfai-

sant, puisqu'un pourcentage assez élevé d'ovules fertilisés, même nidifiés, sont expulsés naturellement. Faut-il parler de la mort d'êtres humains ? Evidemment pas.

Mais c'est surtout un numéro de la revue jésuite *Etudes*, paru en janvier 1973, qui attira les foudres hiérarchiques. Ayant recours à un autre critère pour définir l'être humain — ses relations aux autres, — Bruno Ribes, alors directeur des *Etudes*, écrivit : « Il y a lieu de distinguer entre vie humaine et vie humanisée; si véritablement l'individu n'est humanisé que dans le rapport à l'autre, par et pour les autres, s'il reçoit son être propre des autres, la relation de reconnaissance est révélatrice, sinon instauratrice, du caractère pleinement humain de l'être en gestation. » Voyant le danger pour la doctrine traditionnelle de cette argumentation — un embryon non voulu ni reconnu par sa mère ne serait pas pleinement humain, — le cardinal Marty, alors archevêque de Paris, était intervenu pour rappeler la revue *Etudes* à l'ordre.

Entre le « quasi-rien » et le « tout »

L'argument esquissé dans les *Etudes* fut développé par d'autres théologiens. Parlant du seuil à partir duquel la suppression de la vie de l'embryon deviendrait criminelle, Philippe Roques, ex-dominicain, écrivait : « Il s'agit d'un processus continu. Au début : quasi-rien; au terme : un enfant. Une différence qualitative est progressivement apparue, car une cellule fécondée n'est pas un enfant. Mais il y a un autre seuil qui pourrait nous guider : celui où une femme accepte ce qu'elle porte en elle et instaure, par rapport à « cela », une relation qui le pose comme un... autre... qu'elle-même. »

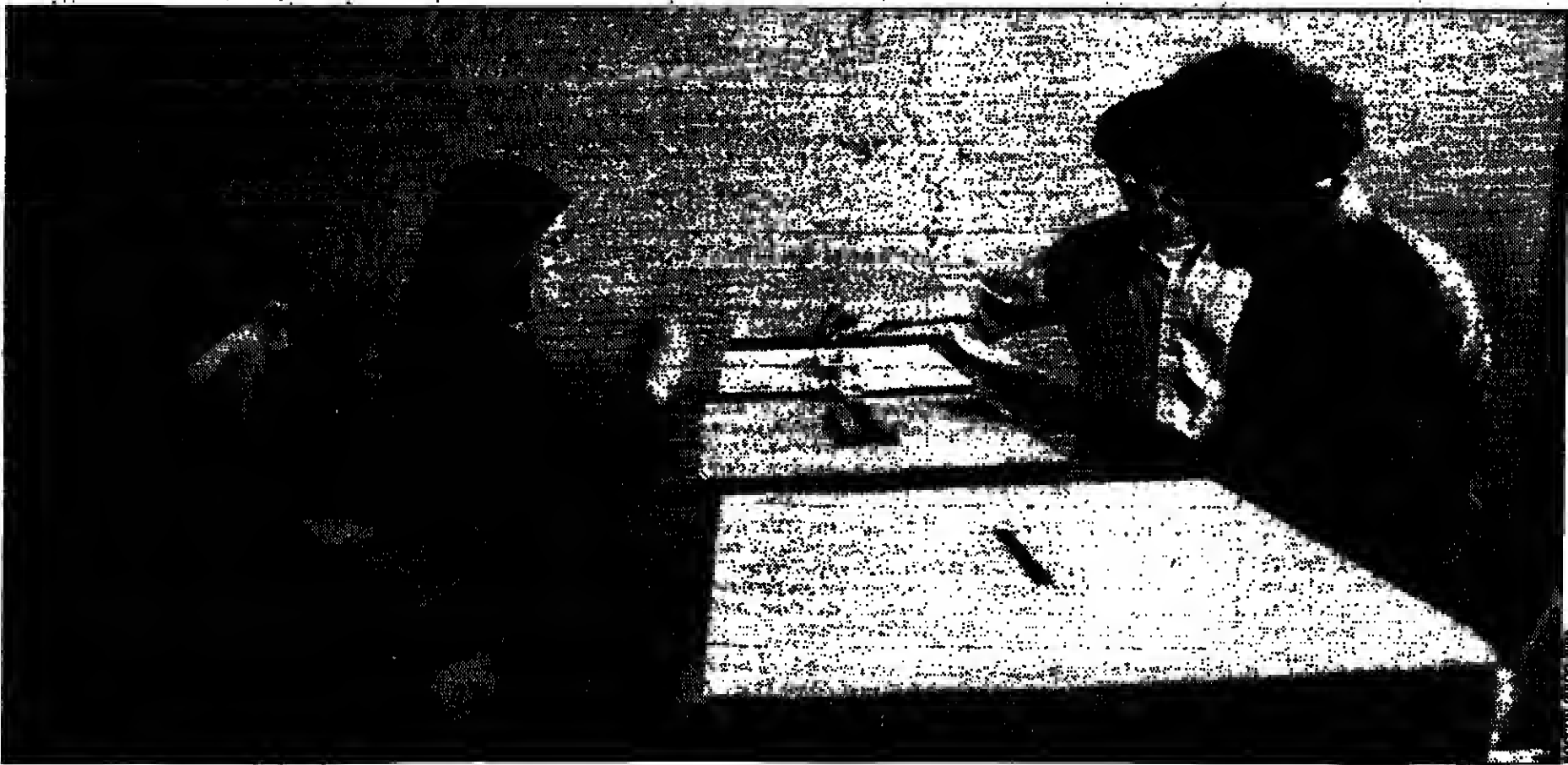
La même idée est exprimée par un autre jésuite, le Père Patrick Verspieren, directeur de la revue du centre Laennec, lorsqu'il s'interroge sur le caractère homicide de l'avortement : « L'embryon est-il une personne humaine ? », demande le Père Verspieren.

« Ce n'est encore qu'une chair vivante structurée : quasi-rien d'un certain côté; mais de ce quasi-rien nous sommes tous issus. Quasi-rien qui nous renvoie au mystère de notre propre origine. En un embryon, je ne peux en fait ni reconnaître une personne humaine ni nier son rapport avec l'humanité. Mais je ne me sens pas tenu de protéger tout embryon autant que je me sens appelé à prendre, selon la mesure de mes moyens, la défense de toute personne humaine menacée, surtout si elle est faible. »

Depuis ces tâtonnements chez les moralistes catholiques les plus avancés, la hiérarchie cherche à mettre fin à tout débat. Déjà Paul VI s'était prononcé contre l'avortement plus de trente fois pendant ses quinze ans de pontificat. Et Jean-Paul II a dû en faire autant depuis les six ans qu'il est pape, d'une manière autrement vigoureuse... L'épiscopat français a suivi le mouvement. Après une position plutôt nuancée en 1979, où les évêques insistaient sur le droit des consciences et ne niaient pas le côté positif de la loi de 1975, ils ont à nouveau condamné l'avortement très sévèrement en 1982. Estimant que le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale représentait « un pas de plus vers la banalisation », ils ajoutent : « Une œuvre de mort est présentée et traitée comme un acte de santé, son remboursement comme un acte de justice. C'est une contradiction majeure dans la vie et le droit de la nation. »

Lucides, cependant, les évêques reconnaissent non seulement que « beaucoup de gens sincères ne partagent pas [leurs] convictions », mais encore que « dans les domaines de la contraception et de l'avortement, la majorité des catholiques ne croient plus guère à l'autorité réelle de l'Eglise et de sa mission ». Constatation à laquelle le cardinal Lustiger faisait allusion à l'émission RTL-Le Monde, en disant : « Nous ne sommes pas populaires, mais nous tirons une sonnette d'alarme à l'intention de notre civilisation ! »

ALAIN WOODROW.



ITALIE

Les 17 et 18 mai 1981, l'ensemble des Italiens se rendaient aux urnes pour répondre à cinq questions posées par le référendum. Le sujet vedette fut celui de l'avortement : 70 % des votants ont répondu « non » à l'abrogation de la loi permettant l'interruption de grossesse, mais « non » également, par 88 % des suffrages, à un élargissement de cette loi qui devait être étendue aux mineurs. Vote modéré du peuple italien au moment où l'attentat contre le pape, le 13 mai, l'avait bouleversé.

LA CONTRE-CROISADE AMÉRICAINE

« Abortion stop it ! » Le mot d'ordre avec l'appui de Ronald Reagan.

APRÈS avoir vu les images de *Silent Scream* (« le Cri silencieux »), une bande vidéo réalisée à partir d'une échographie, le président Reagan s'est écrié : « Si tous les membres du Congrès pouvaient voir ce film, ils mettraient rapidement fin à la tragédie de l'avortement... » Dans une séquence saisissante, en effet, on peut voir un fœtus de douze semaines luttant désespérément dans la matrice pour échapper à l'appareil de succion qui finit par le démembrer.

Jusqu'à présent, ce vidéo, tourné par le docteur Bernard Nathanson avec le zèle d'un converti (il fut un des grands champions de l'avortement avant de rejoindre le camp opposé), n'a été présenté qu'à un groupe restreint de journalistes et d'hommes politiques. A la grande déception des groupes contre l'avortement, les chaînes de télévision n'ont pas encore projeté ce document visuel de nature à bouleverser une opinion publique divisée, mais plus encore peut-être incertaine et troublée. Le dernier sondage du magazine *Newsweek* indique en effet que 40 % de ceux ayant exprimé leur opinion déclarent n'être pas sûrs d'avoir raison.

Néanmoins, au cours des derniers mois, les adversaires de l'avortement ont gagné du terrain. Dans le même sondage, 58 % (au lieu de 50 % l'an dernier) des personnes interrogées se déclarent pour l'interdiction de l'avortement sauf en cas de viol, d'inceste ou si la vie de la mère est en danger. 50 % favorisent l'avor-

tement mais avec des restrictions, seulement dans certaines circonstances. Apparemment un malaise subsiste dans de larges secteurs de l'opinion sur les effets de l'avortement légalisé par une décision de la Cour suprême en 1973. Avant cet arrêt, sauf dans certains États, l'avortement était illégal et ne pouvait être entrepris que sur la base de certificats de deux médecins spécifiant les dangers enurus par la mère, tant physiquement que mentalement. Le recours à des psychiatres était fréquent.

La décision de la Cour suprême reconnaît à la femme un droit à l'avortement, mais pas un droit absolu. La Cour en effet limite ses choix. Pendant le premier trimestre de la grossesse, son droit est incontestable, et la Cour a déclaré inconstitutionnels les lois et règlements des États qui en interdisaient ou en restreignaient l'exercice. Ainsi s'est trouvé légalisé l'avortement « à la demande » représentant aujourd'hui 90 % des opérations. Pendant le second trimestre de la grossesse, le droit de la femme est théoriquement maintenu, mais les États sont autorisés à déterminer les procédures et conditions d'application. Pour le troisième trimestre, quand le fœtus est viable, les États ont le droit d'interdire l'avortement sauf dans les cas où la vie de la mère est en danger. A la suite de cette libéralisation, 15 millions d'avortements ont eu lieu au cours des douze dernières années et on évalue à 4000 par jour le nombre des opérations (plus d'un quart du

total des grossesses). Dans l'État de New-York le nombre des avortements est annuellement presque égal à celui des naissances.

Ces chiffres indiquant que l'avortement est entré dans les mœurs, nu en tout cas est accepté par une majorité silencieuse, ont déclenché une véritable croisade, réunissant des éléments modérés mus par de respectables convictions religieuses, mais aussi par une minorité « extrêmement bruyante et fanatisée qui se prétend inspirée par Dieu pour « arrêter le massacre ». Aussi bien le président Reagan, malgré son soutien moral aux « croisés » (« Je suis avec vous » a-t-il déclaré lors de la grande démonstration du 22 janvier dernier) a dû condamner les violences et notamment les destructions à la bombe d'un certain nombre de cliniques. Certains défenseurs de la vie du fœtus apparemment sont prêts à détruire ceux des médecins et des patientes qui ont reçu des lettres de menace. Quelques forcenés ont envahi des cliniques, jeté des boules puantes, se sont enchaînés aux tables d'opération.

Intimidation

Les effets de cette violente campagne sont encore difficiles à apprécier. Elle a certes réussi à intimider quelques médecins, refusant de diriger des cliniques, dont beaucoup doivent maintenant payer des primes d'assurance prohibitives. Mais les excès n'ont sorti de leur torpeur les partisans de l'avortement et du contrôle des

naissances, dont les organisations annoncent une augmentation massive des contributions des particuliers. Les féministes et diverses organisations qui se présentent sous l'étiquette « *Pro choice* » (« Pour le choix »), invoquant le droit à la « liberté de reproduction » croient avoir gagné la bataille en 1973. En fait le combat continue, plus acharné que jamais, et son issue est incertaine. Certes, aucun amendement constitutionnel interdisant ou restreignant l'avortement n'a progressé au Congrès, et la Cour suprême tient bon. En 1983, elle a confirmé sa décision de 1973, ce qui permet aux organisations de continuer avec succès devant les tribunaux les lois ou règlements des États interdisant ou restreignant l'exercice du droit à l'avortement. Ainsi ont été rejetées des mesures qui voulaient imposer le consentement préalable des parents, ou encore la notification au mari de l'opération projetée. Mais plusieurs États mettent au point de nouvelles mesures restrictives en comptant un changement d'attitude de la Cour suprême.

Ce revirement n'est pas impossible. Plusieurs des juges très âgés envisagent de prendre leur retraite; ce qui permettra au président Reagan de choisir des hommes partageant ses convictions. Déjà en 1983, le juge Powell, au nom de la majorité de la Cour, indiquait que les changements de la technologie médicale pourraient amener la haute instance à réviser sa doctrine. En même temps, M^{re} O'Connor,

pour la minorité, affirmait qu'il était raisonnable de prévoir que, « dans un délai rapproché, un fœtus pourrait être viable dans le premier trimestre de la grossesse ». Son opinion est contestée par de nombreux médecins, estimant que le fœtus ne peut être viable avant vingt-quatre semaines. Apparemment la minorité de la Cour, avec les adversaires de l'avortement, spéculent sur les progrès de la technique médicale qui pourraient saper les fondements de l'arrêt de 1973 excluant « la viabilité » du fœtus pendant les douze premières semaines de la grossesse.

La crainte

Pour le moment cependant, 90 % des avortements sont accomplis avant la treizième semaine, et 1 % seulement après la vingtième semaine. Les avortements tardifs (entre la vingt-quatrième et la vingt-huitième semaine), pratiqués sur de très jeunes femmes mal informées ou timorées ou sur des indigentes ne trouvant pas 200 dollars pour l'opération, sont redoutés des médecins. Beaucoup refusent d'opérer après la vingtième semaine, certains même après la onzième semaine. La crainte majeure est celle d'un fœtus vivant au cours de l'opération. Un médecin peut craindre en effet d'être poursuivi par les parents ou ultérieurement par l'enfant handicapé. A Philadelphie, un obstétricien est accusé de meurtre pour n'avoir pas tenté de sauver un bébé né d'un avortement tardif au cours du troisième trimestre et

qui avait vécu quatre-vingt-dix minutes après la naissance manquée.

Un compromis est-il possible entre les « absolutistes » des deux camps, entre ceux pour qui le droit à la vie du fœtus prime toute autre considération, et ceux pour qui les droits de la mère sont jugés prioritaires ? Certains éléments modérés parmi les adversaires de l'avortement veulent favoriser les adoptions, apporter une aide économique aux femmes désireuses d'aller jusqu'au terme de leur grossesse, mais surtout ils sont prêts à accepter un renforcement du contrôle des naissances. Mais, à l'intérieur comme à l'extérieur (la conférence de la population à Mexico-City l'a mis en évidence), l'administration Reagan n'est pas disposée à aider les diverses organisations de contrôle des naissances. Les extrémistes sont plus francs. Ce n'est pas seulement l'avortement qu'ils condamnent, mais la liberté sexuelle. Ils s'opposent à la contraception, qualifiée de « dégoûtante », ils sont contre l'éducation sexuelle. « Nous ne voulons pas favoriser une vie sexuelle active », les hommes ne sont pas des chiens », a dit M. Schiedler, un des activistes du mouvement contre l'avortement.

Finalement, ici comme ailleurs, le débat national est un conflit passionné entre deux conceptions entièrement différentes que la femme se fait de son rôle et de son destin dans la société.

HENRI PIERRE

JAPON « LIBÉRAL »

EN dépit d'une accélération dramatique du vieillissement de sa population, le Japon demeure l'un des pays où l'avortement se pratique librement et massivement, même s'il reste interdit par le code pénal. Mais, ici aussi, depuis quelques années, certains milieux conservateurs militent pour l'abrogation d'une loi qu'ils jugent infamante et déshonorante pour la nation.

Il convient de rappeler que, théoriquement, ni l'avortement ni même l'infanticide n'étaient des tabous religieux ou sociaux au Japon. Jusqu'à la fin de la période d'Edo (seconde moitié du dix-neuvième siècle), le contrôle des naissances a été maintenu par le recours fréquent à la pratique dite *kuchi berashi* (littéralement, « supprimer une bouche »). Elle consistait purement et simplement à étouffer le nouveau-né en surmembre.

La loi interdisant et punissant l'avortement date de 1907 et fut strictement appliquée jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale.

Après la défaite, en 1945, le pays est en ruine, misérable, occupé. Pour alléger le fardeau des familles, réduire le nombre des malformés et aussi (sneci de pureté raciale nbligé) pour éviter les enfants adultérins mixtes dus à la présence de l'armée d'occupation, un amendement à la loi fut voté en 1948. Il autorisait les avortements mais les limitait à des raisons eugéniques. Un an plus tard, l'introduction des

raisons économiques permettait en fait de mettre artificiellement fin à toute grossesse jugée indésirable. Les effets de cette modification ne se firent pas attendre : à partir de 1949 les avortements pratiqués par les médecins autorisés à les pratiquer augmentèrent de 200 000 environ par an, atteignant le record de 1 200 000 en 1955 pour une population de 100 millions d'habitants. Depuis, les avortements ont régulièrement décliné. On les estime officiellement aujourd'hui à quelque 600 000 par an. Cela dit, on admet généralement que les chiffres officiels ont toujours été, et demeurent, inférieurs de moitié au moins à la réalité.

Un groupe religieux nationaliste, *Seicho-no-ie* (littéralement « Longue vie et famille »), est parti en guerre contre l'avortement, tout particulièrement contre sa progression chez les adolescentes. La gauche s'alarme de voir resurgir les partisans d'un rejet de l'avortement au moment où le Japon développe sa politique de réarmement.

Cela étant, l'une des raisons pour lesquelles les Japonaises ont tant recouru à l'avortement (contre l'évolution des mentalités et de la société) est que le Japon reste notoirement arriéré en matière de contraception. La pilule n'a guère cours, à cause du lobby médical (opposé à ces méthodes).

R.-P. PARINGAUX

L'EUROPE MAL ACCORDÉE

PAYS	DÉLAIS LÉGAUX (en semaines de grossesse)	CONDITIONS	COUT OU REMBOURSEMENT	REMARQUES	ANNÉE DE LÉGISLATION
DANEMARK	12 semaines	Demande adressée à un médecin ou à un établissement d'orthogénie.	Total.		1973
GDE-BRETAGNE	28 semaines	Accord d'un ou de deux médecins.	Gratuit à l'hôpital, payant en clinique.	La loi sur l'IVG ne s'applique pas à l'Irlande du Nord.	1967
ITALIE	13 semaines (90 jours)	Consultation médicale obligatoire. Autorisation parentale pour les mineurs ou, à défaut, autorisation judiciaire. Délai de réflexion de 7 jours.	Gratuit.		1978
LUXEMBOURG	12 semaines	Consultation médicale obligatoire.	Total.		1978
PAYS-BAS	12 semaines. De 13 à 20 semaines.	Libre. Consultation médicale obligatoire. Délai de réflexion de 5 jours.	Total (hôpital et clinique).		1984
PORTUGAL	12 semaines (viol, risques physiques ou psychiques). 16 semaines (malformation du fœtus).	Accord des conjoints et preuve médicale que la femme enceinte est malade physiquement ou psychologiquement.	Partiel quand la loi est respectée.		1984
RFA	12 semaines (viol, situation de détresse). 22 semaines (malformation du fœtus).	Consultation d'un conseiller, au plus tard trois jours avant l'intervention, pour connaître toutes les possibilités d'aide privée ou publique. Liberté en cas d'urgence.	Total.		1976
SUÈDE	12 semaines. De 12 à 18 semaines. Après 18 semaines.	Consultation d'un médecin. Consultation d'un médecin et entretien avec une assistante sociale. Le refus, si l'IVG comporte un risque pour la vie ou la santé de la femme, doit être confirmé par la Direction nationale de la santé publique. Autorisation de cette même direction.	Gratuit.	L'IVG est le seul acte médical remboursé à 100 %. Les autres actes ne le sont qu'à 90 %.	1975
FRANCE	10 semaines. Aucun délai pour l'avortement thérapeutique.	Consultation d'un médecin et entretien avec une conseillère conjugale ou une assistante sociale dans un centre de planification. Autorisation des parents pour les mineures. Accord de deux médecins-experts (avortements thérapeutiques).	Partiel.		1975 et 1980

En Belgique, l'IVG est interdite. Pas de statistiques disponibles sur les avortements clandestins. En Espagne, le projet de loi dépenalisant l'IVG a été approuvé par le Parlement. Il y a quatre mois. On attend depuis lors la décision du Tribunal constitutionnel. En Grèce, l'IVG est interdite mais pratiquée clandestinement (300 000 avortements par an). La libéralisation de l'IVG est prévue dans le plan quinquennal. En République d'Irlande, l'IVG est interdite. Pas de statistiques disponibles sur les avortements clandestins.

150 من الجاهل

صكرا من الامل

LA TÉLÉVISION PAR CÂBLE AUX ÉTATS-UNIS

Six mille sociétés d'exploitation pour un marché difficile.

QUELQUE 40 % des foyers américains sont abonnés à la télévision par câble. Sa croissance rapide ne doit cependant pas faire illusion, et parmi ceux qui ont cru voir s'ouvrir un marché sans limites, certains ont, depuis, déchanté. Rendus prudents par quelques échecs retentissants (l'arrêt de CBS Cable, dont l'existence n'aura duré qu'un an), huit mille cinq cents participants viennent de se réunir à Anaheim, en Californie, à l'occasion du Cable Show.

A la fin de l'année 1984, trois journées de rencontres et de colloques leur ont permis de faire le point sur l'évolution du câble, qui défie toutes les stratégies du marketing. On s'accorde à prédire non un fléchissement, mais un calme relatif de la pénétration du câble, car le niveau atteint sera difficile à dépasser. Si les mêmes débats font toujours rage (progressera-t-il, ne progressera-t-il pas ?), il ne s'agit plus de spéculer, seuls les chiffres comptent. Et ils sont optimistes. Cette année, les revenus dus à la télévision payante avoisinent 8 milliards de dollars. Un joli score.

Tout commence en 1950, dans la petite ville de Lansford (Pennsylvanie), grâce à l'ingéniosité de John Watson, électricien à la Pennsylvania Power and Light Company. Pour lutter contre les mauvaises conditions de réception inévitables dans cette région à géographie difficile, il installe une antenne au sommet d'une colline voisine. Un long fil de cuivre relie son poste de télévision à cette nouvelle antenne. Le tour est joué : on assiste à une amélioration très nette de l'image et, par la même occasion, à la naissance de la Community Antenna Television (CATV ou Cable Television).

Dans les années 60, avec deux mille sociétés de distribution (cable systems), le câble fait une percée de 5 % sur les cinquante-six millions de foyers qui possèdent des postes de télévision. Il faut cependant attendre 1972 et la levée par la FCC (Federal Communications Commission, Commission fédérale des communications) de nombreuses restrictions pour que le câble atteigne enfin sa vitesse de croisière.

Cette année-là voit la création de Home Box Office (HBO), aujourd'hui le géant du câble, avec ses quatorze millions d'abonnés, filiale du groupe de presse Time Incorporated. Au départ, une idée très simple (1) : séduire les téléspectateurs saturés de spots publicitaires (huit minutes de commercials pour une heure de programmation sur les réseaux, les trois grands réseaux) en leur proposant vingt-quatre heures sur vingt-quatre des films récents (sortis dans les salles de cinéma tout juste depuis un an), des événements sportifs exceptionnels et autres émissions originales. Le tout diffusé sans interruption publicitaire et moyennant un abonnement mensuel d'environ 10 dollars.

Ce service, limité au début à la côte est du pays, séduit en effet les abonnés. En 1975, la mise en orbite du satellite RCA Satcom-1 change toutes les données et permet à HBO de couvrir l'ensemble du territoire par la voie des airs. D'autres chaînes à péage (Showtime, 6,5 millions d'abonnés et The Movie Channel, 3,8 millions) vont prendre le même chemin.

Bientôt, en 1982, le tube cathodique irradie les cin-

quante Etats du pays de sa lumière voyageuse. Jack Valent, président de la puissante MPA (Motion Picture Association of America), déclare que l'industrie du câble « est devenue la seule industrie américaine qui soit à l'abri de toute récession ».

Aujourd'hui, six mille sociétés d'exploitation se partagent ce gigantesque marché. Mille cinq cents autres n'ont reçu une utilisation. Cette « cablemania », qui atteint trente-cinq millions de foyers abonnés, s'explique par la richesse — quantitative — des programmes : 40 % des budgets consacrés aux programmes sont investis dans la création de produits originaux. Devant ce mena à la carte, l'Amérique, polymorphe et

(pour la communauté juive, cinq millions), SIN (Spanish International Network, trois millions et demi), FNN (Financial News Network, le monde de la finance, dix-sept millions), The Weather Channel (tout sur la météo, douze millions).

Un sélecteur de canal placé à côté du téléviseur permet à chaque famille de pianoter à son gré pour sauter des informations boursières au dernier vidéo-clip. Un abonné au basic service peut également recevoir des pays channells (chaînes payantes) (3) (Home Box Office, Showtime, Playboy, Disney Channel...). Outre son abonnement de base, il doit s'acquitter d'un péage supplémentaire. Certains abonnements mensuels

humour : « La presse prédit notre échec depuis vingt ans, alors que nombre de sociétés de distribution ne cessent de grandir et que les banquiers font la queue pour nous prêter de l'argent. Et, à ma connaissance, on ne prête qu'aux riches. » On retrouve le même optimisme dans les déclarations du président de Warner Amex Cable : « Il est tout à fait normal que certains échouent ; cela veut dire que toutes les idées ne sont pas forcément bonnes. L'échec de CBS Cable ne remet rien en question et, Dieu merci, ça n'est pas demain que nous serons condamnés à ne regarder que les Networks. »

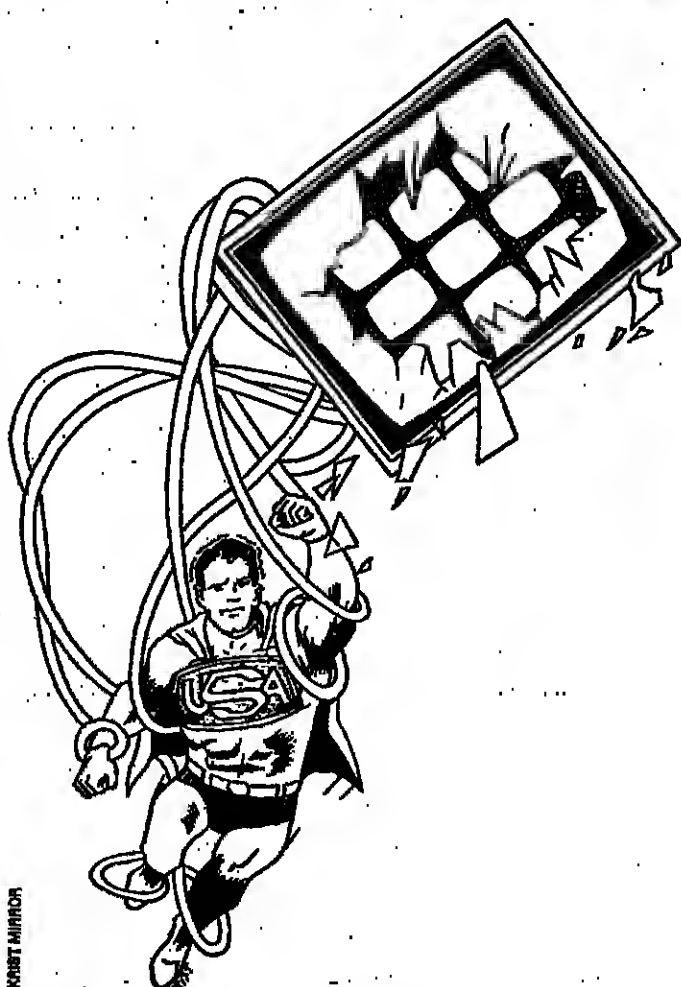
« L'affaire CBS » aura cependant été un signal d'alarme pour tous ceux qui prônaient la voie culturelle au détriment du divertissement. Créée en septembre 1981, cette chaîne, financée par la publicité, offrait à cinq millions d'abonnés du théâtre, de la danse et de la musique ; 55 % des programmes étaient des productions originales. Un personnel trop nombreux, des campagnes promotionnelles onéreuses, des coûts de production élevés (jusqu'à 500 000 dollars pour une pièce de théâtre) firent capoter l'opération douze mois après sa naissance : pour que le *networking* (chaînes ultra-spécialisées) soit viable, son financement doit provenir des abonnements et non pas dépendre des recettes publicitaires. C'est le cas de Bravo, une chaîne destinée surtout aux cinéphiles.

Dans ce grand maelström d'idées, l'exploitation du filon « pay per view » (PPV), avec sa facturation au coup par coup, s'impose. Et certaines tentatives sont couronnées de succès, comme la retransmission du combat de boxe qui opposa Roberto Durán à Sugar Ray Leonard en juin 1980 ou, plus récemment, la diffusion de *la Guerre des étoiles*, de George Lucas. Pourtant, les professionnels ne s'y trompent pas : pour que ce filon prometteur devienne rentable, quand six millions de foyers — munis de leur décodeur « adressable » — auront fin 1985 accès à cette télévision « à la carte », il faut offrir des programmes hauts de gamme qui répondent au goût et à l'attente d'un vaste public, prêt à payer 10 dollars pour une soirée.

Alors, le pactole pour demain ? Pas encore, répondent les intéressés, mais vu l'importance de l'enjeu, nous restons vigilants. Une vigilance de rigueur car le vent du changement souffle sur le paysage audiovisuel. Quelle que soit l'importance de la programmation, le câble, pour rester compétitif, doit s'adapter aux nouvelles technologies. Dans l'immédiat, la menace vient surtout des 500 000 antennes (dishes) déjà installées aux États-Unis. Grâce à elles, des privilèges peuvent recevoir — transmis par satellites de télécommunication — les mêmes programmes que ceux des réseaux câblés. Sans bourse délier.

DANIELE LEGERON.

- (1) Un système de télévision payante avait déjà été expérimenté à Toronto au Canada de 1952 à 1967 par International Telemeter.
- (2) Il existe 34 basic channels. Certaines de ces chaînes sont financées par la publicité, d'autres entièrement par une partie de l'abonnement au basic service.
- (3) Au nombre de onze. Leur spécialité : des programmes diffusés sans publicité.
- (4) Multiple System Operator : se dit d'une compagnie qui possède plus d'un système de câble.



polyglotte, se découvre un appétit de loup. Le grand mythe de la place publique électronique se réalise, non à l'image du « village planétaire » de McLuhan, mais par affinités du public.

Dans le schéma américain, chaque foyer est relié individuellement par un câble de cuivre à un gros câble, qui parcourt la ville et diffuse tous les programmes à la fois, offrant au téléspectateur, moyennant 9 à 15 dollars par mois, un service de base (basic service) qui lui donne accès aux chaînes commerciales (ABC, CBS, NBC), à PBS (Public Broadcasting Service, la chaîne publique culturelle), ainsi qu'à des basic channels (2). Parmi ces « chaînes de base », on trouve : ESPN (Entertainment and Sports Programming Network, qui peut être reçue par trente-quatre millions de foyers), CNN (Cable News Network, ou l'actualité vingt-quatre heures sur vingt-quatre, vingt-huit millions de foyers), CBN (Christian Broadcasting Network, d'inspiration religieuse, vingt-cinq millions), MTV (Music Television, le vidéo-clip non-stop en version stéréo, vingt-deux millions), Nickelodeon (spécialisée dans les programmes pour enfants, vingt millions), A and E (Arts and Entertainment Service, consacrée à la culture, douze millions), Lifetime (la chaîne de la santé, vingt-deux millions), BET (Black Entertainment Television, adressée à la population noire, huit millions), National Jewish Television

Publi-Regards

L'ÉCRAN VIVANT

Avnet, ou l'image mosaïque instantanée.

À France, le public français, vont bientôt découvrir un nouveau procédé publicitaire, l'Avnet, que ses promoteurs, les responsables de la société Avnet Publicité, ont baptisé « l'écran vivant ».

De quoi s'agit-il ? D'un écran d'images multiples — invention japonaise — géré par micro-ordinateur. « Nous enregistrons sur une disquette, explique M. Guy Ménégau, directeur de la prospective et de la communication chez Avnet, des messages publicitaires et les images qui éventuellement les accompagnent. Un poste de saisie permet de saisir des textes et des images ou des textes de couleurs différentes sur des fonds sans image, de couleur homogène choisie dans la gamme des quatre couleurs de base. Ce poste de saisie est situé soit derrière l'écran, soit à distance — et alors on doit transporter les disquettes, — soit relié par un câble téléphonique à l'écran. »

L'élément de base de cet écran est un cube rotatif conçu pour résister aux intempéries. Ses quatre faces sont de couleur bleue, verte, rouge et blanche. Plus la taille de l'écran est importante, plus les cubes sont gros. Afin que la définition de l'image soit toujours aussi bonne, il y a toujours le même nombre de cubes. Le plus petit cube mesure 5 millimètres de côté, le plus gros 50 millimètres.

« On peut utiliser les couleurs primaires du cube », affirme M. Guy Ménégau, « ou multiplier les nuances. La plus petite unité d'image étant le cube, la réalisation d'une couleur consiste donc à juxtaposer des cubes dans un ordre précis. Pour effiner une nuance, on peut utiliser comme « point couleur » non pas un cube, mais l'association de quatre cubes afin d'obtenir une gamme de couleurs intermédiaires. On dispose dans ce cas de 4 couleurs, soit 256 nuances. »

Les cubes sont tous alignés sur un axe. C'est leur poids qui les maintient en équilibre. Une rampe, un balai, passe derrière l'écran et, selon les ordres de l'ordinateur, exerce une légère force magnétique faisant tour-

ner le cube jusqu'à la position voulue.

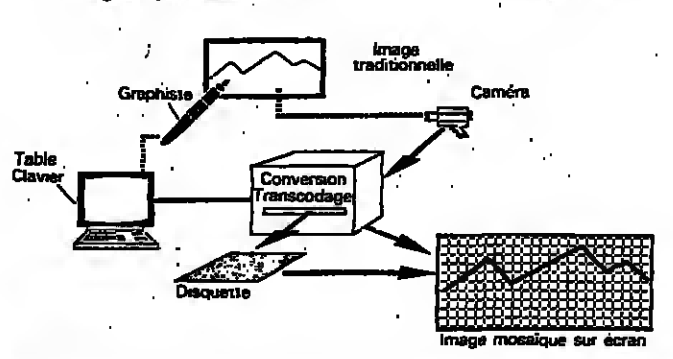
« Ce procédé nouveau, estime le directeur d'Avnet, permet d'alterner sur le même support messages publicitaires et multipeux, informations chaudes, etc. Par rapport à un panneau d'affichage, il offre plus de propreté. Par rapport à un panneau lumineux de type Decaux, son coût d'utilisation est vingt fois moindre. Enfin, il est réfléchissant, donc lisible la nuit. »

Il faut deux heures pour programmer une image en temps moyen. La réduction d'un texte et sa diffusion sont instantanées. Cet écran, dont le principe est, en termes simples, celui de la télévision, mais qui fait appel à la mécanique et non à l'électronique, permet d'alterner des messages très différents dans l'ordre que l'on veut et pour une durée variable. Ce qui permet une grande souplesse d'utilisation et de commercialisation.

Dans une première période, expérimentale, deux panneaux devraient être installés à Paris : D'abord autonomes, ils seraient à termes reliés à un central dans les locaux d'Avnet. Le premier, de 7 mètres sur 4, sera accroché sur la façade de l'immeuble TWA au face du Fouquet's aux Champs-Élysées. Peut-être aux premiers jours du printemps. La commission des sites de la Ville de Paris a en effet rendu un avis favorable. Le second pourrait ensuite être installé sur la passerelle qui relie les deux magasins du Printemps Haussmann.

Avnet Publicité a acquis récemment les droits de ce procédé commercialisé par la société Mitsubishi, au Japon, pays où la capitale, Tokyo, compte à elle seule plus de 300 écrans. Les responsables de l'entreprise française sont déjà sûrs de leur investissement : « Quand le premier panneau a été installé à Amsterdam, c'est presque une émeute qu'il a provoquée. Toute la ville voulait le voir fonctionner... » On va se bousculer à la terrasse du Fouquet's pour voir les premières images d'Avnet, images qu'Avnet, durant les premiers jours, se propose d'offrir gratuitement aux gros annonceurs français.

OLIVIER SCHMITT.



Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

PLAGE MIDI. Parc loisirs. Choix de locations. Déjeuner, tarif réduit. BOISSET, 34 SÉRIAN (67) 32-26-17.

AYDAT-AUVERGNE
Régions des lacs et des volcans
VACANCES EN TOUTES SAISONS
Rens. S.L. 63976 AYDAY

Vins et alcools

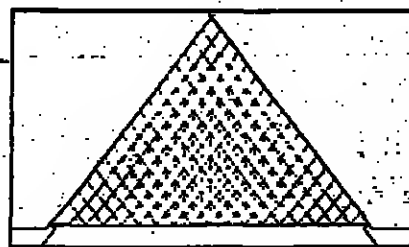
MERCUREY A.O.C. Vente directe 12 bouteilles 1981 : 396 F TTC franco dom. TARIF SUR DEMANDE - Tél (85) 47-13-94 Louis Modrin, vigniculteur, 71560 Mercurey.

VINS FINS D'ALSACE médailles
CHARLES SCHLERET propriétaire viticulteur à 68230 TURCKHEIM

Alsace à Paris!
une soirée à Saint Germain...
Séances de 10 à 80 couverts
CHOUQUET-GALLAIS-POISSON
Palais Proust de Paris - Paris 6 - Tél. 2028-21-41

Maharajah
SPEC. INDIENNES
DEJ. D'INER Ambiance musicale
15, r. L. Chabaud, 5^e M. Vercy
375-12-84 T.L.J.
72, r. St-Germain, 5^e M. Marnet
forme pour l'été
Pour vos RECEPTIONS et WEEK-ENDS
passer prendre nos spécialités

DÉE	REMARQUES
1972	
1973	
1974	
1975	
1976	
1977	
1978	
1979	
1980	
1981	
1982	
1983	
1984	
1985	



DIX QUESTIONS SUR LE GRAND LOUVRE

par André Chastel

Polémique ou pas, le président de la République est plus que jamais décidé à mener à bien le projet du Grand Louvre. Les fondations doivent être creusées au printemps, dès que les fouilles archéologiques seront terminées. Cela confortera dans leur critique ceux qui s'élevaient contre le « fait du prince », qui a choisi seul l'architecte américain d'origine chinoise, I. M. Pei, aujourd'hui associé au Français Michel Macary.

La Ville de Paris a demandé qu'une maquette soit montée sur place. La réponse du président de l'établissement public, M. Emile Biasini, qui propose une simulation du volume grâce à des rayons laser, ne satisfait pas complètement le maire de Paris, M. Chirac — qui a donné il y a un an son accord de principe au projet de Grand Louvre, — a déclaré le vendredi 8 janvier qu'il souhaitait voir réaliser « une maquette grandeur nature ».

Mais le débat autour du Grand Louvre ne peut être limité à la question de la pyramide, partie visible d'un ambitieux réaménagement des collections du musée, après le départ, en 1987, du ministère des finances, qui occupe encore aujourd'hui une partie du palais le long de la rue de Rivoli.

LES « querelles » ont du bon. Elles attachent à des points focaux secondaires (la « pyramide » transparente) ; les arrière-pensées faussent vite la discussion. Mais du moins on réveille l'attention d'une opinion aussi incertaine que celle de notre pays à l'égard du patrimoine, si indifférente à la réalité « culturelle ». Un petit réchauffement vaut la peine.

Les dernières quarante années du Louvre n'illustreront que trop bien les velléités, les vicissitudes, les discontinuités de la gestion française en ces domaines. La situation actuelle du musée est déplorable. Mais les dix demandes qui suivent voudraient attirer l'attention sur l'extraordinaire complexité de ces problèmes. On souhaite que la « crise » amène à mieux les cerner et à susciter dans tous les groupes les vertus d'obstination, de rigueur et d'imagination que vous aimez si peu pratiquer.

Première question. — Dans sa définition actuelle, le musée du Louvre est notoirement le plus mal tenu (cours intérieures sordides), le plus mal surveillé (épée de Charles X), le plus malpropre (poussière, détritus) de tous les grands établissements internationaux. Le projet en cours est-il de nature à remédier à ce désordre humiliant ?

Deuxième question. — Le musée du Louvre — toujours dans sa définition actuelle — est un

chef-d'œuvre d'incohérence : en raison des multiples tentatives de regroupement entreprises puis abandonnées, la distribution des collections de peintures, par exemple, est inintelligible et décourageante. L'apparition d'espaces nouveaux donne lieu sur la maquette à une intéressante installation des sculptures. N'est-on pas en droit d'attendre la présentation simultanée du plan de tous les locaux et de leur affectation ?

Troisième question. — L'incapacité d'arriver à un aménagement convaincant était due à des occupations absotives depuis 1871 : pavillon de Flore, ministère des finances. Seul le Musée des arts décoratifs subsistait comme un corps étranger, au pavillon de Marsan. Pour toujours ?

Entre-temps, des satellites se sont formés pour valoriser certains secteurs : Orangerie à l'extrémité des Tuileries, Musée du dix-neuvième siècle (ou d'une partie du vingtième siècle) sur la rive d'en face. Quelle sera l'articulation de ces établissements ? L'édifice désaffecté de l'aveugle Wilson entrera-t-il dans le jeu pour les bureaux ? Finalement les musées nationaux disposeraient-ils de trop de place ?

Quatrième question. — La démarche excessivement précautionneuse et chiche de l'administration n'a pas permis jusqu'ici d'organiser correctement les services d'accueil. A côté des

bureaux de vente et d'information, on voudrait des lieux de repos et de restauration, des salles de projection, toutes sortes d'accompagnements et de préparations nécessaires, dont, après un si grand retard, on attend une présentation originale et convaincante. Qu'en est-il ? Seulement dans les propriétés du grand hall souterrain, ou aussi dans les secteurs de tradition ?

Cinquième question. — Un musée de classe internationale possède, comme un grand hôtel, nombre de services, internes : documentation, restauration, stockage des réserves. Est-il raisonnable d'attirer l'attention sur le « Grand Louvre » sans annoncer des décisions intéressantes et œuvres dans ces domaines techniques ? La confusion est si grande que des esprits bien intentionnés ont cru concevable de transférer dans un lieu destiné à conserver des œuvres la seule grande bibliothèque universitaire que nous possédions.

Sixième question. — Le Louvre n'est pas un musée. Ce n'est pas non plus un palais (la monarchie savait bien qu'il était inhabitable), mais une succession de segments de palais mis ingénieusement bout à bout. Cette histoire est étonnante et compliquée. L'affectation aux Beaux-Arts l'a curieusement fait négliger. On est consterné de voir que ce « lieu sacré » (comme on entend dire) ne dispose même pas d'une salle

de présentation avec maquettes, analyse du développement, comme les musées de palais. Si un hall d'initiation doit enfin exister, comment ses indications seront-elles prolongées à l'intérieur, et spécialement du côté de la petite galerie, de la chambre du roi ? Va-t-on effacer le caractère de la galerie d'Apollon ? etc.

Septième question. — Les fouilles de la cour Carrée ont donné naissance à une crypte archéologique d'un intérêt certain. Comment la plus belle partie de l'édifice, qui se trouve au-dessus du donjon de Philippe-Auguste, à savoir la merveilleuse façade de Louis, sera-t-elle mise en valeur ?

Huitième question. — Le bruit a couru qu'il n'y aurait à l'avenir qu'une entrée centrale pour l'immense complexe, au beau milieu de la cour dite Napoléon (sous le second Empire). C'était là, paraît-il, un méchant bruit. L'entrée principale, destinée aux foules, ne sera pas unique. Mais finalement, combien d'entrées ? Où placées, le long des 800 ou 900 mètres de l'édifice ? Ce problème des issues ne devrait-il pas être fonction de la répartition des collections ?

Nuvième question. — Faire du palais-musée du Louvre un établissement destiné à accueillir dix millions de visiteurs de tous pays en l'an 2000 — comme l'a annoncé la direction des Musées de

France — est une absurdité effrayante et probablement inévitable. Au vu des conséquences de ce phénomène pour l'urbanisme, quel sera l'avenir du jardin des Tuileries ?

Dixième question. — Dans la cour dite Napoléon s'élevait naguère la statue de La Fayette par P.W. Bartlett (1900) et, dans le taillis voisin, on trouvait le groupe des Enfants de Calixte de Landowski (1900). Ils ont disparu : la piété conservatrice ne les a pas défendus. Un peu plus en avant, le monument à Gambetta (élevé en 1934) s'élevait : une pyramide, sans erreur, de 12 mètres ; ce monument était hideux, comme disaient les critiques de l'art officiel d'il y a cent ans ; mais il avait l'avantage de servir d'articulation entre l'axe du Louvre et celui de la grande perspective occidentale de Paris, ouverte par la misérable destruction des Tuileries en 1882.

Tout cela pour dire qu'il faut, à coup sûr, une pièce visible, une « porte » vers l'extérieur, une pyramide, sans erreur, de 12 mètres ; ce monument était hideux, comme disaient les critiques de l'art officiel d'il y a cent ans ; mais il avait l'avantage de servir d'articulation entre l'axe du Louvre et celui de la grande perspective occidentale de Paris, ouverte par la misérable destruction des Tuileries en 1882.

PYRAMIDE EN SOUS-SOL

Trois ans d'aménagement sur 6 hectares.

NOTRE vieux Louvre avait ses greniers où reposaient, dit-on, d'innombrables réserves ; Le nouveau Grand Louvre aura ses souterrains, immenses, et cette fois largement ouverts au public. Dans trois ans, si tout va bien, une véritable ville en sous-sol, couvrant 6 hectares, bourrée de locaux en tout genre et parcourue par des kilomètres de galeries, sera offerte à la curiosité des visiteurs.

Le premier élément en sera la crypte de Philippe-Auguste située sous la cour Carrée. Elle devrait être accessible dès la fin de cette année. A la lumière des projecteurs, on circulera dans les fossés qui défendaient le donjon et les remparts du château médiéval, que les archéologues ont dégagés de leur gangue de terre. Une promenade dans le Paris du douzième siècle.

Les entrailles de la cour Napoléon ne livreront leur secret que beaucoup plus tard, vers la fin de 1987. C'est là le morceau de bravoure, l'entrée majeure du Grand Louvre surmontée de la fameuse verrière en pyramide. Les engins de terrassement vont bientôt prendre la place des archéologues et entamer le creusement d'un trou vaste de 2 hectares et profond de 9 mètres.

Au centre, on trouvera le hall d'accueil des visiteurs, dont les regards pourront s'élever jusqu'au sommet du vitrage à près de 30 mètres au-dessus des têtes. Au fond, rayonneront des galeries communi-quant avec les quatre points cardinaux : la crypte de Philippe-Auguste à l'est, les ailes du musée au sud et au nord, les boutiques et les parkings vers l'ouest. Tout autour de ce point central éclairé par le ciel de Paris, on a prévu tout ce qui est nécessaire à la

vie du palais et à l'accueil des étrangers.

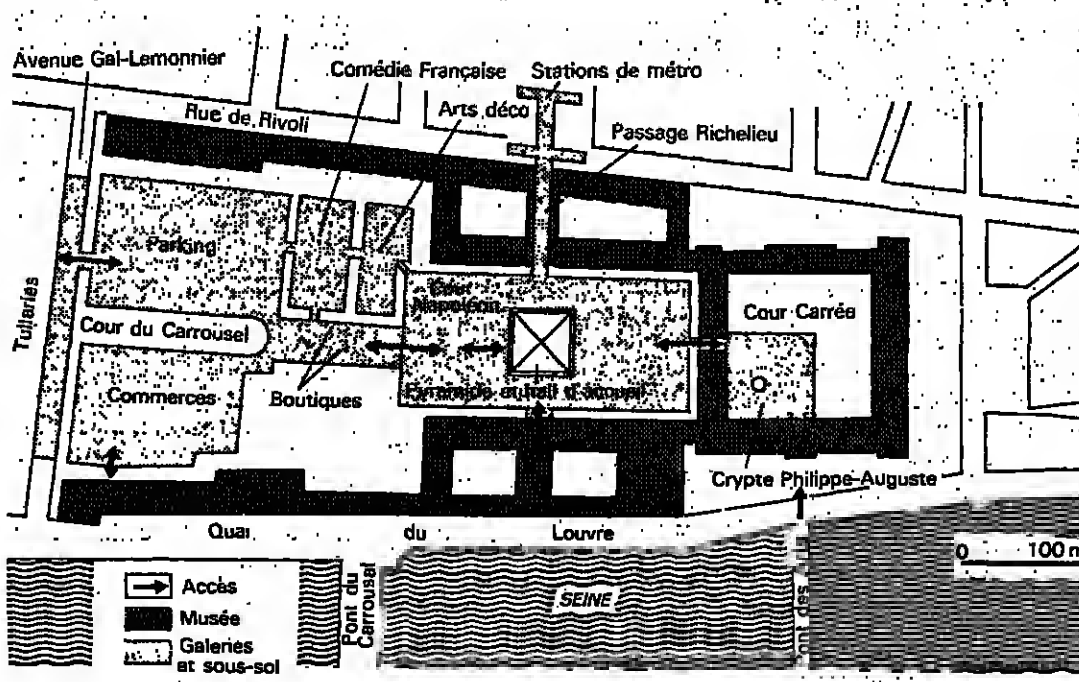
D'abord des galeries techniques, artères vitales du bâtiment, charriant l'eau, l'air, l'électricité, le téléphone, la chaleur et le froid. Pour le personnel : des magasins, des ateliers, un restaurant, des vestiaires, et le PC de la sécurité. Les visiteurs y trouveront des expositions temporaires, un auditorium, des salles de réunion et un restaurant. Avant de partir ils pourront acheter les productions maison : cartes postales, bijoux, livres, reproductions, objets-souvenirs.

Les paresseux, disent les mauvaises langues, se trouveront si bien en ces lieux qu'ils se dispenseront d'aller voir les authentiques trésors du musée lui-même. La contemplation des chefs-d'œuvre doit-elle forcément s'accompagner d'austérité et d'inconfort ?

Mais laissons ce vieux débat et passons au troisième quartier de la cité souterraine. Il s'étendra sous la cour du Carrousel, qui lui offre 4 hectares pour s'organiser à l'aise.

Si cet espace appartient à l'Etat, l'établissement public du Grand Louvre n'a pas reçu mission de l'aménager et moins encore les crédits nécessaires. Pourtant, dès le départ, on a bien compris que le réaménagement de l'un des plus grands musées du monde ne pouvait se concevoir sans un parking en sous-sol. Sinon, comment libérer la place du Carrousel, les quais de la Seine et la rue de Rivoli des cars de tourisme qui déjà l'encombrent ? L'Etat attendait donc de la Ville de Paris qu'elle prenne ses « responsabilités ».

Compte tenu des relations existant entre l'Elysée et l'Hôtel de Ville, on pouvait s'attendre au pire. Le renoncement à l'exposition universelle



était un fâcheux précédent. L'affaire du musée d'Orsay en est un autre. Un plan d'aménagement des abords avait été imaginé par les responsables du Musée du dix-neuvième siècle : détournement de la circulation automobile sur le quai bas de la Seine, stationnement des cars, place piétonne sur les quais hauts, estacade pour les bateaux-mouches, etc. Faute d'un accord sur le financement de ces travaux entre la Ville et l'établissement public d'Orsay, il n'y aura rien.

Pour que l'on ne renouvelle pas cette monumentale bêtise, un homme s'est entremis : M. Pierre-Yves Ligen. Cet ancien directeur de l'urbanisme, qui a travaillé pendant huit ans avec Jacques Chirac, est aussi un ami personnel d'Emile Biasini, le patron du Grand Louvre. Il a convaincu les uns et les autres de constituer une société qui va étudier la réalisation de l'indispensable stationnement souterrain. Elle groupe l'établissement

public (25 % des parts), la Ville de Paris (20 %), la Chambre de commerce (20 %), la Caisse des dépôts (20 %), plusieurs banques et l'Aéroport de Paris. (15 %). Crédits d'études : 5 millions de francs. Dans six mois au maximum, on saura si l'affaire est faisable.

Le projet consiste à creuser dans la cour du Carrousel un parking à deux étages recevant une centaine de cars et six cents voitures. Ils y accéderont par l'avenue du Général-Lemonnier, elle-même en souterrain et couverte par une terrasse. Là-dessous pourraient se garer non seulement les véhicules des visiteurs, mais aussi ceux qui encombreront les cours et les abords de la Comédie-Française, du Conseil d'Etat et du ministère de la culture. Bien entendu, les cars disparaîtraient eux aussi des alentours du Louvre.

Pour financer les travaux, on a imaginé de vendre de

l'espace à des agences de voyage, à des galeries d'art, à des éditeurs et à des libraires spécialisés dans les livres d'art. Et comme il restera encore beaucoup de place sous les poutres du Carrousel, on a songé à y installer la salle de répétitions, le musée et la bibliothèque qui manquent à la Comédie-Française. Les Arts décoratifs souhaitent-ils créer une école et un musée de la mode ? Ces institutions seraient les bienvenues, à condition qu'elles prennent leur part des dépenses. Bref, M. Ligeo espère que ce nouveau quartier invisible ne coûtera rien ni à la Ville ni à l'Etat. Par difficile.

Car cette cité souterraine soulève des problèmes techniques considérables. L'aération d'abord. Les techniciens affirment qu'ils pourront dissimuler les gaines dans les doubles cloisons et les cheminées de l'ex-ministère des finances. Pas question en tout cas de construire quoi que ce soit

dans les cours. La climatisation, ensuite. Des millions de calories et de frigories à insuffler, cela demande une énorme machinerie.

Pour la chaleur, on fera appel à la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU), qui, grâce à son réseau de conduites, chauffe déjà les gardiens du Louvre, actuel et les fonctionnaires des finances. La CPCU gagne de l'argent : ce nouveau client ne peut qu'arranger ses affaires... et celles de la Ville, qui est sa principale actionnaire.

Pour le froid, il faut également une grosse et bruyante installation. Pourquoi ne pas utiliser l'usine de climatisation du Forum des Halles, située à 500 mètres à peine ? Là-bas on avait vu grand, trop grand même. Il en reste un blockhaus haut de six étages qui est loin d'être plein. Mais, pour le relier au musée, il faudrait enterrer toute une tuyauterie sous la rue du Louvre. On y songe sérieusement.

Enfin, le Louvre souterrain sera directement relié au métro par un couloir passant sous la rue de Rivoli. Quand on a la chance d'avoir à sa porte deux lignes qui se croisent (Vincennes-Neuilly et Aubervilliers-Ivry), autant en profiter. L'ouverture au public de la galerie Napoléon, qui reliera la pyramide à la place du Palais-Royal, va être encore l'occasion de tracer de nouveaux itinéraires pour piétons. Du musée au jardin du Palais-Royal, puis, de là, vers la Bibliothèque nationale et vers le Forum des Halles, on pourra demain cheminer à l'aise entre trois des grands pôles culturels de la capitale. Comment le maire de Paris aurait-il pu boudier une opération ayant de telles retombées ?

MARC AMBROISE-RENDU.

LA COM
par Emile-J. Biasini

LA décision du président de la République d'attribuer la totalité de palais du Louvre donne à celui-ci, pour la première fois, une destination homogène. Tour à tour prison, musée, école administrative, académie, galerie d'art, conservatoire, le Louvre a été, au cours de sa longue histoire, le théâtre de toutes les vocations possibles. Mais il n'a jamais en effet été organisé de façon cohérente pour une vocation précise, et les usagers successifs ont dû s'accommoder de dispositions architecturales qui sacrifiaient à la façade qu'aux fonctions fonctionnelles.

Les musées en particulier ont eu à souffrir de cette situation. Et depuis que, en 1793, la Convention a affecté la Galerie du bord de l'eau à la présentation des collections nationales, leur fonctionnement a été rendu difficile par l'insignifiance des lieux à leur usage.

C'est peu dire que le musée du Louvre ne dispose pas en fait d'installations dignes de son importance. Les collections de travail y sont invraisemblables. Il faut pour y faire voir quatre ou cinq conservateurs se partager un bureau mal éclairé, les étagères de la prestigieuse Ecole du Louvre s'entassent dans un local et vermine amphibienne. Quant aux ouvrages... On trouve beaucoup de publications grâce au personnel dont la plupart sont dus à la sollicitude des moyens de travail.

C'est public, il suffit d'être entré au Louvre par des écoles, de voir quel genre de quel genre d'information, tenté de produire un instant de repos ou de se restaurer, ou encore d'écouter à ses commodités, mais mesurer à quel point l'usage du Louvre souffre de dénuement. Les œuvres n'y sont pas mieux traitées que les personnes, et c'est miracle qu'il continue d'exister au niveau de ses responsables ont su maintenir.

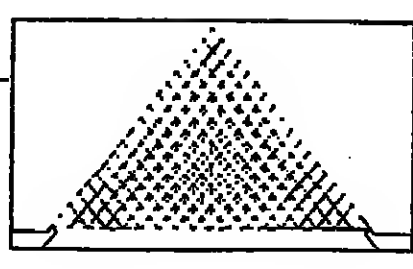
La réaffectation de ceux qui y travaillent est, sur ce plan, ancienne et constante. Ils n'ont pas la place, tant pour déployer normalement les collections que pour disposer de conditions meilleures dans l'exercice de leur métier. Ce leur est maintenant donné.

Pour que le musée du Louvre puisse tirer pleinement parti de son occupation intégrale du palais, il faut intervenir sur deux plans : assurer, d'une part, la plus grande facilité de service, tirer le meilleur parti possible d'un édifice historique soumis à des contraintes d'architecture et de conservation et, d'autre part, permettre le redéploiement des collections et les organisations muséologiques que les conservateurs souhaitent et que seule la nature des lieux leur a interdit jusqu'ici.

Morphologiquement, une première conséquence s'impose : installée depuis deux siècles dans un corps de bâtiment haut et long, le musée va pour être enfin disposé d'un bâtiment compact, symétrique, organisé autour d'une cour centrale.

مساحة من الأرض

صكرا من الامم



LA COMMANDE DE L'ÉLYSÉE

par Emile-J. Biasini *

LA décision du président de la République d'affecter au musée du Louvre la totalité du palais du Louvre donne à celui-ci, pour la première fois, une destination homogène. Tour à tour forteresse, prison, demeure royale, entrepôt de collections, office administratif, académie, atelier, galerie d'art, constamment agrandi et remanié du treizième au dix-neuvième siècle, il n'a jamais en effet été organisé de façon cohérente pour une vocation précise, et ses usagers successifs ont dû s'accommoder de dispositions architecturales qui sacrifiaient plus à la façade qu'aux articulations fonctionnelles.

Les musées en particulier ont eu à souffrir de cette situation. Et depuis que, en 1793, la Convention affecta la Galerie du bord de l'eau à la présentation des collections royales, leur fonctionnement a été rendu difficile par l'adaptation des lieux à leur usage.

C'est peu dire que le musée du Louvre ne dispose pas aujourd'hui d'installations dignes de son importance. Les conditions de travail y sont invraisemblables. Il faut pour y croire voir quatre ou cinq conservateurs se partager un bureau mal éclairé, les élèves de la prestigieuse École du Louvre s'entasser dans un unique et vétuste amphithéâtre. Quant aux ouvriers... On donne beaucoup de publicité aux grèves du personnel dont la plupart sont dues à la médiocrité des moyens de travail.

Côté public, il suffit d'être entré au Louvre par des accès saturés, d'y avoir quêté quelque information, tenté de prendre un instant de repos ou de se restaurer, ou encore d'accéder à ses commodités, pour mesurer à quel point l'un des tout premiers musées du monde souffre de dévouement.

Les œuvres n'y sont pas mieux traitées que les personnes, et c'est miracle qu'il continue d'exister au niveau que ses responsables ont su maintenir.

La revendication de ceux qui y travaillent est, sur ce plan, ancienne et constante. Ils réclament de la place, tant pour déployer normalement leurs collections que pour disposer de conditions meilleures dans l'exercice de leur métier. Elle leur est maintenant donnée.

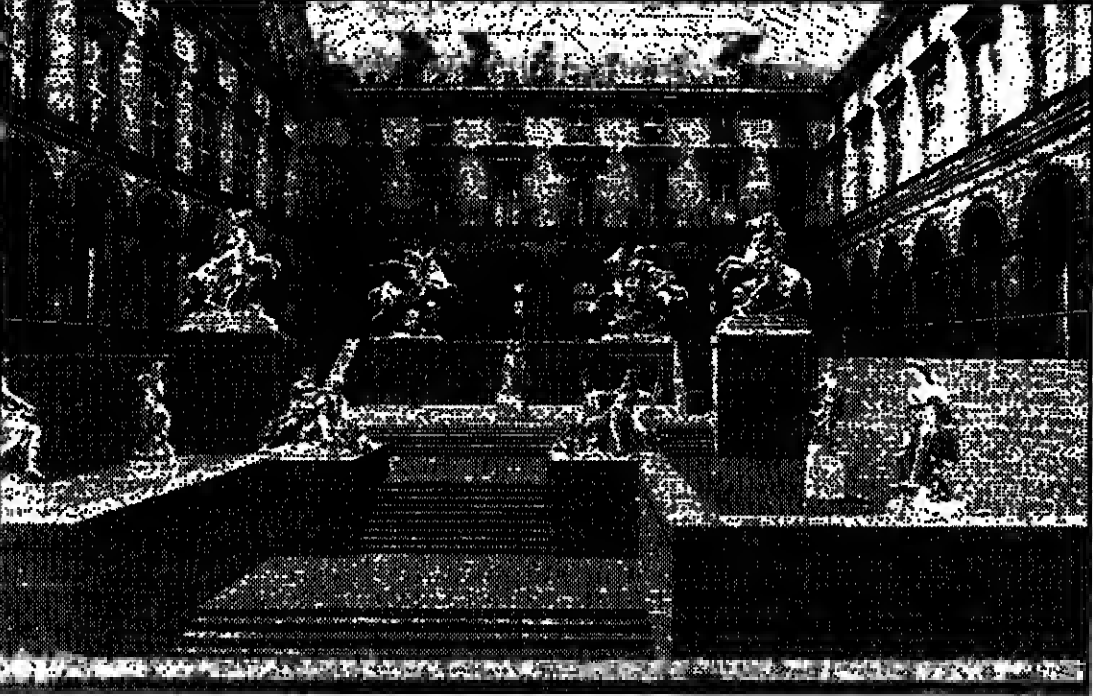
Pour que le musée du Louvre puisse tirer pleinement parti de son occupation intégrale du palais, il faut intervenir sur deux plans : assurer, d'une part, la plus grande facilité du service, tirer le meilleur profit possible d'un édifice historique soumis à des contraintes d'architecture et de conservation et, d'autre part, permettre le redéploiement des collections et les réorganisations muséologiques que les conservateurs souhaitent et que seule la nature des lieux leur a interdit jusqu'ici.

Morphologiquement, une première conséquence s'impose : installée depuis deux siècles dans un corps de bâtiment étroit et longiligne sur plus de 800 mètres, le musée va pouvoir enfin disposer d'un bâtiment compact, symétriquement organisé autour d'une cour centrale.

Cette compacité, outre qu'elle réduira les distances, assurera une meilleure gestion et une meilleure orientation des services de l'accueil en centralisant un certain nombre de fonctions dans la cour Na-

poléon et ex sous-sol, puisque rien ne saurait être édifié en surface.

Cette proposition est la seule possible, et elle n'est au demeurant pas neuve. Les responsables des musées l'expriment depuis des années, comme pouvant seule rendre vivable leur existence professionnelle. Georges Salles, dès



Quand le ministère des finances aura quitté la rue de Rivoli, les deux cours seront couvertes d'une verrière pour abriter la sculpture de plein air. Présenté récemment à M. Mitterrand, ce photomontage montre les chevaux de Marly, retirés de la place de la Concorde, et la statue du parc, exposés dans la cour dite « du ministre ».

1950, en rêvait dans son livre sur le musée.

Eminemment respectueux de l'édifice, ce parti permettra de lui restituer, en le restaurant, une authentique dimension palatiale, ajoutant au musée une possibilité d'évocation de l'histoire qu'il n'a jamais assumée jusqu'ici.

Quoi qu'il considère comme raccourcies, les distances certes demeureront grandes, mais c'est la dimension même du palais qui le veut. Si, quoi qu'on fasse, le pavillon de Flore ou celui de Marsan ne peuvent être rapprochés de la cour Carrée, une répartition meilleure des fonctions permettra de réduire les courses imposées aux usagers. Des liaisons verticales particulièrement étudiées offriront aux handicapés, tellement délaissés aujourd'hui, les circuits praticables qui leur sont nécessaires. La logistique de ses services devra enfin être cohérente, le musée du Louvre pourra devenir fréquentable dans des conditions normales et accueillantes pour un public qui saura où se situe l'ensemble des services d'accueil, de documentation, d'information et de repos que seul des grands musées du monde, il n'a pu leur offrir jusqu'ici. Un public nouveau y trouvera la vie, une animation toujours nouvelle, une actualité qui lui fera prendre le chemin d'un lieu trop souvent socialisé et lointain.

Voilà le thème de la réorganisation physique d'un édifice accordé pour la première fois à une destination unique. Mais cette architecture a une fin : c'est bien d'un nouveau musée qu'il s'agit. Une refonte muséologique s'impose donc, que les responsables appellent de leurs vœux. La place leur en sera désormais offerte.

Si les espaces de services se trouveront quintuplés dans le Grand Louvre, les surfaces des expositions y seront en effet augmentées de 80 %. C'est dire que chaque département va pouvoir développer une nouvelle muséologie, en se libérant des contraintes qui

inhibaient toute audace. Engagée dès avril 1983 à la suite d'un concours international, la préprogrammation a été étudiée en étroite coopération avec les responsables des musées de France, les conservateurs en chef et leurs équipes, et résulte d'une réflexion et d'une mise en œuvre collective menées sans défaillance depuis

services, offrant aux visiteurs informations, guidage, accueil, agrément de découverte, comme cela existe dans tous les musées du monde. Par nature même, une entrée principale ne saurait être multiple. Mais des entrées secondaires sont prévues par le passage Richelieu où débouchera même le métro, et qui va assurer au

Grand Louvre une insertion urbanistique insoupçonnée aujourd'hui, où le palais se présente de façon quasi hermétique tout au long de la rue de Rivoli. D'autres entrées se situeront au Carrousel où seront construits parking et gare routière, vers le Cabinet des des-

seins, vers les Antiquités égyptiennes, vers l'administration, vers les Arts décoratifs, vers les bibliothèques. Mais elles seront plus légèrement équipées car la place comme le budget de fonctionnement ne sont pas extensibles. Elles permettront, cependant, le rapport direct et intime des spécialistes et des initiés à la recherche de la détection qui les éloigne du flux des visiteurs ordinaires.

La pyramide enfin. Elle est controversée, comme tout geste nouveau dans un site traditionnel. Elle n'est pas effet gratuit ni fantaisie, mais répond à une nécessité d'éclairage, de volume et d'orientation. Elle doit marquer le centre d'une nouvelle place de Paris (qui pourrait décrire ce qu'était la cour Napoléon, il y a seulement un an ?) au milieu d'un parterre d'eau comme un monument et un signal. Par sa forme, son matériau, son éclat, elle évite toute confrontation d'architecture. Elle est un geste de modernité accordé au dessein des parterres de Le Nôtre, qui seront reconstitués. Notre époque doit-elle demeurer muette dès lors qu'il lui faut faire une œuvre que les siècles ont peu à peu façonnée ?

Et faut-il véritablement s'indigner qu'elle s'exprime, dans le respect du passé qui l'entoure, en posant discrètement sa signature dans un ensemble auquel elle ajoute sa touche ? Le donjon de Philippe Auguste, d'une part, la pyramide, de l'autre : ce sont les deux termes d'une continuité nationale qui, durant sept siècles, aura fait du Louvre un témoin continu de l'évolution du temps.

Restent alors les sujets actuellement les plus controversés. Deux principalement requièrent l'attention. L'entrée unique d'abord, dont il n'a jamais été question. Entrée principale, oui, groupant tous les

* Président de l'établissement public du Grand Louvre

AUX ARMES !

La bataille de la cour Napoléon.

PYRAMIDE ou pas pyramide ? Voilà bien la question, celle qui révolutionne les cœurs et chavire les têtes. Celle aussi qui fait s'entrechoquer les crânes de tout ce que la France compte de défenseurs émérites du beau, de preux chevaliers de l'art. Une belle et somptueuse bataille dont la rumeur dit qu'elle ne connaît ni trêve ni répit, pas même dans les tranchées archéologiques où troupes de la cour Carrée et bataillons de la cour Napoléon s'étreignent allégrement.

Si l'art est d'abord polémique, il n'en faut point douter. Cette affaire du Grand Louvre fait partie du grand art et dépasse alors de beaucoup l'objet de la furieuse querelle : cette fameuse pyramide dont ses plus fermes zéloteurs parlent comme d'un « pur diamant » jeté au ciel de l'Île-de-France, et dont ses plus inlassables contempteurs font une « infâme verrue » ou naz classé de la douzième.

Et si la vraie question était ailleurs ? Dans cette interrogation posée depuis des décennies sans autre réponse que l'inaction muette et la statu quo vaguement poussièreux. Que fera pour que le Louvre, qui n'était plus palais, devienne vraiment ce qu'il prétend et pourrait être : la plus grande musée du monde ?

Une réponse est venue, politique. Pour faire un grand musée, faisons le Grand Louvre. Politique, en effet, puisque aussi bien cet art est d'abord celui de gouverner la cité. Et au plus haut niveau. Trois ans déjà que le président de la République a décidé que le ministère des finances devait à la France culturelle de quitter la rue de Rivoli — une mesure réclamée à cor et à cri depuis trente ans par ceux-là mêmes qui dénoncent l'opération Grand Louvre — pour se réfugier à Bercy. Un an qu'après consultations, mais sans concours, M. François Mitterrand a choisi de penser que le projet présenté par l'un des plus grands architectes mondiaux, la Sino-Américain M. Teoh Ming Pei, était le bon.

A choix politique, réplique politique. Pourquoi pas, après tout ? Et il n'est pas étonnant que cette décision du président, qualifiée un jour par M. Jack Lang, ministre de la culture, comme « l'arbitraire signé », ait pu apparaître à ses adversaires comme « le fait du prince », la manifestation ultime d'un pouvoir régalien où le président serait, par la grâce de Dieu et de la légitimité républicaine, le protecteur des arts. La riposte est venue, politique. Et ce n'est pas hasard pur si l'été dernier, dans un article de la revue *Commentaire*, à nette sensibilité barmaniste, les auteurs anonymes, par devoir de réserve et mesure de prudence, ont cru bon de citer en exergue Corneille :

... On doit ce respect au pouvoir absolu
De n'examiner rien quand un roi l'a voulu.

Prémices d'une offensive de grande ampleur, qui débouche l'hiver venu sur un livre pamphlet, *Paris mystifié, la grande illusion du Grand Louvre*, cosigné par trois husards d'opposition. Et sur une association SOS Louvre, créée à l'initiative notamment de l'ancien secrétaire d'État à la culture, M. Michel Guy.

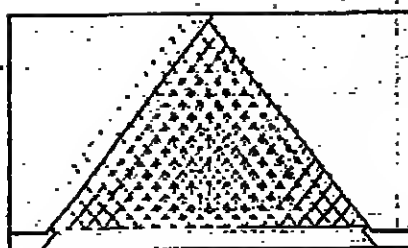
Le vrai débat, si tant est qu'il y ait encore possibilité de débat, tient à la finalité du projet et dans cette question désormais ouvertement posée : comment faire d'un palais-musée, ou d'un musée-palais, ce Louvre idéal, une sorte de palais du Beau ? Comment faire pour qu'il ne soit ni aupaup-Beaubourg, découvert à partir des entrailles de ce que M. Michel Guy brocarde volontiers comme une grande surface troglodyte, ni ce musée pour les seuls initiés, les privilégiés égoïstes du savoir-voir ?

Comment faire ? La première partie de la réponse est venue par ce projet architectural — on ne parle pas là de la pyramide — qui consiste d'abord et surtout à agrandir la Louvre pour en faire le Grand Louvre. A lui offrir de l'espace, quitte à une fâcheuse avec la temps, à enfin doter ce grand et poussiéreux théâtre de ce qui fait aussi la qualité du spectacle, de vraies coulisses. La Grand Louvre, par la récupération de sa rue de Rivoli, mais aussi par ces milliers de mètres carrés volés au Ventre de Paris, s'offre des aises, 90 % d'extension pour le musée à 180 % pour les services. Il n'était que temps. « On ne s'en sortira », avait prophétisé l'ancien directeur des Musées de France, Georges Salles, qu'en s'enterrant. L'enterrement est en marche, ces 10 000 mètres carrés souterrains où tout peut se gagner, où tout peut se perdre, et d'abord la public.

Comment faire que le trou du Louvre ne soit pas celui des Halles, une entrée qui incite à la promptitude ? Comment faire que le musée au-dessus ne soit pas seulement, au prix de cheminements tumultueux, une merveilleuse étagère aux confitures, un de ces lieux vaguement glorieux où il convient d'admirer, peu d'aimer ? Comment faire pour créer une véritable communication, entre le commerce, entre les gens qui font la musée et ceux qui le visitent ?

Quelques questions et beaucoup d'autres qui justifient la polémique, non dans ce qu'elle a d'excessif, mais dans ce qu'elle pourrait avoir de fructueux. Pour l'élaboration d'un grand programme muséologique, qui ne se fera ni en un an, ni même en dix. Et, au-delà, d'un grand programme gestionnaire, en termes de financement, de personnel, de suivi au travers des régimes, de cette affaire au long cours. Alors la pyramide...

PIERRE GEORGES.



LE ZIRCON

par André Fermigier*

CETTE affaire du Grand Louvre, reprenons la un peu en amont. Sur deux points. D'abord le concours. Depuis qu'a semblé révolue l'époque de l'urbanisme clandestin, l'usage s'est établi pour toutes les opérations de grande et moyenne importance de procéder par concours. Il y a eu concours pour le Centre Pompidou, pour l'Opéra de la Bastille, pour La Villette, pour l'Institut du monde arabe, pour le gîte de la Défense, etc. Or, pour le Grand Louvre, projet qui touche au plus précieux du patrimoine, au plus sensible du paysage parisien, il n'y a pas eu de concours. Pourquoi ?

Pas de concours et pas d'information. C'est le second point. Le projet a été élaboré dans le plus grand secret et présenté à la bursarde, chef de chantier en tête, lors d'une séance, qui demeurera mémorable, de la Commission supérieure des monuments historiques. Ensuite ? Ensuite : rien.

Certes, la maquette a été montrée (copieusement) à des personnes de toute confiance. Mais elle n'a été rendue publique qu'après la décision prise au plus haut niveau de faire procéder à l'exécution du projet. C'est là le plus bel exemple que l'on puisse donner de ce que l'on appelle aujourd'hui la « désinformation » et l'on peut se faire une autre idée du respect dû à l'opinion, aux usagers, à l'ensemble des citoyens d'un pays démocratique.

Prologue et acte I. Acte II : le concile d'Arcachon. Réunis dans cette charmante ville qui est dans la mouvance des territoires du responsable de la

mission, les conservateurs en chef du Louvre sont invités à se prononcer sur le projet. Mains sur le cœur, serment du Jeu de Paume, la pyramide ou la mort ! Unanimité. Unanimité qui fera peut-être sourire, dans la mesure où il n'est pas difficile d'imaginer ce qu'auraient été le sort et les espoirs de carrière des éventuels indépendantistes. Et unanimité dont l'expression publique fut d'autant plus choquante qu'elle est absolument contraire aux usages des serviteurs de l'État : le devoir de réserve des fonctionnaires, on l'a dit mais pas assez, s'exerce dans les deux sens. Les actions de grâces, de dévotion et d'obéissance au souverain étaient normales dans l'ancienne France. Pas dans la France de la liberté : de mémoire d'homme et d'historien, on n'en connaît pas d'exemples, même à l'époque de nos ténébres.

Acte III : le combat s'engage. Les champions fourbissent leurs armes et leurs arguments. Ces arguments, chacun les connaît. On ne les reprendra pas tous. On en retiendra seulement deux. L'argument politique et l'argument de la modernité.

L'argument politique. Les auteurs et les partisans du projet disent à propos des protestations qu'il suscite : c'est une opération politique, une manœuvre politicienne, un coup bas de l'opposition, etc. On leur répondra : c'est vous qui avez politisé le débat. Comme vous ne pouvez imaginer ou feignez de ne pouvoir imaginer que l'on trouve ce projet détestable tout simple-

ment parce qu'il est détestable, vous criez à la manœuvre, au complot, à la perfidie préélectorale, à l'opposition systématique, etc. L'argument a d'ailleurs en son effet, et la terreur d'être déporté, fût-ce de quelques millimètres, des positions ultraconfortables de la gauche culturelle parisienne, a sans nul doute bridé l'héroïque courage de certains et les a empêchés de dire tout haut ce qu'ils pensent tous bas, très bas.

La modernité, maintenant. Vous connaissez l'antienne : passisme, obscurantisme, incapacité d'assimiler les formes contemporaines, etc. L'argument a déjà beaucoup servi : à propos de Maine-Montparnasse, du bastion de la Défense, des premiers et terrifiants projets des Halles. Peu importe. Ce qui importe, c'est que l'on voudrait bien savoir en quoi le fait de construire une pyramide de verre dans la cour Napoléon relève en quoi que ce soit d'une vision contemporaine. De la mode, oui, et c'est là le plus parfait exemple que l'on puisse donner de brimborion post-moderniste. Post et pré-moderniste : si on le regarde attentivement, le projet du Grand Louvre avec sa symétrie, sa grande croisée, ses colonnades de surface, ses obsessions concentriques, et circulatoires est assez proche d'un projet Beaux-Arts 1880, et ce n'est pas par hasard qu'il a recueilli l'assentiment enthousiaste de l'un de nos prix de Rome.

La pyramide, on en parle ? Oui. Et, d'abord, s'il vous plaît, pas de comparaison avec

la tour Eiffel : il ne viendra sans doute pas à l'esprit de l'architecte lui-même de comparer son « diamant » à l'extraordinaire prouesse technique, au chef-d'œuvre, celui-là résolument moderne, qui fut l'hommage d'un siècle à ce qu'il avait apporté de plus neuf. Quant au rapprochement avec l'obélisque de la Concorde, on nous permettra d'en sourire et même d'en rire à belle gorge : l'obélisque érigé sous Louis-Philippe est un vrai obélisque, la pyramide du Louvre est une fausse pyramide, un simulacre, un zircon par rapport au supposé diamant. Certes, si la municipalité de Rome nous faisait cadeau de la pyramide de Cestius, on pourrait reprendre la discussion sur d'autres bases. Mais c'est là une hypothèse qui a peu de chance de se réaliser.

Si elle est édifée, la pyramide, par rapport au Palais, à l'arc du Carrousel, aux jardins, apparaîtra toujours comme un corps étranger, un élément inintégrable, une chose de trop, et l'on ne peut que regretter ici l'indiscrétion, le manque de courtoisie que le projet manifeste à l'égard d'un site où se lit une histoire achevée, une histoire qu'il faut certes continuer à écrire, mais pas à cet endroit. Elle n'est d'ailleurs que la partie émergée de l'iceberg et de l'erreur.

L'erreur et le cœur du problème, ils nous paraissent résider dans le parti du forum souterrain, de cette immense salle de pas à combien perdus, même si elle ne devient pas une cour des miracles, ne peut que retarder l'accès du

public aux œuvres. L'en détourner même au profit d'activités commerciales et subculturelles dont la valeur éducative n'est pas évidente. On a si souvent dit que nombre de visiteurs de musées passaient plus de temps à choisir des cartes postales qu'à regarder les tableaux qu'il n'est vraiment pas indispensable de les encourager dans cette voie.

Le parti du forum a entraîné celui de l'entrée unique ou du moins si fortement majoritaire que l'on pourra parcourir toutes les salles du musée sans voir l'édifice, sans prendre conscience de la multiplicité de ses accès, de ses escaliers, de ses élévations et de ses dispositions intérieures. Une bouche de métro ? Non. Plutôt un entonnoir qui fait penser aux illustrations de Gustave Doré pour *Gargantua*, aux cavernes de l'Enfer des primitifs et où l'on voit déjà les cars précipiter leurs bataillons de touristes comme une benne se libère de son chargement sonore et pantelant.

Et comme il fallait bien cacher l'entonnoir, on n'a rien imaginé de mieux que cette pyramide qui, toute réflexion faite, n'est guère qu'une variation néo-classique de cette forme ntile, généralement connue sous le nom de cloche à fromage. Admirez cependant la subtilité du choix : puisque la place des Pyramides est à deux pas et l'obélisque à l'horizon, travaillons dans l'égyptien ! Puissance de l'esprit !

Reste la question du programme, s'il existe. Supposons qu'il existe et souhaitons qu'il

soit bon. A-t-on pensé au temps qu'il faudra pour le réaliser, quand on sait que le réaménagement du département des peintures, entrepris il y a plus de vingt ans, n'était pas encore achevé au moment où l'on est passé à l'idée du Grand Louvre ?

Au temps, au chantier, au fracas, au pandémonium, aux problèmes que posent les circulations externes, les entrées et les sorties du parking ? A l'un des plus beaux édifices de Paris et à son plus beau site, hors d'usage pendant des années ? Vaut-on renouer ici le long déboire des Halles ? A-t-on pensé aussi, maintenant que nous sommes et pour longtemps en période d'austérité, à l'argent, aux milliards d'écus qu'il faudra enfourner, engouffrer dans le fatal entonnoir et auxquels il ne serait pas difficile de trouver une affectation immédiatement plus utile à l'intérieur même des murs du Louvre ?

Entre les grands projets qu'inspirent certes de nobles pensées et la vaine jactance du triomphalisme, la marge est souvent bien étroite. Y a-t-il une culture, de droite, une culture de gauche ? Personne n'en sait rien. Mais ce que l'on sait, c'est que l'unanimité pourrait se faire autour d'un projet plus modeste qui, sans bouleverser le site et en utilisant tout simplement les lieux dont on dispose aujourd'hui, présenterait décemment, humblement, heureusement l'ensemble des richesses du Louvre.

* Secrétaire de l'Association pour le renouveau du Louvre, 156, rue de Rivoli, 75001 Paris.

« MA SOLUTION EST LA BONNE »

Première réponse de l'architecte I.-M. Pei à la polémique publique.

Dans l'agence de Michel Macary, associé à I.-M. Pei pour l'aménagement du Grand Louvre, trente architectes dessinent et étudient les détails d'un chantier qui doit ouvrir au printemps.

Apportant de nouvelles esquisses du hall d'entrée du Grand Louvre qu'il présentera, le lundi 11 février, au président de la République avec une maquette réalisée à Paris, l'architecte new-yorkais est arrivé dans la capitale jeudi, en pleine polémique. Surpris ?

« JE suis peiné et surpris, nous a déclaré I.-M. Pei, de la manière dont la polémique est engagée. On en a fait une question politique et on affirme beaucoup de choses inexactes. C'est un coup bas, a low blow. Je suis prêt à me mesurer, honnêtement, avec quiconque proposerait d'autres solutions, mais personne n'en a. Devait-on laisser le Louvre comme il est ? C'est la vraie question.

« Aux Etats-Unis, je prendrais part au débat, j'irais à la télévision, je répondrais. En France, je ne peux pas, je suis un invité. Mais sans doute un tel débat n'aurait pas lieu. Je viens de Chine, un pays dont la culture est ancienne, mais très lointaine. Le passé est glorieux, mais c'est le passé. Les Français, eux, sont très attachés au passé. Je rencontre des gens

qui parlent de Louis XIV comme s'ils l'avaient vu la veille... Si j'étais seulement américain, j'aurais du mal à m'adapter. Comme j'appartiens à deux cultures opposées, aux deux pôles, et que la France est au milieu, je peux comprendre.

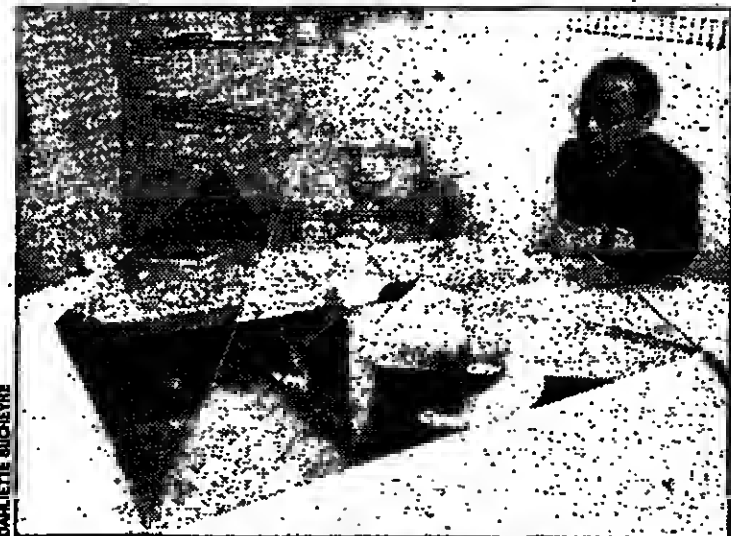
« Les détracteurs du projet s'accordent généralement pour souhaiter une transformation générale du Louvre, mais critiquent l'idée d'une entrée principale et surtout sa partie visible, la pyramide. Pour eux, la cour Napoléon est un espace fini, qui appelle le vide.

« Avant d'accepter ce travail, j'ai d'abord pensé que c'était impossible, qu'on ne pouvait pas toucher au Louvre. A Versailles, je ne toucherais à rien. Le soir, on ferme les grilles. Versailles dort. Mais si le Louvre dort, c'est Paris qui sommeille. Le Louvre doit être vivant, à cause de sa situation dans la ville.

« Le futur du Louvre, c'est d'être un musée. Pourquoi pas le plus grand ? Le plus agréable ?

« On attend cinq millions de visiteurs, au lieu de moins de trois millions actuellement. N'est-ce pas trop ?

« Ce n'est pas le nombre de visiteurs qui compte, mais la qualité de la visite. Combien profitent vraiment de ces trésors ? Nous voulons en faire un lieu où les gens aient envie



« La pyramide n'appartient pas à l'Egypte, mais à l'histoire de l'art mondial. »

de rester, de revenir, au lieu de jeter un coup d'œil sur la *Vénus de Milo* et de rentrer chez eux épuisés, écorchés. Pas seulement les touristes, mais les Français.

« Si tout le monde est d'accord sur la nécessité d'améliorer le fonctionnement du musée, d'aider les visiteurs à choisir, de raccourcir les distances, de créer un espace compact au lieu d'un itinéraire incompréhensible et trop long, alors, j'ai confiance. Je suis absolument persuadé que, dans ce cas, ma solution est la bonne.

« Une pyramide, cette « maison des morts » ? Avez-vous pensé à d'autres formes ?

« Bien sûr, mais la pyramide s'est imposée très vite. Ceux qui parlent de « maison des morts » ont mal lu l'histoire : ils pensent à l'Egypte. Quand on passe de la pierre au verre, cela change du tout au tout. La pyramide, forme géométrique fondamentale, est « classique » : elle appartient à l'art de toutes les époques et du monde entier. Quant à la hauteur, il faut s'entendre : un cube de vingt mètres de haut serait un objet énorme ; une pyramide dont le sommet est à vingt mètres est plutôt une petite chose.

« Un signal doit absolument émerger. A l'intérieur, nous devons créer un volume assez

vaste, assez lumineux, pour qu'on ait tout de suite conscience des possibilités du lieu, qu'on sache qu'on est dans le Grand Louvre. Le matériau va compter énormément : c'est pourquoi aucune maquette, en vraie grandeur, ne pourrait rendre le mystère de la lumière, les jeux de transparence et de reflet.

« Le choc avec l'architecture classique ?

« L'époque glorieuse du classicisme français est révolue. Lefuel n'est pas Le Vau ; Le Vau n'est pas Lescot. Les façades de Lefuel sont déjà un pastiche. Les copier, les imiter aujourd'hui serait faire le pastiche d'un pastiche.

« On a beaucoup critiqué le choix direct d'un architecte par le chef de l'Etat. Vous qui travaillez aux Etats-Unis, cela vous gêne-t-il d'être l'architecte du prince ?

« En Amérique, la commande ne vient jamais de l'Etat, mais du secteur privé. En France, par une sorte de tradition que la monarchie semble avoir léguée à la République, c'est plutôt l'inverse. A condition qu'il s'agisse de dirigisme éclairé, cela peut ne pas être désastreux. Il y a un certain courage pour un homme politique à décider de ces choses.

« Et les concours ?

« Je ne participe plus, depuis des années, à aucun

concours. Je n'ai pas le temps. Quand on veut construire pour longtemps, on ne peut se plier aux caprices de la mode, qui malheureusement domine le choix des jurys.

« Presque tous les directeurs de musées étrangers interrogés en 1983 par Emile Biagini, avant que vous ne soyez pressenti, avaient cité votre nom. Etes-vous le seul ?

« Je pense que nous sommes quelques-uns à pouvoir faire ce projet. Mais le problème du Louvre est très complexe. C'est un musée, un palais, un monument. Les gens ne savent pas à quel point le Louvre va être amélioré fonctionnellement. Ils sont seulement au courant de la pyramide, et ce n'est pas le plus important.

« Vous êtes un « moderne ». Cela vous gêne-t-il au Louvre ?

« Les architectes modernes, Mies Van der Rohe, Le Corbusier, ont posé les fondations d'un mouvement qui a à peine commencé et qui n'a pas encore exploré toutes les possibilités de la technologie. Il y a encore beaucoup à explorer, et je me situe dans cette lignée. Presque tout ce qui se fait en ce moment est du pastiche, à la mode, et ne durera pas. Cela passera. Même moi, je vivrai assez longtemps pour le voir.

Propos recueillis par MICHELE CHAMPENOIS